

مكتبة من الامارات

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Freud dans le texte  
■ Les peuples de Le Clézio



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16422 - 7,50 F

VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## ■ L'affrontement Irak-ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mercredi 12 novembre, une résolution renforçant les sanctions imposées à l'Irak. p. 4

## ■ 1950 décès dus à l'amiante en 1996

Le rapport de l'Insem sur les dangers de l'exposition à l'amiante a été rendu public. p. 34

## ■ Claude Allègre recule

Le ministre de l'éducation a renoncé à décentraliser, dès 1998, le système de mutation des enseignants du second degré. p. 11

## ■ L'inquiétude des marchés

Les places boursières accusent depuis deux semaines des petites baisses qui reflètent leurs inquiétudes sur les conséquences de la crise monétaire asiatique. p. 19

## ■ Des dopés parlent

Plusieurs sportifs dopés ou accusés d'avoir pris des substances interdites brisent la loi du silence. p. 15

## ■ Polémique sur un vaccin antisida

L'expérimentation, programmée pour 1999, d'un vaccin à base d'un virus génétiquement modifié, suscite la réprobation de Luc Montagnier. p. 34

## ■ Ariane et la NASA

Dans un entretien au Monde, Daniel Goldin, administrateur général de la NASA, explique qu'Ariane a obligé les Américains à se surpasser. p. 25

## ■ Les prisonniers moins mal soignés

Le bilan de la réforme de 1994 sur la santé en prison fait état d'une amélioration indéniable de la qualité des soins, même si de nombreux « points noirs » demeurent. p. 10

## ■ La gestion de l'eau critiquée

Dans deux rapports inédits, la Cour des comptes et le Commissariat au Plan critiquent fortement la gestion des agences de l'eau. p. 13

Allemagne, 3 DM ; Arabie Saoudite, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 500 F CFA ; Danemark, 15 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2000 L ; Kazakhstan, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; République tchèque, 100 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 10 Krona ; Suisse, 2,30 S ; Tunisie, 1,2 Din ; USA, 1,00 \$ ; USA (territoires), 2,50 \$.

M 0147-1114-7,50 F



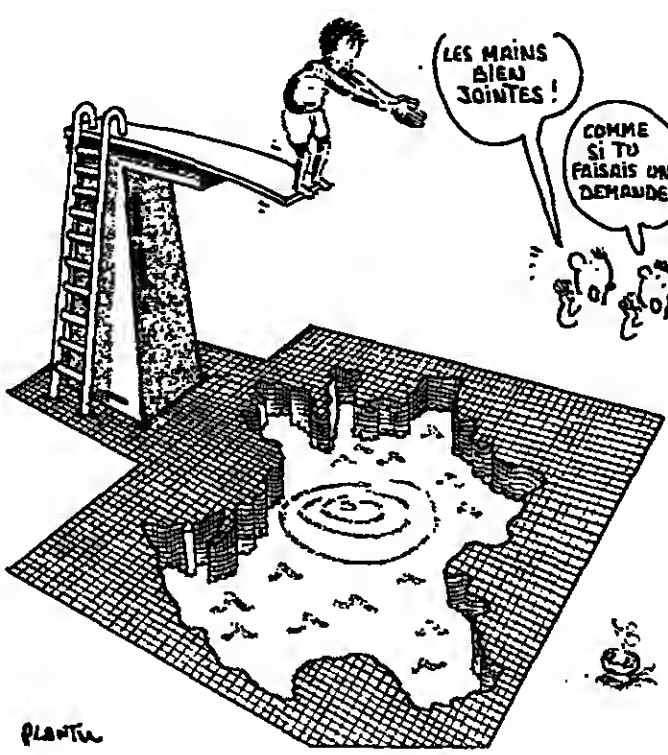
## Les enfants nés en France de parents étrangers pourront devenir français dès l'âge de 13 ans

L'amendement des députés PS reste en retrait par rapport à la législation d'avant 1993

LES DÉBATS sur l'immigration et sur la nationalité, qui vnt occuper l'Assemblée nationale fin novembre et début décembre, ont commencé au sein du groupe socialiste. Le projet de loi d'Elisabeth Guigou, ministre de la Justice, répondant à l'engagement de « rétablir le droit du sol » pris par le PS durant la campagne électorale, a donné lieu à des débats.

Pour une partie des députés PS, en effet, il ne suffit pas de rétablir le caractère automatique de la nationalité française, à dix-huit ans, pour tous les jeunes nés en France de deux parents étrangers ; il aurait fallu aussi revenir à une autre disposition qu'avait supprimée la loi Méhaignerie de 1993, celle qui permettait aux parents étrangers de demander la nationalité française dès la naissance pour leurs enfants nés en France.

Certains députés souhaitent même, avec Véronique Nelertz, instituer un droit du sol « intégral », qui attribuerait à ces enfants la nationalité française au



PLANTU

matiquement dès la naissance. Un amendement de compromis a été finalement adopté par le groupe socialiste, mercredi 12 novembre : le bénéfice automatique de la nationalité resterait fixé à dix-huit ans, comme dans le projet initial du gouvernement, mais, dès treize ans, avec l'accord de leurs parents, les garçons et les filles concernés pourraient demander à anticiper cette entrée en possession de la nationalité. Le texte du gouvernement prévoit en outre qu'entre seize et dix-huit ans, ils pourront le faire sans avoir besoin de l'accord de leurs parents.

Le vote des députés socialistes présents à la réunion, par 74 voix contre 54, traduit des conceptions différentes du droit de la nationalité, mais aussi des solidarités de courants. Il est apparu que les amis de Laurent Fabius, mais aussi la Gauche socialiste et les partisans d'Henri Emmanuelli, s'opposaient au gouvernement et à Lionel Jospin.

Lire page 7

## La nouvelle Afrique du Sud fait sa révolution des mœurs

JOHANNESBURG de notre correspondant  
Faut-il légaliser la prostitution pour transformer les péripatétiques sud-africains en travailleurs et contribuables ordinaires, soumises au code du travail et à l'impôt sur les bénéfices ? La question agite l'opinion publique après l'approbation, par la province de Johannesburg, d'un rapport préconisant de décriminaliser la prostitution. Partisans et adversaires du projet s'affrontent à coups de communiqués incendiaires et d'éditoriaux enflammés dans les journaux.

Les défenseurs de la légalisation font valoir que le projet consiste simplement à réguler une activité afin d'en atténuer les aspects les plus sordides. Selon un des membres de la commission à l'origine de la proposition, la mesure a pour but de « briser le cercle vicieux de l'exploitation engendré par la nature illégale de la prostitution ». La légalisation permettrait aux prostituées de bénéficier de « la protection de la loi et des mêmes droits que les autres salariés », a affirmé un responsable de la province de Johannesburg. Les sex workers - les « travailleurs du

sexe », comme on les appelle désormais - pourraient ainsi prétendre aux avantages de la nouvelle législation sur les conditions de travail.

La mesure est également défendue par le ministère de la santé et par les travailleurs sociaux. La légalisation permettrait, en effet, de mieux suivre les prostituées sur le plan médical et d'améliorer la prévention des maladies sexuellement transmissibles comme le sida. Selon un porte-parole du ministère du commerce, légaliser la prostitution aurait également des avantages dans le domaine des finances publiques en réglementant une activité qui échappe pour l'instant à l'impôt.

L'argument est loin de convaincre les partisans d'opposition et les représentants des différentes Eglises, qui craignent le scandale. La légalisation de la prostitution représenterait, à leurs yeux, une incitation à la débauche susceptible d'accroître le phénomène et de nuire au sens moral de la population. Le Parti national (NP), la formation au pouvoir sous l'apartheid, en profite pour se poser en défenseur des bonnes mœurs. Il dénonce une étape supplémentaire dans le « déclin des valeurs » que connaît, selon lui, le pays. Les

Eglises s'indignent d'une initiative qui constitue un « affront aux principes religieux » en prévoyant de légaliser une pratique « contraire à la dignité humaine ».

Les autorités de la province de Johannesburg ont précisé qu'elles n'avaient fait que donner un accord de principe et que la mesure était encore en discussion au niveau national. Son entrée en vigueur suppose l'accord du gouvernement et le vote d'une loi par le Parlement. Quel qu'en soit l'aboutissement, le débat illustre les remous que provoquent les changements dans la nouvelle Afrique du Sud de Nelson Mandela, y compris dans le domaine des mœurs. Il montre que le pays n'a pas tout à fait rompu avec le puritanisme de façade des années d'apartheid. Pour autant, maisons closes et « clubs » en tout genre ont pignon sur rue depuis longtemps. A Johannesburg, environ dix mille prostituées négocient leurs charmes. Et ceux qui, dans l'opposition, poussent des hauts cris n'ont jamais été prompts à lutter contre le phénomène quand ils étaient au pouvoir.

Frédéric Chambon

## Le prix Goncourt sous tutelle

A QUELQUES ANNÉES de son centenaire, le prix Goncourt est-il en passe de vivre une nouvelle crise qui le mènerait vers une nécessaire, une inévitable mutation ? En a-t-on connu, des coups de froid, des coups de gueule, des dérapages et des scandales depuis 1903 ? Dès 1906, Octave Mirbeau affiche son désenchantement : « Jusqu'à présent, nous n'avons pas donné le prix que nous aurions dû donner ! »

En 1932, après le couronnement de Guy Mazeline, préféré à *Voyage au bout de la nuit*, de Céline, Lucien Descaves manifeste sa mauvaise humeur en décidant de bouder les repas de l'académie. Avant de poser sa serviette sur la table et de quitter le salon Drouant sans faire honneur au festin, cet homme de bonne volonté, hostile aux combines, lâche qu'il préfère « reprendre le maguic ! », et de poursuivre : « Notre salle à manger n'est qu'une cuisine ! »

En 1941, Henri Pourrat est primé sur intervention de Vichy, qui prône le « retour à la terre », tandis qu'un « Goncourt de zone libre » est décerné à Guy des Cars. 1951 : c'est l'année du refus de Julien Gracq de participer aux mascarades d'une *Littérature à l'esto-*

rmc. 1958 : celle des micros cachés dans la salle de délibération par Alain Ayache. 1968 : la porte claquée par Louis Aragon, qui fustige le « cannibalisme » de ses collègues. 1975 : le canular Emile Ajar. 1980 : le tapage de Geneviève Dormann, qui dénonce dans la presse les « prix truqués, jurés achetés ».

Au fil des ans, il est notable que l'académie Goncourt a brouillé ses repères. En 1986, Hervé Bazin juge Gilles Lapouge trop vieux pour recevoir le prix : il a soixante-trois ans. Deux ans plus tôt, le Goncourt a été décerné à Marguerite Duras, soixante-neuf ans. Un paradoxe que François Nourissier assume : « Edmond de Goncourt recommandait à ses successeurs de tenir compte de "la jeunesse et de l'originalité du talent". On peut sans pécher jouer un peu avec les mots. » Et d'ajouter que Duras est à créditer d'un talent d'une jeunesse assez forte ». D'autres jouèrent : les jeunes galopins qui, en 1952, l'année de l'attribution du prix à Béatrix Beck, pénétrèrent dans le salon et lancèrent des tracts sur les convives.

Jean-Luc Douvin

Lire la suite page 18

## Le sommet francophone

■ 49 pays à Hanoi pour sortir la francophonie de ses combats d'arrière-garde

■ M. Boutros-Ghali devrait être élu secrétaire général de l'organisation

■ Jacques Chirac intervient pour le respect des droits de l'homme au Vietnam

Lire pages 2, 3 et 32 et notre éditorial page 18

## Le débat sur le communisme

LA PUBLICATION de l'ouvrage collectif *Le Livre noir du communisme* (Robert Laffont) provoque une ample polémique. Deux des coauteurs, Jean-Louis Margolin et Nicolas Werth, détaillent dans nos pages « Débats » les raisons du différend qui les oppose à Stéphane Courtois, rédacteur de l'introduction, très controversée. Ils insistent sur la nécessité d'une typologie fine des crimes d'un communisme qui ne fut selon eux « ni pur tout ni constant massacre ». Devant l'Assemblée nationale, Lionel Jospin, interpellé par l'UDF, a affirmé : « Je n'ai jamais mis un signe "égal" entre nazisme et communisme. » Il s'est déclaré « fier » de la présence du PCF dans son gouvernement.

Lire pages 8, 16 et 17

## L'Olympia rouge, noir, bleu



GILBERT BECAUD

DÉCOR ROUGE ET NOIR, plafond bleu nuit comme avant : l'Olympia, reconstruit à l'identique quelques mètres sous la salle originelle, rouvre ses portes jeudi 13 novembre. La scène est plus vaste et les loges sont neuves. Comme en 1954, lors d'une première réhabilitation, c'est « Monsieur 100 000 volts », Gilbert Bécaud, qui l'inaugure.

Lire page 29

International	2	Finances/marchés	22
France	7	Aujourd'hui	24
Société	10	Météorologie/Jean	27
Régions	13	Culture	29
Carpet	14	Culte	31
Horizons	15	Abonnements	32
Entreprises	19	Musique	33
Communication	21	Radio-télévision	33



**SOMMET** Premier sommet de la francophonie à se tenir en Asie, la rencontre du 14 au 16 novembre à Hanoï des dirigeants d'une cinquantaine de pays « partageant la langue fran-

çaise » veut marquer une modernisation de la francophonie et de ses institutions. ● UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL doit être nommé pour donner une « visibilité » et une « dimension poli-

tique » à l'ensemble francophone. Mais le candidat favori de l'Elysée à ce poste, Boutros Boutros-Ghali, est déjà vivement contesté par de nombreux pays. ● JACQUES CHIRAC a

achevé, jeudi 13 novembre, une visite officielle au Vietnam, au cours de laquelle des contrats commerciaux d'une valeur de 4 milliards de francs ont été signés. ● LES DROITS DE

L'HOMME au Vietnam ont aussi été évoqués par le président français, qui a cependant dénoncé les « déclarations irresponsables » sur ce sujet. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

## La francophonie cherche à sortir de ses combats d'arrière-garde

Une cinquantaine de pays se retrouvent au Vietnam pour tenter de moderniser un mouvement jusqu'à présent cantonné dans une attitude défensive. La création d'un poste de secrétaire général, attribué à Boutros Boutros-Ghali, doit illustrer cette volonté d'ouverture

**NOUVEAU DÉPART** pour la francophonie ? Le sommet qui rassemble, du 14 au 16 novembre à Hanoï, les dirigeants des 49 pays « ayant le français en partage » est présenté comme tel. D'abord, c'est la première fois que cette rencontre bisannuelle, inaugurée par François Mitterrand en 1986, se tient en Asie (les précédents sommets ont eu lieu à Paris, Québec, Dakar, Paris, Maurice, Cotonou).

Pour la première fois donc, on sort d'un champ naturel où la langue française reste d'usage fréquent pour faire acte de présence sur un continent que la francophonie avait presque complètement déserté. On sort du pré carré, des frontières franco-québécoises-africaines d'un gaullisme aujourd'hui suranné. En se tournant vers une zone où le français ne peut jamais prétendre rivaliser avec l'anglais, mais qui est depuis une quinzaine d'années celle du plus grand dynamisme dans l'économie mondiale, on veut surtout marquer que la francophonie sort de la nostalgie et des combats d'arrière-garde.

### UNE JUNGLE D'INSTITUTIONS

Ce septième sommet a pour ambition de moderniser l'image de la francophonie, de la faire apparaître pour ce qu'elle est vraiment : un combat pour le pluralisme, au moyen notamment du plurilinguisme, et non une défense des murs pour sauver ce qui peut être de l'abomination anglophone. Quelques ayatollahs survivent certes encore, tel Philippe de Saint-



Rnbert, qui appelle à un vaste rassemblement, le 14 novembre devant l'Académie française, pour protester contre la phrase imitée qui échappa récemment au ministre de l'Éducation nationale Claude Allègre : « Les Français doivent cesser de considérer l'anglais comme une langue étrangère ». Ceux-là existent encore, mais on ne les laisse plus tenir le haut du pavé, comme ils l'ont fait pendant des années, ridiculisant le projet francophone par leur absolutisme dérisoire et donnant envie à plus d'un de jeter le bébé avec l'eau du bain.

L'autre innovation du sommet de

Hanoï, c'est la réforme des institutions. Son aspect le plus marquant est la création d'un poste de secrétaire général, qui est supposé donner à la francophonie plus de « visibilité » sur la scène internationale, superviser les agences et contrôler les programmes, c'est-à-dire mettre de l'ordre dans une jungle d'institutions dont certaines, de l'avis même d'un responsable français, n'ont jamais été que des « fromages ». L'homme sera chargé, enfin, de promouvoir la « dimension politique » de la francophonie. C'est là que le bât blesse.

Le secrétaire général sera « élu »

à Hanoï. Mais chacun sait que les deux candidatures africaines concurrentes, même si elles se maintiennent jusqu'au bout, n'ont aucune chance et que l'élu sera Boutros Boutros-Ghali. Tel est en effet le choix de la France, principal bailleur de fonds. C'est plus exactement le choix de l'Elysée, pour qui la francophonie fait partie du domaine quasi réservé et qui avait de toute façon arrêté son projet avant le changement de gouvernement. Ce poste avait été presque ouvertement promis à M. Boutros-Ghali il y a quelques mois, quand les Américains, d'assez grossière manière, l'évincèrent du secrétariat général de l'ONU. M. Boutros-Ghali est en fait contesté par de nombreux pays francophones, en particulier sur le continent africain, où on lui reproche soit ses prises de position à l'ONU, soit tout simplement de n'être pas africain. Il apparaît inévitablement comme l'homme de la revanche contre les Américains, à un moment où l'on essaie au contraire, à propos de la diffusion de la langue et de la culture françaises, de délivrer un message un peu plus subtil.

### BESOIN D'INTÉGRATION

Mais surtout, quelle peut être cette « dimension politique » de la francophonie, que M. Boutros-Ghali est censé promouvoir ? Les réponses sont nombreuses de divers responsables français à cette question incertaine à penser que le projet n'a pas été très précisément élaboré. Chacun fait référence, évidemment, aux « grandes heures » de 1993, quand la francophonie, mobilisée comme jamais, faisait front pour défendre « l'exception culturelle » dans les négociations du GATT. Mais maintenant, mais au-delà ? L'énoncé officiel de cette ambition politique a quelque chose de pathétiquement hors du temps : il est question de renforcer les solidarités, de promouvoir l'état de droit et la démocratie, de prévenir les conflits et d'apaiser leur solution, de structurer l'ensemble francophone au sein

d'organisations plus vastes, qu'il s'agisse de l'ONU ou du FMI. Sans même parler de l'état de la démocratie au Vietnam, on peut s'interroger, au vu des événements survenus en Afrique centrale, sur la capacité de l'ensemble francophone à répondre à ces ambitions, être-il un secrétaire général - lequel n'a d'ailleurs guère démontré de don particulier dans ces domaines. Règlement des conflits et conquête du pouvoir par les armes ; mépris des préceptes de La Baule - sur le pluralisme politique notam-

ents, un besoin d'intégration à l'heure de la mondialisation, auquel répondent également les ensembles hispanophone ou lusophone en train de se structurer ; c'est un désir d'Europe pour les pays de l'Est, une demande de coopération économique et d'aide au développement pour d'autres. C'est, pour les sociétés, un sentiment de proximité, un besoin de pluralisme, un désir d'échanges, d'ouverture, d'une autre voie d'accès à la modernité qui s'accroissent mal de la politique des visages suivie depuis plu-

### Moyens techniques de sécurité renforcés

La police vietnamienne dit aborder la question de la sécurité des nombreux chefs d'Etat et de gouvernement présents à Hanoï avec sérénité. Le chef de la police de la ville, Pham Chuyen, ne s'attend pas à des manifestations spontanées lors du sommet. Il refuse de communiquer les effectifs déployés pour la circonstance et indique simplement : « Nous avons simplement renforcé nos moyens techniques, avec 50 voitures et 50 motos supplémentaires, des équipements de détection des explosifs à l'aéroport et aussi de communication ». Des instructeurs du groupe d'élite français Raid ont donné une formation de six semaines à des policiers vietnamiens en avril pour faire face aux situations d'urgence comme les prises d'otages. Dans la semaine qui a précédé le sommet, la police a fait de nombreuses répétitions, des cortèges sont passés sèches brûlantes et giraphes allumés dans les points névralgiques du centre-ville, causant un certain chaos dans cette ville de 2,5 millions d'habitants. - (AFR)

ment, rejetés comme des archaïsmes européens-centristes ; triomphe des critères du FMI, seules normes acceptées par les nouveaux dirigeants africains : telles sont les évolutions survenues dans la partie centre-occidentale de l'ensemble francophone des dernières années. La France en copiant d'ailleurs tacitement, elle qui a fait de l'Ouganda, parait-il, des révolutions en apparence « anti-françaises » de l'Afrique des Grands Lacs, mais bon élève du FMI, le premier bénéficiaire de ses aides garanties par la Coface.

Elle aura bien du mal à convaincre à Hanoï que l'ensemble francophone peut exister politiquement. Le désir d'appartenance à la francophonie, lui, existe, et il est multiforme. C'est, de la part des

sieurs années en France et dont on vient tout juste de mesurer les méfaits. C'est un besoin de laïcité, crucial dans certains pays musulmans. La francophonie s'efforce de répondre, par ses réalisations concrètes, à ces demandes très diverses. A-t-elle les moyens pour autant de convertir tout cela en une identité politique et diplomatique ? Et n'est-ce pas faire preuve encore une fois de la vieille arrogance dont on prétend par ailleurs se libérer ? « Si au moins cela servait au développement de l'enseignement du français qui, lui, est très important, dit un haut responsable du ministère français des Affaires étrangères. Mais je n'en suis pas sûr... »

Claire Tréan



## L'événement

« Une encyclopédie d'une richesse exceptionnelle. [...] Une œuvre majeure. » Marie-France Rémond, *Le Nouvel Observateur*.

« Quiconque se plonge dans l'Encyclopédie des religions en sort enrichi, débarrassé de ses clichés. » Christian Makarios, *Le Point*.

« Un souci de la rigueur et de la clarté sans pareil. » Daniel Bermond, *L'Espresso*.

« Un bilan du savoir d'aujourd'hui sur les phénomènes religieux. Cette somme est appelée à faire référence. » Jean-Luc Pothier, *Le Journal du Dimanche*.

« Une encyclopédie sans équivalent. Pari gagné. » Marcel Heusch, *La Croix*.

« La connaissance contre l'intolérance. Cette "Encyclopédie des religions" compte un vide culturel. » Benoît Lobet, *Le Monde*.

Une double approche historique et thématique pour connaître et comprendre les religions du monde.

Bayard Éditions

2 volumes reliés, sous coffret, 2 500 pages  
Prix de lancement : 850 FF  
jusqu'au 31 décembre 1997, puis 1 200 FF

## Les travaux préparatoires ont tourné à la foire d'empoigne

### HANOÏ

Le septième Sommet de la francophonie devait entériner une réforme des institutions de la francophonie en créant notamment un poste de secrétaire général qui sera attribué à M. Boutros-Ghali. Mais à vingt-quatre heures de cette manifestation, on ne connaît toujours pas la liste complète des participants, certaines incertitudes demeurent, en particulier quant à la représentation des pays d'Afrique centrale. Si le Burundi a fait savoir qu'il déléguera son premier ministre, Pascal-Firmin Dirima, et si le nouvel homme fort congolais, Denis Sassou Nguesso est arrivé jeudi, on ignorait en revanche comment le

Rwanda et la République démocratique du Congo seraient représentés.

Lors des travaux préparatoires au sommet menés par les ministres en charge de la francophonie, qui étaient réunis depuis lundi à Hanoï, la délégation française a dû faire face à une série de difficultés, dont les unes s'apparentent à une espèce de fronde africaine. Déjà peu enthousiastes dans leur majorité de voir M. Boutros-Ghali devenir le premier représentant de l'ensemble francophone, les pays africains n'ont pas apprécié que l'on annonce, avant même le début du sommet, que le candidat concurrent, l'ancien président béninois Zinsou, avait jeté l'éponge. (L'annonce n'était d'ailleurs pas

due directement à la France mais à une maladresse des Vietnamiens). L'affaire était pourtant entendue, M. Zinsou ayant effectivement accepté de déclarer forfait sous l'impulsion pressante de la France. Les Africains auraient pourtant souhaité qu'un ne laisse annoncer lui-même sa décision, bref, qu'on y mit les formes et que l'élection de M. Boutros-Ghali eût des allures un peu plus dignes pour l'Afrique.

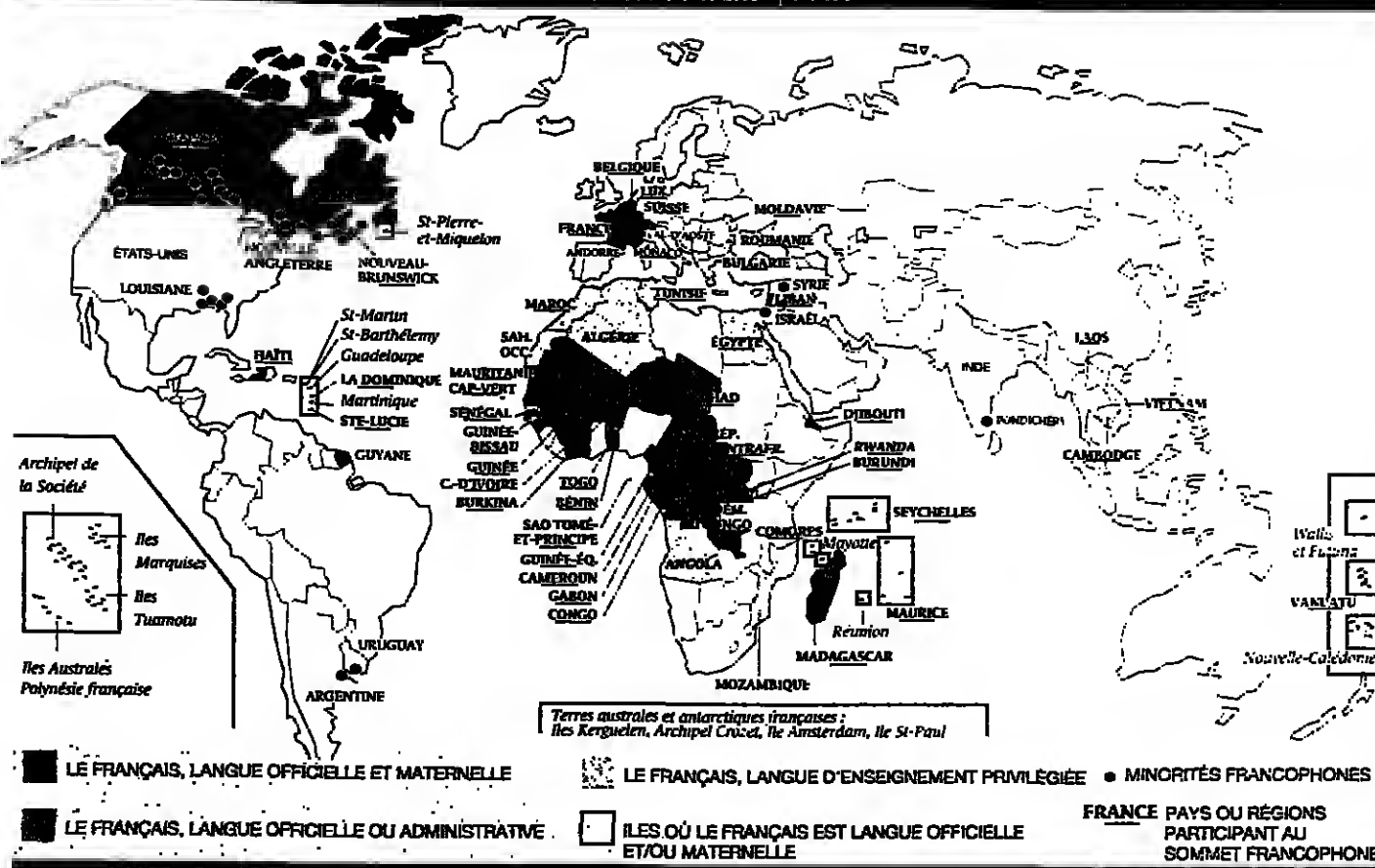
D'autre part, la création même d'un poste de secrétaire général est mal vécue par certains pays qui craignent un affaiblissement relatif de l'influence qu'ils exercent sur d'autres institutions de la francophonie. C'est le cas du Canada et sans doute de la Belgique, bien que cette dernière soit incitée à la réserve par l'assurance qu'elle a de voir l'un des siens, René Dehaybe, devenir l'administrateur de la puissante Agence de la francophonie qui gère les programmes d'actions. En substance, ceux qui contestent la personnalité de M. Boutros-Ghali, nu la fonction de secrétaire général, ont tenté de réduire les pouvoirs attribués à ce poste, en particulier la durée de son mandat (en principe de quatre ans) et son autorité sur l'Agence de la francophonie.

Une autre sombre querelle de prérogatives mettant aux prises les ministres en charge de la francophonie et les représentants personnels des chefs d'Etat (Denis Tillinac pour la France) a par ailleurs eu lieu, donnant l'impression que les travaux préparatoires du sommet tenaient plutôt de la foire d'empoigne... La réunion des chefs d'Etat à partir de vendredi y mettra probablement bon ordre.

G. T.



Le monde francophone



# « Trouvez-leur du travail et ils apprendront le français »

Au Vietnam, la francophonie renaît malgré l'envahissant anglo-américain

**HUÉ**  
de notre envoyé spécial  
« Lâche-moi les baskets. » A Hoa Lu, l'un des sites naturels les plus enchanteurs du Vietnam, des enfants mi-guides mi-mendiants répètent ce que leur disent des touristes français, le contingent le plus nombreux parmi les Tâys (les Occidentaux). « Et maintenant, je dois vous dire ou revoir », conclut, sous les applaudissements, le minuscule pionnier au foulard rouge chargé de présenter ses vœux de réussite, à l'université de Hué, à quelque trois cents délégués venus d'une trentaine de pays pour participer aux « Assises de l'enseignement du et en français ». Celles-ci, visiblement, apprennent le français à l'école et, pour lui avoir dicté un tel formalisme, son maître ne peut être que vietnamien.

La rive droite de la rivière des Parfums, où se trouvent les universités et certains établissements scolaires de l'ancienne capitale impériale, s'est donc fait l'écho, à la mi-octobre, d'une langue que chaque délégué pratiquait à sa façon. Vêtus de leur tenue blanche si seyante, de souriantes étudiantes francophones avaient été réparties dans les hôtels de la nouvelle ville pour guider les défenseurs d'un français se sentant menacé par l'envahissant anglo-américain de la mondialisation mondiale.

Au Vietnam, une brèche a ainsi été ouverte. Amorcé simultanément dans le primaire et dans le secondaire en 1993, un enseignement bilingue est diffusé, depuis la rentrée de 1997, dans 524 classes qui regroupent quelque quinze mille élèves. Les filières universitaires francophones rassemblent, de leur côté, cinq mille étudiants. La première promotion de bacheliers franco-vietnamiens sortira en 1999 et, si cet effort se poursuit comme prévu, les lycées et écoles du Vietnam comptent 1 330 classes bilingues et, donc, quarante mille élèves invités à apprendre le calcul ou la chimie en français aussi bien que dans leur langue maternelle. L'encadrement des enseignants est la responsabilité, au moins au départ, de formateurs francophones étrangers.

Ce vaste programme doit s'accompagner, au tournant du siècle, du développement coûteux de filières universitaires francophones pour accueillir les générations à venir de bacheliers franco-vietnamiens. « Trouvez-leur du travail et ils apprendront le français », avait déclaré voilà trois ou quatre ans Đỗ Mười, secrétaire général du PC vietnamien. Pour l'instant, la méthode serait plutôt inverse. En outre, elle s'appuie sur le calcul, le plus souvent terre-à-terre,

songé, le sommet francophone de Hanoï s'accompagne, de son côté, de multiples colloques, séminaires, expositions et représentations dans les grandes villes du pays. Une cinquantaine de milliers de Vietnamiens (sur une population de 76 millions) parlent couramment le français, avec deux silhouettes dominantes : le vieil homme, trop heureux de repérer un français un tantinet désuet, et l'enfant qui commence à l'annoncer. Entre ces deux classes d'âge, le français forme un courant, réduit mais solide, parmi une élite qui a renoué avec la forte communauté vietnamienne de France.

J.-C. P.

## Jacques Chirac a appelé de ses vœux un « partenariat privilégié » avec Hanoï

Quatre milliards de francs de contrats commerciaux entre les deux pays ont été signés

HO CHI MINH-VILLE

de nos envoyés spéciaux

La France politique, de droite comme de gauche, mise apparemment sans réserve sur le Vietnam : tel a été le message, en tout cas, de la visite de Jacques Chirac, accompagné par quatre membres du gouvernement, mercredi 12 et jeudi 13 novembre, dans le pays. François Mitterrand, a-t-il dit, était venu au Vietnam sceller la « réconciliation », entre deux pays. Chirac y a renforcé un « partenariat » qui s'annonce pour le moins étroit, si l'on s'en tient à l'aide offerte et aux contrats signés.

Avec pour plus de 4 milliards de francs de contrats commerciaux signés, mercredi, la France

française comprend deux volets. Le premier est un protocole financier de 310 millions de francs qui affecte trois secteurs : transports ferroviaires, traitement des eaux et télécommunications (hors Ho Chi Minh-Ville). Le second comprend deux conventions de la Caisse française de développement, l'une concernant l'extension d'une sucrerie dans la province de Quang-Ngai (110 millions de francs) et le développement de café du type arabica dans le nord (212 millions de francs). Ces nouveaux accords n'incluent pas une enveloppe de coopération annuelle qui tourne autour de 300 millions de francs.

En outre, plusieurs projets sont en cours de négociation. En pleine expansion, la compagnie nationale Vietnam Airlines, qui lève déjà dix Airbus et a acheté plusieurs ATR, a besoin d'A-340 et d'ATR-72. GEC-Alsthom s'intéresse à la construction de deux centrales. Des assureurs français, AXA et AGF, sont également candidats à des licences. En revanche, un projet vietnamien de satellite n'a pas été abordé lors de l'entretien que le chef de l'Etat a eu avec Trần Đức Lương, le nouveau président vietnamien, mercredi matin à Hanoï.

Il s'agit néanmoins de bases exceptionnelles, surtout dans l'horizon asiatique de la France, à ce « partenariat privilégié » franco-vietnamien que Jacques Chirac appelle de ses vœux. Si l'on tient compte de l'aide redistribuée par le biais, par exemple, d'agences francophones, le Vietnam est bien devenu « le deuxième bénéficiaire du monde » de l'aide financière de Paris.

Le pari est donc clair : le Vietnam est destiné à être la porte de la France au sein de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) tout comme la France sera la porte du Vietnam au sein de l'Union européenne. Jacques Chirac a ajouté que « c'est au Vietnam que la France occupe la plus forte position en Asie : les faits sont là ».

Moyennant quoi, comme l'avait déjà fait François Mitterrand en 1993, le président de la République a demandé aux Vietnamiens de « simplifier les conditions de travail des entreprises qui veulent s'établir ici », une allusion à des réglementations contradictoires, à l'inertie de la bureaucratie et à la corruption ambiante.

Surtout, dans un geste qui a permis d'évacuer la question des droits de l'homme, Hubert Védrine a été chargé de remettre à Nguyen Manh Cam, son homologue vietnamien, une liste de quarante détenus politiques sur le sort desquels Paris souhaite attirer l'attention des autorités vietnamiennes et espère des mesures de clémence. Les responsables européens, qui ont établi

cette liste ensemble, sont censés la rappeler à chaque occasion aux dirigeants vietnamiens. Par le passé, Hanoï ne s'est pas montré insensible à ce type de démarche française.

**Le Vietnam est destiné à être la porte de la France au sein de l'Asean tout comme la France sera la porte du Vietnam au sein de l'Union européenne**

Le propos de Jacques Chirac, qui a réitéré sa confiance dans le dynamisme de l'Asie en dépit des « importantes turbulences économiques et financières » du moment, se situe, certes, dans la continuité de la politique française depuis que le Vietnam, il y a

Jean-Claude Pomonti et Claire Tréan

### Droits de l'homme : « On ne gagne pas par l'arrogance »

Alors qu'on lui demandait, lors de sa conférence de presse, jeudi à Saïgon, de commenter sa démarche de la veille en faveur de quarante prisonniers d'opinion vietnamiens, Jacques Chirac s'est refusé à la commenter vraiment. Tout en rappelant que la France est attachée aux principes de l'universalité des droits de l'homme, le président de la République a déclaré : « Je ne fais aucun commentaire, parce qu'une longue expérience m'a démontré qu'il y avait opposition totale entre la médiatisation et l'efficacité en ce domaine. Mon souci n'est pas de faire des commentaires ».

« Mon souci est d'être efficace », a ajouté le chef de l'Etat, qui a condamné « les déclarations irresponsables et intempestives » sur cette question. « En matière de droits de l'homme, a-t-il souligné, on ne gagne pas par l'arrogance, mais par la capacité d'expliquer et de convaincre. Cette capacité, moi je l'ai. » (Corresp.)

devient le premier investisseur occidental au Vietnam (plus d'1,6 milliard de dollars) devant les Etats-Unis (1,2 milliard de dollars). France Telecom fournira à Ho Chi Minh-Ville une première tranche de 180 000 lignes téléphoniques sur un ensemble de 540 000 lignes, un contrat global de 2,7 milliards de francs : FCB, filiale du groupe Five-Lille-Babcock, procédera à l'extension de la cimenterie de Hoàng-Mai (750 millions de francs) ; Suez-Lyonnaise des eaux a obtenu la réalisation d'un système d'adduction d'eaux dans l'ex-Saïgon (640 millions de francs).

D'un montant supérieur à 600 millions de francs, l'aide

# PRIX MEDICIS

## ESSAI

### MICHEL WINOCK

## Le siècle des intellectuels

Seuil

Editions du Seuil



# Le Conseil de sécurité a décidé de renforcer les sanctions imposées à l'Irak

Le consensus international demeure toutefois fragile, certains membres permanents du Conseil étant hostiles au recours à la force si Bagdad maintenait sa décision d'expulser les experts américains de l'Unscoc, la commission chargée de le désarmer

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi 12 novembre, à l'unanimité, une résolution (la 1137) renforçant les sanctions imposées à l'Irak dont les responsables militaires qui entravent les travaux

de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement (Unscoc) de ce pays ne pourront plus désormais quitter le territoire irakien. La résolution a aussitôt été rejetée par Bagdad, qui a réaffirmé sa dé-

termination à expulser les experts américains de l'Unscoc, sans toutefois préciser de délai. Les risques d'un nouveau rebondissement de la crise ne sont ainsi pas dissipés, et les membres du Conseil de sécurité

risquent de se diviser à nouveau au cas où Bagdad mettrait sa menace à exécution. L'administration américaine, soumise à de fortes pressions intérieures, pourrait être tentée par une action militaire, mais la ré-

solution 1137 pose un garde-fou en précisant que ce sera au Conseil de sécurité de décider des « mesures à prendre » si Bagdad ne se conforme pas aux exigences de l'Organisation des Nations unies.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante  
La résolution 1137, adoptée mercredi 12 novembre par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui impose de nouvelles sanctions à l'Irak, contient en fait un double message, estiment des diplomates à New York : le premier avertit Bagdad que le Conseil ne tolérera pas le défi lancé à son autorité et le deuxième s'adresse implicitement aux Etats-Unis pour leur signifier qu'une action militaire est inacceptable.

Pour la plupart des membres du Conseil, l'attitude de l'ONU est à la mesure des faits : Bagdad fait obstacle au travail de la Commission spéciale chargée de le désarmer (Unscoc), le Conseil répond par de nouvelles sanctions interdisant à des irakiens responsables de ces entraves de sortir de leur pays. Il « exige » du gouvernement irakien de revenir « immédiatement » sur sa décision d'expulser les membres américains de l'Unscoc et « exprime » sa « ferme intention de

prendre d'autres mesures, selon qu'il conviendra » pour garantir l'application de la résolution. La nature de ces « mesures » dépendra du comportement de Bagdad.

« Cette résolution ne nous fait pas peur », a aussitôt déclaré le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz. « Nous continuerons nos efforts pour défendre nos droits légitimes. Nous avons essayé d'expliquer notre cause devant le Conseil de sécurité, mais les pressions et les chantages américains nous ont empêchés ». M. Aziz qui, selon la charte de l'ONU, avait le droit de participer à la réunion officielle du Conseil, a lui-même décidé d'y renoncer. « L'Irak est un pays fier, a-t-il expliqué. Il ne mérite pas ce genre de traitement ».

Le responsable irakien a réaffirmé que son pays expulsait les experts américains mais il n'a pas précisé de date, ce qui, estiment les nombreux diplomates qui veulent rester optimistes, « est un bon signe ». « Si la composition de l'Unscoc devient plus équilibrée, nous

n'avons rien contre les Américains, mais nous ne voulons pas qu'ils dominent la commission spéciale », a même affirmé M. Aziz, qui devait rencontrer, jeudi, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

« PRISE DE CONSCIENCE »

Les Etats-Unis pour leur part restent déterminés à réagir avec prudence, afin de sauvegarder l'unanimité fragile au sein du Conseil de sécurité. Ils attendent patiemment que Bagdad commette une faute, qui consisterait à abattre « au même à tirer sur » les avions espions américains U2 qui survolent l'Irak pour le compte de l'ONU. Le prochain vol de U2 est prévu avant la fin de la semaine. « Une telle décision de la part de Bagdad serait considérée comme une agression militaire contre les Etats-Unis », explique un diplomate européen. « Je ne vois pas comment l'on pourrait alors empêcher Washington de riposter ».

« Un tel acte justifierait une réponse militaire automatique », renchérit un diplomate américain. Si Bagdad décide d'expulser les inspecteurs américains de son territoire, le Conseil de sécurité « serait en difficulté », admet un membre de cette instance, qui précise toutefois qu'un tel acte « ne justifierait pas le recours à la force, mais les Américains voudraient sûrement employer des mots qui font mal », c'est-à-dire l'expression « violation flagrante » du cessez-le-feu de la guerre du Golfe, qui implique une action militaire. L'exclusion des Américains de l'Unscoc pourrait, selon certains diplomates, pousser cette commission à retirer tous ses inspecteurs. Pour éviter une telle extrémité, les efforts diplomatiques continuent « frénétiquement ».

L'Irak, commente-t-on à l'ONU, n'a pas su saisir l'occasion que lui offrait la récente crise. S'il avait renoncé à sa décision d'expulser les experts américains, il aurait pu se faire entendre par un Conseil de sécurité, dont les membres sont de plus en plus conscients des frustrations du gouvernement de Bagdad

et surtout de la situation humanitaire désastreuse qu'engendrent les sanctions de l'ONU.

« Il y a désormais une véritable prise de conscience », disait mercredi soir un ambassadeur membre du conseil. Le ton des Etats-Unis a même changé. Washington « espère voir levées les sanctions contre l'Irak », a déclaré mercredi pour la première fois, l'ambassadeur américain, Bill Richardson. « Mais la levée des sanctions sera consécutive et non antérieure au respect par l'Irak des résolutions de l'ONU ». « Il y a une lumière au bout du tunnel, a encore dit M. Richardson, et c'est aux dirigeants irakiens de l'allumer ». Des diplomates notent aussi que M. Richardson s'est dit « prêt à examiner les moyens d'alléger la souffrance de la population civile en Irak ». Allié proche de Washington concernant l'Irak, le représentant du Royaume-Uni a lui aussi déclaré que si « Saddam [Husseïn] entendait la voix de la raison, le processus de la levée des sanctions pourrait commencer ».

L'ambassadeur français, Alain Dejammet, a vivement regretté que l'Irak ne soit pas revenu sur sa décision « inacceptable » d'expulser les Américains. La France, a-t-il ajouté, « se pronance fermement pour que toute action à l'égard de l'Irak soit examinée et menée strictement dans le cadre du Conseil de sécurité ». Son collègue chinois est allé plus loin, en disant clairement que Pékin « s'oppose à l'utilisation au à la menace [de l'utilisation] de la force » contre l'Irak. La Russie interprète elle aussi la décision du Conseil comme un refus d'une action militaire. Dans un discours remarqué, le représentant de l'Egypte, Nabil El Araby a plaidé pour que le Conseil de sécurité domine l'occasion à l'Irak d'exposer ses griefs. Bagdad, a encore dit M. El Araby, « nous a obligés à voter en faveur de cette résolution », mais « rien ne permet » dans le texte adopté, « le recours à la force armée ».

Afsané Bassir Pour

## Les principales dispositions de la résolution 1137

En vertu de la résolution 1137, le Conseil de sécurité « condamne » le refus de l'Irak de « coopérer pleinement et inconditionnellement avec la commission spéciale » (Unscoc), notamment « sa décision inacceptable (...) de tenter d'imposer des conditions » à cette coopération. Tous les Etats « interdiront sans retard l'entrée ou le passage en transit de tous les fonctionnaires irakiens et membres des forces armées responsables » des entraves au travail de l'Unscoc. Les sanctions seront levées « un jour après » que le chef de l'Unscoc aura assuré que ses équipes peuvent travailler librement. Les résolutions des sanctions imposées depuis août 1990 « reprendront en avril 1998 ». « D'autres mesures » pourraient être prises pour assurer l'application de « la présente résolution » - (AFP)

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régies O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

**75** Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS  
**LE JEUDI 20 NOVEMBRE 1997 à 14h30 - EN 5 LOTS**  
**5 STUDIOS à PARIS (7ème)**  
**25, rue Bosquet**  
aux 4ème et 5ème étages du bâtiment A  
**MISES A PRIX : 1er lot : 72.000 F - 2ème lot : 67.500 F**  
**3ème et 4ème lots : 96.000 F chacun - 5ème lot : 67.500 F**  
S'adr. à Maître Bernard-Claude LEFEBVRE, Avocat à PARIS (1er), 20, quai de la Mégisserie - Tél. : 01.40.39.07.39

**75** Vente au Palais de Justice de PARIS,  
**le JEUDI 27 NOVEMBRE 1997 à 14h30 - EN UN SEUL LOT :**  
**UN APPARTEMENT de 265 m²**  
environ, au 2ème étage droite de 8 PIÈCES PRINCIPALES  
**3 CHAMBRES** au 6ème étage et **2 CAVES** au sous-sol  
dans un immeuble sis à  
**PARIS (16ème)**  
**45, rue Emile Meunier et 75, rue des Belles Feuilles**  
**MISE A PRIX : 3.000.000 de Frs**  
S'adresser à Maître François WALHAIN, Avocat au Barreau de PARIS, 22, avenue Pierre 1er de Serbie (75116) PARIS - Tél. : 01.47.23.40.47  
Sur les lieux pour visiter le LUNDI 24 NOVEMBRE 1997 de 14 h à 15 h

**94** Vte s/sais. Pal. Just. Créteil (94), le Jeudi 27 Novembre 1997 à 9h30  
**PROPRIÉTÉ à SAINT MAUR DES FOSSES (94)**  
**2, RUE JEAN MERMOZ SUR TERRAIN de 854 M²**  
Rez-de-cha. de 120 M² env. : entrée (entr. et bureau), salon dominant sur jardin, cuis. aménagée, s. à manger, 1er étage de 50 M² env. : chambre, s. de bus, 2ème ét. de 50 M² env. : 2 ch. avec s. de bus, S/sol : buanderie, salle de jeux - Fond jardin : bureau de 20 M² env.  
**MISE A PRIX : 500.000 Frs**  
S'adr. : M. Th. MAGLO, Avocat, 4, allée de la Toison d'Or à CRETEIL (94), Tél. : 01.49.80.01.85 (exclusivement de 9h30 à 12h)  
Vis. s/pl. le Vendredi 21 Novembre 1997 de 11h00 à 12h00

**94** Vte s/sais. immo. au TGI de THONON-LES-BAINS (Hte-Savoie),  
Vendredi 28 Novembre 1997 à 15h - EN UN LOT  
**UNE BELLE PROPRIÉTÉ**  
**EN BORDURE DU LAC LEMAN**  
**AVEC PARC ET DEUX MAISONS**  
**Commune de PUILLEY**  
Pour une contenance totale de 1ha 99a 84 ca  
**MISE A PRIX : 13.000.000 de Frs**  
Visite sur les lieux : Lundi 17 Novembre 1997 de 9h à 12h  
S'adr. à la SCP MERMET-PAULY-BALTAZARD, Avocats, 2, rue Alfred Bastin, 74100 ANNEMASSE - Tél. : 04.50.37.27.34

## Bill Clinton subit les pressions des partisans de la « manière forte »

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Américains gardent deux fers au feu dans la crise irakienne. Tout en jouant, aux Nations unies, la carte de la diplomatie, ils envisagent une éventuelle option militaire, et tentent d'y préparer l'opinion internationale. Le ton des éditoriaux de la presse et des commentaires des responsables républicains est allé crescendo durant la crise, accentuant ainsi la pression sur Bill Clinton. Les responsables de l'administration mesurent cependant à quel point l'échec ou les limites de la diplomatie risqueraient de placer l'Amérique dans une logique de « rétrogradation » dès lors que le président irakien voit plus d'avantages que d'inconvénients à subir une « punition » américaine, celle-ci, quelle que soit sa vigueur, perd largement de son efficacité.

C'est pour éviter de s'engager dans une telle impasse, et aussi pour faire perdurer la coalition internationale mise sur pied lors de la guerre du Golfe, que l'administration Clinton s'est efforcée d'aboutir à un compromis à New York, quitte à ce que la résolution adoptée par le Conseil de sécurité ne mentionne pas explicitement les « graves conséquences » menaçant l'Irak - c'est-à-dire une possible intervention militaire - si Bagdad persiste à défier l'ONU. Mais un échec à l'ONU n'aurait laissé d'autre option au président que celle d'une frappe militaire (laquelle serait quasi automatique si un avion-espion américain U2 était abattu).

« Je me félicite de la prompte, claire et ferme résolution (...) condamnant l'Irak », a dit M. Clinton, mercredi, dans un communiqué. « Il reste à savoir s'il est pleinement satisfait de la réaction du gouvernement irakien », qui a rejeté la résolution 1137, a renchérit son porte-

parole, Michael McCurry. Le consensus politique dont M. Clinton bénéficie aujourd'hui ne résistera pas longtemps si les républicains acquiescent à la conviction que l'administration démocrate cherche par tous les moyens à éviter d'utiliser la force, quitte à s'humilier devant le régime irakien. Il est temps, soulignent récemment le très conservateur Washington Times, que le président « arrête de se cacher derrière la communauté internationale et les résolutions des Nations unies ».

QUESTION DE CREDIBILITÉ

Nombreux sont les commentateurs qui reconnaissent que les trappes militaires de juin 1993 et septembre 1996 en Irak ont à peine affaibli le potentiel de Bagdad. Une action militaire ne doit pas être un « coup d'épée », a insisté Trent Lott, le chef de la majorité républicaine au Sénat, pour qui le tir de missiles de septembre 1996 - après une intervention de l'armée irakienne au Kurdistan en soutien à une faction kurde contre une autre -, non seulement n'était pas suffisamment décisif, mais a « rendu Saddam plus fort ».

Dans ce registre « va-t'en-guerre », les conseils furent nombreux, de même que les éditoriaux, dénonçant la position diplomatique de la France à l'égard de l'Irak, largement considérée comme obéissant à des considérations purement mercantiles, c'est-à-dire pétrolières. Il n'y eut guère que le Wall Street Journal pour rappeler, chiffres des Nations unies à l'appui, que dans le cadre des exportations de pétrole interdites par la résolution « pétrole contre nourriture », la France arrive en quatrième position (11,5 millions de barils), juste devant... les Etats-Unis (9,9 millions de barils).

Dans le Washington Post, deux anciens responsables militaires de l'administration Bush, Zalmay Khalilzad et Paul Wolfowitz, ont préconisé une action offensive. « Seule une stratégie d'ensemble combinée avec des mesures concrètes pour se débarrasser de Saddam restaurera notre crédibilité auprès du peuple irakien et avec nos amis dans la région », ont-ils assuré.

Est-ce un hasard ? Le Washington Times, journal proche du Pentagone et du lobby militaire-industriel, a publié des informations exclusives (émanant de la CIA) à propos de négociations militaires secrètes entre l'Irak et la République tchèque : Bagdad serait sur le point d'acheter - pour une somme de 375 millions de dollars (environ 2,2 milliards de francs) -, cinq systèmes radars « Tamara » permettant la détection (et donc la destruction) des bombardiers furtifs américains F117 et B2. De telles affirmations - que le gouvernement de Prague cherche à vérifier - nourrissent le scepticisme de plus en plus répandu qu'il est temps d'arrêter « Saddam Hussein, voire de lui infliger une nouvelle leçon ».

M. Clinton n'ignore cependant pas que des frappes contre l'Irak, qui seraient sans commune mesure avec la gravité de la « faute » irakienne, pourraient avoir l'effet inverse de celui recherché : alors que la cote de popularité des Etats-Unis au Proche-Orient est fortement entamée par l'impasse de Washington à provoquer une reprise du processus de paix israélo-palestinien, une intervention militaire se traduisant par un succès ou des souffrances pour le peuple irakien pourrait fort bien favoriser une solidarité arabe avec l'Irak.

Laurent Zecchini

## Le premier ministre israélien réaffirme son pouvoir sur le Likoud grâce à l'abrogation du système des primaires

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Brillante exécution d'un véritable coup de maître ou pénible manœuvre lourde de conséquences ? Partagés sur la question, les commentateurs politiques israéliens étaient en tout cas unanimes, mercredi 12 novembre, pour admettre que la petite révolution interne - « de type péroniste », notait le Yediot Aharonot - réalisée dans la nuit de mardi à mercredi par Benjamin Nétanyahou à la convention nationale quadriennale du Likoud, va considérablement renforcer son pouvoir sur le parti et sur le gouvernement.

Finis les primaires qui permettaient aux 200 000 militants du premier parti de la droite israélienne de choisir leurs candidats à la députation, et donc leurs ministres potentiels : 65 % des 2 700 délégués de la convention ont choisi d'annuler ce système mis en place il y a tout juste deux ans et de faire machine arrière. Que le Likoud sorte financièrement affaibli de la manœuvre - « pourquoi les militants pourraient-ils leur adhésion s'ils n'ont plus droit à la parole ? », demandaient des opposants internes - ne

semble guère préoccuper le comité central du parti. Dorénavant, et comme jadis, les élus du Likoud seront présélectionnés par un bureau politique dominé par les partisans du chef du gouvernement. Le détail du nouveau système de sélection sera présenté dans les trois mois à venir, et l'on ignore encore si le premier parti de la coalition nationale-religieuse au pouvoir entend également abroger les primaires internes pour le choix du prochain candidat à la direction du pays. C'est grâce à ce système, qui permet de passer par-dessus la tête des caciques du parti, qu'un certain Benjamin Nétanyahou avait pu être désigné candidat de la droite pour les élections nationales de juin 1996.

Chacun le sait en Israël, le premier ministre qui fut en son temps l'un des plus farouches partisans de l'introduction des primaires a changé d'avis. Et il est à l'origine de l'abrogation du système intervenu mercredi. C'est qu'entretemps le candidat Nétanyahou est devenu chef du gouvernement, et il a parfois fallu à faire pour contrôler les ministres - Likoud, mais pas seulement - de son équipe. Comme l'écrivait dès mardi le journal de droite Maariv, le chan-

gement « lui permettra d'éliminer plus facilement les rivaux du type Dan Méridar », l'ancien ministre des finances contraint à la démission il y a quelques mois et qui demandait, mercredi, avec véhémence celle de M. Nétanyahou.

« RETOUR EN ARRIÈRE »

Impossible dorénavant pour les barons mécontents d'appeler directement aux militants sans passer par les apparatchiks du parti. Le premier ministre, qui a déjà annoncé son intention de se représenter aux élections nationales prévues pour l'an 2 000, en aura les mains plus libres vis-à-vis de ses ministres les plus critiques. « Ou bien vous abaissez, ou bien vous n'avez aucune chance d'obtenir un mandat pour les prochaines élections », tel est dorénavant le mot d'ordre sous-jacent du nouveau règlement.

Officiellement, affirme son entourage, le chef du gouvernement, directement accusé par certains de ses ministres comme Ariel Sharon et Joshua Matza d'avoir « joué un double jeu » dans cette affaire, ne tenait pas spécialement à obtenir l'annulation des primaires à une date aussi éloignée des élections nationales. Sous la pression des

neuf ministres Likoud actuellement en place et qui étaient, tous ou presque, opposés au changement de système, M. Nétanyahou, qui avait habilement manœuvré en coulisse pour obtenir rapidement gain de cause sans apparaître comme le *deus ex machina* de l'opération, a voulu donner, lundi, l'impression qu'il changeait son fusil d'épaule. « Nous avons le temps, d'annuler la période de réflexion », plaide-t-il lundi. Mal lui en prit.

Excédés par cette volte-face - « probablement feinte », écrivaient mercredi les commentateurs locaux -, les 2 700 apparatchiks qui, la veille encore, faisaient un triomphe à leur chef, se mirent à le huer, à siffler et à exiger l'abrogation immédiate des primaires. Avec un bel ensemble, la presse jugea, mardi, que M. Nétanyahou avait peut-être un instant « perdu le contrôle de son parti », lequel s'était « mutiné ». Elle y vit le premier signe possible d'une « scission en devenir ». Rien de tout cela n'est démontré. La seule chose certaine est que l'opération « retour en arrière » a été menée de main de maître.

Patrice Claude



## La France va ouvrir en 1998 quatre écoles militaires en Afrique

Ces centres de formation auront une vocation régionale

En 1998, la France ouvrira en Afrique quatre écoles militaires à vocation régionale, c'est-à-dire des centres de formation implantés en un

pays mais voués à recevoir des stagiaires venus d'autres États de la région. Le projet en question vise à transférer progressivement de France vers

l'Afrique la formation des cadres des armées nationales et non plus à les attirer dans des écoles militaires françaises.

L'OUVERTURE en Afrique, dès 1998, de quatre écoles militaires à vocation régionale représente un investissement estimé à 100 millions de francs, selon Bernard Cazeneuve, député PS de la Manche et rapporteur, à l'Assemblée nationale

française, de la commission de la défense pour les activités de la Mission militaire de coopération (MMC). Cette décision vise à transférer progressivement vers l'Afrique la formation de cadres qui étudiaient dans les écoles militaires françaises.

Relevant du secrétariat d'Etat à la coopération, la MMC disposera en 1998 d'un budget de 703,3 millions de francs (en diminution de 4,9 % par rapport à 1997) et elle mobilisera auprès d'une vingtaine de pays environ cinq cent cinquante coopérants et assistants techniques (en baisse de plus de 10 %), qui sont, pour la grande majorité, fournis par le ministère de la défense.

Un coopérant ou assistant français est un gendarme, la France s'attachant désormais à la mise sur pied sur le continent africain d'unités de

sécurité et de forces de maintien de l'ordre qui soient davantage respectueuses de la loi. La MMC a prévu d'ouvrir, l'an prochain, quatre écoles nationales mais à vocation régionale.

MODÈLE AU MALI

Avec son aide, le pays où sera implantée une école accueillera ses propres stagiaires et ceux des pays de la région, et, à l'inverse, il pourra envoyer ses cadres en formation dans les écoles des États voisins. Ainsi, une école d'application de gendarmerie assurera, à Abidjan (Côte-d'Ivoire), la formation initiale des futurs officiers de gendarmerie. Une école du service de santé, à Lomé (Togo), instruira les médecins militaires. Une autre école, à Thiès (Sénégal), sera chargée de l'instruction initiale des officiers d'active. Et la quatrième école, à Rosso (Mauritanie), formera des spécialistes de la mécanique automobile.

Ces quatre centres devraient fonctionner sur le modèle d'une école qui existe déjà à Koulikoro (Mali) et qui instruit des cadres

d'état-major et de l'administration militaire pour l'Afrique de l'Ouest. Cent dix stagiaires en provenance de neuf pays différents y sont inscrits pour 1998. Pour l'instant, ces quatre écoles à vocation régionale coexisteront avec deux écoles inter-africaines anciennes : l'une, à Bouaké (Côte-d'Ivoire), pour les transmissions, et la seconde, située à Thiès, pour l'infanterie.

M. Cazeneuve précise, dans son rapport parlementaire, que le but de la MMC est de faire en sorte que 50 % de la formation assurée, aujourd'hui, en France puisse avoir lieu sur place, en Afrique, en l'an 2002 grâce à un enseignement développé de façon autonome par les pays eux-mêmes.

Outre qu'il est dicté par une vision qui se veut nouvelle des rapports entre Paris et l'Afrique, ce transfert a une double raison propre à la France. « Il s'agit, écrit le député PS de la Manche, de pallier la réduction du nombre de places of-

feres aux stagiaires étrangers dans les écoles militaires françaises (un maximum de 20 %), et d'adapter l'enseignement à certaines réalités africaines. »

COMPAGNIES « TOURNANTES »

Parallèlement à ces actions de formation de la MMC, la France a prévu de réduire son dispositif militaire déployé en Afrique, dont le coût est évalué à l'heure actuelle à quelque 3 milliards de francs par an.

De 8 000 hommes en 1997, ce dispositif, qui a commencé d'évoluer avec, notamment, le retrait du Centrafrique achevé au printemps 1998, sera ramené à 5 600 durant les années prochaines. Le système de présence va être revu : il sera assuré par des compagnies « tournantes », affectées pour quatre mois et régulièrement relevées, au lieu de garnisons quasi permanentes avec les familles. Les armées escomptent réaliser 800 millions de francs d'économies avec cette réorganisation des forces.

Jacques Isnard

## Moscou va restituer les archives françaises saisies à Berlin

MOSCOU. Les autorités russes vont rendre à Paris toutes les archives françaises dont l'armée soviétique s'était emparée à Berlin à la fin de la seconde guerre mondiale. Une commission franco-russe doit étudier, à partir du 9 décembre à Paris, les modalités du retour en France de ces archives, que les nazis avaient saisies en 1940. Lors de sa visite en Russie fin septembre, Jacques Chirac avait souhaité que les archives soient restituées au plus vite. La majorité des documents date de l'entre-deux-guerres et concerne la sûreté nationale, avec plus de 900 000 dossiers. Parmi les archives privées figurent celles de Léon Blum, de Jules Moch, d'André Maurois, de la famille Rothschild, de l'épiscopat de Strasbourg et d'associations juives. Selon Vladimir Semago, membre de la Douma d'Etat (Chambre basse) et coordonnateur de la commission russe, Moscou a déjà restitué 95 % des archives. — (AFP)

## Le financement de l'aide étrangère oppose le Congrès et la Maison Blanche

WASHINGTON. La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a averti mercredi 12 novembre qu'un conflit opposait l'exécutif et le Congrès, à majorité républicaine, sur le déblocage de fonds finançant l'aide étrangère américaine, risquant de paralyser la diplomatie américaine. Les responsables républicains du Sénat ont en effet menacé de ne pas voter le restant de la contribution américaine aux nouveaux accords d'emprunt (NAB) du Fonds monétaire international, ainsi que 926 millions de dollars (environ 5,28 milliards de francs) en arriérés américains à l'Organisation des Nations unies (ONU), si la Maison Blanche n'accepte pas de suspendre toute aide à des programmes étrangers autorisant l'avortement. « C'est un sujet important qui mérite un débat complet et équilibré, a affirmé Madeleine Albright lors d'un discours à Washington, mais l'impression qu'il a créé menace de sérieusement saper notre capacité à conduire une politique étrangère à un moment très critique. » L'administration souhaite dissocier les deux sujets, a indiqué M. Albright, citant les tensions actuelles avec l'Irak, la nécessité pour les États-Unis de continuer à soutenir l'ONU ou encore la capacité pour Washington à intervenir en cas de crise financière, notamment en Asie. — (AFP)

## L'attentat anti-américain du Pakistan revendiqué par un groupe inconnu

KARACHI. Un groupe clandestin se réclamant du Pakistanais Mir Aimal Kasi, meurtrier présumé de deux agents de la CIA, a revendiqué l'attentat qui a coûté mercredi 12 novembre la vie à quatre Américains et leur chauffeur à Karachi, a rapporté jeudi la presse locale. Ce groupe, le Comité d'action secret Aimal, inconnu jusqu'alors, a adressé une lettre de revendication à des journaux. Les auteurs de la lettre menacent de détruire les missions diplomatiques américaines et les autres intérêts américains si Aimal Kasi (Kasi, selon l'acte d'accusation de la justice américaine) était condamné à mort par le tribunal de Fairfax (Virginie), qui vient de le reconnaître coupable du meurtre de deux agents de la CIA en janvier 1993. Le département d'Etat a recommandé aux Américains de reporter les voyages « non essentiels » au Pakistan. — (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le procès de Theodore Kaczynski, ancien universitaire accusé d'avoir envoyé des colis piégés à travers les États-Unis pendant dix-huit ans, s'est ouvert mercredi 12 novembre, devant un tribunal fédéral de Sacramento (capitale de la Californie). Agé de cinquante-cinq ans, Theodore Kaczynski encourt la peine de mort. Il est accusé d'être le mystérieux « Unabomber » qui a posté, de mai 1978 à avril 1995, seize bombes, faisant trois morts et vingt-trois blessés. — (AFP)

EUROPE

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le président tchèque Václav Havel, hospitalisé depuis dix jours pour une pneumonie, a confirmé mercredi 12 novembre dans un entretien au quotidien *Pravda* qu'il maintenait, malgré ses problèmes de santé, sa candidature à une réélection pour un mandat de cinq ans. Le scrutin parlementaire, doit avoir lieu en janvier prochain. — (AFP)

BOSNIE : le diplomate allemand Hans Schumacher, 49 ans, a pris ses fonctions, mercredi 12 novembre, comme adjoint du haut représentant civil en Bosnie, l'Espagnol Carlos Westendorp, qui supervise la mise en œuvre du volet civil de l'accord de paix de Dayton. M. Schumacher était jusqu'à présent ambassadeur d'Allemagne en Namibie. Il remplace à ce poste un autre diplomate allemand, Gerd Wagner, décédé dans l'avarie d'un hélicoptère de l'ONU le 17 septembre en Bosnie centrale. — (AFP)

VATICAN : le pape, légèrement souffrant, n'a pas pu lire le texte de son intervention au cours de l'audience hebdomadaire, mercredi 12 novembre, devant dix mille fidèles réunis salle Paul-VI. C'est la première fois, depuis son élection en 1978, qu'il accepte d'être suppléé par des prêtres de la secrétairerie d'Etat. — (Reuters)

ÉCONOMIE

RUSSIE : les transactions ont été interrompues, mercredi 12 novembre, à la Bourse de Moscou, où les actions étaient en forte chute (plus de 7,5 % de baisse dans la journée), ont rapporté les agences russes. Le 28 octobre, la Bourse de Moscou avait clôturé en chute libre de 21,09 %, dans la foulée de la crise boursière mondiale, avant de regagner le terrain perdu (+20 %) dès le lendemain. — (AFP)

UKRAÏNE : le produit intérieur brut (PIB) de l'Ukraine a chuté de 5 % durant les trois premiers trimestres de cette année, par rapport à la même période en 1996, a indiqué mercredi 12 novembre le ministre ukrainien des finances, Igor Miroshnikov. La tendance du PIB est à la baisse depuis l'indépendance, en 1991, de cette ancienne république soviétique de cinquante et un millions d'habitants. En 1996, le PIB avait chuté de 10 %. — (AFP)

## Négociations décisives à l'OMC sur la libéralisation des services financiers

GENÈVE. À l'approche de la date butoir du 12 décembre, les négociations sur la libéralisation des services financiers, menées sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sont entrées dans une phase décisive. Deux jours après la reprise des pourparlers à Genève, un groupe de travail, réuni mercredi 12 novembre, a pris la mesure du chemin restant à parcourir pour aboutir à un accord dans les délais impartis. Jusqu'à présent, quarante-cinq pays, dont les quinze de l'Union européenne, se sont engagés à ouvrir leur marché à la concurrence des banques et des compagnies d'assurances étrangères. Malgré la tournante financière qui les a frappés, plusieurs pays d'Asie du Sud-Est ont présenté ou promis des offres, leurs intentions restant à concrétiser. D'autres, comme l'Inde, ne se sont pas encore prononcés. Une fois de plus, le succès des négociations dépendra de l'attitude des États-Unis qui avaient refusé, au dernier moment, de se joindre à un accord en 1995, estimant insuffisantes les offres de certains pays asiatiques. — (Corresp.)

JAÏPUR

UN PARFUM SI ATTACHANT...

BOUCHÉ PARIS

BOUCHÉRON PARIS :  
26, PLACE VENDÔME - 78, RUE DES SAINTS-PÈRES - 134, AVENUE VICTOR HUGO  
ET CHEZ LES DÉPOSITAIRES AGRÉÉS.

## Les sanctions imposées à l'Irak

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force

Le régime hostile au recours à la force



## Le président kényan briguera un nouveau mandat le 29 décembre

LES ÉLECTIONS pluralistes présidentielles et législatives au Kenya ont été fixées au 29 décembre, a annoncé, mercredi 12 novembre, au cours d'une conférence de presse à Nairobi, le président de la Commission électorale Zacharia Chasoni. Cette décision fait suite au vote par les députés, la semaine dernière, d'un projet de réforme de la Constitution devant favoriser l'organisation d'un scrutin plus juste. Elle intervient après plusieurs vagues de violences politiques qui ont fait plus d'une centaine de morts depuis le mois de juillet.

Le président, Daniel arap Moi, a dissous lundi le Parlement, ouvrant ainsi la voie à des élections, qui l'opposent à huit candidats. Le vainqueur devra remporter un minimum de 25 % des voix dans au moins cinq des huit provinces du pays. M. Moi, soixante-trois ans, qui dirige le pays depuis 1978, a averti que le gouvernement n'autoriserait aucun « chaos » pendant la campagne. Les réformes constitutionnelles ont été ratifiées la semaine dernière. Elles autorisent la formation d'un gouvernement d'union nationale ou de coalition si aucun parti ne remporte la majorité absolue lors du scrutin législatif. Elles garantissent une égalité de temps d'antenne pour tous dans les médias et rendent l'organisation de rassemblements par l'opposition plus facile. Elles prévoient enfin que des représentants de l'opposition figurent parmi les parlementaires nommés. Les programmes des candidats à la présidence sont identiques : la lutte contre la corruption endémique, la restauration des infrastructures du pays et une plus grande attention à l'éducation et à la santé. (AFP)

## Hassan II joue l'alternance politique pour légitimer la monarchie

Les élections législatives anticipées pourraient être fatales à l'opposition marocaine incapable de présenter des listes communes pour faire front au régime chérifien. Treize millions d'électeurs se rendront aux urnes le 14 novembre

Après deux semaines de campagne électorale terne et peu politisée, treize millions d'électeurs marocains se rendront aux urnes, vendredi 14 novembre, pour élire, au suffrage universel direct à un tour, trois cent

vingt-cinq députés, pour cinq ans. Seize partis (dont une formation islamiste) présenteront 3 319 candidats. Le roi Hassan II, qui est dans sa trente-septième année de règne, a fait savoir à plusieurs reprises qu'il souhaitait

qu'une « politique d'alternance », déjà proposée en 1995 mais rejetée, à l'époque, par l'opposition, émerge des urnes. Après l'élection de la chambre basse, vendredi, une chambre des conseillers, disposant d'un droit

de censure sur le gouvernement, sera désignée le 5 décembre, au suffrage indirect par divers organes sociaux et professionnels. Ce système bicaméral a été approuvé en 1996 par référendum.

**RABAT**  
de notre envoyé spécial  
« Le roi doit prioritairement pour que l'opposition gagne les élections. » Cette réflexion d'un intellectuel résume bien les calculs qui ont conduit le souverain marocain à bousculer le calendrier électoral et à organiser des législatives un an avant l'échéance officielle. Le souverain chérifien, avant de passer la main au prince héritier, Sidi Mohamed, veut favoriser l'alternance et ainsi légitimer le pouvoir. « Le règne de Hassan II, confirme un diplomate, c'est de disposer de trois blocs - droite, gauche, centre - au Parlement et d'avoir des coalitions de centre-droite et de centre-gauche. Cela créera une stabilité, une dynamique et une légitimité de l'appareil politique qui bénéficiera à la monarchie. »

Le projet est séduisant, mais il se heurte à l'émiettement des forces politiques. Vendredi 14 novembre, pas moins de seize partis politiques vont se disputer les suffrages de quelque 13 millions d'électeurs. En moyenne, une dizaine de candidats (mais pratiquement pas de femmes) s'affrontent dans chacune des 325 circonscriptions. Certes, une poignée de grandes formations dominent la compétition, mais sans qu'il soit possible de prédire la couleur de la future Chambre des députés. « Il y a un vrai suspense. On ne sait pas qui va avoir la majorité », résume un jeune Marocain passionné de politique (ils sont rares).

Ancrée à droite, la majorité actuelle (« les partis de l'administration », comme les Marocains les surnomment), regroupée au sein du *Wifaq* (l'entente), est usée par des dizaines d'années d'exercice du

pouvoir. Un peu à l'écart de cette mouvance, le Rassemblement national des indépendants (RNI) d'Ahmed Osman, un ancien premier ministre, essaie de capitaliser son éloignement des affaires ces derniers temps et se présente comme un parti de centre droit qui pourrait faire alliance avec une frange de l'opposition.

**A l'inverse de la précédente chambre, celle qui sortira des urnes sera élue au suffrage universel direct**

Mais cette dernière survivra-t-elle aux élections ? Rien n'est moins sûr. Attelage contre nature associant notamment une vieille formation de gauche, l'Union socialiste des forces de progrès (USFP) d'Abderrahmane Youssoufi, à l'istiglal de l'indépendance Mohammed Boucetta, parti historique qui cultive le nationalisme et l'islamisme, la *Koutouba* - le « bloc » des quatre partis de l'opposition - n'a aucun ciment idéologique. Simple alliance de circonstance, leur union risque de voler en éclats au lendemain des législatives.

Déjà, aux élections communales de juin, ils ont été incapables de présenter des listes communes. Cette fois encore, chacun est parti à la bataille sous sa propre bannière

(alors que le *Wifaq* présente des dizaines de candidatures communes). « Demain la *Koutouba* sera incapable de former une coalition. Qu'il s'agisse de l'istiglal ou de l'USFP chacun des deux partis privilégie ses intérêts propres au détriment de l'union », note un homme politique. Dans ces conditions, toutes les combinaisons restent possibles pour la constitution de la future majorité. Un rapprochement entre l'istiglal et une formation de la majorité actuelle n'est pas à exclure. Tout comme une alliance entre l'USFP et le RNI. Le caractère vague - pour ne pas dire inconsistant - des différents programmes politiques ouvre paradoxalement beaucoup de perspectives.

Au-delà de ces tractations, l'essentiel, au yeux du Palais, est que l'opposition accepte de jouer le jeu. Elle l'a fait après avoir obtenu gain de cause sur deux points essentiels. A l'inverse de la précédente Chambre, celle qui sortira des urnes le 14 novembre sera élue au suffrage universel direct. Ce n'était pas le cas de la précédente dont le tiers des membres était désigné par le pouvoir. Une deuxième assemblée de 275 membres, la Chambre des conseillers (une sorte de Sénat), censée représenter « les forces vives de la nation » (communes, syndicats, associations) sera désignée le 5 décembre au scrutin indirect.

Autre avancée, le scrutin de vendredi sera « transparent et honnête », a promis le ministre de l'in-

térieur, Driss Basri, l'homme de confiance du roi. Ce qui n'empêche pas les dirigeants politiques de dénoncer l'achat des voix, pratiqué à grande échelle, selon eux, par les partis proches du pouvoir. En fin de compte, l'opposition a échoué sur un seul point : elle a renoncé à demander le départ du ministre de l'intérieur. « Soit ses dirigeants, tous très âgés, ont compris qu'ils ne l'obtiendraient pas et qu'il valait mieux passer outre s'ils veulent diriger le gouvernement : soit Basri leur a dit qu'il abandonnerait son poste après les élections. Ou alors le roi n'a pas encore décidé », observe un habitué des jeux du Palais.

Les Marocains, eux, ne donnent pas le sentiment de se passionner pour les élections (la tentation d'améliorer le taux de participation existe). Il est vrai que la campagne électorale est terne. Rien, sinon la couleur ne distingue les affiches électorales des différents candidats. « On dirait des avis de recherche », ironise un habitant de la capitale. A la télévision, la campagne officielle est insipide. « Les deux chaînes de télévision nous livrent un spectacle affligeant, qui provoque plus la répulsion qu'il ne donne envie de se mobiliser pour le rendez-vous du 14 novembre », constate le journal *Libération*. Et le quotidien proche des socialistes de l'USFP de stigmatiser « la démolition des hommes-troncs qui viennent [...] livrer des lieux communs, manier des concepts et des mots galvaudés, usés d'avoir

*trop servi* ». Les seuls à même de mobiliser les foules sont les islamistes du Mouvement populaire constitutionnel et démocratique (MPCD), tolérés par le pouvoir, dont le chef de file, Abdelkrim Khatib, a annoncé qu'ils présenteraient 148 candidats dans les grands centres urbains après avoir boycotté les scrutins pendant vingt ans. Dans un cinéma de la banlieue de Rabat, il y a quelques jours, le MPCD a fait salle comble pour sa première réunion publique. Devant un public conquis d'avance - hommes et femmes étaient soigneusement séparés - l'orateur a plaidé pour « un Etat islamique » avant d'appeler les jeunes à devenir « les combattants de Dieu et de l'Islam ». La foule a applaudi le nom d'Abassi Madani, le dirigeant algérien de l'ex-Front islamique du salut (FIS) avant de dénoncer péle-mêle la violence, la corruption, et le tourisme accusé d'apporter avec lui quantité de maux.

Les islamistes, selon des diplomates, devraient rassembler une vingtaine de sièges dans la future Assemblée. En théorie car, si le ministre de l'intérieur a promis de ne pas manipuler le résultat du scrutin, nombre de Marocains sont convaincus qu'il saura faire une exception pour les islamistes. « Ils leur donneront cinq sièges, pas un plus », affirme une source bien informée.

Jean-Pierre Tuquoi

## A Laâyoune, les panneaux d'affichage sont souvent vierges

LAÂYOUNE

de notre envoyé spécial

A Laâyoune - plus d'un millier de kilomètres au sud de Rabat -, l'écho de la campagne électorale est à peine perceptible. Les panneaux d'affichage sont

### REPORTAGE

Un paradis fiscal coincé entre le désert et l'océan Atlantique, où l'on séjourne « parce qu'ici, au moins, il y a du travail »

souvent vierges et les tracts quasi inexistant dans cette ville coincée entre le désert et l'océan Atlantique. Les habitants ont d'autres préoccupations : se constituer un petit pécule avant de retourner vivre dans des régions plus hospitalières. A Laâyoune, on peut gagner de l'argent. Car il y a du travail.

Parce qu'il fallait que Laâyoune, modeste bourgade du temps de la colonisation espagnole, devienne le plus rapidement possible une cité marocaine prospère et puissante, une sorte de nouvelle frontière pour le royaume, Rabat n'a pas lésiné sur les moyens. A Laâyoune, personne ne paie d'impôts directs : ni les entreprises, ni les commerçants, ni les particuliers.

### GRATUITÉ ET SUBVENTIONS

Les seuls à être taxés sont les fonctionnaires. Mais pour qu'ils ne soient pas défavorisés, ils perçoivent un traitement double lorsqu'ils sont en poste dans ce territoire que le Maroc et le Front Polisario se disputent depuis près de vingt ans.

La ville a de quoi rendre jalouse bien des cités du royaume. En une génération, des centaines de kilomètres de routes ont été goudronnées dans le désert. Un aéroport international, une usine de dessalement de l'eau de mer, des logements, des écoles ont été construits. Deux ports existent là où il n'y avait, du temps des Espagnols, que des abris pour les barques

des pêcheurs. Laâyoune dispose d'un des hôpitaux les plus modernes du Maroc.

Les consultations, les soins, l'hospitalisation y sont gratuits. La vie est moins chère qu'ailleurs à Laâyoune, où les produits de grande consommation sont subventionnés. Mais elle n'est pas très gaie. Mieux vaut être attiré par le sport que par la culture. Reste les antennes paraboliques de télévision, innombrables sur les toits des habitations, qui permettent d'ouvrir une fenêtre sur le monde extérieur.

Mais qu'importe ! Beaucoup d'habitants de Laâyoune ne sont que de passage. Natifs de Marrakech, de Casablanca, quand ce n'est pas du nord du pays, ils ont écopé à Laâyoune « parce qu'ici, au moins, il y a du travail ». Divorcée, Khadija a laissé ses trois enfants dans sa famille à Marrakech, pour venir travailler dans une conserverie de poissons, Iglo Fish.

Elle travaille de huit à douze heures par jour, selon les arrivages. « Si je peux, je vais faire venir des gens de ma famille ici », dit-elle. Khadija ne veut pas indiquer son salaire. Sa chef d'équipe, une jeune femme dont c'est le premier emploi, gagne l'équivalent de 1 400 francs. Mais l'entreprise loge son personnel.

Mohamed, quarante-quatre ans, est lui aussi un émigré. Avant de se retrouver poissonnier à Laâyoune, il a été agent de sécurité puis hôtelier à Casablanca. Il gagne bien sa vie mais, après six années de Sahara, il a le mal du pays, même si son épouse l'a rejoint. Deux de ses quatre enfants sont restés dans le Nord. « Je vais repartir dans quelques mois là-haut », jure-t-il.

Combien coûte aux finances publiques ces largesses pour Laâyoune ? « Le chiffre importe peu au peuple marocain », se contente de répondre un haut fonctionnaire local. « Je suis convaincu que l'Etat ne pourra pas continuer longtemps ainsi », confie de son côté une infirmière. En principe, un référendum décidera avant la fin de l'année 1998 du sort définitif de ces provinces contestées.

J.-P. T.

## L'ambassade d'Algérie dénonce une « campagne médiatique » contre son pays

L'ambassadeur d'Algérie, Mohamed Ghoulmi, réfute les informations impliquant Alger dans certains attentats perpétrés à Paris en 1995 et dénonce « une campagne médiatique » de « désinformation » menée contre son pays.

Dans une lettre adressée au *Monde*, l'ambassadeur critique l'article publié dans notre édition du 11 novembre. Celui-ci citait une source algérienne, se présentant comme membre des services de sécurité, qui mettait en cause ceux-ci dans deux attentats commis à Paris et dans certaines des violences qui ensanglantent l'Algérie depuis près de six ans. « Je suis étonné de la légèreté avec laquelle votre journal a diffusé des

« informations » qui ne mériteraient pas plus que le qualificatif de fausses si elles ne portaient gravement atteinte à l'honneur de l'Etat algérien et à celui de ses institutions », écrit M. Ghoulmi. L'article du *Monde* a paru vingt-quatre heures après que l'hebdomadaire britannique *The Observer* eut publié des informations allant dans le même sens.

« A quels objectifs répondait donc la publication de telles allégations reconnues par vous-même comme lourdes d'inexactitudes (...) ? », interroge l'ambassadeur, qui poursuit : « Le plus grave réside dans la prise en charge [par le *Monde*] d'une propagande aussi dangereuse qu'irresponsable avec ce titre sans ambiguïté : « Des

« fuites » impliquant Alger dans les attentats de Paris ». » M. Ghoulmi observe que le *Monde* ne saurait « ignorer la gravité » de telles accusations. « Comment donc, dans ces conditions, ne pas se poser des questions, écrit encore M. Ghoulmi, sur les tenants et les aboutissants d'une campagne médiatique qui intervient au moment où l'Algérie parachève son édifice politique et institutionnel ? » Il conclut en écrivant encore : « Supposer que l'Algérie, ses services et sa représentation diplomatique puissent être derrière les attentats en France, ne peut avoir pour objectif que « de contribuer à l'alimentation d'une campagne manifeste et grossière de désinformation sur l'Algérie ».

**Madame,  
Monsieur,  
Nous vous remercions  
de la confiance que vous  
avez continué à nous  
accorder, et de votre  
compréhension pendant  
ces quelques jours de  
perturbations. Notre  
service clients se tient à  
votre disposition pour  
toute information au :  
0803 801 801\***

\*1,09 F.TTC / minute

**CHRONOPOST**  
LES MAÎTRES DU TEMPS



# FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

## IMMIGRATION

Le projet de loi du ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, rétablissant le caractère automatique de l'accès à la nationalité française, à dix-huit ans, pour

tous les jeunes nés en France de deux parents étrangers a donné lieu à un débat au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Par un vote, mercredi 12 novembre, les

députés PS ont approuvé un amendement qui permet cette accession dès treize ans, sur démarche volontaire, avec l'accord des parents. ● UNE PARTIE DES DÉPUTÉS socia-

listes souhaitaient rétablir une autre disposition, supprimée en 1993 par la droite et qui permettait aux parents étrangers de demander la nationalité française pour leurs enfants dès la

naissance. ● LA PROPAGANDE de l'extrême droite sur le thème « Français sans le savoir » a brouillé le débat sur le droit du sol, en vigueur en France depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

## Lionel Jospin impose un compromis sur le code de la nationalité

Les députés socialistes ont accepté finalement une transaction sur le projet d'Elisabeth Guigou. Le vote intervenu, mercredi 12 novembre, au sein du groupe a mêlé considérations de principe et réflexes de courants, les fabiusiens s'opposant à la position du gouvernement

LA ZIZANIE chez les députés socialistes, à propos du projet de loi Guigou sur la nationalité, n'aura pas duré plus de huit jours. La division, inédite dans son ampleur depuis le retour de la gauche au pouvoir, s'était manifestée, le 4 novembre, lors d'une réunion de groupe (Le Monde du 6 novembre). Elle a été confirmée, mercredi 12 novembre, par le vote — soixante-quatre voix contre cinquante-quatre — d'un amendement de compromis, discrètement négocié avec le gouvernement, qui fixe à treize ans au lieu de seize l'âge à partir duquel un enfant d'immigré pourra demander la nationalité française. Discipline majoritaire aidant, ce vote devait cependant atténuer les discordances pendant la discussion en séance publique, à partir du 26 novembre.

Le débat s'est focalisé sur les modalités d'application du « droit du sol » aux jeunes nés en France de deux parents étrangers. Plus particulièrement, la controverse

est née de la décision du gouvernement de ne pas rétablir la possibilité, pour ces parents, d'obtenir, sous condition de cinq années de résidence, la nationalité française pour leurs enfants mineurs, option qui avait été supprimée par la loi Méhaignerie de 1993. Aux yeux de nombre d'élus socialistes, la promesse de Lionel Jospin de « rétablir le droit du sol » incluait ce rétablissement. Or le projet de loi présenté par le garde des sceaux fait l'impossible : il ne rétablit pas le droit du sol pour les jeunes enfants, pour s'articuler autour d'une autre mesure de plus grande ampleur : le retour à l'acquisition automatique de la nationalité à l'âge de la majorité, soit dix-huit ans, pour tous les jeunes nés en France. Le texte maintient cependant la possibilité d'anticiper ce passage en en manifestant la volonté à l'âge de seize ans.

Au sein du groupe PS, Véronique Neiertz défendait l'adoption d'un droit du sol « intégral », c'est-à-dire, en vertu duquel tout enfant né en France

serait automatiquement français dès sa naissance à la seule condition que ses parents totalisent cinq années de séjour régulier. Quant au rapporteur du projet, Louis Mermeas, il prônait le retour à la situation d'avant 1993, c'est-à-dire à la possibilité d'une déclaration des parents pour les enfants mineurs.

### « ON A PÉCHÉ PAR TIMIDITÉ »

M. Jospin a fait savoir qu'il entendait maintenir le texte du projet de loi, moyennant une légère concession : l'amendement adopté par le groupe socialiste, avec la bénédiction de Matignon, permet à un adolescent de treize ans, né en France de parents étrangers, d'accéder à la nationalité sans attendre sa majorité, treize ans étant considéré comme « l'âge du discernement » en droit civil ; mais cette démarche requerra l'assentiment des parents, comme l'exigent les règles de ce même droit. Soixante-quatre voix se sont portées sur cette proposition de compromis qu'avait

présenté M. Mermeas, dès le début de la réunion, comme un « amendement de substitution ». Seuls cinquante-quatre députés socialistes s'étant montrés désireux d'aller plus loin, le groupe n'a pas eu à départager les positions défendues par M. Neiertz et M. Mermeas, qui ont fait l'objet d'un seul vote.

L'amendement adopté ne fait que reprendre le texte initialement rédigé par M. Guigou, mais qui avait été corrigé sur ce point, le 3 septembre, par le premier ministre lui-même. « Le gouvernement accepte la proposition que nous avons faite. Je ne le crois pas parce que je l'espère mais (...) parce que je le sais », a commenté, mercredi, Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS, vendant ainsi la mèche de la complicité gouvernementale sur un compromis qui laisse un goût d'insatisfaction à nombre de députés socialistes.

« Revenir à la loi de 1973 était la position la plus simple, la plus compréhensible, la plus républicaine », estime Jean Le Garrec (Nord), qui affirme que l'adoption de l'amendement défendu par M. Mermeas aurait été le signe que « nous portions une très grande confiance en l'avenir ». Regrettant que le gouvernement se soit arrêté à « mi-chemin », M. Le Garrec réfute l'argument exprimé par le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, qui a dit aux députés socialistes sa préférence pour une disposition plus consensuelle et donc, selon lui, moins susceptible d'être remise en question

en cas d'altération politique.

« On a péché par timidité », regrette également Michel Francaix (Oise). Dans le huis clos de la salle Colbert, le président de la commission des finances, Henri Emmanuelli, a plaidé, lui aussi, après son homologue des affaires étrangères, Jack Lang, et avant Kofi Yamgnane (Finistère), en faveur d'une plus grande souplesse : « Tout le reste participe de l'air du temps mais pas des grands principes », a-t-il affirmé.

### VOTE DE COURANTS

« Air du temps » ou « grands principes » ? Entre les deux, le cœur de certains députés socialistes semble avoir balancé. Et ce n'est pas l'absence de Laurent Fabius, qui avait décidé de présider de bout en bout dans l'hémicycle, devant une quinzaine de députés, une séance consacrée à l'examen des crédits de la culture, qui a suffi à dissiper le malaise ressenti par certains élus PS. Ainsi Odette Grzegorzka (Aisne) se dit-elle « choquée » d'avoir constaté qu'il n'y a « pas manqué à l'amendement Mermeas une seule voix des fabiusiens présents ». Pour un proche du premier ministre, il n'y a pas eu de débat sur le fond, mais un « vote de courants », certains fabiusiens, représentants de la Gauche socialiste ou ermannuelliennes ayant cherché, selon lui, à déstabiliser le gouvernement.

M. Neiertz s'est demandé, elle aussi, s'il y avait eu « une volonté de positionnement de certains ». « J'ai

mes opinions personnelles, a-t-elle souligné. Certains les ont peut-être utilisées... »

La commission des lois, qui entendait M. Guigou mercredi après-midi, avait un train de retard sur le vote intervenu le matin même au sein du groupe majoritaire. Non sans abnégation, le garde des sceaux a en effet plaidé en faveur d'une acquisition de la nationalité à compter de seize ans, « seuil d'âge d'autant plus pertinent qu'il correspond à celui d'une entrée progressive dans la vie active ». Restée pour l'instant en marge de ce débat, qui a agité le groupe socialiste, la droite a préparé ses arguments.

« Pourquoi légiférer à nouveau sur cette question, sauf à répondre à des engagements de campagne ? », s'est interrogé Pierre Mazeaud (RPR), en défendant vigoureusement le principe de la manifestation de volonté.

Souhaitant que cette dernière n'a « rien d'infamant », Renaud Donnedieu de Vabres (UDF-DL, Indre-et-Loire) a plaidé en faveur d'une « cérémonie solennelle » lors de l'acquisition de la nationalité. « Acceptez-vous de dire qu'il s'agit d'un simple changement plus ou moins opportuniste des modalités d'application du droit du sol ? », a lancé Adrien Zeller (UDF-FD, Bas-Rhin), très agacé, à M. Guigou. « Si je dis cela, à la demande la ministre en retour, votez-vous mon texte ? »

Philippe Bernard et Jean-Baptiste de Montvalon

## Immigration, nationalité, intégration

COMME ON LE DIT des trains, un projet de loi peut en cacher un autre. Ainsi en est-il des textes préparés par le gouvernement sur l'immigration et la nationalité. Le

### ANALYSE

Le « rétablissement du droit du sol », formule aussi sibylline que bancale

premier, défendu par Jean-Pierre Chevènement, contesté par des associations et des personnalités pétitionnaires, sera, comme il se doit, combattu par la droite, même s'il est loin de détruire toutes les chausse-trappes de la loi Pasqua de 1993.

L'effervescence suscitée par ce texte avait jusqu'à présent laissé dans l'ombre l'autre projet inscrit à l'ordre du jour du Parlement, celui d'Elisabeth Guigou sur la nationalité. L'affichage des états d'âme de députés socialistes sur un texte censé ravir leurs électeurs vient de révéler au grand jour ce que nombre d'observateurs entendent depuis des mois, mais que le gouvernement a sans doute sous-estimé : le caractère potentiellement explosif du dossier de la nationalité, probablement aussi détonant que celui de la réforme des lois sur l'immigration.

### EFFRANTE COMPLEXITÉ

Les raisons en sont simples : moins techniques que les débats sur les cartes de séjour ou les procédures d'expulsion, les discussions sur la nationalité soulèvent la question sensible de l'identité française, touchant l'opinion au plus profond d'elle-même. Ressentie comme simple par le commun des mortels, cette question atteint, dans sa traduction juridique, un effarant niveau de complexité, et ce double niveau de compréhension favorise les

double discours et la démagogie. Dans ce registre, l'extrême droite a une longueur d'avance : la dénonciation par Jean-Marie Le Pen des « Français sans le savoir » a amené la droite à ouvrir cette boîte de Pandore des 1986. La loi Méhaignerie de 1993, qui a repris l'essentiel des conclusions de la commission Marceau Long, traduit la mise en œuvre, de façon heureusement édulcorée, de cette rhétorique du soupçon envers les étrangers.

Lionel Jospin, lui, ne s'est pas avancé dans ce domaine aussi précisément que dans celui de l'immigration. Il n'a jamais promis l'« abrogation » de la loi Méhaignerie (que tout le monde assimile d'ailleurs aux lois Pasqua), se contentant d'annoncer le « rétablissement du droit du sol », formule aussi sibylline que bancale puisque, aussi bien, le droit du sol n'a pas été supprimé en 1993. La réforme Méhaignerie en a seulement réduit la portée en introduisant, notamment, l'exigence d'une manifestation de volonté pour les jeunes nés en France de parents étrangers et en supprimant la possibilité pour les parents étrangers d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France.

L'ambiguïté de cette promesse se traduit aujourd'hui par la division des députés socialistes, qui donnent au « retour » au droit du sol un sens variable selon leur propre sensibilité, parfois elle-même trempée dans leur propre histoire familiale. Faut-il, se demandent-ils, permettre aux immigrés de donner la nationalité française à leurs enfants dès la naissance ? Le souci de favoriser l'intégration conduit à répondre positivement. La mesure était d'ailleurs restée en vigueur entre 1889 et 1993 sans dommage apparent pour l'identité nationale ! La commission Long et le législateur de 1993 ont répondu négativement en invoquant la cooptation moderne de l'autonomie de

la volonté de l'enfant, qui conduirait à réserver à ce dernier — et non à ses parents — le choix de la nationalité.

L'argument est aujourd'hui repris par le gouvernement pour justifier le maintien du statu quo sur ce point, mais la véritable justification de cette position restrictive est à chercher ailleurs : tous les gouvernements craignent que des parents sans papiers n'utilisent la nationalité de leurs enfants pour régulariser leur propre situation. Le pouvoir actuel n'échappe pas à ce soupçon, d'autant que la loi Debré de 1997 a prévu d'attribuer une carte de séjour à tous les parents d'enfants français. Une large partie de l'opinion, y compris à gauche, est sensible à cet argument.

### CHOIX DE LA RIGUEUR

Le gouvernement, plutôt que de tenter de le réfuter en rappelant que la quasi-totalité de ces enfants deviendront tôt ou tard français, préfère ne pas courir le risque d'être taxé de complaisance à l'égard des étrangers. Au choix du cœur, il préfère le choix politique de la rigueur, qui conduit à rétablir tout de même l'essentiel : l'acquisition de la nationalité de plein droit et automatique, à dix-huit ans, sans exclusion possible.

En optant ainsi, au nom de l'équilibre et du consensus républicain, M. Jospin confirme la fermeté avec laquelle il entend traiter les dossiers de la nationalité et de l'immigration. La modération serait alors le prix à payer pour que cessent à la fois la manipulation du thème des étrangers à des fins politiques et l'incessant mouvement de balancier des lois qui les concernent. Si la prochaine alternance « oubliait » les immigrés, M. Jospin aurait gagné, mais il est peu probable que l'opposition l'aide à tenir ce pari.

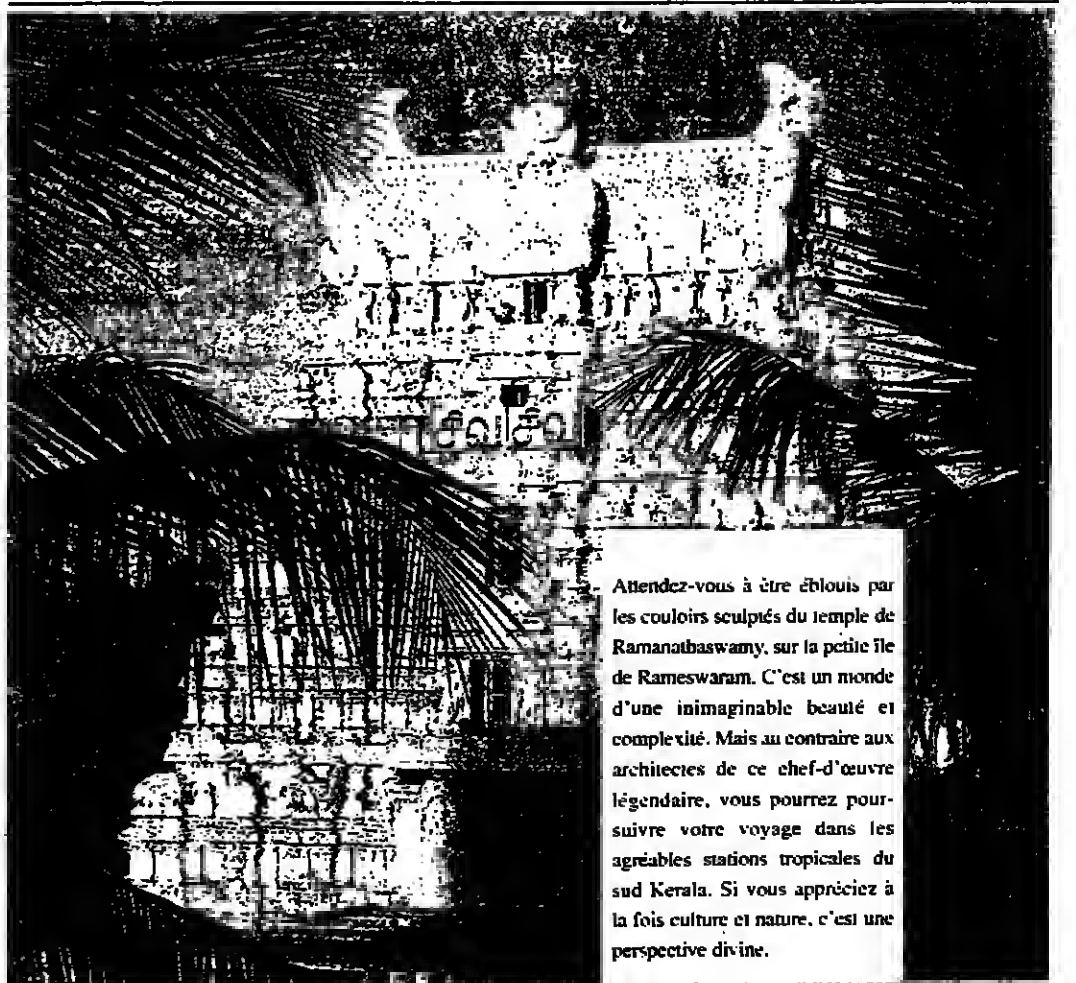
Philippe Bernard

## Le droit du sol en trois dates

● 1945 : l'ordonnance du 19 octobre annule les mesures restrictives prises dans l'immédiat avant-guerre et sous Vichy et consacre l'équilibre entre droit du sol et droit du sang, qui était en vigueur depuis un siècle avant la défaite de 1940 et ses conséquences. La loi de 1951 avait introduit le double droit du sol, toujours en vigueur aujourd'hui, qui rend français à la naissance tout enfant né en France de parents étrangers qui y sont eux-mêmes nés. C'est de

l'intégration « à la française », tous les enfants d'immigrés sont ainsi nécessairement français à la deuxième génération. La loi de 1989 institue de plein droit l'acquisition de la nationalité à l'âge de la majorité pour tous les enfants d'étrangers nés en France ; elle a aussi permis aux parents étrangers d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France. ● 1973 : la loi du 9 janvier fait de certaines condamnations pénales un empêchement à l'acquisition de la nationalité par déclaration. Surtout, elle adapte l'ordonnance de 1945 au contexte de la décolonisation. Ainsi, en vertu du

double droit du sol, les enfants d'Algériens nés en France après le 1<sup>er</sup> janvier 1963 sont français de naissance puisque leurs parents sont eux-mêmes nés sur un sol — l'Algérie — alors considéré comme français. ● 1993 : la loi Méhaignerie introduit l'exigence d'une manifestation de volonté entre seize et vingt et un ans pour l'acquisition de la nationalité par les enfants nés en France de parents étrangers. Elle supprime la possibilité pour les parents d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France et restreint l'application du double droit du sol.



Attendez-vous à être éblouis par les couloirs sculptés du temple de Ramesseum, sur la petite île de Rameswaram. C'est un monde d'une inimaginable beauté et complexité. Mais au contraire aux architectes de ce chef-d'œuvre légendaire, vous pourrez poursuivre votre voyage dans les agréables stations tropicales du sud Kerala. Si vous appréciez à la fois culture et nature, c'est une perspective divine.

## L'un divin, l'autre céleste

Veuillez s.v.p. me faire parvenir une documentation complète

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Office National Indien de Tourisme  
13, Boulevard Haussmann, 75009 Paris  
Tél : 01 45 23 30 45 • Fax : 01 45 23 32 55  
Ministère 3615 INDE

**India**

UN ACCUEIL TOUJOURS RENOUVÉ



## M. Jospin se déclare « fier » que le PCF soit représenté au sein de son gouvernement

Le premier ministre répondait à une question sur les crimes du communisme

Interrogé à l'Assemblée nationale, mercredi 12 novembre, par un député UDF sur les crimes du communisme, « pour que soient établies les

responsabilités de ceux qui ont soutenu ces abominations », le premier ministre s'est déclaré « fier » de compter des représentants du PCF au

sein de son gouvernement. Lionel Jospin a enfoncé un coin dans l'opposition, le RPR se désolidarisant de la confédération libérale.

L'AFFAIRE Yann Piat le 7 octobre, les controverses autour du procès Papon le 21 octobre, Le Livre noir du communisme le 12 novembre... Pour le troisième fois en cinq semaines, Lionel Jospin a été interrogé sur des questions au gouvernement, dont l'ordinaire est relativement peu alléchant, en temps fort du débat politique. Assuré sur sa gauche, le premier ministre prend manifestement plaisir à ferrailler avec l'opposition, dût-il, comme ce fut le cas à propos de Vichy, susciter lui-même la question qui lui ouvre les portes de l'arène.

Mercredi 12 novembre, M. Jospin n'a pas eu à se donner ce mal. La question est venue des rangs de l'opposition, de Michel Voisin (UDF-FD, Ain), pas peu fier d'être à l'origine d'un beau remue-ménage. Tandis qu'au-dessus de lui dans l'hémicycle, Charles de Courson (UDF-FD, Maine) brandissait un exemplaire du Livre noir du communisme, M. Voisin interrogeait le premier ministre, « 85 millions de morts » à l'appui, afin de savoir ce qu'il comptait faire « pour que soient établies les responsabilités de ceux qui ont soutenu ces abominations ».

JUGE DE PAIX  
Écartant de lui-même l'hypothèse d'une « petite question politicienne », M. Jospin s'est lancé dans un rapide tour d'horizon de l'histoire du communisme au cours des quatre-vingt dernières années.

Notant d'emblée que la révolution de 1917 « a été l'un des grands événements de notre siècle » et que



« l'URSS de Staline, quelques appréciations que l'on porte sur elle, ont été notre alliée contre l'Allemagne nazie », M. Jospin a conclu son intervention, saluée par une ovation débout de sa majorité, en se posant en juge de paix : « Si le goulag et le stalinisme doivent être condamnés et rejetés totalement, et si l'on peut penser que le Parti communiste français (...) a trop tardé à le faire, il n'empêche qu'il l'a fait. Pour moi, le communisme s'inscrit dans le Cartel des gauches, dans le Front populaire, dans les combats de la Résistance, dans les gouvernements de la gauche en 1945 et en 1981, il n'a jamais porté la main sur les libertés. Il a tiré des leçons de son histoire. Il est représenté dans mon gouvernement, et

J'en suis fier ! » Entre-temps, le chef du gouvernement, qui a aussi souligné qu'il n'avait « jamais mis le signe "égal" entre le nazisme, « doctrine intrinsèquement perverse », et le communisme, a pris soin de planter quelques banderilles. Relevant la présence concomitante du président de la République « à Honoi, après s'être rendu en Chine, où il s'oppré d'ailleurs à retourner », M. Jospin n'a pas manqué de rappeler la participation des communistes français, en 1945 - « alors que les crimes de Staline étaient parfaitement connus » -, à un gouvernement « issu de la Résistance et dirigé par le général de Gaulle ». Il est significatif que la question soit posée par un membre du groupe

UDF et non par un député gauliste, a-t-il insisté.

Diviser pour mieux régner : la stratégie s'est révélée payante. Tandis que le groupe UDF quittait l'hémicycle en deux vagues successives, afin de manifester sa réprobation, la plupart des députés RPR restaient sagement assis.

A la fin de la séance, si Jacques Baumel (RPR, Hauts-de-Seine) dénonçait cette « manœuvre du premier ministre », d'autres élus RPR prenaient leur distance avec leurs collègues UDF.

HOMMAGE DE M. HUE

« Si on devait quitter l'hémicycle à chaque fois que le gouvernement fait une réponse qui ne nous convient pas, on ne serait jamais dans l'hémicycle », déclarait Jean-Louis Debré, président du groupe néogaulliste, en regrettant que M. Jospin n'ait pas parlé « des millions de morts du communisme ».

Une observation reprise par Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie). Refusant la comparaison entre le nazisme et le communisme, l'ancien président de la commission des lois ajoutait surtout : « Je suis de ceux qui, compte tenu peut-être de ma génération, sont en droit de considérer qu'on a eu tort de poser cette question. »

Dès lors, Robert Hue, secrétaire national du PCF qui devait présenter un rapport devant le comité national de son parti, jeudi, pouvait rendre hommage au premier ministre, dont la « réponse de fond » sur les crimes du communisme « honore la démocratie française ».

Jean-Baptiste de Montvalon

## Les députés du PC renoncent à s'opposer au budget de la défense

Alain Richard a ménagé les élus communistes

LES DÉPUTÉS ont adopté, jeudi 13 novembre, le budget de la défense pour l'année 1998, en baisse par rapport à 1997. Le RPR et l'UDF ont voté contre. Les députés communistes ont renoncé à s'opposer à ce budget, dont ils contestent « l'aspect global », se contentant d'une abstention, après les engagements pris par Alain Richard. Le ministre de la défense a annoncé que les ouvriers de l'État, travaillant dans les établissements de la direction des constructions navales (DCN) et dans l'entreprise publique GIAT-Industries (armement terrestre), bénéficieraient de mesures leur permettant de partir à la retraite à cinquante-deux ans, tout en prévoyant de nouveaux recrutements.

La délégation interministérielle aux restructurations de défense disposera de 500 millions de francs pour mener à bien ses missions. Son organisation sera « revue et son rôle étendu ». M. Richard a également assuré qu'un comité interministériel de l'aménagement du territoire se réunira dans les semaines qui viennent pour examiner notamment la situation des bassins les plus immédiatement touchés par les restructurations de défense.

M. BOCCQUET SATISFAIT

Le ministre de la défense a pris soin d'annoncer ces informations, en séance, juste avant la réunion du groupe communiste prévue en fin d'après-midi. Alain Bocquet s'est félicité de ce qu'il venait d'entendre, y voyant « un chantier dans lequel, avec l'aide du mouvement social, (...) nous pouvons apporter des réponses concrètes et des avancées ». Tirant le bilan d'une intense campagne auprès du ministère de la défense, le président du groupe communiste a indiqué que grâce à « la bataille menée » par ses députés, « il y a des questions sur lesquelles on a pu faire avancer les choses, notre action a été utile. En nous abstenant, nous voulons montrer cette utilité ».

Pour obtenir la neutralité des députés communistes, M. Richard n'a pas ménagé ses efforts. Après avoir reçu, ou fait recevoir au ministère,

plusieurs fois depuis juillet, des délégations conduites par Jean-Claude Sandrier (Cher), rapporteur pour avis du budget des forces terrestres, le ministre lui a personnellement téléphoné chez lui, lundi, l'invitant à le rencontrer une dernière fois, mercredi, avant la discussion en séance publique. Lui-même ancien salarié de GIAT-Industries, M. Sandrier a salué, dans les couloirs, la décision du « maintien des sites de GIAT et de la DCN ». Le député communiste s'est déclaré content d'avoir « obtenu en grande partie satisfaction, après plusieurs jours de siège et d'attente » sur les trois points qu'il avait mis en avant au cours des négociations : les aides à la diversification des sites industriels, le maintien des plans de charge et l'embauche de jeunes, parallèlement au départ anticipé de salariés plus âgés. M. Sandrier a affirmé que M. Richard lui avait même assuré que le gouvernement avait décidé de ne pas reporter en 1999 les commandes de systèmes anti-char Eryx, confirmant ainsi la réalisation d'un pôle missile à Bourges, où le député communiste est élu.

Évoquant la baisse de 8,7 % des crédits d'équipement (titre V), Paul Quilès (PS, Tarn), président de la commission de la défense, a jugé que la poursuite de la baisse des dépenses d'équipement serait « dangereuse ». Jacques Myard (RPR, Yvelines) a déclaré que ce « mauvais budget » allait entraîner un « affaiblissement militaire et diplomatique » de la France. Jean-Marie Le Chevallier (non-inscrit, Var) a déclaré, « au nom des quatre millions de Français qui ont voté pour nous », que ce budget « met gravement en danger notre pays ». Arthur Pechet (UDF, Var) a redouté que ce projet « n'ouvre la voie à une gestion purement financière de notre politique d'équipement militaire ». M. Richard a répliqué qu'on ne pouvait pas plaider d'une manière générale pour la réduction de la dépense publique et protester lorsque le gouvernement appliquait ce principe.

Fabien Roland-Lévy

## Le Sénat lève l'immunité de Xavier Dugoin (RPR)

LE BUREAU du Sénat a accepté, mercredi 12 novembre, de lever l'immunité parlementaire de Xavier Dugoin, sénateur (RPR) et président du conseil général de l'Essonne, en vue d'une possible mise en examen pour trafic d'influence. Les sénateurs ont suivi les recommandations du parquet d'Evry, qui avait conseillé de limiter cette levée au seul contrôle judiciaire. Ils n'ont donc pas accédé aux demandes du juge d'instruction, qui entendait se réserver la possibilité de placer M. Dugoin en détention. La démarche du magistrat était motivée par la réunion, dans un même dossier, de l'affaire des salaires présumés fictifs versés par deux filiales du groupe de BTP Parachini à trois proches du président Dugoin, d'un « manuel de corruption » attribué à M. Dugoin et aux déclarations du député (RPR) Franck Marlin, selon lesquelles une contrepartie aurait pu exister entre certaines rémunérations et l'obtention de marchés publics.

DÉPÊCHES

■ CUMUL DE MANDATS : Lionel Jospin a achevé, mercredi 12 novembre, ses consultations sur le cumul des mandats en recevant Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française, et Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens et ministre de l'Intérieur. M. Jospin fera connaître ses propositions au début du mois de décembre.

■ ASSEMBLÉE : Gerry Adams, président du Sinn Féin, a été invité, mercredi 12 novembre, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, à l'initiative de Jack Lang (PS), son président. « L'engagement du Sinn Féin est pour la paix. On ne nous détournera pas de ce but », a assuré M. Adams, qui a appelé le premier ministre britannique Tony Blair à « faire de l'Irlande sa priorité ».

■ CNPF : Ernest-Antoine Seillière, candidat à la présidence du CNPF, souhaite, jeudi 13 novembre, dans un entretien au Figaro, que le gouvernement « renance » à son « dangereux projet » sur les 35 heures ou, au moins, qu'il « le tempère fortement ». Évoquant la gestion paritaire des organismes sociaux, M. Seillière juge « inadéquates les mesures de rétorsion » envisagées par certains membres du CNPF qui avaient brandi la menace d'un retrait. « Il faudra cependant réfléchir très vite à cette question et poser des conditions à son maintien, avant, le cas échéant, de marquer des ruptures », souligne-t-il.

C. M.

## Le premier secrétaire et la « tragédie historique du stalinisme »

POUR LA PREMIÈRE FOIS, Lionel Jospin a donné acte au PCF, mercredi 12 novembre, d'avoir dressé, même trop tardivement, un bilan négatif du stalinisme. Mais sa condamnation du stalinisme et sa volonté de renvoyer le Parti communiste à son propre bilan sont des constantes de son action des dernières années. Déjà, en mars 1987, le premier secrétaire du Parti socialiste, que François Mitterrand avait chargé en 1974 des relations avec le PCF, avait évoqué, dans un entretien au Point, « la tragédie historique du stalinisme ».

Redevenu premier secrétaire du PS, en octobre 1995, M. Jospin ne perd pas une occasion de rappeler le PCF à son devoir de mémoire. Le 10 février 1996, lors d'une réunion des premiers secrétaires fédéraux, l'ancien candidat à l'élection présidentielle engage le débat sur ce point avec Daniel Percheron, premier fédéral du Pas-de-Calais.

Rappelant qu'il est favorable à une stratégie de rassemblement de la gauche et qu'il était opposé à l'ouverture au centre en 1983 - « il y avait une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, on l'a oubliée », M. Jospin assure que « nos relations avec le PCF ont toujours été compliquées et contradictoires ». « Quand ils comprennent que c'est nous qui tirons parti de l'union, ils tournent et ils nous imposent une longue période de division », analyse-t-il. « Le PCF a une formidable interrogation sur son

avenir », ajoute M. Jospin, qui s'interroge à voix haute : « Est-ce qu'on redonne au Parti communiste le label de parti de gouvernement ? C'est à eux de le reconquérir. C'est à lui de bouger, à lui d'évoluer. » Quelques semaines plus tard, l'ensemble des formations de gauche - dont la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) -, se retrouvent, le 2 avril, au Palais omnisports de Bercy à Paris.

■ CHACUN REVISITE SON HÉRITAGE

Devant Robert Hue et une majorité de militants communistes, M. Jospin résume « diatribes et leçons » sur le bilan des septennats mitterrandistes. Pour l'inventeur du « droit d'inventaire », « nous avons tous nos bilans historiques ». Au risque de se faire suffler par une partie de la salle, il enchaîne : « les communistes ne peuvent plus et ne veulent plus nier la tragédie historique du stalinisme ».

Dans un entretien au Monde, le 25 juin 1996, M. Jospin écarte tout nouveau programme commun de gouvernement avec le PCF et ajoute : « Chacun revisite son héritage, son histoire, tire ses bilans. Le PC a les siens à tirer sur une histoire qui avait commencé en 1917 et qui s'est close, d'une certaine façon, en 1989. »

Quelques semaines avant la dissolution de l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PS revient à la charge. « Qu'il puisse y avoir au Parti communiste des nostalgiques d'une époque on-

cienne, c'est possible, dit-il dans le Figaro du 5 mars, mais le PC ne peut agir comme si l'URSS continuait à exister. »

Lorsque, le 29 avril, le PS et le PCF se rencontrent, à la Mutualité, pour conclure leurs négociations afin d'aborder la campagne des élections législatives avec une déclaration commune, la question des bilans est de nouveau abordée. « Le moment historique a changé pour nos partis, souligne d'emblée M. Jospin. L'Union soviétique n'existe plus, la Révolution d'octobre est loin. L'image que cela nous pose des questions. »

Mercredi, devant le bureau national, Jean-Christophe Cambadélis, chargé des relations extérieures au secrétariat national, a déclaré qu'il n'y avait « pas de différence de nature, mais une différence d'intention » entre le nazisme et le communisme, en évoquant « l'idologie des races » du premier et « l'idologie de l'égalité » du second. « On ne peut pas mettre ces deux idéologies sur le même plan », a souligné M. Cambadélis, tandis que François Hollande, premier secrétaire délégué, se demandait si une partie de la droite ne préparait pas le terrain, en interpellant le premier ministre comme elle l'avait fait le même jour à l'Assemblée nationale, à des alliances avec le Front national.

Michel Noblecourt

## Les députés souhaitent relever la fiscalité sur les logements vacants

LA COMMISSION des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 12 novembre, une série d'amendements sur le projet de loi de finances 1998 dans le cadre des articles dits « non rattachés », qui seront examinés en séance publique lundi 17 et mardi 18 novembre. A l'instigation du groupe socialiste, elle a voté le relèvement du plafond de dépenses de rénovation de l'habitation principale d'un crédit d'impôt. Elle souhaite ainsi porter ce plafond de 4 000 à 5 000 francs pour un célibataire, de 8 000 à 10 000 francs pour un couple marié. Le rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS, Isère), a proposé que cette somme soit majorée pour les familles avec enfants.

Les commissaires aux finances ont par ailleurs voté un amendement de Jean-Jacques Jegou (UDF-FD, Val-de-Marne) instituant une déclaration de revenus commune pour les concubins, obligatoire. Un sous-amendement, également adopté, précise

le traitement des concubins dans le cadre de l'impôt sur la fortune et rend obligatoire l'imposition commune. Charles de Courson (UDF-FD, Marne) a précisé que quatre concubins fortunés seulement seraient concernés.

Les commissaires aux finances ont voté un amendement UDF qui permet aux conseils généraux et à l'Assemblée de Corse d'exonérer de vignette les véhicules propres. Cet amendement a suscité les réserves d'Henri Emmanuelli, le président PS de la commission des finances, qui l'a jugé « contestable dans son principe puisque certains départements pourraient exonérer et d'autres pas ».

A l'initiative de Philippe Auberger (RPR, Yonne), l'opposition UDF et RPR a vivement contesté l'article 54 du projet de loi de finances qui, pour les travaux à façon, rend le donneur d'ordre solidairement responsable du faucheur, en cas de fraude à la TVA. M. de Courson s'est ému de ce qu'on « risque de condamner des innocents ». Il a reçu le soutien

d'Edmond Hervé (PS, Ille-et-Vilaine), qui a estimé cet article « dangereux ».

MM. de Courson et Jegou ont proposé de permettre à l'État de récupérer les sommes versées au titre du RMI - aux enfants de parents aisés ne remplissant pas leur obligation alimentaire. Cette proposition a provoqué un léger flottement dans les rangs mêmes de la majorité pour être finalement repoussée à la demande du rapporteur général, Didier Migaud. M. Migaud a, en revanche, fait adopter un amendement étendant de quinze à trente jours la durée durant laquelle un contribuable qui fait l'objet d'un procès-verbal de l'administration fiscale peut faire valoir ses observations.

DISPOSITION « OUBLIÉE »

La commission des finances a, par ailleurs, de nouveau adopté l'amendement déposé par les députés socialistes sur les logements inoccupés. Cet amendement stipule qu'« à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 » une taxe additionnelle à la

taxe foncière pourrait être appliquée à certaines entreprises et aux particuliers propriétaires de plus de trois logements dans la même commune qui n'ont pas été habités pendant plus d'un an. Cette taxe additionnelle serait instaurée « dans les communes où existent d'importants déséquilibres entre l'offre et la demande de logements ». Cette disposition avait déjà été votée par la commission, il y a un mois, mais n'avait pas été appelée en séance publique à la suite d'un « oubli ».

Enfin, a été adopté un amendement des députés socialistes proposant de majorer de 1,3 % les valeurs locatives cadastrales des propriétés non bâties et des propriétés bâties non industrielles servant de base au calcul des impôts locaux. Les commissaires aux finances ont conclu en votant l'ensemble du projet de budget 1998, qui doit être adopté en séance publique mercredi 19 novembre.

Biographies & photos

Le Guide du Pouvoir

Cabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...

11e édition (3 volumes) 980 frs TTC

Éditions Jean-François Doumic  
Tél. 01 42 46 58 10



## Les députés du PC renoncent à s'opposer au budget de la défense

Alain Madelin ménage les élus communistes

Les députés communistes ont renoncé à s'opposer au budget de la défense. Alain Madelin, ministre de l'Économie, a annoncé mardi 11 novembre, lors d'une conférence de presse, que le PCF ne s'opposerait pas à ce budget. Cette décision a été prise après une réunion entre les députés communistes et le ministre de l'Économie. Alain Madelin a déclaré que le PCF avait accepté de ne pas s'opposer au budget de la défense, ce qui permettrait au gouvernement de passer le budget sans problème.

Le budget de la défense pour 1998 est de 100 milliards de francs. Le PCF avait initialement annoncé qu'il s'opposerait à ce budget, mais après une réunion avec le ministre de l'Économie, Alain Madelin, les députés communistes ont décidé de renoncer à cette opposition.

Alain Madelin a déclaré que le PCF avait accepté de ne pas s'opposer au budget de la défense, ce qui permettrait au gouvernement de passer le budget sans problème. Cette décision a été prise après une réunion entre les députés communistes et le ministre de l'Économie.

## Le Sénat lève l'immunité de Xavier Dugoin (RPR)

Le Sénat a levé l'immunité de Xavier Dugoin, député RPR, après qu'il a été accusé d'avoir détourné des fonds de la commune de Saint-Denis. Le Sénat a décidé de poursuivre Dugoin pour détournement de fonds publics.

Xavier Dugoin a été accusé d'avoir détourné des fonds de la commune de Saint-Denis. Le Sénat a décidé de poursuivre Dugoin pour détournement de fonds publics.

Le Sénat a levé l'immunité de Xavier Dugoin, député RPR, après qu'il a été accusé d'avoir détourné des fonds de la commune de Saint-Denis. Le Sénat a décidé de poursuivre Dugoin pour détournement de fonds publics.

Le Sénat a levé l'immunité de Xavier Dugoin, député RPR, après qu'il a été accusé d'avoir détourné des fonds de la commune de Saint-Denis. Le Sénat a décidé de poursuivre Dugoin pour détournement de fonds publics.

## Le FN tente de politiser les élections prud'homales

Martine Aubry annonce un projet de loi

Les syndicats dénoncent la présence, dans de nombreux départements, de listes suscitées par le Front national pour les élections prud'homales du 10 décembre. Martine

Aubry, ministre de l'emploi, a annoncé, mercredi 12 novembre, le dépôt d'un projet de loi destiné à « prévenir toute tentative de dévoyer » cette institution.

LE FRONT NATIONAL fait flèche de tout bois pour s'implanter dans l'ensemble des secteurs de la vie économique et sociale, et il est en train de donner une tournure très politique aux élections prud'homales, prévues le 10 décembre. Sous l'étiquette de la Coordination française nationale des travailleurs (CFNT), le parti d'extrême droite a constitué des listes dans de nombreux départements pour le collège des salariés, tandis que certains syndicats, notamment la CGT, estiment que dans certaines régions, le FN a infiltré de manière plus discrète le collège patronal.

Ce risque n'a pas échappé au gouvernement, même s'il a laissé aux partenaires sociaux le soin de déposer des recours devant les tribunaux d'instance quand ils le jugent nécessaire. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a estimé, mercredi 12 septembre, que « les idéologies d'exclusion n'ont pas leur place dans les conseils de prud'hommes », et elle a annoncé que « dès le début de 1998, le gouvernement présentera au Parlement un projet de loi permettant de mieux garantir la légitimité et la crédibilité de l'institution prud'homale ».

Inaugurant les nouveaux locaux du conseil des prud'hommes d'Aras (Pas-de-Calais), le même jour, Elisabeth Guigou, ministre de la justice, a souligné que « ceux qui entendraient dévoyer l'institution prud'homale, ou en faire une plateforme politicienne, ne peuvent prétendre servir la justice ». Sans citer le parti de Jean-Marie Le Pen, M<sup>me</sup> Guigou a ajouté que « le juge

doit être impartial » et que « toute prise de position politique dans ses fonctions juridictionnelles constituerait une violation des obligations de sa charge ».

A quelques jours du lancement par le gouvernement d'une campagne nationale destinée à limiter l'abstention (59,63 % en 1992), M<sup>me</sup> Aubry et Guigou ont appelé à une « forte mobilisation » afin que cette institution unique en Europe puisse exercer une justice de proximité sans être « dévoyée ». Ces déclarations « ne règlent pas le problème » pour le prochain scrutin, a noté Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, mercredi, devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS). « La responsabilité des gouvernements précédent et actuel est engagée », dans la mesure où ils n'ont pas pris « faute de temps », selon M<sup>me</sup> Aubry et M<sup>me</sup> Guigou - des mesures pour barrer la route à l'extrême droite.

### RECOURS EN JUSTICE

M. Vianet a précisé que, selon un premier recensement effectué par son organisation, « la CFNT a constitué des listes dans le collège salarié dans cent vingt et une sections, sur les trois cent vingt-six possibles, dont trente et une dans l'industrie, trente-deux dans le commerce, six dans l'agriculture, trente dans les activités diverses et treize dans l'encadrement ». Il a précisé que la CGT allait déposer des recours devant les tribunaux d'instance « en contestant le caractère syndical de ces listes », ajoutant que cette démarche se ferait « dans l'unité par l'ensemble des organisations syndicales, ou par ou moins deux ou trois

### Un témoignage sur l'« armée parallèle » du FN

« Dominique », ancien militaire recruté par le service d'ordre du Front national, le Département protection-sécurité (DPS), confie, dans *Libération* du 13 novembre, l'existence d'une « armée parallèle » au sein de celui-ci. Cette « petite légion », appelée « GII », à laquelle il a été affecté, n'a aucune réalité légale mais regroupe, explique-t-il, « un peu plus de deux cents personnes », « tous des anciens "bêrets rouges" ou "bêrets verts" » (anciens parachutistes ou légionnaires). « Nous sommes mobilisables vingt-quatre heures sur vingt-quatre en cas de subversion intérieure et nous devons être capables de renverser un gouvernement en quarante-huit heures si Le Pen se fait descendre », raconte « Dominique ».

Ce « GII » opère en se mêlant aux manifestants, voire aux gendarmes mobiles, et « travaille avec les commissaires », « Dominique » affirme enfin que le DPS rassemble des informations sur les organisations « Ras Front et le Scap » (Sections carénement anti-Le Pen), sur les journalistes et écoute les communications téléphoniques au siège du parti.

## M. Blondel dénonce la « trahison » de M<sup>me</sup> Notat dans le conflit des routiers

ENTRE la fin du conflit des routiers, dimanche 10 novembre, et les élections prud'homales, le 10 décembre, le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a trouvé une « fenêtre de tir » idéale pour dénoncer la CFDT, et surtout Nicole Notat. Du gros calibre pour une attaque... « ad feminam » où le « général » Blondel, qui avait déjà amusé la galerie sur ce thème, s'est, cette fois, surpassé dans le raffinement.

N'a-t-il pas été le « cocu magnifique » dans le conflit des routiers, lui demande *L'Événement* du jeudi (13-19 novembre) ? « Je suis peut-être cocu, répond-il. Mais je suis en règle avec les mecs. Moi, mon boulot, ce n'est pas de faire l'amour avec les premiers ministres, que ce soit Juppé ou Jospin. D'abord, parce qu'ils sont mâles et que je ne suis pas hemo (...). M<sup>me</sup> Notat a maintenant le grève jusqu'à vendredi et cependant, elle savait qu'elle signerait. Ce syndicalisme là, je ne le protège pas. Cela s'appelle de la trahison en rase campagne. »

M. Blondel estime que « les mecs savent qu'ils ont été bernés (...). Ils risquent de foutre le camp ou FN. Voilà le boulot. L'apprenti sorcier, ce n'est pas moi, c'est M<sup>me</sup> Notat ». Puis il s'exclame : « Ah, elle est courageuse, la saint-simoniennne ! », allusion à la Fondation Saint-Simoon, pour les détracteurs de cette institution, se retrouve la fine fleur de la « pensée unique ». M<sup>me</sup> Notat « finira par devenir le syndicat officiel », M. Blondel avait déjà lancé

cette accusation, lundi, au congrès de la fédération FO du bâtiment. Jusqu'à présent, M<sup>me</sup> Notat n'a pas réagi à ces attaques, tout en répondant à l'accusation de s'être montrée « raisonnable » pour obtenir un meilleur score aux élections prud'homales. « Nous n'avons pas géré ce conflit différemment du fait de la campagne, jouer à cela aurait été très risqué », a-t-elle déclaré, mercredi 12 novembre, à *La Voix du Nord*, ajoutant que sa centrale éprouvait « une grande fierté » d'avoir signé l'accord.

Depuis le soutien appuyé de la CFDT au « plan Juppé » sur la Sécurité sociale, le patron de FO ne perd pas une occasion de dénoncer la volonté de M<sup>me</sup> Notat d'être « l'interlocuteur privilégié » des gouvernements successifs, un rôle qu'a joué FO pendant l'ère Berge-ro.

Les critiques de l'attitude de M<sup>me</sup> Notat dans le conflit des routiers n'en sont pas moins vives à l'intérieur de sa centrale comme à l'extérieur, tout en restant décentes. Le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, qui se garde souvent de porter des jugements sur ses homologues, n'en a pas moins jugé, mercredi, que la volonté affichée très tôt par la CFDT de signer avec le patronat des transports a été « le coup le plus dur porté » à la grève des routiers.

J.-M. B.

## Le ministre de la fonction publique est prêt à proroger le congé de fin d'activité en 1998

M. Zuccarelli a annoncé qu'il déposerait un projet de loi sans attendre la tenue d'une éventuelle négociation salariale qui, selon lui, ne pourrait avoir lieu avant la fin décembre ou le début janvier 1998

LE MINISTRE de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a poursuivi ses entretiens bilatéraux avec les sept fédérations de fonctionnaires, mercredi 12 novembre, en recevant l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes, qui regroupe la FEN et la FGAF) et la FSU. Il leur a fait une bonne surprise, en leur annonçant qu'il envisageait de déposer au Parlement, avant la fin novembre, un projet de loi permettant de proroger le congé de fin d'activité en 1998.

Réclamée par toutes les fédérations de fonctionnaires, cette mesure était considérée comme l'un des éléments de la négociation salariale que le gouvernement souhaite engager. En 1996, le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, en avait fait un accord à part entière. Le protocole instituant le congé d'activité pour 1997 avait été signé par toutes les fédérations sauf la CGT. Le dispositif transposait, de façon avantageuse, aux trois fonctions publiques, l'accord patronat-syndicats sur la cessation anticipée d'activité, dit « accord Unedic », du 6 septembre 1995. Ce dernier auto-

risait le départ à la retraite à partir de cinquante-huit ans (au lieu de soixante normalement) des salariés disposant de quarante années de cotisation et prévoyait qu'en échange l'entreprise devait embaucher des jeunes. Les fonctionnaires ont bénéficié de ce congé avec trente-sept années et demie de cotisation seulement. Quelque dix mille agents de l'Etat, quatre mille agents territoriaux et mille agents hospitaliers en ont profité, selon les premières estimations du ministère de la fonction publique.

### PREUVE DE BONNE VOLONTÉ

Pour que la prorogation du congé de fin d'activité soit applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1998, il faut que le Parlement l'ait adoptée avant la fin de l'année. Au risque de se priver d'un élément de négociation non négociable, le ministre de la fonction publique a donc décidé de devancer l'échéance encore incertaine d'une négociation salariale. Il a en effet indiqué que, si cette négociation a lieu, elle ne se tiendra pas avant « la fin décembre ou le début janvier ». L'entourage du ministre a expliqué

à certains syndicalistes qu'il valait mieux laisser passer les élections prud'homales du 10 décembre, car ces dernières inciteraient à une certaine surenchère. Pourtant, ces élections ne concernent nullement la fonction publique.

Les conseillers de M. Zuccarelli ont aussi affirmé qu'il valait mieux laisser passer le congrès de la FSU, prévu du 8 au 12 décembre à Toulouse. Mais les désaccords qui existent entre la FSU et son Syndicat national de l'enseignement technique (Snetea) n'incitent pas non plus à la surenchère, le Snetea ayant, sur les salaires, une position plus modérée que la FSU. Il est plus vraisemblable que le gouvernement veuille laisser passer la discussion du projet de loi de finances pour 1998 pour y voir plus clair. Malgré ces perspectives lointaines, l'annonce du ministre a été perçue comme une seconde manifestation de bonne volonté, après les propositions faites sur les bas salaires (*Le Monde* du 8 novembre).

Rafaële Rivais

Mettez-vous ça dans le crâne.

13<sup>ème</sup> RUE  
13 novembre  
Canal 13  
sur Canalsatellite

13<sup>ème</sup> RUE

LA CHAÎNE DE L'ACTION ET DU SUSPENSE

Baissez le son sinon on ne vous entendra pas crier.

SUR CANALSATELLITE  
TEL 0 90 704 004  
ET BIEN TÔT SUR LE CÂBLE

A UNIVERSAL STUDIOS COMPANY



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

**SANTÉ PUBLIQUE** Un premier bilan de la réforme de la santé en prison, mise en œuvre en 1994, a été établi par la direction des hôpitaux (DH). Ce document fait état d'une

« amélioration indéniable de la qualité des soins en prison » mais signale cependant des points noirs. Ces difficultés concernent le dépistage de la tuberculose, le manque

de certains spécialistes, le non-respect du secret médical ou des lacunes dans la prise en charge et le suivi des sortants de prison. ● PSYCHIATRE au service médico-psycho-

logique régional de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, Christian Sueur raconte son métier. Il dénonce les pressions visant à faire des médecins « des agents de l'administration pé-

nitentiaire » et réclame « une séparation des pouvoirs entre la justice et la santé qui mettrait fin aux nominations des chefs de service par le ministère de la justice ».

# La réforme de 1994 a permis une « amélioration » des soins en prison

Selon un bilan établi par le ministère de la santé, la meilleure qualité de la prise en charge médicale des détenus ne doit pas masquer la persistance de nombreuses difficultés et insuffisances

LA RÉFORME de la santé en prison est loin d'être achevée. Un premier bilan national de la mise en œuvre de la loi du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale, qui a sonné le glas de la médecine pénitentiaire en rattachant la gestion des problèmes sanitaires en milieu carcéral à la médecine de droit commun, a été établi par la direction des hôpitaux (DH). Elaboré à partir d'un questionnaire envoyé le 20 mars 1996 aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales (Ddass), ce document, que *Le Monde* a pu se procurer, fait état d'une « amélioration indéniable de la qualité des soins », mais relève une série de difficultés très concrètes dans l'application de la législation.

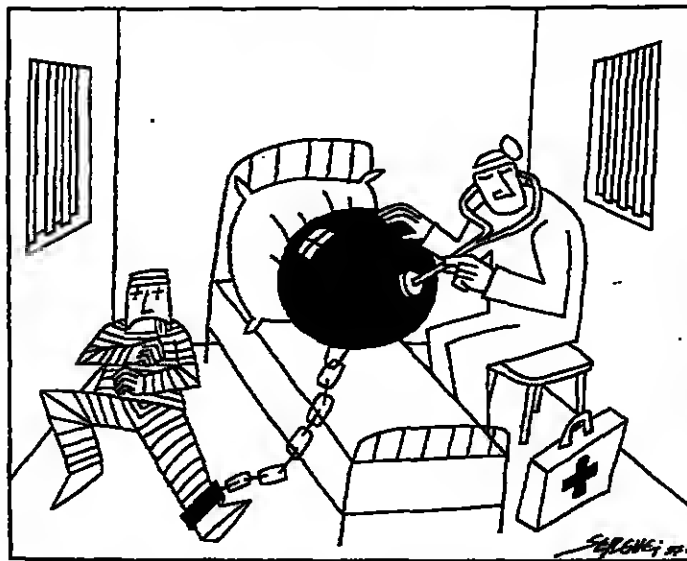
La DH précise que sur un total de 149 établissements pénitentiaires concernés - ceux dits du « programme 13 000 », où la santé relève d'entreprises privées, sont exclus du champ d'application de la loi - 139 protocoles de soins ont été signés avec 206 établissements publics de santé. Les unités de consultations et de soins ambulatoires (UCSA) créées par la réforme assurent désormais la prise en charge des patients.

Les motifs de satisfaction concernent la visite médicale d'entrée, qui est réalisée « systématiquement » et permet de dresser « un réel bilan de santé » des entrants, le « renforcement notable des prestations de médecine générale et de soins infirmiers », « la permanence

des soins pour les urgences », qui est « effective dans l'ensemble des établissements », la suppression généralisée des « folies » (médicaments dilués distribués en cellule par les surveillants) et le recours croissant, dans « la plupart » des maisons d'arrêt et des centres de détention, à la possibilité laissée aux détenus de gérer eux-mêmes leurs traitements.

La DH met cependant quelques bémols à ce tableau globalement satisfaisant, qui vient confirmer les premières observations des administrations (*Le Monde* du 18 octobre 1996). Ainsi, à propos des médicaments, le rapport observe que « les petits établissements à faible effectif infirmier ont des difficultés pour assurer la distribution (...) le week-end et les jours fériés ». Il en allait notamment ainsi, au moment de l'enquête, à Fleury-Mérogis (Essonne), aux Baumettes (Bouches-du-Rhône), à Strasbourg et à Dunkerque. Par ailleurs, « la gestion des psychotropes par les détenus suscite des réticences de la part de l'administration pénitentiaire », indique la DH. Les autorités carcérales redoutent en effet « les risques de trafic et de stockage » des molécules agissant sur le système nerveux central.

De nombreux points noirs sont encore relevés par le rapport de la DH. Le dépistage obligatoire de la tuberculose n'est pas toujours effectué dans les délais prescrits dans les établissements comptant moins de cent cinquante détenus, qui ne



disposent pas d'installations radiologiques. Au niveau des soins dentaires, la prise en charge est encore défectueuse, avec des « délais d'attente importants », qui varient de huit à quinze jours en moyenne et qui peuvent atteindre un mois ou plus dans certaines régions (Bretagne, Pays de la Loire, Haute-Normandie, Pas-de-Calais).

Le recrutement de certains médecins spécialistes pose également problème. Les prisons manquent cruellement de chirurgiens-dentistes et, dans une moindre mesure, d'ophtalmologistes et de dermatologues. « Les difficultés de recrutement

sont notamment liées à la rémunération à la vacation, très inférieure au paiement à l'acte antérieurement pratiqué », commentent les experts, qui préconisent « un renforcement des équipes sanitaires ».

### DÉFAUTS DE COORDINATION

Il en va de même pour les prestations psychiatriques, les observations récurrentes des Ddass concernant les « difficultés de recrutement » et « l'insuffisance des temps de psychiatres et de psychologues » au sein des services médico-psychologiques régionaux

(SMRP). Il s'agit de « faire face à la fréquence des pathologies mentales chez les détenus, qu'il s'agisse d'affections préexistantes ou de troubles réactionnels à l'incarcération », estime la DH, qui prône aussi « le développement de la prise en charge, le plus précocement possible et de façon continue, des auteurs d'infractions sexuelles incarcérés, dont le nombre est estimé à 10 000 personnes au 1<sup>er</sup> janvier 1997 ».

Des défauts dans la coordination des équipes soignantes sont aussi déplorés, notamment « entre équipes samaritaines et psychiatriques » en Ile-de-France, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le Languedoc-Roussillon et en Auvergne. Le secret médical n'est pas toujours respecté, et dans certains établissements, « en dehors des heures d'ouverture de l'UCSA, les clés des armoires abritant (les) dossiers médicaux sont détenues par le personnel pénitentiaire ». La présence des surveillants en consultation est « souvent évoquée comme un obstacle » à la confidentialité, et la DH note que « le secret médical n'est pas très bien compris ni bien admis pour certaines pathologies (VIH, tuberculose) ». Un « accroissement sensible des consultations spécialisées, en milieu hospitalier comme en milieu pénitentiaire », a été observé, mais les visites à l'hôpital se heurtent parfois « au contingentement des extractions (de détenus) en raison de la limitation des effectifs de police ». Par ailleurs, une certaine confusion des rôles est évoquée à

propos de la surveillance médicale des détenus mis au quartier disciplinaire ou à l'isolement. Sur certains sites, « la visite bihebdomadaire n'est pas toujours assurée », et « il arrive que le médecin soit sollicité (...) pour fournir un certificat de compatibilité de l'état de santé du détenu avec la mise au quartier disciplinaire ». Or cette mission ne doit pas incomber au médecin, qui « ne peut délivrer que des certificats de contre-indication médicale au maintien dans le quartier disciplinaire », rappelle la DH. Le bilan fait enfin apparaître de graves lacunes dans la prise en charge des sortants de prison. « Les UCSA ne connaissent pas les dates de sortie, ce qui rend difficile la délivrance des ordonnances et la transmission des informations utiles au suivi des soins en milieu libre », constate la DH, ajoutant que, « dans la plupart des régions, les dispositions n'ont pas été prises pour organiser efficacement le suivi sanitaire » des personnes élargies. La DH considère donc comme une priorité l'organisation d'un tel suivi, « en coopération avec le service socio-éducatif » de l'établissement sanitaire.

Laurence Folléa

★ La revue médicale *Prescrire* publie un dossier documentaire « Santé et prisons en France » avec l'essentiel des articles et études déjà parus sur le sujet. Éditions Mieux prescrire, 83, bd Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 01-47-00-94-45.

## Des facteurs de risques cumulés

Les détenus cumulent de nombreux facteurs de risques sanitaires ; leur état tend à se dégrader plus vite que dehors. Selon l'inspection générale des affaires sociales, cela se traduit par « une avance d'environ dix ans de la date d'apparition de certaines maladies ». Trois pathologies lourdes sont concentrées en prison : les troubles mentaux, les affections auto-destructrices (surdité, automutilation, grave de la faim) et les maladies infectieuses liées à la toxicomanie intraveineuse (tuberculose, hépatites, sida). La population toxico-mane représente 15 % à 20 % de la population pénale en France. ● **Surmortalité.** Les experts constatent une surmortalité importante des détenus avant l'âge de 40 ans, de 278 % supérieure à la population générale chez les jeunes de moins de 20 ans et de 82 % supérieure chez les 20-39 ans. ● **Santé mentale.** Le taux de suicide des détenus est pratiquement dix fois élevé que celui de la population générale et les comportements

d'autodestruction représentent environ 6 % à 16 % des besoins d'hospitalisation. ● **Maladies infectieuses.** Le nombre de prisonniers touchés par le virus du sida, en constante diminution, était de 23 en 1995 (dix fois supérieur à celui de la population générale). Le taux de séropositivité reste trois à quatre fois plus élevé que celui observé en population générale. 1 113 prisonniers contaminés par le VIH ont été recensés en 1996, dont la majorité (62 %) présentait une forme asymptomatique de l'infection. Le taux moyen d'incidence de la tuberculose a par ailleurs été estimé à 232 pour 100 000 détenus (contre 15,6 pour 100 000 habitants hors les murs). ● **Déontologie.** L'article 10 du code de déontologie médicale dispose notamment : « Un médecin amené à examiner une personne privée de liberté ou à lui donner des soins ne peut, directement ou indirectement, favoriser ou cautionner une atteinte à l'intégrité physique ou mentale de cette personne ou à sa dignité. »

## Le rôle ambigu du médecin face à l'« entreprise de punition »

LE DOCTEUR Christian Sueur, psychiatre, travaille à mi-temps au service médico-psychologique régional de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) depuis 1991. Il coordonne aussi l'antenne toxicomanie de l'établissement pénitentiaire et suit, hors les murs, les toxicomanes qui fréquentent l'Espace Farmaceutique, un centre de médication de Médecins du monde à Paris. S'il estime que la réforme de 1994 a entraîné « sur Fleury, une nette amélioration, avec plus de moyens matériels et humains, des médecins plus ouverts, parfois plus compétents », son travail quotidien n'en a pas été bouleversé. Sur tout, il n'a jamais cessé de s'interroger, de s'indigner.

Le docteur Sueur occupe, comme tous les soignants en prison, une fonction difficile parce qu'ambiguë. « Dans le colloque singulier avec le patient, on est obligé de faire abstraction, confie-t-il, mais dès qu'on sort, on est dans la problématique de l'adaptation des sujets à l'entreprise de punition. » Il se souvient qu'à son arrivée « certains médecins se comportaient comme des agents de l'administration pénitentiaire. Une chose a changé avec la création d'unités de consultations et de soins ambulatoires : aujourd'hui, on fonctionne tous sur le même modèle éthique et philosophique. »

Le docteur Sueur reste vigilant. « Il existe toujours une pression pour qu'on devienne des agents de l'administration pénitentiaire », fait-il observer, citant l'exemple du détenu en grève de la faim

dont le rapport de situation établi par l'administration signale inmanquablement qu'« il sera présenté au médecin et au psychiatre ». « Si on refuse, on nous menace toujours avec la non-assistance à personne en danger, explique le médecin, mais je soulignerai qu'on aille au moins une fois au procès, ne serait-ce que pour ouvrir le débat ! »

### ORGANISER LES RELAIS NÉCESSAIRES

Soit métier, tout en nuances et en contradictions, consiste à soigner, non à traiter. « Nous prenons soin des gens en état de souffrance, nous les aidons, mais nous ne traitons ni les origines ni les causes », précise-t-il. « Les antidépresseurs, notre présence et la télévison servent à calmer les émeutes, mais cela ne figure pas dans nos missions », ajoute-t-il, farouchement attaché à l'article 10 du code de déontologie médicale. Le psychiatre se soucie aussi de la sortie de ses patients, essaye de « les préparer à faire une psychothérapie dehors » et organise les relais nécessaires.

Il soigne une file active de quatre-vingts à cent détenus - le bâtiment dont il a la charge en compte huit cents. Les patients demandent à le voir chaque fois par écrit et par surveillant interposé. « Les patients n'ont jamais d'accès direct aux soignants, dénonce-t-il. De plus, les surveillants sont toujours présents à l'intérieur de l'infirmerie, où ils continuent de « mater » les sortants des locaux, les salles de soins. J'ai déjà vu des grands compiler des dossiers médicaux. Il existe

pourant des dispositifs de sécurité qui permettent une vraie confidentialité. » Le docteur Sueur n'en a pas la preuve, mais il soupçonne une autre violation du secret médical : des écoutes téléphoniques auraient été posées sur la ligne de son service.

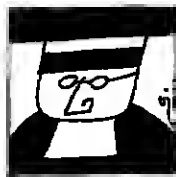
Christian Sueur déplore « l'absence d'esprit critique et de remise en question de la plupart des soignants en prison. Nous sommes quand même dans un lieu concentratoire - c'est un fait, pas un jugement », dit-il, où l'on peut se poser la question des traitements inhumains et dégradants, et pas seulement dans les quartiers disciplinaires. Le psychiatre refuse d'ailleurs de consulter dans ces quartiers, les « QD » dans le jargon carcéral. Particulièrement au fond des problèmes de drogues, le docteur Sueur présente des produits de substitution à l'héroïne à certains patients toxicomanes. Il plaide pour que des seringues stériles soient mises à disposition de ceux qui s'inoculent intramusculairement et réclame « une séparation des pouvoirs entre la justice et la santé » qui mettrait fin aux « nominations des chefs de service par le ministère de la justice » et impliquerait la signature unique des autorités sanitaires au bas des circulaires concernant la santé de détenus. « Si on m'objecte que ce soit, conclut le médecin en colère, je m'appuie sur la loi de 1994 pour répondre : ça, je peux le faire dehors, donc je peux aussi le faire dedans ! »

L. F.

## Les incendies mortels d'un pyromane « sans émotion »

LONS-LE-SAUNIER de notre envoyé spécial

Les amateurs de mystère se consoleront peut-être avec le seul élément encore inexplicable de la



quinzaine d'incendies qui ont éclaté à Moirans-en-Montagne (Jura) et dans la région entre le 29 novembre 1994 et le 4 février 1996, provoquant la mort d'une femme et d'un sapeur-pompier. Car si Serge Raffin, âgé de trente-six ans, reconnaît avoir allumé tous ces incendies, il est incapable d'en donner la moindre raison aux jurés de la cour d'assises du Jura réunis à Lons-le-Saunier depuis le mercredi 12 novembre. Certes, ce mystère paraît sans doute bien sordide à ceux qui avaient voulu croire à une série d'inflammations spontanées. A

l'époque, ils se partageaient entre les scientifiques et les charlatans. Les premiers parlaient de surtensions, de champs magnétiques et de micro-ondes provoqués par une ligne électrique haute tension enterrée. Les seconds parlaient de tout : d'extraterrestres, de diabolie et de phénomènes paranormaux. Une seule chose les réunissait : ils en parlaient avec le même sérieux devant une presse complaisante.

Puis il fallut redescendre sur terre. Les feux ont tous été allumés par un simple briquet tenu par un homme seul. « La salubrité est le maître mot de sa personnalité », note Danielle Sire, expert psychiatrique, avant d'ajouter à propos de Serge Raffin : « Nous avons cherché tous les éléments qui pouvaient donner un sens à ses actes, nous n'en avons trouvé aucun. » La seule dominante de son caractère est « une pauvreté intellectuelle et affective » qui a conduit à une sorte d'« abaissement du sens moral » chez un

barbare qui « n'éprouve pas vraiment de culpabilité ni même de remords ». L'expert n'en dira pas plus. Pressé de questions, M<sup>me</sup> Sire reste dans son rôle en rappelant à la cour : « La justice attend un peu trop des experts psychiatres. Nous pouvons quelquefois donner un sens, mais nous ne pouvons pas répondre à toutes les questions. »

Son confrère, le docteur Jean Riard, est bien plus catégorique. Volontiers opaque, il résume sa position brutale, considérant que Serge Raffin est « un rien dans lequel il n'y a rien ». La phrase est d'autant plus maladroite que la présidente, Marie-Agnès Credoz, a la réputation de mener les débats avec un profond respect de la dignité de l'accusé. Soudain de s'expliquer, les experts s'en tirent par une série de phrases confuses que le magistrat ponctue par un glacial « Ce n'est pas très compréhensible... ». Pour faire bonne mesure, le spécialiste conclut que la person-

nalité de Raffin a « altéré son jugement », mais qu'il ne s'agit pas d'une circonstance atténuante. En résumé, Raffin, « qui n'a pas d'émotion », dispose « d'un degré de conscience morale limité » et ne correspond pas au profil psychiatrique d'un pyromane. S'il a mis le feu, c'est « accidentel », et, sans donner d'autres explications, l'expert estime qu'il aurait tout aussi bien pu se diriger vers une autre forme de crime.

### ÇA ME TRAVAILLAIT

« Je ne comprends pas tout, mais je pense qu'il y a du vrai dans ce qu'il dit », commente seulement Serge Raffin. Le caude sur le rebord du box, comme s'il s'agissait d'un comptoir, l'autre main sur la hanche, Raffin s'explique en prenant un air grave : « Ça me cherchait déjà un peu avant les incendies. Ça me prenait une envie : il fallait que j'allume un feu. » Plus tard, il ajoute : « Ça me laissait

tranquille et après ça revenait » ; et, globalement, il estime : « Ça me travaillait. » C'est donc à cause de « ça » qu'il a mis le feu un peu partout, chez ses parents avec lesquels il vivait, chez des voisins, chez des cultivateurs et chez sa tante, qui mourra dans l'incendie à côté d'un sapeur-pompier venu la sauver.

Pendant plus d'une heure, avec une délicatesse et une patience remarquables, la présidente, l'avocat général, Marie-Christine Thureau, et même son avocat, le bâtonnier Buffard, tenteront d'obtenir une amorce d'explication. En vain. Avec un naturel déconcertant, Serge Raffin dit qu'il mettait le feu et s'en allait tout de suite, sans même s'inquiéter de savoir si les flammes s'éteignaient ou se propageaient. Encouragés par la présidente, qui les laisse s'exprimer directement, les jurés posent de nombreuses questions et cherchent la faille. Mais Raffin reste toujours aussi hermétique, tout en donnant l'air

d'un homme qui fait tous ses efforts pour répondre le mieux possible. D'ailleurs, « ça » ne le travaille plus. Il ajoute prudemment : « Pas pour le moment. »

Saura-t-on jamais pourquoi Annie Raffin est morte le 20 janvier 1996 ? A la barre, un jeune pompier volontaire ne se pose pas cette question. Il se souvient seulement que le sous-lieutenant Gérard David a voulu monter à l'échelle pour arracher cette femme aux flammes. « Je tenais la corde : la « ligne de vie ». Il est entré dans la pièce. Vingt secondes après j'ai tiré sur la ligne de vie. C'était coincé. » Le corps de l'officier a été retrouvé à côté de celui de M<sup>me</sup> Raffin. Mais le jeune sapeur-pompier, qui oublie de dire qu'il a été lui-même brûlé aux deux bras, rappelle que le sous-lieutenant a voulu monter à l'échelle à sa place et soupire : « C'est grâce à lui que je suis toujours en vie. »

Maurice Peyrot



## M. Allègre souhaite déconcentrer les mutations des enseignants en 1999

Face à l'hostilité des syndicats, le ministre diffère d'un an la réforme

Le ministre de l'éducation nationale a annoncé, mercredi 12 novembre, que la déconcentration du « mouvement national », qui organise les

changements de postes des enseignants du secondaire, devrait intervenir en 1999, et non dès 1998 comme il avait été envisagé. L'hostilité de

la plupart des syndicats - neuf d'entre eux avaient écrit au ministre le 10 novembre - oblige M. Allègre à calmer le jeu.

Le MINISTRE de l'éducation nationale, Claude Allègre, ne déconcentrera pas, dès 1998, le « mouvement national » qui organise les mutations des enseignants du second degré. Répondant mercredi 12 novembre, à l'Assemblée nationale, à une question de Philippe Houillon (UDF, Val-d'Oise), M. Allègre a précisé: « Il va sans dire que cette déconcentration, compte tenu de la lourdeur actuelle de la structure, ne peut pas se faire avant 1999, hélas! Mais les réflexions sont en train. »

Mardi 4 novembre, au cours d'une réunion avec les recteurs d'académie, M. Allègre avait pourtant fait état de sa volonté d'engager dès l'an prochain la déconcentration du mouvement, autrement dit une des formes de « dégraissage du mammoth », promis dès son arrivée au ministère. Pour ce faire, le ministre avait demandé aux recteurs de retarder le lancement de la procédure de mutations, qui débute en novembre pour se terminer en juin avec l'affectation des enseignants. Soumis à la pression syndicale dans leurs académies, quelques recteurs, sous prétexte de n'avoir pas tout à fait compris la demande, avaient sollicité une confirmation écrite de cet ordre.

L'ordre partait par télécopie l'après-midi même: « Je vous confirme le message oral adressé aux recteurs ce matin, relatif aux opérations du mouvement 1998, à savoir ne pas procéder dans l'immédiat à la diffusion des notices individuelles pour aider à la saisie des demandes de mutation sur Minitel. Des consignes ultérieures vous parviendront. » La note est signée « Pour le ministre et par déléga-

### Les « gaspillages » d'un « système opaque »

Dans sa réponse, à l'Assemblée nationale, un député Philippe Houillon (UDF, Val-d'Oise), Claude Allègre s'est félicité, mercredi 12 novembre, de pouvoir « dissiper des rumeurs qui, comme les rumeurs, naissent on ne sait d'où » à propos de la déconcentration des mutations des enseignants. « La procédure centralisée conduit à des dysfonctionnements, à un gaspillage et surtout à maltraiter les enseignants qui ne comprennent pas un système trop opaque », a déclaré le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Dans le cadre de la réforme de l'Etat et dans la continuité de l'action entreprise par Lionel Jospin, a-t-il poursuivi en substance, il souhaite donc déconcentrer pour « rendre le système plus souple, plus juste, plus humain ». « Soyez sûr, Monsieur le député, (...) que cette déconcentration se fera dans le dialogue et la concertation. » Les syndicats d'enseignants en attendent maintenant la démonstration.

talent notamment sur le nombre de vœux que pouvaient formuler les enseignants - quinze au lieu de six - ainsi que sur des simplifications de procédure. Cette mutation nouvelle manière était destinée à prouver, selon certains syndicats, que l'on pouvait améliorer le mouvement actuel sans le « casser », c'est-à-dire le régionaliser.

Le procédé a déplu au ministre, qui a expliqué, dans sa réponse à l'Assemblée, qu'il avait « différé une circulaire longue de soixante-dix

pages pour la réduire à cinquante et la rendre lisible pour le plus grand nombre. A partir de là, des interprétations diverses se sont fait jour ». Les syndicats restent donc dans l'expectative, sans savoir si la note de service définitive sera identique à celle qu'ils avaient négociée. Le SNES, premier syndicat du second degré et grand défenseur du « mouvement national », sur lequel il assoit sa puissance, a publié, mercredi 12 novembre, un commu-

niqué pour noter que Claude Allègre avait « reculé » sur la déconcentration du mouvement en 1998 et maintient « la demande commune de publication de la circulaire en l'état et d'ouverture d'une véritable concertation sur les enjeux de la gestion des enseignants ».

Neuf syndicats d'enseignants avaient en effet écrit, le 10 novembre, une lettre de protestation au ministre pour s'insurger contre une déconcentration trop hâtive (Le Monde du 12 novembre). Le SE-

FEN, très faiblement représenté dans le second degré mais fervent partisan de la déconcentration, avait fait cavalier seul, pour demander lui aussi au ministre de prendre le temps de mener à bien cette réforme. Seule FO, qui « exige le maintien du "mouvement national" (...) et s'oppose à toute forme de déconcentration », avait refusé de se joindre aux huit autres signataires, trouvant le texte trop « tiède ». Le SGEN-CFDT, défenseur de la déconcentration depuis quinze ans et néanmoins signataire de la lettre, se dit aujourd'hui « vigilant sur la parution de la circulaire sur laquelle il y avait accord ». Jean-Michel Bouillier, son secrétaire général, affirme être intervenu « pour que sa parution ne tarde pas ».

Claude Allègre a donc réussi, sur une réforme à laquelle seuls le SNES et les syndicats de la FSU résistent véritablement, à créer un front contre lui. « Le ministre veut retomber sur ses pattes en nous faisant porter le chapeau comme d'habitude », commente le SNES, qui déplore que personne ne sache encore si le ministère ne cherchera pas à glisser dans la circulaire des mutations « des mesures préfigurant la déconcentration », ni sa date de sortie.

La haute administration, quant à elle, est prête à ce changement qu'elle estime nécessaire « mais pas dans des conditions pareilles », comme le souligne un recteur: « Si l'on nous avait dit en juillet, c'était faisable. Mais, maintenant, c'est matériellement et politiquement impossible. »

Béatrice Gurrey

## Le nombre d'enfants en danger est en constante augmentation

Le NOMBRE d'enfants en danger en France ne cesse d'augmenter. Depuis quatre ans, année après année, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS) avance des chiffres toujours plus importants. Dans son cinquième rapport, rendu public mercredi 12 novembre, l'ODAS dénombre 74 000 enfants maltraités et en risque de maltraitance en 1996, soit 14 % de plus que l'année précédente. En 1995, les départements responsables de la protection de l'enfance avaient recensé 65 000 cas, contre 58 000 en 1994.

Cette augmentation est certes liée à un meilleur repérage des enfants en danger. L'onde de choc de l'affaire Dutroux en Belgique et celle de Cosne-sur-Loire en France, les campagnes de sensibilisation, la forte médiatisation de ces phénomènes, la meilleure formation des travailleurs sociaux et le recours plus aisé au Service national d'accueil téléphonique de l'enfance maltraitée (Snamtel) ont contribué à révéler davantage de situations de maltraitance, notamment dans les cas d'abus sexuels.

Mais, pour les responsables de l'ODAS, cette explication ne suffit plus à expliquer la forte augmentation des cas constatés. Jusque-là en effet, les professionnels de l'enfance s'accordaient pour considérer que le voile se levait sur un sujet tabou.

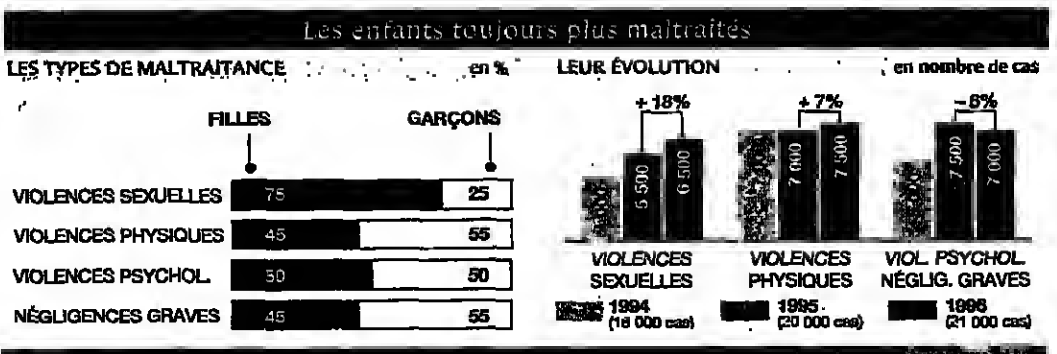
### DÉPÊCHES

■ JUSTICE: le juge d'instruction parisien Laurence Vichnievsky a dénoncé dans un entretien accordé au Parisien, jeudi 13 novembre, « la faiblesse des moyens humains mis à la disposition » des magistrats dans l'affaire du Crédit lyonnais. M<sup>me</sup> Vichnievsky est saisie d'un aspect marginal du dossier de la banque publique.

■ Le président du tribunal correctionnel de Versailles a rejeté, mercredi 12 novembre, la demande en référé de mise en liberté du docteur Xavier Dor, militant anti-IVG, et l'a renvoyée devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles. M. Dor, soixante-huit ans, fondateur de l'association anti-avortement « SOS-Tout-petits », a été mis en examen, dimanche 9 novembre, pour « organisation de manifestation interdite en rétrospective légale » et écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines).

■ CONTRACEPTION: Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a annoncé, mercredi 12 novembre, à l'Assemblée nationale, la relance d'une campagne sur la contraception. M<sup>me</sup> Aubry a déclaré qu'elle veillerait à ce que « le droit à l'avortement soit un vrai droit dans notre pays ».

■ SANTÉ: la mortalité est inférieure de 8 % en Ile-de-France par rapport à la moyenne nationale, indique une étude réalisée par l'Observatoire régional de santé (ORS) d'Ile-de-France sur les années 1993-1994. « La situation est un peu moins favorable » en ce qui concerne les décès par cancer, précise le rapport.



Le nombre d'enfants maltraités augmente régulièrement; 45 % des mineurs concernés sont des garçons, contre 55 % de filles. Ces-ci sont notamment les principales victimes d'abus sexuels.

Or, « l'augmentation du repérage et de l'observation n'explique que partiellement l'accroissement du nombre de signalements, indique le rapport de l'ODAS. Si l'augmentation avait pour seule cause des raisons techniques, elle se serait produite de façon homogène. Or, le nombre de signalements d'enfants maltraités augmente de 5 %, alors que celui d'enfants en risque augmente, lui, de 18 % ».

La nuance est d'importance. Car, à la différence des années précédentes, l'augmentation enregistrée en 1996 ne concerne pas les enfants maltraités - qui ne sont « que » 1000 de plus que l'année précédente - mais les enfants en risque

- ceux qui subissent des conditions de vie susceptibles de mettre en danger leur santé, leur sécurité, sans être pour autant maltraités. Par exemple, un enfant livré à lui-même est considéré comme en risque. « Les commentaires qualitatifs des départements interrogés convergent tous dans le sens d'une persistance de la crise sociale et de l'émergence d'une crise identitaire qui fragilise les familles », conclut le rapport.

Parmi les enfants effectivement maltraités, ceux victimes d'abus sexuels augmentent considérablement, passant de 5 500 en 1995 à 6 500 en 1996, soit une augmentation de 18 %. A contrario, les enfants victimes de violences physiques, de négligences graves ou de violences psychologiques ne sont pas plus nombreux d'une année sur l'autre. « On n'a tellement mis le projecteur sur les abus sexuels que chacun, assistante sociale, enseignant, voisin, famille même, s'est focalisé sur cette forme de maltraitance », a indiqué Marceline Gabel, responsable de ce rapport et par ailleurs secrétaire générale de la grande cause nationale sur la maltraitance.

### « REPLI » DU TRAVAIL SOCIAL

Autre évolution importante mise en exergue par l'ODAS, le recours de plus en plus fréquent à la justice. Le nombre de saisines judiciaires concernant des enfants en danger a augmenté de 20 %, passant de 36 000 en 1995 à 42 000 en 1996. Aujourd'hui, 57 % des signalements font l'objet d'une saisine de la justice. Cette tendance est particulièrement marquée pour les enfants en risque. Pour la première fois, le

nombre de saisines judiciaires les concerne autant que les enfants maltraités.

Ce renforcement de l'intervention judiciaire est contraire à l'esprit de la loi du 10 juillet 1989, qui privilégiait la protection administrative sur la protection judiciaire. « Cette judiciarisation n'est pas propre à l'enfance en danger, a indiqué Pierre Méhaignerie, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine et président de l'ODAS. Il faut se méfier de ces excès. On attend aujourd'hui du juge qu'il règle tous les problèmes. Or son intervention est lourde de conséquences pour les familles et peut être longue du fait de l'engorgement des tribunaux. »

Ce recours à la justice est aussi analysé par le rapport comme un certain « repli » du travail social en raison de la trop lourde charge des services ou de multiples incitations à la prudence. Ainsi, les travailleurs sociaux ont comme consigne absolue de transmettre à la justice toute affaire d'abus sexuel avéré ou présumé. C'est ce dernier terme de « présumé » qui pose problème dans la pratique.

Le renforcement de l'intervention judiciaire se vérifie aussi dans la prise en charge des enfants. Ainsi, l'augmentation du nombre global de placements ces cinq dernières années n'est dû qu'aux décisions du juge. Les placements administratifs n'ont en effet cessé de diminuer. « Le recours systématique au juge peut marquer un recul dans l'efficacité du système de protection de l'enfance », estiment les auteurs.

Michèle Aulagnon

# JUSQU'OU SERVIR ?

MARC OLIVIER BARUCH

## Servir l'État français

L'administration en France de 1940 à 1944

Préface de Jean-Pierre Azéma



FAYARD

742 p.  
180 F

Une somme irrécusable, impressionnante, capitale... Son étude, portée par une passion de la transparence, évoque dans tous ses reliefs un monde où la défaite joua comme un révélateur, au sens photographique du mot.

Marc Lambron, *Le Point*

Cet ouvrage fondamental tombe à pic et comble une lacune en analysant l'attitude des hauts fonctionnaires face aux exigences de la politique de collaboration d'Etat choisie par Pétain.

Eric Conan, *L'Express*

L'œuvre de Marc Olivier Baruch est toute d'érudition et d'intelligence.

Olivier Wieviorka, *Libération*

Une documentation accablante, une dignité de ton remarquable.

François Bloch-Lainé  
inspecteur général des finances,  
*La Croix*

Un travail dont on ne pourra plus se passer.

Jorge Semprun,  
*Le Journal du Dimanche*

L'Histoire  
chez  
FAYARD

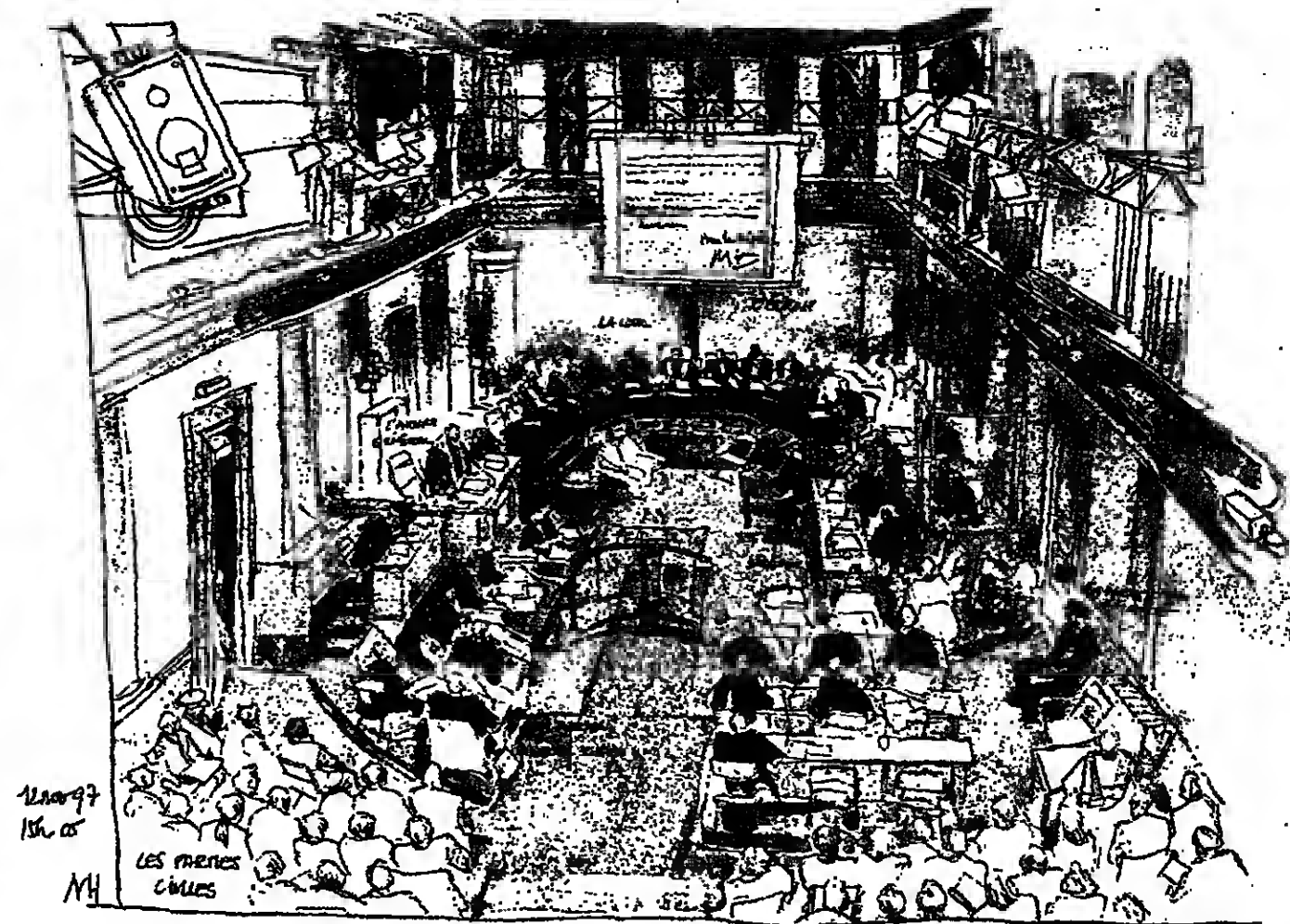


# L'accusation produit des documents impliquant directement Maurice Papon

L'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, ragaillardi par quatre journées de repos, a cherché à relativiser l'importance de sa signature en réduisant ses interventions à une dimension purement administrative

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
Manifestement, le pont du 11-Novembre a profité à l'accusé. Sa voix est claire, ses bras balançaient avec aisance l'air de son box, sa mémoire est fraîche qui lui permet, les yeux fermés, de reprendre immédiatement ses interlocuteurs sur une date erronée. Ragaillardi par quatre journées de repos, Maurice Papon ferraille tout d'abord en tête-à-tête, mercredi 12 novembre, avec l'avocat général Marc Rabert, qui a repris sa besogne là où, vendredi soir, il l'avait abandonnée. Inlassablement, le magistrat tente de se frayer un chemin dans le labyrinthe des responsabilités, entre bureaux et divisions, au sein de la préfecture de la Gironde. La question du jour : entre 1942 et 1944, Maurice Papon avait-il un pouvoir sur la police ?

En l'absence de délégation spécifique confiée sur ce point à l'accusé par le préfet régional Maurice Sabatier, l'avocat général s'appuie au cas par cas sur des actes administratifs, ordres d'internement, de transfert du fort du Hâ au camp de Mérignac, de mise en œuvre de moyens policiers, invariablement signés : « Pour le préfet régional, le secrétaire général ». Et puis, au détour de sa démonstration, il cite une visite dans une prison. « Le préfet avait vocation pour inspecter les locaux pénitentiaires, observe Maurice Papon. C'était en effet en mauvais état. Une expérience personnelle récente m'a permis de constater que ça n'a pas changé depuis. »



Depuis la mezzanine des journalistes, l'écran est utilisé pour présenter les documents.

**« AU NOM DU PRÉFET »**  
Et l'accusé, particulièrement alerte, courtis, voire ironique, de s'essayer à une définition de la police administrative - « bureaucratique » -, sous ses ordres, et de la police active - « opérationnelle » -, placée sous l'autorité du préfet et d'un intendant de police régional, le colonel Duchon, avec lequel, explique-t-il, il n'entretenait aucune relation hiérarchique. « Si je lui donnais des instructions, dit-il, c'était toujours au nom du préfet régional. »

Et ces ordres concernant l'évacuation de personnes hospitalisées, renchérit le magistrat ? « Au nom du préfet régional. » Et ces instructions à l'intendant de police pour surveiller les établissements hospitaliers ? « Avec le colonel Duchon, on travaillait avec des clin d'œil qui ne se lisent pas sur les archives. » Et ces ordres d'arrestation d'étrangers en infraction avec la législation ? « Toujours au nom du préfet régional. Naus sommes en plein dans l'exercice de la police administrative. Le ton, cette fois, est presque celui du grand-père, calé dans son fauteuil, sermonnant son petit-fils.

Puis il se lève : « Ce qui m'importe, c'est qu'on ne montre que des pièces signées par mes soins. On ne montre pas [les centaines] de papiers signés Boucoiran [préfet délégué] ou Chapel [directeur du cabinet de Maurice Sabatier] (...). Permettez-moi de

vous dire avec franchise, monsieur l'avocat général : cette méthode risque de [faire croire] que je suis responsable de toute cette production. Or (...) il faut tout de même équilibrer les choses ! » Puis, plus loin : « Je vois très bien la tactique, c'est votre droit - peut-être même votre devoir -, mais elle est de nature telle quelle peut impressionner en mauvaise part l'opinion des jurés. »

M. Jean-Marc Varaut, conseil de Maurice Papon, intervient. « Tous les exemples que vous citez ne sont pas dans les poursuites ! Je demande qu'on verse l'intégralité des archives de l'intendant de police (...). Nous

sommes actuellement comme des archéologues tentant de reconstruire la cité d'Alexandre à partir de quelques éléments. Vous ne donnez que ce que vous avez sélectionné ! » Alors s'ensuit une querelle avec l'accusé qui emporte un gros brouhaha puis le crissement de trois écrans géants qui se déroulent pour permettre, grâce à un système de rétroprojection, de visualiser des documents.

La « pelure » agrandie est celle de la copie d'une note signée par le secrétaire général, Maurice Papon, selon l'expression consacrée : « Pour le préfet régional. » Il est

question de la mise en œuvre de la loi vichyste du 11 décembre 1942 imposant la mention « juif » sur la carte d'alimentation et sur la carte ou le titre d'identité des juifs français et étrangers. Selon l'accusé, la note examinée contiendrait la preuve - implicite - que l'administration souhaitait « garder la maîtrise de l'affaire ».

**LA PARTIE CIVILE S'EMPORTE**  
Alors qu'on tente encore de décrypter les explications sibyllines de Maurice Papon, M. Alain Lévy, pour la partie civile, s'emporte, rouge sang. « On ne peut pas laisser l'accusé mentir à tout bout de champ ! On ne peut pas le laisser dire que la loi de décembre 1942 n'est pas une loi française au qu'elle n'a pas été appliquée ! » « Serait-ce excessif ou incongru, monsieur le président, de demander à M. Lévy de retirer le mot de "menteur" qu'il a proféré », reprend calmement l'accusé. « Certainement pas ! », coupe M. Lévy, qui renchérit en traitant Maurice Papon d'« escroc », pour des motifs que la colère rend, sur le coup, difficilement saisissables. « L'escroc, c'est vous. Je l'ai dit et cela m'a valu du bien. M. Lévy est indigne de figurer dans cette enceinte ! », s'insurge à son tour Maurice Papon, dont les propos se noient dans la rumeur.

Le président Jean-Louis Castagnède ramène le prétoire au dossier : le cheminement clair et précis d'un ordre d'arrestation et de transfert au camp de Drancy de quatre juifs hongrois, en mars 1943, pour lequel Maurice Papon, cependant, ne fait pas l'objet de poursuites.

Il détaille six étapes : 1) Le télégramme du ministère de l'Intérieur au préfet régional le 21 mars, 14 h 58 : « Urgent. Prière faire arrêter et conduire au camp de Drancy (...) avant mercredi 24 prochain : juif Bleuer, juif Katz, juif Gaspar, juif Braun » ; 2) La lettre du 22 mars, à l'entête « Secrétariat général, service des questions juives », du préfet régional à l'intendant de police, signée « Pour le préfet, le secrétaire général » Maurice Papon : « En exécution des instructions télégraphiques du ministère de l'Intérieur, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire procéder à l'arrestation immédiate des juifs ci-après désignés » ; 3) Les instructions du chef de service de la sécurité publique au commissaire central du 22 mars ; 4) Le rapport de l'inspecteur Jean Faure du 27 mars, qui rend compte de l'internement de deux des quatre « sujets hongrois » (« Il ne dit pas juifs, lui », remarque le président) ; 5) Le « reçu » manuscrit lapidaire du commandant du camp

de Drancy : « Le 24 mars 1943, reçu de Bordeaux deux juifs » ; 6) Le rapport du 1<sup>er</sup> avril de l'intendant de police au cabinet du préfet délégué Louis Boucoiran.

« A la vérité, je ne comprends pas le mécanisme de cette affaire », dit Maurice Papon, après un raclement de gorge. L'accusé soutient que la lettre du 22 mars, dont il est le signataire, n'est que « la régularisation administrative » de l'ordre adressé, selon lui, directement du ministère de l'Intérieur à l'intendant de police. Il cite, à l'appui de sa démonstration, une lettre de Franz Luthier, responsable du KDS (police de sûreté et de sécurité allemande), faisant état d'arrestations ayant eu lieu le 21 mars, soit le jour même du télégramme du ministère de l'Intérieur.

**« UN PORTE-PLUME INTELLIGENT »**  
Mais le président Castagnède semble demeurer sceptique sur le processus de « régularisation » invoqué. Et des parties civiles ne le craient pas, ajoutant, comme M. Michel Toubiana, « ne pas comprendre très bien l'organisation matérielle des fonctions [de l'accusé]. Porte-plume ou responsable ? Je n'essaie pas d'être un porte-plume intelligent. Ce n'était pas toujours commode. »

Alors c'est une avalanche de questions des avocats de la partie civile pour clore une journée sans fin. M. Alain Lévy, que M. Papon nomme désormais « l'interpellateur », teste son intervention d'une tonne de documents que la cour d'assises épluchera au moment des faits. « Je vois que vous avez lu tout le dossier... », remarque le président Castagnède.

Puis de nouveaux documents signés Maurice Papon, étrangers aux faits, sont versés aux débats : « On saisis une lettre. Elle a la vertu d'avoir ma signature, note Maurice Papon. Et à partir de cela on généralise. C'est l'histoire de l'Anglais rouquin qui débarque dans le Pas-de-Calais et à partir duquel on dit que tous les Anglais sont rouquins. C'est du même tabac ! »

Puis M. Karsfeld s'apprête à poser des questions. Mais déjà Maurice Papon a rangé son stylo et plié ses lunettes, comme s'il voulait donner le signal de la fin de l'audience. « Et alors ? », répond-il encore évasivement aux questions. Ou encore : « C'est votre interprétation, gardez-la si elle vous arrange. » M. Karsfeld fait état de l'opinion des Allemands sur l'intendant de police Duchon, jugé par eux pro-Allemands. « Ça m'est égal. J'ai vu son action contre les Allemands. Si c'est tout ce que vous avez comme documents à produire, vous pouvez les laisser dans votre serviette... » Imperturbable, l'accusé a maintenant tendu la main pour enfler son manteau.

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschildt

## Un examen médical hebdomadaire

Maurice Papon « devra subir régulièrement, tous les mercredis soir, un examen médical complet » à l'hôpital Haut-Lévêque de Pessac, près de Bordeaux, a annoncé l'un de ses avocats, M. Francis Vuillemin, à l'issue d'une visite de contrôle de son client à l'établissement hospitalier. Selon M. Vuillemin, les médecins « n'ont pas estimé nécessaire » de garder son client à l'hôpital, où il a été soigné du 23 octobre au 7 novembre pour une pneumopathie algue. Après cet examen, « avec prise de sang », M. Papon a rejoint, mercredi 12 novembre en soirée, son nouveau domicile, une maison louée à une quinzaine de kilomètres de Bordeaux.

M. Jean-Marc Varaut, un autre de ses défenseurs, a par ailleurs déclaré, mercredi, que l'accusé, âgé de 57 ans, est « très fatigué » et a ajouté craindre que le procès ne puisse aller à son terme. « Ma grande anxiété, ce n'est pas l'issue de ce procès, la vérité est en marche. Mon anxiété, la sienne, c'est d'aller jusqu'au bout du procès », a dit M. Varaut.

## Maurice Sabatier, le préfet prudent qui gardait plusieurs fers au feu

S'IL EST un nom dont les assises retentissent sans cesse, à l'heure où l'on examine quels furent les pouvoirs réels de Maurice Papon à la préfecture régionale de Bar-

### PORTRAIT

Sa stratégie : éviter en toute circonstance les difficultés avec les Allemands

deux, c'est bien de celui qui fut son supérieur et son mentor en politique : Maurice Sabatier. Le rêve le plus cher de ce spécialiste de droit musulman, de sensibilité radicale, né à Arzew en 1897, dans l'Algérie française, aurait été de devenir le résident général de sa terre natale.

En 1935, Maurice Sabatier a croisé Maurice Papon au ministère de l'Intérieur, au cabinet du directeur adjoint des affaires départementales et communales. Les deux hommes s'appréciaient. De ses relations avec Maurice Sabatier, M. Papon se souvient que « des sentiments de confiance les unissaient

jusqu'à un certain degré d'affection peu commune dans la froide administration ». En février 1941, vint M. Sabatier, secrétaire général pour l'administration. C'est là, à Vichy, que le rejoint pour la deuxième fois Maurice Papon. Du Sabatier de cette période, l'ancien sous-préfet résistant Valentin Abelle, dit « Colonne », écrit qu'il est « un vieux fidèle de Laval, dépourvu de tout sens patriotique et toujours disposé à offrir ses services ». Bien que la veuve de l'ancien directeur de cabinet de M. Sabatier, Suzanne Forestier « veuve Mayer », qu'il avait épousé en 1940, était juive, rien d'est jamais venu confirmer cette assertion.

Maurice Sabatier, en tout cas, avant de gagner Bordeaux, n'a pas manqué d'appliquer rigoureusement la législation antisémite dans les secteurs qu'il contrôlait. Dans le Sud-Ouest, Marc-Olivier Baruch cite ainsi une circulaire du 22 septembre 1941 signée par le « patron » de Maurice Papon, qui rappelle, entre autres, à ses fan-

tiennais qu'« en accord avec M. le commissaire général aux questions juives, aucun Israélite, s'il ne bénéficie d'exceptions expressément prévues par la loi, ne peut être employé à quelque titre que ce soit dans une administration ou un service public (...) ni même dans une entreprise subventionnée ».

Mais Maurice Sabatier est aussi un personnage prudent, qui s'entend pour conserver plusieurs fers au feu. Ainsi refuse-t-il que la très sensible direction du personnel soit placée sous son autorité, ce qui constituerait, plus tard, un argument à décharge. Est-ce pour la même raison qu'il s'empresse, une fois nommé préfet régional de Bordeaux, le 5 mai 1942, de déléguer au tout nouveau secrétaire général de la préfecture de la Gironde, l'inévitable Maurice Papon, dès le 20 juin, sa signature pour toutes les affaires où les Allemands sont au bout du chemin : l'occupation, les réquisitions, le ravitaillement et les carburants et les questions juives ? Un document de l'occupant rapporte en tout cas que M. Sabatier cherche par-dessus tout « à éviter en toute cir-

constance des difficultés avec Marquet [le maire de Bordeaux] et les services allemands ».

Bordeaux libérée, le comité départemental de libération (CDL) donne sur Sabatier l'avis suivant : « Il semble que M. Sabatier ait appliqué avec moins de rigueur les



24, rue Esprit-des-Lois, l'hôtel de Saïge, siège de la préfecture de la Gironde en 1942.

circulaires de Vichy. Toutefois, il est apparu comme un fonctionnaire absolument dévoué aux principes de Vichy. » Maurice Sabatier aura en outre été à la tête d'une préfecture régionale qui détient de douteux records en matière de déportation. N'en a-t-on pas vu le préfet, le 20 août 1943, transmettre à son entourage les félicitations de Pierre Laval pour « les résultats déjà acquis dans les opérations de la Relève », l'envoi de travailleurs français en Allemagne ? Opérations où « la région de Bordeaux s'est classée parmi les trois meilleures ».

**« TECHNICIEN DE HAUTE VALEUR »**  
Gaston Cusin, le tout nouveau commissaire de la République, le même qui « repêchera » Maurice Papon après le départ des Allemands, évacue ces timides réserves. Sous M. Sabatier, écrit-il, « les instructions de Vichy n'ont été appliquées qu'avec beaucoup de prudence, d'une manière feutrée ; les entreprises de la Milice, en particulier, ont été en partie neutralisées ». Conclusion, qui en dit long sur les priorités qui sont désormais celle du « gaullisme d'Etat » : « Ce

technicien de haute valeur, renchérit Cusin, n'ayant pas démenté sous l'Occupation », il « est susceptible de reprendre du service à bref délai ». A un poste « non politique », suggère tout de même la commission d'épuration de décembre 1944. L'ancien préfet régional nommé par Vichy, relevé par la Résistance à partir du 22 août 1944, finit donc par rejoindre le général Kœnig dans la zone d'occupation française en Allemagne. A sa retraite, il a le titre de conseiller d'Etat honoraire et la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

Quand au matin du 20 octobre 1988, un an avant la mort de Maurice Sabatier, le conseiller à la chambre d'accusation de Bordeaux, François Braud, se rend à son domicile pour l'informer de son inculpation pour complicité de crime contre l'humanité, l'homme, prudent, proteste « d'innocence » sans comprendre. Il avait tellement été adopté par la population girondine, dit-il, qu'il avait même acquis « une petite villa sur le bassin d'Arcachon ».

Nicolas Weil



مركزاً من راحل

## RÉGIONS

LE MONDE /

# Les agences de l'eau sous le feu des critiques

Deux rapports inédits de la Cour des comptes et du Commissariat au Plan affirment que la gestion de ces structures, publiques mais autonomes, n'est à la hauteur ni des enjeux écologiques ni des sommes investies. Les experts soulignent l'urgence d'une réforme

**MANQUE** de qualité, pollutions persistantes, prix trop élevés : la question de l'eau est devenue aiguë en France. Après la gestion des collectivités locales et l'abandon d'une grande partie de leurs responsabilités à des compagnies privées, c'est le rôle des agences de l'eau qui est remis en cause. « En 1991, un chiffre avait estimé à plus de 2 millions le nombre de Français recevant une eau potable non conforme aux normes sanitaires européennes ; une nouvelle évaluation effectuée depuis a porté à 5 millions le nombre d'habitants concernés par une eau bactériologiquement non conforme et pouvant engendrer des effets immédiats sur la santé », écrit un prérapport de la Cour des comptes, non rendu public, tandis que le Commissariat général du Plan souligne dans un autre rapport inédit que « le dispositif des agences (...) n'est pas organisé pour atteindre au moindre coût les objectifs de qualité et de quantité définis par les pouvoirs publics ».

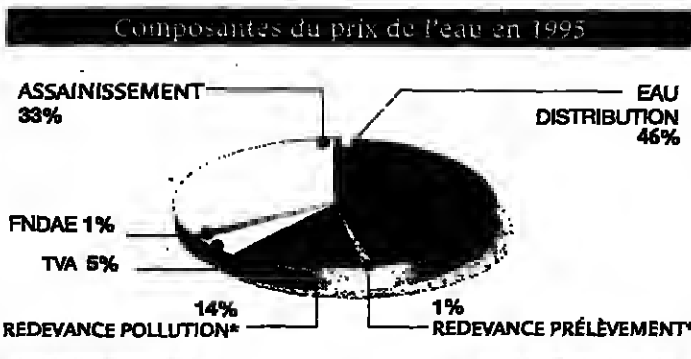
Depuis plus de trente ans, la France, pourtant, ne cesse de vanter son système de gestion de l'eau. Organismes décentralisés ayant compétence sur des bassins hydrographiques, les six agences ont la responsabilité de la préservation des ressources et de leur qualité. A ce

titre, elles prélèvent sur chaque facture d'eau une redevance, supposée à la fois faire payer la rareté au consommateur et lui faire supporter le coût des dommages infligés. En contrepartie, prêts et subventions financent équipements d'assainissement ou moyens de dépollution.

### ABSENCE DE TRANSPARENCE

Faible au départ, leur poids n'a cessé de se renforcer avec la montée en puissance parallèle de la décentralisation et des réglementations. Aujourd'hui, leur rôle dans la politique de l'eau est plus déterminant que celui du ministère de l'environnement, ne serait-ce que parce que, financièrement autonomes, elles échappent à toutes les coupes budgétaires. Les redevances, elles, « ont été multipliées par 2,36 de 1988 à 1994, soit une augmentation moyenne de 22,7 % par an (...), alors que le prix de l'eau s'est accru en moyenne de 10 à 15 % », souligne la Cour des comptes.

Toutes les catégories ne sont pas égales devant ces taxes. Bien que puisant abondamment dans les ressources pour l'irrigation, et bien que source importante de pollution - les seuls éleveurs émettent une pollution brute estimée équivalente à celle de 254 millions d'habitants -



les agriculteurs ne participent qu'à hauteur de 2 % au financement de la politique de l'eau. Les industriels financent à hauteur de 47 %. Mais certaines pollutions industrielles sont systématiquement exclues des bases de calcul de l'imposition. L'agence Seine-Normandie, par exemple, qui compte la plus grande base industrielle avec la région parisienne, ne recense aucune pollution par les phosphores.

Au final, ce sont les consommateurs domestiques qui permettent les ajustements des budgets des agences. « Le mode de taxation de la pollution domestique est de plus en plus déconnecté de la réalité de la pol-

lution émise du fait des écarts dans les modes de calcul, ce qui a permis d'occulter la redevance pollution domestique bien au-delà de ce qu'aurait autorisé la seule évolution des différents paramètres », note la Cour des comptes. Le système est parfois d'une opacité totale. A quelques kilomètres de distance en Seine-et-Marne, Chabry et Villeneuve paient, au titre de la redevance pollution, respectivement 2,45 francs et 5,20 francs par mètre cube consommé, sans que rien ne vienne justifier cette différence.

Un tel déséquilibre entre les différents consommateurs, une telle absence de transparence ont été ren-

duez possibles par l'absence de contrôles, accusent les deux rapports. Contrairement à ce que prévoit la Constitution, le législateur n'est jamais appelé à se prononcer, ni même à vérifier l'action des agences ou le montant des taxes perçues. Tout se passe au sein de comités de bassin, lieu de concertation entre les différents acteurs de la politique de l'eau. A l'exception des organisations de consommateurs curieusement absentes, chaque groupe - collectivités locales, industriels, agriculteurs, personnalités qualifiées et très peu de représentants de l'Etat - est représenté et veille jalousement à ses intérêts. La dimension locale est essentielle : « Les présidents des comités de bassin sont en règle générale des personnalités politiques de premier plan, président de région et ou ancien ministre », relève la Cour des comptes. Tous sont des élus de droite. La composition de ces comités, leurs méthodes de travail « conduisent à rechercher des équilibres entre catégories d'usagers » plutôt qu'à optimiser la politique de l'eau, remarque le Commissariat général du Plan : chaque catégorie essaie de retrouver sous forme d'aides le montant des redevances qu'elle a versées. Ces pratiques ne permettent

guère de gérer l'eau de façon efficace ni de remédier aux situations critiques. Selon le Plan, la qualité ne s'est améliorée, « sur les paramètres classiques de pollution », que pour les grandes rivières et, dans une moindre mesure, pour les eaux littorales. En revanche, pour les petites rivières et les eaux souterraines, « l'état de méconnaissance est total », souligne le Commissariat général du Plan. Les pollutions nouvelles - pesticides, nitrates - commencent à peine à être prises en compte. Les points noirs, qui recensent les zones vulnérables, ne cessent, eux, de se multiplier.

« La conception (...) de l'efficacité [en termes économiques] n'est pas celle qui fait référence auprès des acteurs de la politique de l'eau », ajoute le Plan. Marquées par les références du passé, les agences privilégient systématiquement les projets de grosses stations d'épuration, d'équipements lourds, qu'elles connaissent bien, au détriment des technologies propres ou des méthodes d'épuration individuelles avec, en parallèle, de nombreuses entorses sur le plan financier. Des projets qui ne devraient pas recevoir d'aides sont subventionnés, d'autres qui ne devraient avoir que des financements limités le sont au-delà des barèmes prévus. En 1984, l'agence Rhône-Méditerranée-Corse avait aidé, pour 218 millions, au financement de la station d'épuration de Marseille. Par la suite, elle décida de verser, de façon totalement dérogatoire, 45 millions supplémentaires correspondant « aux travaux propres au site de Marseille ».

Estimant que la gestion des agences n'est à la hauteur ni des enjeux écologiques ni des montants financiers investis, les deux rapports préconisent une réforme du système. Quitte à bousculer des avantages acquis, comme ceux des agriculteurs ou des pouvoirs locaux.

M. O.

## Des organismes très riches

● **ORGANISATION** : créées en 1964, les agences de l'eau couvrent le territoire national, à partir de six grands bassins hydrographiques : Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Normandie. Les comités de bassin, où siègent l'ensemble des acteurs de l'eau, sont les instances de décision des agences. L'Etat n'est que très peu représenté.

● **MISSION** : elles doivent veiller à l'ensemble de la politique de l'eau, recueillir les données sur

l'ensemble des ressources, en surveiller l'utilisation, prévenir ou guérir les pollutions. Dans ce cadre, elles aident les collectivités locales, les industriels et les usagers à financer les différents équipements de dépollution ou de prévention. Leurs programmes d'investissements sont pluriannuels.

● **FINANCES** : théoriquement placées sous la tutelle du ministère de l'environnement, les agences sont riches et en réalité dotées d'une autonomie financière. En

1996, leur budget total s'est élevé à 10 milliards de francs. L'essentiel provient des redevances perçues auprès de tous les usagers, à l'exception des agriculteurs. En moyenne, celles-ci s'élèvent à 3 francs par mètre cube d'eau consommé, pour les usagers domestiques. Le remboursement des prêts consentis (souvent à taux zéro) leur assure le complément. L'agence Seine-Normandie, la plus importante, a un actif circulant dépassant les 4 milliards.

## Conférence des présidents à Douai le 18 novembre

Le 18 novembre, à Douai (Nord), se tiendra la Conférence des présidents des organismes de bassin qui, depuis 1975, réunit chaque année les responsables des six agences de l'eau françaises. Présidée par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, cette assemblée accueillera pour la première fois les présidents des quatre comités de bassin « Outre-Mer » (Guyane, Réunion, Martinique et Guadeloupe) dont la mise en place - prévue par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau - s'est achevée en 1996.

A cette occasion, Claude Gaillard, député (UDF-DL) de Meurthe-et-Moselle présentera les résultats d'une mission d'étude qui lui avait été confiée par Corinne Lepage en juillet 1996 - alors qu'il était vice-président de l'Assemblée nationale -, sur la manière de promouvoir le « modèle français de l'eau ».

## En Adour-Garonne, une puissance discrète

**TOULOUSE**  
de notre correspondant

A Toulouse, le siège de l'agence de l'eau Adour-Garonne est en chantier depuis le début de l'année. Les travaux d'extension prévoient notamment la construction d'une salle de réunion pour le conseil d'administration. Pour l'heure, la nouvelle présidente, Marie-Françoise Mendez, reçoit dans le bureau du directeur. Nommée le 16 octobre, par décret du président de la République, elle est la première femme à présider le conseil d'administration d'une agence de l'eau.

Autre originalité, elle est écologiste déclarée. Membre du bureau national des Verts, cette proche de Dominique Voynet se retrouve à la tête d'un établissement public qui gère des sommes considérables : le VII<sup>e</sup> programme de l'agence prévoit d'injecter 4,6 milliards d'aides publiques en cinq ans (1997-2001). Adour-Garonne est pourtant l'une des agences les plus « pauvres », malgré un territoire qui s'étend de la Charente aux Pyrénées. « Nous représentons un cinquième du territoire national et un dixième des budgets des agences », résume Jean-Pierre Poly, le directeur. « Mendez « pèse » donc financièrement très lourd, sur une question très sensible, mais... presque personne ne la connaît ».

Les agences de l'eau sont des puissances discrètes. Le dernier sondage réalisé - au téléphone par Publitérie sur un échantillon de 626 personnes les 16 et 17 septembre - pour l'agence révèle que seulement 28 % des personnes interrogées connaissent l'existence d'Adour-Garonne. C'est pourtant mieux qu'en 1990, quand seulement 12 % de l'échantillon avaient connaissance de cet établissement public créé voilà trente ans. « C'est vrai que l'agence est mal connue, reconnaît la nouvelle présidente, j'ai pu le vérifier autour de moi depuis ma nomination. Il y a même des élus qui ignorent à quoi elle sert ». Tous les maires qui ont été contraints de s'équiper d'une station d'épuration, ou de remettre leurs installations aux normes européennes, doivent

pourtant savoir que l'agence peut les aider à financer ces travaux.

1,8 milliard a ainsi été distribué entre 1992 et 1996 dans les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement et le VII<sup>e</sup> programme prévoit un effort similaire jusqu'en 2001. Tout cet argent a pour but d'améliorer la qualité des eaux des fleuves et des rivières du bassin. L'agence intervient également auprès des industriels pour les aider à traiter leurs effluents, et plus récemment dans le monde agricole pour lutter contre les nitrates et la présence de pesticides dans l'eau.

Les cartes, piquetées de points noirs, éditées régulièrement par l'agence montrent que les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des sommes investies. Si les objectifs ont été atteints sur 146 points de mesure, 112 autres pastilles restaient en 1992. On dénombrait encore 13 points où les rivières sont classées de « mauvaise qualité », sur la Garonne en amont de Toulouse ou la Charente à l'aval d'Angoulême, mais aussi sur l'Adour, la Vézère ou d'autres petits effluents mineurs.

### « PARLEMENT DE L'EAU »

Pendant longtemps en Adour-Garonne, ces problèmes qualitatifs ont été masqués par une préoccupation plus quantitative. « Le Grand Sud-Ouest a souffert », déclarait Jean-François-Poncet (UDF) en 1988, lors de l'adoption du programme décennal de ressources et eau par le comité de bassin. Le sénateur de Lot-et-Garonne, qui préside ce « Parlement de l'eau », de puis de nombreuses années, fait figure de véritable « patron » politique du bassin.

Deux étés successifs de sécheresse finiront par convaincre que le déficit en eau du bassin, estimé à 600 milliards de mètres cubes, est bien la priorité numéro un. Un investissement de 3,3 milliards est programmé sur dix ans pour construire de nouveaux barrages et multiplier les lacs nécessaires à l'irrigation des terres agricoles. Il es

réalisé pour moitié. Mais il ne sera vraisemblablement pas mené à terme : le VII<sup>e</sup> programme ne prévoit plus que 500 millions pour stocker 110 millions de mètres cubes supplémentaires. Dans les esprits, les priorités ont changé. Les sondages de l'agence montrent que, si les « variations climatiques » constituent le problème principal aux yeux de la population en 1990 et 1992, la pollution est devenue depuis 1995 le souci majoritaire.

Le manque d'eau ne semble même plus inquiéter les 6,4 millions d'habitants du bassin, qui citent désormais au deuxième rang de leurs préoccupations l'augmentation du prix de l'eau. La facture a augmenté de 50 % entre 1991 et 1996. L'observatoire permanent du prix de l'eau potable de l'agence, créé en 1991, a calculé que le prix moyen de l'eau s'établissait désormais à 15,51 francs par mètre cube, très près de la moyenne nationale (15,90 francs). « On passe d'une politique d'observation à une politique d'explication des prix », note le directeur de l'agence, Jean-Pierre Poly. L'agence elle-même doit expliquer sa responsabilité dans cette inflation.

Si les redevances qu'elle perçoit ne représentent que 13 % du total, celles-ci ont néanmoins suivi l'augmentation et discrètement doublé depuis 1992. Or les usagers contribuent pour 75 % à alimenter les caisses de l'agence, contre 23 % pour les industriels et 2 % seu-

## COMMENTAIRE FAILLITE D'UNE POLITIQUE

La gestion de l'eau en France ne peut plus demeurer aussi opaque, inefficace, antidémocratique qu'elle est aujourd'hui. En passant au crible les pratiques des agences de l'eau, deux rapports, l'un de la Cour des comptes, l'autre du Commissariat au Plan, mettent en lumière les carences de tout un système.

3 millions de Français ne disposent toujours pas d'une eau correcte, alors que près de 100 milliards de francs ont été investis de 1992 à 1996 : on mesure la faillite des agences de l'eau, supposées être le bras armé de cette politique sur tout le territoire. Leur responsabilité est d'autant plus écrasante qu'elles avaient tous les moyens d'être un instrument économique moderne au service de l'environnement.

Martine Orange

## Le délégué aux restructurations de la défense à Lyon est remercié

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, Alain Richard, vient de demander à Dominique Henry - le premier délégué aux restructurations de la défense en région Rhône-Alpes à la préfecture de Lyon, nommé en mars 1996 - de quitter ses fonctions. Il devrait réintégrer le cabinet de conseil en administration publique aux Etats étrangers. Au ministère de la défense, on explique cette décision par la volonté de M. Richard d'organiser des mutations parmi les titulaires des douze délégations régionales placées sous la responsabilité de Thierry Klingner.

Stéphane Thépot



AMBROISE  
THOMAS

ÉLISABETH  
ROGEOZ-MALFROY  
AMBROISE THOMAS  
ou la tentation du lyrique

Toute la vie et l'œuvre du compositeur de *Mignon* et *Hamlet* (d'après une thèse de doctorat soutenue en Sorbonne en 1992).

Un ouvrage de 328 pages, 200 F, 17 x 23 cm, ISBN 2-87823-041-3

ÉDITIONS CÉTRE 14, Grande Rue - B.P. 72 - 25013 Besançon Cedex - Tel. 03 81 81 11 93 - Fax 03 81 82 89 33 - Minitel 3615 CÉTRE

villa gillet  
Portes des Alpes - 69004 LYON  
Conférence de  
Georges-Arthur  
Goldschmidt  
« Kafka ou la preuve par l'absence »  
mercredi 18 novembre 1997 à 19h30  
Tarifs Réservations nécessaires :  
04.78.27.02.48

Rencontre Publiques  
01.22.27.33.35



مكتبة من الرمال

NOMINATION

DANSE

Agnès Letestu a été nommée danseuse étoile du ballet de l'Opéra national de Paris, le 31 octobre, à l'issue d'une représentation du Lac des cygnes où elle interprétait le rôle d'Odette-Odile.

(Agnès Letestu est entrée à l'École de danse de l'Opéra en 1983, est devenue membre du corps de ballet quatre ans plus tard, puis sujet en 1989. Cette même année, elle remporte le Grand Prix au concours de l'Eurovision des jeunes dan-

seurs; puis elle obtient, en 1990, la médaille d'or du prestigieux concours international de Varna (Bulgarie) et reçoit, en 1991, le prix du public de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris (Arop) et le prix du Cercle Carpeaux. Agnès Letestu était première danseuse depuis 1993. Dès 1992, Rudolf Nouriev lui avait confié le rôle de Gamzatti dans La Bayadère; elle a aussi été choisie notamment par Roland Petit (Le Jeune homme et la Mort), Merce Cunningham (Points in Space), John Neumeier (Vaslav), Jerome Robbins (Glass Pieces).

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 7 novembre sont publiés :

● **Routiers** : un décret relatif au statut particulier du corps des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière. Il est destiné à assurer un meilleur contrôle de l'accès à la profession de transporteur (Le Monde du 8 novembre); un décret modificatif relatif aux transports routiers de marchandises et à certaines infractions à la coordination des transports ferroviaires et routiers; un avis du Conseil de la concurrence en date du 14 mars concernant un projet de décret relatif aux transports routiers de marchandises.

● **Enseignement privé** : un arrêté portant extension du régime de la sécurité sociale des étudiants aux élèves d'un établissement d'enseignement supérieur privé.

● **Trevaill illégal** : un arrêté relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

● **Dissolution** : un décret portant dissolution du conseil municipal de la commune de Tapuata-puatea (Polynésie française).

● **Surgeles** : un décret modificatif portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les aliments surgelés destinés à l'alimentation humaine.

Au Journal officiel du samedi 8 novembre sont publiés :

● **Service national** : une loi portant réforme du service national, la décision du Conseil constitutionnel, la saisine des sénateurs en date du 29 octobre et les observations du gouvernement en réponse à cette saisine.

● **Intérieur** : un décret modificatif relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur; un arrêté portant organisation et attribution de la direction de la défense et de la sécurité civile; un arrêté portant organisation interne de la direction de la défense et de la sécurité civile.

● **Policiers** : trois décrets relatifs à l'attribution des indemnités de sujétions spéciales de police, pour exercice sur un poste difficile, et pour sujétions exceptionnelles, allouées à certains fonctionnaires actifs de la police nationale; un décret portant attribution de l'indemnité pour charges d'habitation allouée à certains fonctionnaires affectés dans le ressort du secrétariat général

pour l'administration de la police de Paris; des arrêtés fixant le montant de ces indemnités.

● **Vache folle** : un arrêté suspendant la mise sur le marché de certains tissus animaux issus de ruminants et de produits les incorporant.

● **Alimentation** : un arrêté relatif aux additifs pouvant être employés dans la fabrication des denrées destinées à l'alimentation humaine.

● **International** : un décret portant nomination au conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

● **Tresor** : la situation résumée des opérations du Trésor au 30 septembre 1997.

● **Enseignement privé** : un arrêté fixant le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placés sous contrat d'association.

Au Journal officiel du dimanche 9 novembre sont publiés :

● **ENS** : un arrêté fixant les conditions d'admission à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud.

● **Télécommunications** : un avis de l'autorité de régulation des télécommunications sur le projet de convention fixant les objectifs tarifaires pluriannuels de France Télécom.

Au Journal officiel daté lundi 10-mardi 11 novembre sont publiés :

● **Inscriptions électorales** : une loi relative à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales.

● **MUFF** : une loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier, la décision du Conseil constitutionnel la jugeant non contraire à la Constitution, la saisine du Conseil constitutionnel par plus de soixante députés, les observations du gouvernement en réponse à cette saisine.

● **Télécommunications** : un arrêté portant autorisation d'établissement d'un réseau ouvert au public en vue de l'exploitation de services de télécommunications ALT 8.

● **Educational nationale** : un décret portant nomination d'inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale.

● **Déchets** : un avis du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, relatif à la nomenclature des déchets.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Florence MOTTE, Philippe CARNIEL, Quentin et Olivia sont heureux de faire part de la naissance de Charles, Raphaël, Victor, à Paris, le 8 novembre 1997.

Emmanuelle et Mathias WARGON ont la joie d'annoncer la naissance de Hannah, le 31 octobre 1997. 3, rue Jean-Ménard, 75019 Paris.

Lionel et Cécile COTTU, née LEJEUNE ont le bonheur d'annoncer la naissance de Maxime, à Paris, le 11 novembre 1997.

Noces d'or

Pour les cinquante ans de mariage de Emilie et Christiane LÉON, Patrick et Christine, leurs enfants, leur souhaitent un bon anniversaire. 91210 Draveil.

Décès

Henriette, Ariane, Aurélie, Anais, Pierre, Gilles et Melchior Ascaride, Valentin, Madeleine et Robert Queudon, Michelle Gales, ont le regret de faire part du décès de

Michel ASCARIDE, alias Jean-Pierre GILLES, homme de Marseille, résistant FTPF, auteur dramatique, survenu le 8 novembre 1997.

« Tu es bien pénible, mais on va beaucoup te regretter ».

Michèle Bézeau, Et son fils, Samuel, ont le regret de faire part du décès de

Jacques BÉZEGU, survenu le 31 octobre 1997.

L'équipe du vingt-troisième secteur de psychiatrie de Paris, Ses anciens collaborateurs de la maison de santé de Ville-Eglise, Et du centre hospitalier Sainte-Anne, font part de leur douloureuse émotion à la suite de la disparition du

docteur Jean-François BUISSON.

Ayant eu la chance de travailler sous sa direction, ils ont bénéficié, tout au long de ces années, de sa compétence précise et étendue, de son indépendance d'esprit et de sa constante humanité.

Ils assurent sa famille et ses proches de toute leur sympathie.

Sa famille, Et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Georges HOLTZER, survenu le 6 novembre 1997.

Famille Holtzer-Marret, 19 bis, rue Sureau, 17450 Fours.

Ses enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Céline KAMMOUN. Les obsèques auront lieu le vendredi 14 novembre 1997, à 12 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part. 4, square Auguste-Renoir, 75014 Paris.

Le délégué régional, Le personnel de la délégation Oe-de-France Est du CNRS, Les personnels des laboratoires du campus CNRS de Villejuif, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Vincent MEISSONNIER, ingénieur d'études, administrateur du réseau télématique du CNRS de Villejuif, survenu le 10 novembre 1997.

CARNET DU MONDE

Téléphones :

01-42-17-39-80  
01-42-17-25-86  
01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Rubrique nécrologie 105 F  
Abonnés et actionnaires 95 F  
Mariages/noces 70 F  
Thèses étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

M. et M<sup>me</sup> Pierre Rozes et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrice Debréguas et leurs enfants, M<sup>me</sup> Françoise Pauthe-Baylanq et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Eric Igonet et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Georges Pauthe et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Anouise Pauthe et leurs enfants, M<sup>me</sup> Marie-Christine Bouilly et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Pauthe et leurs enfants, Les familles Gadrat, Le Quiniou et Briquet ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Louis PAUTHE, née Elisabeth CARTIER, survenu le 11 novembre 1997, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le samedi 15 novembre, à 14 h 30, en l'église de la Trinité d'Hossegor (Landes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Collette Peridot, Jacques et Bénédicte Peridot, ses enfants, Nicolas, Florent, Pascal Peridot, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. André PERIDONT, survenu le 5 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 14 novembre, à 15 h 30, en l'église Saint-Urbain, 1, place de la Liberté, La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine).

7, avenue des Vats, 92700 Colombes, 21, rue de la Brèche, 92000 Nanterre.

Le 11 novembre 1997, Georges POTHIER

nous a laissés en ce monde soudainement, mais paisiblement, chez lui, entouré des siens. Vous pourrez lui témoigner votre amitié en nous rejoignant en l'église Saint-Charles de Montreuil, 125, rue des Ruffins, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), le vendredi 14 novembre, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Cernin-des-Frères (Allier), dans la sépulture de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Doos à adresser à l'ordre de Médecins sans frontières (par chèque ou virement CCP 40600 Paris), 60638 Chantilly Cedex.

M<sup>me</sup> Thérèse Pothier-Sigman, Ses enfants, Et petits-enfants.

« Nous, oiseaux en ce monde, Volant de tous côtés, nous passons. Sur notre route il y a un piège. Qu'on appelle la Mort. Aucune peur n'en avons. Ouvrant nos ailes, nous passons. » Seyid Seyfallah.

135, rue des Ruffins, 93100 Montreuil.

Oran, Periguan, Paris.

Marc et Marie-Françoise, ses enfants, Ludovic et Cyril, ses petits-enfants, Sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. François SALVADOR, qui fut instituteur à Delmonie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. 71, avenue du Docteur-Neuer, 75012 Paris.

Mormotron.

M<sup>me</sup> Christiane Tassy, née Gros, son épouse, fait part du décès de

M. Paul TASSY, survenu dans sa quatre-vingt-douzième année, à Mormotron.

Louise et Andjelkovic, Jeanne Charvet, François et Frédérique Hirsch, Olivier et Valérie Hirsch, Catherine Hirsch, Nicolas et Nathalie Charvet, Cécile Charvet, ses petits-enfants, Thomas, Lola, Julie, Arthur, ses arrière-petits-enfants, Gérard et Anneke Bénichou, ses neveu et nièce et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Edouard TCHORZEWSKI, médaillé de la Résistance,

survenu le 10 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Paris.

Parents et amis se réuniront le jeudi 13 novembre, au cimetière de Bagneux, où il sera inhumé.

Remerciements

M<sup>me</sup> Raymond Ferrando, Et sa famille, très touchées par les marques de sympathie, d'affection et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Raymond FERRANDO, adressent leurs très sincères remerciements.

Anniversaires de décès

En ce deuxième anniversaire de la séparation, souvenons-nous de

Christiane GALLENCIA, professeur des universités. « Beauty's enigma yet is crimson in Thy lips and in Thy cheeks » W. Shakespeare.

Services religieux

M<sup>me</sup> Esther Mouyal, M. et M<sup>me</sup> Bernard Jessier et leurs enfants, font part des prières du mois qui seront dites à la mémoire de leur regretté

M. Haïm Henri MOUYAL, le dimanche 16 novembre 1997, à 19 h 30, en son domicile, 14, boulevard de Courcelles, Paris-17<sup>e</sup>.

Conférences

Conférence de Jacques Rigaud : « La culture à l'épreuve de la mondialisation ». Maison de l'Unesco, (salle IV), 7, place de Fontenay, à 17 heures, mardi 18 novembre. Entrée gratuite. Métro Ségur, Cambreane ou Ecole-Militaire, bus 49.

Débats

Carole Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris, le jeudi 13 novembre, à 20 h 30. « Le judaïsme libéral ». Débat avec un de ses représentants.

L'Association des historiens pour la propagation et la diffusion de la connaissance historique organise, lundi 1<sup>er</sup> décembre à 19 heures, dans la salle Médicis du Sénat (15<sup>ter</sup>, rue de Valenciennes, Paris-6<sup>e</sup>), un débat animé par Michel Tatin ayant pour thème « Bilan de la Révolution russe ». Inscriptions et renseignements auprès de l'association (Tél. : 01-48-73-13-16).

Colloques

« La régionalisation de l'économie mondiale : Quels enjeux pour les agents privés et les décideurs publics ? ».

Plat au ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, 25, rue de la Montagne-Sainte-Genève, Paris-5<sup>e</sup>.

Lundi 17 novembre 1997, 9 h 30-18 heures.

Au programme : la régionalisation des pays émergents, les systèmes financiers régionaux, les conséquences sur les échanges internationaux, les organisations internationales face à la régionalisation.

Tél. : 01-45-56-50-84.

Communications diverses

JOURNÉE INTERDIOCESAINE

d'entraide et d'amitié de Paris, Créteil, Nanterre, Saint-Denis à la Maison diocésaine, 8, rue de la Ville-Évêque, 75008 Paris.

Les campains sont ouverts les vendredi 14 et samedi 15 novembre 1997, dès 10 h 30, le dimanche 16 novembre, de 13 h 30 à 18 heures.

Vous y trouverez de nombreuses idées pour vos cadeaux de Noël.

Déjeuner samedi 15 et dimanche 16, à 15 h 15.

Renseignements, inscriptions, aux déjeuners et bridge, tél. : 01-45-24-25-63.

Soutenances de thèse

Jean-Marie Fessler a soutenu, le 9 octobre 1997, à l'université René-Descartes-Paris-V, faculté de médecine de Necker, sa thèse de doctorat : « Problématique éthique de l'usage des informations de santé publique ».

Le jury, présidé par le professeur Christian Hervé et composé des professeurs Li-liane Dussere, François Grémy, Philippe Poitout, Dominique Bertrand, Marius Fieschi et Patrice Degoul, directeur de recherche, lui a décerné la mention « très honorable » avec les félicitations.

Anne Rabinalicht-Proux a soutenu à l'Ecole des hautes études en sciences sociales sa thèse de doctorat en sciences du langage (Centre de recherches sur les arts et littératures), sous le titre : « Le droit saisi par la littérature ». Le jury, composé de MM. Philippe Hamon, professeur à l'université Paris-III, Jacques Leenhardt, directeur d'études à l'EPHESS (directeur de thèse), Yan Thomas, directeur d'études à l'EPHESS, Michel Troper, professeur à l'université Paris-X (président du jury), lui a décerné la mention « très honorable ».

Le Monde EDITIONS

Collection Mémoire d'entreprises

Le Monde, 1944-1995 Histoire d'une entreprise de presse

par Patrick Evano

Une histoire économique de la société éditrice du Monde, accessible à tous ceux qui désirent connaître les conditions de production de l'information dans la société contemporaine. 540 pages, 160 F.

Les industries agroalimentaires en France Histoire et performances sous la direction de Jacques Marseille Les racines et les causes d'un formidable succès national. 312 pages, 125 F.

La révolution commerciale en France Du « Bon Marché » à l'hypermarché sous la direction de Jacques Marseille Historiens, économistes, sociologues et professionnels à la rencontre d'un monde qui aligne cinq entreprises parmi les dix premiers groupes européens. 224 pages, 125 F.

Citroën, Peugeot, Renault et les autres - Soixante ans de stratégies par Jean-Louis Loubet L'analyse, sur la longue période, des choix industriels et commerciaux des principaux constructeurs automobiles français. 638 pages, 180 F.

Christoffe. Deux siècles d'aventures industrielles - 1793-1993 par Marc de Ferrière le Vayer. Une saga familiale et industrielle, une entreprise pionnière sur le plan technique, commercial et social. 468 pages, 150 F.

Les performances des entreprises françaises au XX<sup>e</sup> siècle sous la direction de Jacques Marseille. Historiens, économistes et gestionnaires analysent les causes des réussites d'entreprises des années 30 à nos jours. 334 pages, 135 F.

Ces livres sont disponibles en librairie. A défaut, vous pouvez les commander directement au Monde-Éditions.

Bulletin de commande

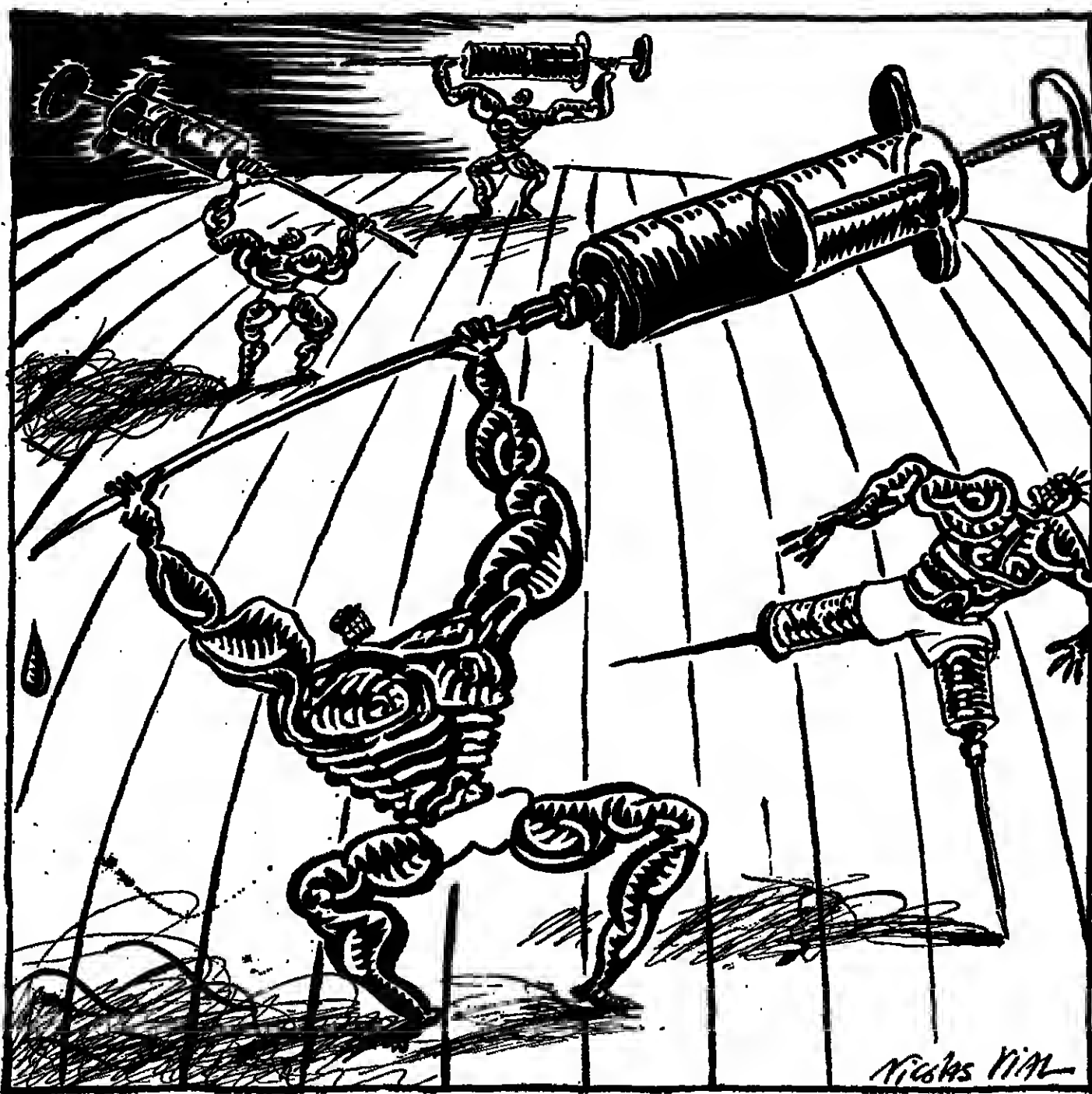
Règlement par chèque à l'ordre du Monde-Éditions 21 bis, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS

M. \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Titre \_\_\_\_\_ Prix unitaire \_\_\_\_\_ Somme totale à payer : \_\_\_\_\_



# HORIZONS

ENQUÊTE



## Les silences du dopage

**Malgré la multiplication des contrôles positifs, les sportifs conservent une attitude ambiguë face au dopage. Pris en flagrant délit, ils nient souvent l'évidence. S'ils parlent, ils sont mis au ban de leur club ou de leur fédération**

mauvaise publicité du procès a fait capoter l'embauche. S... a un DUT, mais pas de boulot. Durant la saison cycliste, il est venu plusieurs fois au départ des courses accompagner ses anciens coéquipiers. A vingt-sept ans, un cycliste discret peut encore espérer de beaux moments dans son sport. Elodie Teyssier, elle, n'attend plus rien de l'aviron. Cela l'autorise à s'exprimer, même si la jeune fille de vingt-trois ans commence à se lasser de rabâcher une histoire d'adolescente. « J'en ai assez de vivre dans le passé », avoue-t-elle. L'esprit de compétition, la quête de la victoire, le goût du dépassement de soi, qui l'animait naguère, lui semblent être aujourd'hui les hubes d'une gamine. Sa combativité s'est éteinte au long d'une interminable croisade. S'y est substitué un profond dégoût de tout ça.

« C'était seulement le deuxième contrôle que je subissais. J'étais tellement nerveuse que j'ai mis deux heures à remplir le flacon. En plus, comme la porte des toilettes était ouverte pour éviter les tricheries, cela me bloquait encore plus. » Le 7 juillet 1991, à l'occasion d'une compétition, Elodie a été contrôlée positive à la nandrolone, stéroïde anabolisant popularisé par l'actualité (la substance vient d'être détectée dans les urines de

triole de doper les sportifs à leur insu. Elle évacuait le cas d'Elodie à l'appui de sa démonstration. Une nouvelle fois, l'affaire se termina sur un non-lieu.

La championne en herbe s'entraînait deux fois par jour dans son club de Fumel (Lot-et-Garonne). « L'aviron était une grande partie de ma vie. C'était le seul endroit où je réussissais quelque chose », dit-elle. Elodie n'est plus remontée dans une embarcation depuis ce jour où elle est parvenue à la lettre recommandée l'avisant de son contrôle. Ce n'était là que le moindre des déboires. « Il y a eu les coups de fil anonymes, la rumeur qu'on a fait courir dans mon club, raconte-t-elle. Deux ou trois ans après, les gendarmes ont même fait une descente à la maison. »

Elodie Teyssier a perdu sa guerre. « Je sais que je ne me suis pas dopée, mais je n'ai plus envie de me battre pour le démanteler », affirme aujourd'hui l'intéressée. Quant à l'aviron français, il ne s'est jamais aussi bien porté et a accumulé les médailles lors des derniers championnats du monde, en septembre à Aiguehelette (Savoie).

**R**ÉCEMMENT, l'équipe nationale a effectué un stage à Fumel. Deux rameuses sont entrées par hasard se faire épiler dans l'institut de beauté où Elodie est aujourd'hui esthéticienne. « On s'est mises à parler. Je leur ai dit que j'étais. Il y a eu un grand froid. Les filles auraient bien aimé partir, mais comme je n'avais pas fini elles ont dû rester. Pour briser le silence, je leur ai dit : "OK, si on parlait d'autre chose ?" »

Quand il croise des culturistes dans les rues de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), Laurent Bocher ne va jamais plus loin que « Bonjour, bonsoir ». Il vit avec ses anciens compagnons de salle une sorte de paix froide, faite de suspicion. Il n'a pourtant jamais cité un nom, jamais lancé l'anathème contre quiconque, si ce n'est contre lui-même. « Je me suis dopé

de mon plein gré, dit-il simplement. J'étais un tricheur. J'ai fait une erreur phénoménale dans la prise de la pleine responsabilité de A à Z. » Dans l'hypocrisie qui entoure le dopage, une telle confession devient une provocation, un acte d'accusation même pour ceux qui nient jusqu'à l'existence du dossier noir.

**« J'ai un autre rôle à jouer. Mon but est de faire de la prévention. Qui peut mieux parler aux jeunes du sida que celui qui l'a ? »**

Laurent Bocher mesure 1,57 mètre et en concave naguère des complexes. Au début de l'hiver 1988, l'homme entre pour la première fois dans une salle de musculation et s'entiche aussitôt de gainage. Malgré deux heures d'exercices quotidiens, les progrès sont lents. « Je n'avais pris que 1 kilo. Je voyais des gars enfler deux fois plus vite. Je me disais bien de la raison : j'ai fait une année d'études en pharmacie. Je suis allé voir mon médecin pour qu'il me prescrive des produits. Il a refusé et m'a mis en garde. Alors, je me suis renseigné dans la salle. Au bout de quatre ou cinq mois, j'avais gagné la confiance des autres. Un gars m'a alors donné le numéro de téléphone à Paris de quelqu'un qui vendait ce qu'il fallait. J'ai appelé et passé commande. Il m'a donné rendez-vous dans un parking souterrain de la capitale, où il a sorti la marchandise de son coffre. »

La première cure de six semaines comporte une trentaine de boîtes qui constituent un cocktail d'anabolisants, de testostérone et

d'autres substances censées limiter les effets secondaires. Au total, c'est une vingtaine de cachets plus les piqûres qu'il lui faut s'administrer chaque jour. Les résultats sont magiques. Laurent Bocher furtif à vue d'œil. « J'ai alors décidé de faire de la compétition. Je voulais devenir comme dans les magazines. Tout le monde me regardait dans la salle. » Les cures se succèdent. Il envoie désormais l'argent en poste restant et se fait remettre les colis par le même procédé. La note grimpe progressivement de 2 000 à 4 500 francs le paquet.

Laurent pesait 55 kilos en 1988 et en soulevait péniblement 40. En 1992, il faisait 73 kilos et pouvait en hisser 150 à bout de bras. Le boulimique décide alors de passer aux produits vétérinaires, plus efficaces et moins onéreux. « Je prenais chaque semaine 10 millilitres de Boldane, un stéroïde anabolisant. C'est ce qu'on donne à un cheval en un mois et demi. J'avais des boutons et je devais prendre trois à quatre douches par jour pour me débarrasser de l'odeur que je sécrétais. »

**P**UIS il teste le Clenbuterol, un bêta-stimulant. « Je prenais en complément un médicament à l'usage des parkinsoniens afin d'éviter les tremblements qu'il provoque. » En novembre 1992, le culturiste remporte la première compétition à laquelle il participe. Afin de « sécher » ses muscles, il a entrepris auparavant une cure de diurétique qui lui a fait perdre quinze kilos d'eau. L'accident mortel de Mohammed Benazziza, le champion du monde français, lors d'une compétition aux Pays-Bas, n'interrompt pas l'escalade. « Je l'avais crâché une fois. C'était mon dieu. Il faisait 1,57 mètre, comme moi, et pesait 105 kilos. Dans la salle, on m'avait surnommé "Momo", comme lui. Quand il est mort, j'ai dit : "Asséssez de m'appeler ainsi." Mais j'ai continué à me doper. »

Le 6 janvier 1993, Laurent Bocher s'écroule chez lui à son retour de l'entraînement. Il restera paralysé des membres inférieurs pendant quatre jours. Au médecin de garde intervenu en urgence, aux quatre autres praticiens qui l'examineront successivement à l'hôpital, il refusera de révéler les causes de sa défaillance physique. « Ils ont fait des tas d'analyses et n'ont jamais rien trouvé, si ce n'est un taux anormal de protéines. » Une semaine plus tard, à sa sortie de l'hôpital, il se confiera enfin à son médecin traitant. « Bon, maintenant, tu es compris. Il faut que tu arrêtes », m'a-t-il dit. « Le manque était terrible, se souvient Laurent Bocher. En septembre 1993, j'ai passé quinze jours en service psychiatrique afin de me servir. »

Puis l'homme s'est caparoté dans son silence. « Si je l'avais voulu, personne n'aurait jamais su ce qui m'était arrivé. Pourtant, je sentais le besoin de parler, de prévenir les jeunes des dangers. » En avril 1995, il répond à un appel à témoigner de Canal Plus et lance le mois suivant l'ABCD (Association brichine contre le dopage). Pendant un an et demi, les menaces vont pleuvenir, puis se tarir. « Je le répète, je n'ai jamais dénoncé personne. Le 11 avril dernier, j'ai passé quatre heures au commissariat. Les policiers voulaient que je donne des noms. J'ai refusé et je crois qu'ils ont compris pourquoi. J'ai un autre rôle à jouer. Mon but est de faire de la prévention. Qui peut mieux parler aux jeunes du sida que celui qui l'a ? »

Laurent Bocher sillonne les écoles de Bretagne, et maintenant de France, pour raconter inlassablement son histoire. A trente et un ans, il réfléchit au scénario d'un court-métrage : ce serait le destin parallèle de deux hommes qui se dopent. « L'un meurt, l'autre s'en sort. Un peu Momo et moi. » Le chauffeur-livreur est devenu adepte du kick-boxing. Il est papa d'un petit Simon depuis le 11 octobre. « J'espère en faire un sportif. Mais je le mettrai d'abord en garde contre certaines choses. »

Benoît Hopquin  
Dessin : Nicolas Vial

**L**E cinéaste ne paiera plus. Dérangé sous la douche au retour de l'entraînement, sa voix se rembrunit à l'exposé du motif de l'appel. Le mot « dopage » a déclenché la sèche réplique : « Je ne veux plus parler de ça. Je l'ai ouverte une fois et ça m'a trop coûté. » Avant que ne survienne son affaire, S... n'était qu'un quidam du cyclisme, un amateur classé 3 326<sup>e</sup> au palmarès français. La notoriété, il en rêvait. Il n'imaginait simplement pas qu'elle allait débouler ainsi, via la rubrique des faits divers. Alors, aujourd'hui, il n'aspire qu'à regagner l'anonymat du peloton, qu'à se fondre dans ce cocon coloré, si beau à l'œil. Un jour d'automne, il en a été exclu pour bavardage.

Le 19 octobre 1996, vers 22 heures, S... et L..., un autre coureur, 8 033<sup>e</sup> au classement de la Fédération française de cyclisme (FFC), ont été interpellés au péage autoroutier de Fresnes-lès-Montauban (Pas-de-Calais). Les deux hommes ont été placés vingt-quatre heures en garde à vue, le temps d'expertiser ce qui s'avéra être des amphétamines. Jugé le 7 novembre 1996 par le tribunal de grande instance d'Arras pour acquisition non autorisée de stupéfiants, les prévenus, âgés alors de vingt-six et vingt-deux ans, ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende.

Emprunts de la solennité du prétoire, les deux accusés ont raconté sans détour leur histoire. Les minutes du procès, conservées au greffe du tribunal, en gardent le compte rendu : « On se dopait aux amphétamines car on n'était pas en condition. C'est l'entraîneur (NDLR : en fait, le soigneur de l'équipe, licencié et poursuivi lui-même en justice) qui nous les a fait connaître. On a fait cinq voyages chez lui. Ça durait depuis février 1996. On se fait livrer par la Belgique. Avec un flacon, on fait trois fois. C'est pour l'hiver et le froid. Pendant cinq heures d'entraînement, ça aide. On annule les études et le sport, c'est dur. On en prenait pour l'entraînement, pas pour les courses. »

S... et L... couraient dans deux modestes clubs de la région quand ils décidèrent que le cyclisme était leur vie. Quelques résultats prometteurs les avaient encouragés dans cette disposition d'esprit. Les deux hommes s'inscrivirent donc à la section sports-études de Wasquehal, qui groupait les espoirs régionaux. En sautant de catégorie, ils touchèrent d'emblée leurs limites. « Ils étaient trop jeunes, raconte leur directeur technique. Avant même cette histoire, nous avions décidé de les virer. » Les bonorahes scolaires ne suffisaient pas à distraire des piètres performances sportives. C'est dans ces conditions que le soigneur belge de l'équipe vint leur offrir une solution.

« Je ne me suis pas dopé, je n'ai jamais été contrôlé positif », continue de soutenir S..., reprenant à son compte cette triste jurisprudence du sport : n'est coupable que celui qui a été pris. De fait, les deux protagonistes auraient pu échapper à toute sanction sportive s'ils n'avaient dérapé dans leur tentative de justification. « Tout le monde prend des amphétamines chez les coureurs, même amateurs, ça aide à finir une course », ont-ils déclaré aux juges. Incriminer le plus grand nombre : dans le jargon judiciaire, cela s'appelle une défense de rupture. Dans le milieu sportif, on dit : cracher dans la soupe. Répercutés par la presse locale, ces propos ont valu à leurs auteurs un an de suspension pour « atteinte à l'image du cyclisme ».

La sanction fédérale devrait être bientôt levée. Le président du club est prêt à pardonner la « petite bête » de son protégé et à réintégrer S... Le banni a plus que payé sa faute. Il était tout près d'obtenir de sa commune un emploi-sollicité d'animateur sportif. La

Le Monde  
ÉDITION

Collection Mémoire d'entreprise  
Le Monde, 1944-1997  
Histoire d'une entreprise de presse

de commande



# Communisme : retour à l'histoire

par Jean-Louis Margolin et Nicolas Werth

**L**ES lecteurs du Monde o'ignorent pas la sévère controverse qui a opposé certains auteurs du Livre noir du communisme dont nous sommes, au rédacteur de son chapitre introductif, Stéphane Courtois. Rappelons seulement que les principaux points mis en cause par nous dans ce texte ont été :

- la centralité du crime de masse dans les pratiques répressives des communistes au pouvoir ;
- l'assimilation entre doctrine communiste et mise en application de celle-ci, ce qui fait remonter le crime jusqu'au cœur même de l'idéologie communiste ;
- l'affirmation qui se dégage de la grande similitude du nazisme et du communisme, tous deux intrinsèquement criminels dans leur fondement même ;
- un chiffrage des victimes du communisme abusif, non clarifié (85 millions ? 95 ? 100 ?), non justifié, et contredisant formellement les résultats des coauteurs sur l'URSS, l'Asie et l'Europe de l'Est (de leurs études, on peut tirer une « fourchette » globale allant de 65 à 93 millions ; la moyenne - 79 millions - n'a de valeur que purement indicative).

On chercherait cependant en vain, dans le chapitre introductif comme dans le reste de l'ouvrage, la discussion serrée et approfondie que nécessiteraient des questions aussi complexes et délicates que la comparaison entre fascisme et communisme, ou la présence de potentialités terroristes dans la théorie marxiste elle-même. Nous o'oteodons pas disqualifier ces indispensables questionnements. Mais, tout simplement, notre livre ne porte pas là-dessus.

Dans l'histoire des pratiques répressives du communisme, nous avons tenté, en tant qu'historiens, de repérer points communs et différences, continuités et discontinuités, moments paroxystiques et périodes de répit, espaces de barbarie et aires de semi-liberté. Nous oous sommes efforcés de contextualiser aussi précisément que possible ces expériences si diverses.

On y retrouvera pas à chaque page cette sanglante essence du communisme, une, indivisible et éternelle que Stéphane Courtois entend dénooer. On y discernera par contre, et on y comprendra

peut-être un peu mieux l'ombre des pires drames de ce siècle de fer, mais aussi, au-delà, ce que, des décennies durant, le tiers de l'humanité vécut d'insupportable.

Oo y trouvera également des éléments de réponse à l'incontournable interrogatioo : comment l'espoir vira-t-il au cauchemar ? Au terme des années de réflexion, individuelle aussi bien que collective, qui sous-tendent ce livre, nous pouvons avancer quelques pistes.

**Le « Livre noir du communisme » n'est pas une somme définitive, encore moins une Bible. Etape d'une indispensable réflexion, il aura rempli son but s'il stimule de nouvelles recherches, sans tabous, mais aussi sans préjugés**

Le communisme au pouvoir fut partout antidémocratique et répressif ; il ne fut ni partout ni constamment massacrant. C'est que, à côté du projet initial commun, du « noyau dur » universel élaboré à partir de 1917, deux facteurs particuliers structurent les divers régimes. La tradition nationale est une première variable ; la place de la violence, en particulier, n'est pas constante ; que l'idée d'Etat de droit soit presque absente en Asie, et vacillante en Russie, facilite les dérives totalitaires ; les millénarismes religieux peuvent être récupérés en redoutables prurits éliminationnistes et « purificationnistes ».

L'insertion spatiale et temporelle précise est tout aussi déterminante : ainsi la puissance du communisme asiatique, son maintien au pouvoir aujourd'hui sont liés à sa captation réussie de la volonté de sauvetage national de peuples soumis au défi de l'Occident - et du Japon. L'intensité même de ce défi servit à justifier l'atmosphère de camp retranché soumis à la loi martiale, si sensible encore en Corée du Nord.

Le « temps mondial » a aussi son importance : que les Kimers rouges soient parvenus au pouvoir en 1975, au déclin de leur modèle maoïste, et ooo loio de « dragons » capitalistes en plein essor, rend sans doute compte de leur tragique fuite vers un hyper-volontarisme ; il leur fallait construire le communisme tout de suite, ou périr.

Mais le projet communiste n'a pas non plus la belle unicité qu'on lui prête souvent. La matrice en est certes le bolchévisme de pouvoir structuré en Russie peodant la période du « communisme de guerre » (1918-21). Cepeodant, pour l'Asie, le maoïsme exerça un profond remodelage : au pouvoir dès 1930-31 sur un fragment du territoire chinois, il y construisait aussitôt un appareil d'Etat complet, et inaugura des formes de répression aussi massives qu'originales (eo particulier la « rééducation » géométrisée, correspondant à un encadrement idéologique extrêmement contraignant) - avant donc la grande terreur stalinienne de 1937-38, seconde expérience fondatrice du totalitarisme soviétique.

En Europe de l'Est, à l'inverse, la fréquence importance de la tradition socialiste et marxiste pré-léniniste continua d'irriguer directement, plus ou moins discrètement, les sociétés et même les partis au pouvoir. Ces variations produisent des systèmes répressifs aux effets différenciés, non seulement quantitativement, mais aussi qualitativement : ainsi les persécutions sont eo Chine plus étendues qu'en URSS, mais aussi relativement moins sanglantes, particulière-

ment en ce qui concerne les militants communistes.

De tout cela, il résulte que le crime de masse, s'il scande l'histoire du communisme, n'en remplit pas l'horizon entier. Il ne fut pas universel : oo ne le distingue guère à Cuba, au Nicaragua ou dans certains pays de l'Europe de l'Est. Et là où il eut lieu, ce fut par « bouffées », temporairement circonscrites (sauf au Cambodge sous Pol Pot : est-ce un hasard si son régime s'effondra en moins de quatre ans ?) : ne disaient d'années au total en URSS (1918-22 ; 1930-33 ; 1937-38), une quinzaine en Chine (1946-55 ; 1959-61 ; 1966-68).

Il conviendrait, de plus, de distinguer, parmi ces épisodes paroxystiques, les cas où l'intention « exterminationniste » est indiscutable (il s'agit bien sûr avant tout des exécutions), et ceux où sont plutôt engagés l'utopisme dogmatique, le prélevement prédateur, l'inculte et le mépris de l'élite politique pour ce qui n'est pas elle : grandes famines de 1921-22 et de 1932-33 en Russie, de 1959-61 en Chine - à elles seules responsables de la moitié au moins de l'ensemble des victimes du communisme.

A quelle logique d'ensemble correspondent ces moments abominables, par-delà leurs différences ? En URSS comme en Chine se ré-

véla une manière de « courbe en U » de la mortalité politique : un premier pic dans les années d'installation du régime ; une « trêve », relative et assez courte (NEP en URSS), qui précède un retour de l'horreur, d'abord sous la forme de famines, puis sous celle de « purges » massives.

Le premier flot de victimes, ce sont ceux qui résistent, ou qui pourraient résister au projet d'arasement de la société : les adversaires du régime - en Chine, par exemple, les élites traditionnelles des campagnes (propriétaires fonciers, paysans riches) et des villes (entrepreneurs, fonctionnaires, intellectuels).

Le second flot paraît plus difficile à expliquer : on a souvent recouru à son propos aux catégories de la psychologie collective (exaltation, dérapage dans l'irrationnel) ou individuelle (paranoïa d'un Staline, mégalomanie d'un Mao).

Loïn de nous l'idée de nier toute pertinence à cette façon de voir : il est vrai que la disparition des deux autocrates met fin, définitivement, aux répressions de masse. Mais le secret, y compris de ce triomphe de la déraison, gît dans l'incapacité constitutive des idéocraties maoïstes en place à accepter l'idée que tout n'est pas politique, et que la volonté correctement dirigée n'est pas toute-puissante.

Or, justement, avec l'échec économique de la collectivisation soviétique et des communes populaires chinoises, ce sont les choses qui se sont mises à résister : la « ligne juste » ne peut suffire à faire croître le blé et le riz. Cela, le Parti ne peut ni l'accepter, ni même le voir. D'où, dans un premier temps, la contemplation irritée de ceux qui meurent de faim, et qui le méritent sans doute puisque normalement ils o'auraient pas dû avoir faim. Et, ensuite, la recherche obstinée des hommes « coupables » de cette résistance du réel : au plan « théorique », cela donne l'« aggravation » de la lutte des classes en période de construction du socialisme ; lancée par Staline, reprise par Mao ; au plan concret, cela débouche sur la chasse aux « saboteurs » et autres « révisionnistes ».

Les victimes sont encore, par routine, les survivants de la première grande vague répressive. Mais leur dépossession, leur marginalisation sont désormais telles que, pour la vraisemblance, il convient de leur adjoindre des intellectuels et cadres compagnons de route, puis finalement des militants et des dirigeants du Parti.

La terreur est donc beaucoup moins ciblée, beaucoup plus généralisée que dans la première phase.

Elle peut déboucher sur un massacre sans limites (Cambodge), sur un accès de totalitarisme anarchique (révolution culturelle), sur une auto-dévoration du Parti (grande terreur stalinienne).

Néanmoins, la fuite en avant, la redoutable tendance à l'emballlement de cette terreur sans plus de vrai objet que de bômes finit par vacciner l'appareil communiste lui-même : globalement, il a bien plus à en craindre qu'à y gagner. D'où l'abandon définitif de semblables méthodes, et leur non-imposition en Europe de l'Est soviétique ; la répression devient sélective et limitée, cependant que, inévitablement, l'idéologie se délite, jusqu'au cœur du régime.

Nous aurions aimé que semblables hypothèses aient pu être débattues dans le chapitre introductif. Mais le Livre noir n'est pas une somme définitive, encore moins une Bible. Etape d'une indispensable réflexion, il aura rempli son but s'il stimule de nouvelles recherches, sans tabous, mais aussi sans préjugés.

**Jean-Louis Margolin** est agrégé d'histoire, maître de conférences à l'université de Provence.  
**Nicolas Werth** est agrégé d'histoire, chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent.

## AU COURRIER DU « MONDE »

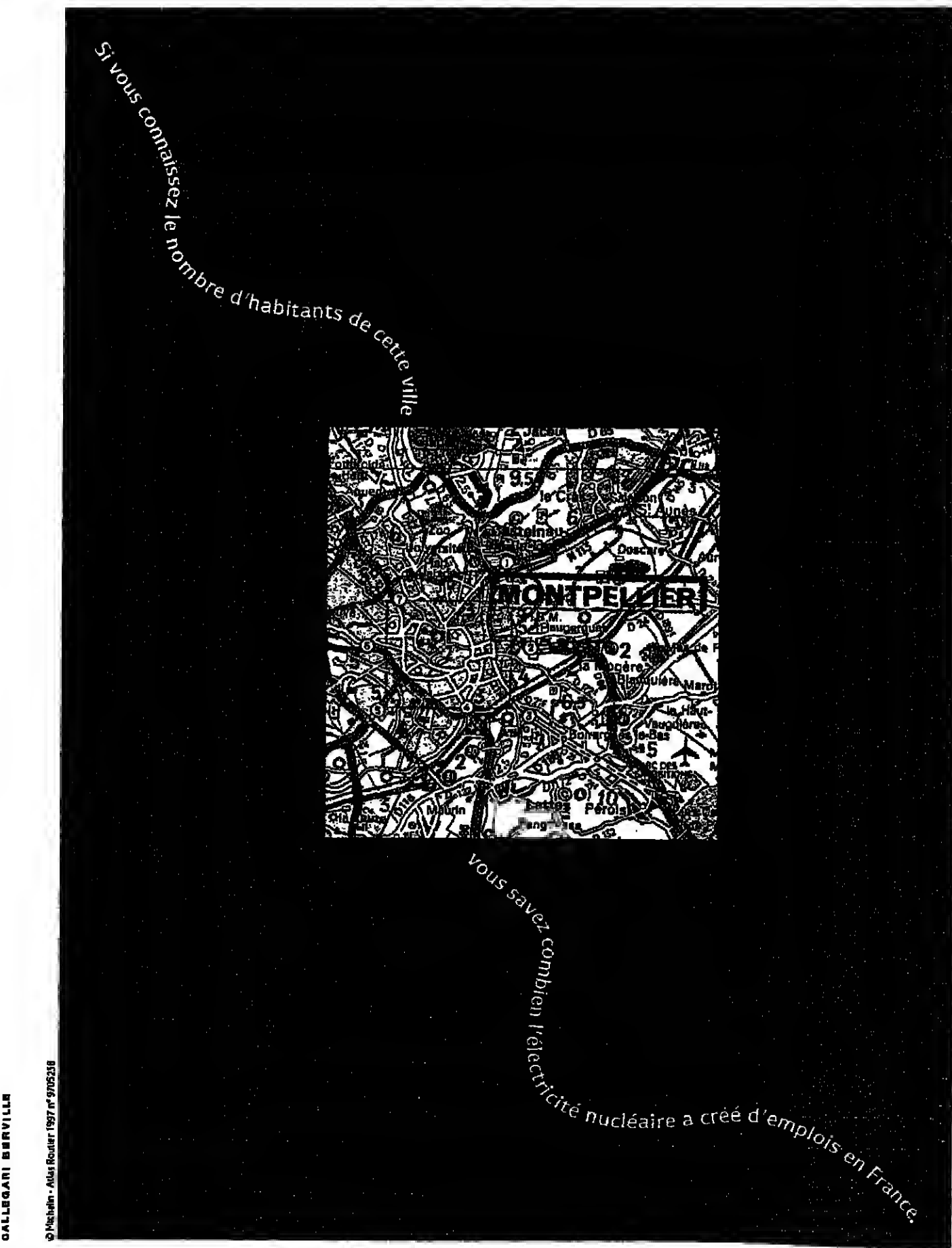
### ALLEZ EN BIRMANIE

Le Monde du 26 septembre a publié une page consacrée au tourisme en Birmanie dont il ressort que les touristes devaient s'abstenir de mettre ce pays à leur programme : visiter la Birmanie, c'est soutenir une junte militaire qui fait régner la terreur.

Tout le monde souhaite que la Birmanie connaisse le plus tôt possible un régime démocratique. Mais on peut ne pas être d'accord avec le boycottage recommandé notamment par M<sup>me</sup> Habbard. Les forces de changement en Asie du Sud-Est (comme dans la plupart des autres parties du monde) se situent dans les classes moyennes. Ce sont elles qui ont mis fin aux dictatures aux Philippines comme en Thaïlande. Ce sont elles qui étaient dans les rues de Bangkok en mai 1992, pour protester contre l'emprise des militaires et qui les ont fait reculer. Les classes moyennes sont encore d'importance modeste en Birmanie. Tout ce qui va dans le sens d'une accélération du développement contribue à créer les conditions pour qu'une démocratie émerge. Dans un pays qui a peut-être le plus fort potentiel touristique de toute l'Asie du Sud-Est, les revenus du tourisme peuvent contribuer de façon importante à la croissance de l'économie. De plus, par leur seule présence, les touristes diffusent l'image d'hommes libres, ce qui est déjà subversif pour une dictature. (...) La marée de touristes européens envahissant l'Espagne n'a-t-elle joué aucun rôle dans la chute du franquisme ?

La conclusion est simple : allez en Birmanie ! Peut-être à court terme renforcerez-vous le pouvoir en place. Mais, à plus loogue échéance, vous contribuerez à le saper.

Jacques Gidi  
Malakoff (Hauts-de-Seine)



GALEGGARI BREVILLE  
© Michelin - Map Road 1997 N° 902518



## Tardive querelle d'Allemands

par Lilly Marcou

**R**ÉDUISANT le communisme à ses seuls crimes, faisant du projet bolchevique d'émancipation - et niant les acquis d'un système dont l'actualité effondrement laisse à une bonne partie de la société une certaine nostalgie, Stéphane Courtois et son équipe s'enfoncent dans une impasse. Leur démonstration se cantonne à un Lénine terroriste et assassin qui n'aurait eu comme seul but que le pouvoir, et ce dans l'unique intention de tuer le plus de monde possible.

L'introduction et la conclusion de ce livre provocateur contiennent plusieurs loufoqueries dont la plus cocasse est celle du « lobe ontfasciste » qui aurait pour unique fonction de masquer les crimes du communisme. Des milliers de gens se seraient laissés mourir dans le seul but de cacher les turpitudes communistes. Peut-on oublier les vingt millions de morts soviétiques sur le front de la seconde guerre mondiale, les martyrs de la Résistance et de la lutte des partisans en Europe, les sacrifices de toute une génération qui, par son combat, a contribué à la victoire contre le fascisme ? Peut-être faudrait-il conseiller à Stéphane Courtois, qui a dirigé la rédaction de ce Livre noir et qui écrit cette intro-

duction insensée, d'imaginer ce que serait devenu le monde - et la France, entre autres - si Hitler avait gagné la guerre à la place de Staline.

**Quand un historien, Nicolas Werth, se contredit dans un laps de temps aussi court, cela pose un réel problème de crédibilité**

Par ailleurs, je refuse d'entrer dans les considérations suivant lesquelles les « crimes de race » et les « crimes de classe » se valent. D'autres avant moi, dont Primo Levi, le firent mieux que je ne le faisais. J'invite simplement ceux qui pensent que tout se vaut à revoir le film de Claude Lanzmann, Shoah, et à relire un autre Livre noir, consacré à l'extermination des juifs par les nazis dans les territoires occupés de l'URSS pendant la guerre (Acte Sud, 1995).

En fait, avec ce Livre noir du communisme, à douze années de distance, ses protagonistes - et surtout Stéphane Courtois - importent en France la querelle des historiens allemands des années 80. Il fait siennes les thèses d'Ernst Nolte, qui tente de banaliser le III<sup>e</sup> Reich, niant ainsi l'unicité du génocide perpétré par les nazis, Auschwitz n'étant pas pire que le Goulag. Beau cadeau offert, à l'heure du procès Papon, au Front national qui réclame à travers la bouche de son chef un Nuremberg du communisme.

Au-delà de ces rapides considérations historico-politiques, ce qui pose avant tout problème est la crédibilité des données et des chiffres avancés. C'est la contribution de Nicolas Werth qui demeure la plus troublante. Par ses travaux précédents, Nicolas Werth me semblait être un immense chercheur, un grand historien et surtout un bonnette homme. Or, ici, Nicolas Werth contredit Nicolas Werth. Dans un livre publié avec Gaël Moullec, *Rapports secrets soviétiques, 1921-1991* (Gallimard, 1994, p. 90), il écrivait à propos des chiffres des victimes de la collectivisation : « Plus de deux millions furent exécutés de leur exploitation. Plus d'un million huit cent mille furent déportés. Avec la grande majorité de ces paysans déportés, on créa

les camps de travail forcé... La mortalité fut terrible. Trois cent mille à quatre cent mille paysans furent classés « contre-révolutionnaires » et une bonne partie d'entre eux furent fusillés ».

Pour la période de la terreur stalinienne, Nicolas Werth avançait l'estimation, pour l'ensemble de la période 1934-1953, de deux millions de morts, dont peut-être un demi-million d'exécutions pour les deux années les plus terribles de la répression : 1937 et 1938. (« Goulag : les vrais chiffres » dans *L'Histoire*, septembre 1993). Le même Nicolas Werth nous livre aujourd'hui une estimation de vingt millions de morts. Quand un historien se contredit dans un laps de temps aussi court, cela pose un réel problème de crédibilité.

Phénomène de mode ou choix politique délibéré, ce Livre noir d'apporte rien sur le plan du savoir historique. Il prétend nous apprendre que Staline était le scrupuleux disciple de Lénine et que le régime issu de la révolution d'Octobre était répressif. Il y a toutefois une révélation de taille dans cet ouvrage singulier : il nous révèle que tous les chefs ou sous-chefs communistes furent, ou restent, des criminels...

Lilly Marcou est historienne.

## Le destin du bolchevisme ? Relisons Karl Kautski...

par Henri Weber

**L**A célébration du quatre-vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre voit le retour du vieux procès fait au marxisme et, au-delà, à l'idéologie des Lumières : c'est le marxisme qui aurait produit le Goulag, c'est lui qui aurait rendu sourd et aveugle à la montée du totalitarisme stalinien. Antistalinien de toujours, je voudrais rappeler à ceux qui se laissent abuser par cette accusation baroque que les premières analyses approfondies de la révolution bolchevique, en même temps que la condamnation la plus radicale de ses dérives probables, émanaient des théoriciens de la social-démocratie et non des penseurs conservateurs ou libéraux, et étaient faites d'un point de vue marxiste.

Ces analyses frappent aujourd'hui par leur acuité et leur précocité : pour ne nous en tenir qu'au principal dirigeant et théoricien de la II<sup>e</sup> Internationale, Karl Kautski, force est de constater que tout est dit à l'avance, avant même la mort de Lénine, dans trois essais posthumes : *La Dictature du prolétariat* (1918), *Terrorisme et Communisme* (1919), *De la démocratie à l'esclavage d'Etat* (1921). Il ne me paraît pas inutile d'en rappeler brièvement la teneur.

La prétention des bolcheviques d'édifier le socialisme dans le cadre de la Russie arriérée, écrit dès 1918 le « pape du marxisme », relève d'un volontarisme débridé et ne peut conduire qu'à la catastrophe. Elle représente une rupture radicale avec la démarche de Marx, qui enseigne qu'un peuple ne saurait sauter impunément les étapes nécessaires de son développement historique. Elle constitue une rechute dans le socialisme prématuré des utopistes et des conspirateurs du XIX<sup>e</sup> siècle, pour qui la volonté et la détermination du parti révolutionnaire suffisent à tout.

Le léninisme incarne l'adaptation régressive du marxisme à l'arriération du prolétariat russe, affirme Kautski, sa dégradation en « blanquisme ». S'ils persistent dans leur folle aventure, écrit-il dès 1918, les bolcheviques sont condamnés au sort de l'apprenti sorcier : les forces qu'ils ont libérées les détruiront, soit comme parti au pouvoir, soit comme parti socialiste ; lancés vers un but inaccessible, ils se verront acculés à l'alternative catastrophique : ou bien rester fidèles à leur filiation marxiste et se voir évincés du pouvoir, ou bien se maintenir au pouvoir, mais pour cela renier leur identité et se faire les agents d'un projet historique radicalement étranger aux idéaux du socialisme et aux intérêts du mouvement ouvrier.

Le processus historique objectif mis en branle par la révolution d'Octobre, poursuit le leader de la social-démocratie, c'est en effet l'avènement d'une nouvelle société d'exploitation et d'oppression, régressive à tous les égards par rapport au capitalisme démocratique moderne : économiquement, il s'agit d'un despotisme sans précédent ni égal.

L'étatisation de l'économie de l'empire des tsars, remarque encore Kautski, n'élimine pas le capitalisme, mais sa forme supérieure : « celle qui déploie une grande productivité du travail et crée les conditions d'une existence supérieure du peuple. Elle laisse subsister et développe, ou contraire, ses formes les plus lourdes et les plus douloureuses ».

La collectivisation sans la démocratie peut en effet fournir la base économique des pires despotismes asiatiques étudiés par Marx. A côté du capitalisme d'Etat, mode de production dominant de la Russie soviétique, Kautski constate dès 1921 que des formes économiques encore plus archaïques cèlent leur résurrection : le féodalisme et l'esclavage d'Etat. L'agriculture kolchozienne, par exemple, n'est

pas une agriculture socialiste, « mais la chute dans la vieille exploitation par corvée (...), le domaine corvéable étant propriété, non d'aristocrates de guerre, mais d'aristocrates communistes de guerre civile ».

Loïn d'accoucher d'une société sans classes comme le clament les bolcheviques, poursuit Kautski, la révolution d'Octobre induit une nouvelle division de la société soviétique en classes antagonistes : maîtres de l'Etat et, par sa médiation, propriétaire collectif des moyens de production, la bureaucratie soviétique se comporte comme un exploitateur collectif du prolétariat et de la paysannerie. A la place du « dépeuplement de l'Etat » et de la « démocratie directe des conseils ouvriers », promis par Lénine, la révolution d'Octobre va engendrer un pouvoir despotique de type oriental.

**« Cette folle expérience ne peut s'achever que par une effroyable culbute (...), même le plus grand génie ne pourrait l'éviter »**

Ultraminoritaires dans le pays, les bolcheviques ne peuvent en effet imposer leur volonté que par la violence. En dispersant par la troupe, le 7 novembre 1917, l'Assemblée constituante démocratiquement élue, ils se sont engagés sur la voie de la contre-révolution thermidorienne : « celle qu'emprunta Napoléon le 18 brumaire 1799, puis son neveu, le troisième Napoléon, le 2 décembre 1852, et qui consiste à régner à l'aide de la supériorité d'une organisation centralisée sur la masse inorganisée du peuple ».

La défaite du pouvoir soviétique ne serait donc pas celle de la révolution socialiste, mais celle de la contre-révolution thermidorienne, conclut Kautski. Pour lui, la classe ouvrière internationale n'a pas de pire ennemi que le stalinisme. De cette défaite, Kautski ne doute pas un instant. Le despotisme bureaucratique qui régit tous les rapports sociaux en URSS constitue selon lui une entrave absolue au développement des forces productives et à la stabilisation de la société.

Ce despotisme est adéquat aux sociétés stagnantes, vouées au culte de la tradition. Il est contradictoire avec une société en croissance, mue par la religion du progrès. Pressé par ses échecs, le pouvoir bolchevique est acculé à la fuite en avant jusqu'à la catastrophe finale. « Cette folle expérience, écrit-il en 1930, ne peut s'achever que par une effroyable culbute (...), même le plus grand génie ne pourrait l'éviter. » (*Le Bolchevisme dans l'impasse*, p. 21.)

D'autres leaders socialistes, ceux notamment de l'Internationale d'Amsterdam, dite « Internationale deux et demie », furent moins clairvoyants et plus complaisants à l'égard du bolchevisme. On sait que ce ne fut pas le cas de Léon Blum, dont le discours de Tours, en 1920, souligne lui aussi la mécanique despotique mise en branle par Lénine.

Le combat lucide et opiniâtre de la social-démocratie contre le stalinisme, comme, d'ailleurs, celui, symétrique, de Léon Trotski et des siens, attestent que le marxisme ne rend pas aveugle et sourd aux totalitarismes de gauche, bien au contraire.

Henri Weber est sénateur (PS) de la Seine-Maritime.

### Pensons à l'emploi

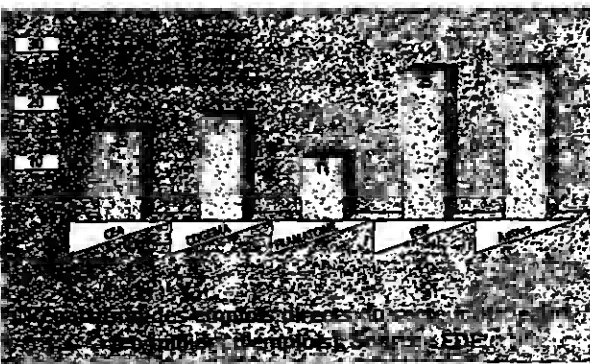
#### Pourquoi l'électricité nucléaire crée-t-elle davantage d'emplois en France que d'autres sources d'énergie ?

Si l'on produisait l'électricité à partir du charbon, du gaz ou du pétrole, environ 60 % du coût de l'électricité seraient payés en achat de combustibles importés puisque la France dispose de très peu de ressources naturelles.

Lorsque l'on produit l'électricité à partir d'énergie nucléaire, seuls 6 % du coût de l'électricité sont payés en achat d'uranium étranger, en provenance de l'Australie, du Canada et du Niger notamment. Ainsi, avec l'énergie nucléaire, 94 % du coût de l'électricité sont affectés à l'emploi en France : pour construire les centrales, les faire fonctionner, les entretenir, fabriquer et retraiter le combustible, trier, conditionner et stocker les déchets.

Ce travail donne, dans notre pays, des emplois directs à près de 100 000 personnes, dans de grandes entreprises et dans des PME locales qui contribuent au dynamisme et au développement économique des régions où sont implantés les centres électronucléaires. A cela s'ajoute la création de 100 000 emplois induits. L'ensemble équivaut à la population d'une ville française de la taille de Montpellier.

Energie française et compétitive, l'électricité nucléaire génère près de 200 000 emplois en France.



Nous vous devons plus que la lumière.

Pour en savoir plus, recevez gratuitement la (les) brochure(s) :

☐ « Le point sur le programme nucléaire français » réf. NUC10

☐ « Les déchets nucléaires en questions » réf. NUC105NEW

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Ville : .....

Code postal : .....

.....

A remplir et à retourner à : Nucléaire/Satél - BP 107 - 93123 La Courneuve Cedex.

3514 EDF (0,37F/mWh), <http://www.edf.fr>



## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 01-42-17-32-90  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

### Dissidents du Vietnam

**L**E Vietnam s'ouvre, lentement. Comme si un siècle de profonds traumatismes pesait trop lourd encore et n'autorisait que des mouvements de convalescence. Depuis plusieurs années déjà, les investisseurs étrangers, notamment occidentaux, affluent. Le tourisme se développe. Le lancement de la politique du « Do Moi », « le renouveau », en 1986, a donné un coup de fouet à une économie jusqu'à présent épargnée par la tourmente qui souffle sur les voisins du Sud-Est asiatique. Le Vietnam fête ce redressement : il accueille cette semaine le sommet de la francophonie, au cœur de Hanoï, dans un opéra, modèle Palais Garnier, remis à neuf pour l'occasion.

C'est peu de dire que les vénérables caciques du Parti communiste vietnamien, à commencer par le président Tran Duc Luong, éprouvent quelque fierté à inaugurer ainsi la première manifestation internationale que le pays ait jamais accueillie. Ils excellent. Sûrs d'eux-mêmes, des résultats qu'ils peuvent afficher – et qui ne sont pas maigres –, enfin, plus confortés que jamais par leurs voisins du Sud-Est dans le modèle de développement choisi : l'autoritarisme politique au service de la libéralisation économique. Ce ne sont pas les anciens ennemis, ceux du camp anticomuniste, Singaporiens, Malaisiens et autres qui vont démentir les apparatchiks de Hanoï : tout le monde se retrouve aujourd'hui sur la même « ligne », au nom de prétendues « valeurs asiatiques ».

Il n'en est que plus important de détourner, ne serait-ce qu'un

instant, les projecteurs des festivités francophones pour les pointer sur un petit groupe de courageux Vietnamiens largement oubliés des médias : les dissidents. Politiques ou religieux, ils sont toujours la cible d'un Etat qui n'a pas déboulonné la statue de Lénine dans sa capitale. M. Vo Van An, président du Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme, estime à quelques milliers, « 5 000 environ », le nombre de ses concitoyens emprisonnés pour leurs idées.

S'il n'y a pas, s'il n'y a plus, l'équivalent au Vietnam du « lao gai » chinois (la version pékinoise du goulag), le pays compterait 159 « camps de rééducation » et prisons où mauvais traitements et tortures sont monnaie courante. Premières victimes, les bouddhistes restent la cible privilégiée d'un régime qui, en dépit de quelques ouvertures, reste crispé non sur des dogmes économiques mais sur une pratique léniniste du pouvoir.

Jacques Chirac a fait remettre, mercredi, à ses interlocuteurs d'Hanoï une liste de quarante prisonniers d'opinion que l'Union européenne veut voir élargis. Dans ses trois allocutions publiques du jour, le président n'a cependant pas jugé utile d'aborder les droits de l'homme. Il a dit à la presse qu'il préférerait en la matière la discrétion, « efficace », à « l'arrogance », qui ne le serait pas. Il faut prendre M. Chirac au mot, juger cette tactique à ses résultats et, dans quelques semaines ou quelques mois, revenir à la charge avec cette liste des quarante.

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur : Dominique Auby, directeur général  
Nol-Jean Bergeron, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Fievet  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhote, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Godeaux  
Laurent Gosselin, Edwy Fievet, Michel Fajon, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeau  
Médiateur : Thomas Ferracci  
Directeur exécutif : Eric Helleu, directeur délégué : Anne Charnier  
Conseiller de la direction : Alain Robit, directeur des relations internationales : Daniel Verzet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Crouzet, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1949), Jacques Fauvet (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Focant (1985-1991), Jacques Lescroart (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Vieux Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### Violences communistes à Marseille

MARSEILLE a été de tout temps l'une des villes de France où les luttes politiques prenaient le tour le plus violent ; on n'a pas oublié les rixes qui ont pu d'une fois avant-guerre opposer des bandes rivales. Jamais cependant ne s'étaient produits des incidents aussi dramatiques que ceux qui l'ont ensanglantée hier.

Ils illustrent les méthodes que le Parti communiste semble désormais décidé à employer. En face des agressions caractérisées que ses troupes ont commises hier et de l'exploitation qu'il entend en faire, il est indispensable que soient prises des mesures qui témoignent de la volonté du gouvernement de maintenir l'ordre et de ne pas céder à la menace. Que soit repris en main aussi un service d'ordre qui s'est laissé bien facilement déborder.

Depuis la Libération, et par

étapes successives, les communistes avaient réussi à s'emparer de la mairie de Marseille dont ils avaient fait une sorte de place forte. Cependant, aux dernières élections, ils n'obtenaient que vingt-quatre sièges de conseillers municipaux contre vingt-cinq au RPF, oeuf aux socialistes et cinq au MRP. Le candidat RPF, M. Carlini, fut élu maire à la majorité relative, les socialistes, à la grande colère des communistes, ayant refusé d'apporter leurs voix au député maire sortant, M. Cristofol.

L'irritation des communistes, contrainsts à abandonner une position importante, s'est traduite par une agitation larvée, qui cherchait manifestement la première occasion d'exploser. L'augmentation des tarifs des tramways lui en a fourni l'occasion. (14 novembre 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

## Les Tchèques désenchantés par leur transition

« JE N'AI PAS MANIFESTÉ en novembre 1989 pour aboutir à ce genre de société, où la corruption est répandue, où seul un petit nombre d'avertis a vraiment profité des changements, où les services sociaux sont en pleine débandade et où les professeurs d'université, toujours moins payés que des ouvriers qualifiés, sont obligés d'aligner les petits boulots pour s'en sortir. » La réflexion désabusée de ce jeune universitaire pragois est peut-être exagérée, mais elle traduit aussi le malaise apparu cette année en République tchèque, près de huit ans après la « révolution de velours ».

C'est en partie la dévaluation, en mai dernier, de la couronne tchèque, attaquée par les spéculateurs, qui a provoqué le douloureux réveil. Après le « miracle tchèque », sans doute proclamé avec trop de hâte par les libéraux au pouvoir, l'heure est venue d'envisager des mesures d'austérité, de reconsidérer le bilan de la transition. Chose révélatrice, les vacances à

l'étranger, au ski dans les Alpes ou sur des plages méditerranéennes, auxquelles avaient pris goût de nombreux Tchèques avides de consommation et de voyages hors de l'ancien bloc de l'Est, sont soudain devenues plus chères, parfois inabordable. A Prague, des agences de voyage ont fait faillite en série cet été.

Les dramatiques inondations du mois de juillet (une cinquantaine de morts), avec leur cortège de maisons détruites, ont ajouté à la sinistrose. La reconstruction des habitations, coûteuse pour tout propriétaire tchèque moyen – dépourvu d'assurance contre les dégâts – pèse en outre sur les finances publiques.

La dégradation des résultats économiques (ralentissement de la croissance, déficit budgétaire, balance des paiements) est vivement ressentie. Elle se traduit par une crise sociale, marquée par une récente manifestation importante à Prague, à l'appel des syndicats. Elle

nourrit aussi une crise de confiance dans les élites politiques, dont on regrette souvent dans les foyers tchèques, désormais, « le manque de renouvellement » : « Depuis huit ans, ce sont toujours les mêmes ! »

On s'interroge : l'arrivée sur la scène politique de Michael Zantovsky, ancien porte-parole de Vaclav Havel, apportera-t-elle la touche de nouveauté espérée ? Ou bien, suggèrent certains avec inquiétude, verra-t-on l'ambitieux directeur de Nova, la plus grande chaîne de télévision privée, racoleuse et sensationnaliste, prendre un jour les devants ?

La ville de Prague aurait presque un air de stagnation, du moins d'élan perdu. Le centre de la capitale tchèque, qui a connu dans les années 1991-1993 une véritable « métamorphose » liée au retour de la libre entreprise après cinquante ans de planification communiste, semble figé dans un commerce touristique tous azimuts, dont on voit parfois mal les retombées positives pour les services publics. Ici un nouveau fast-food s'installe, là une maternité ferme ses portes...

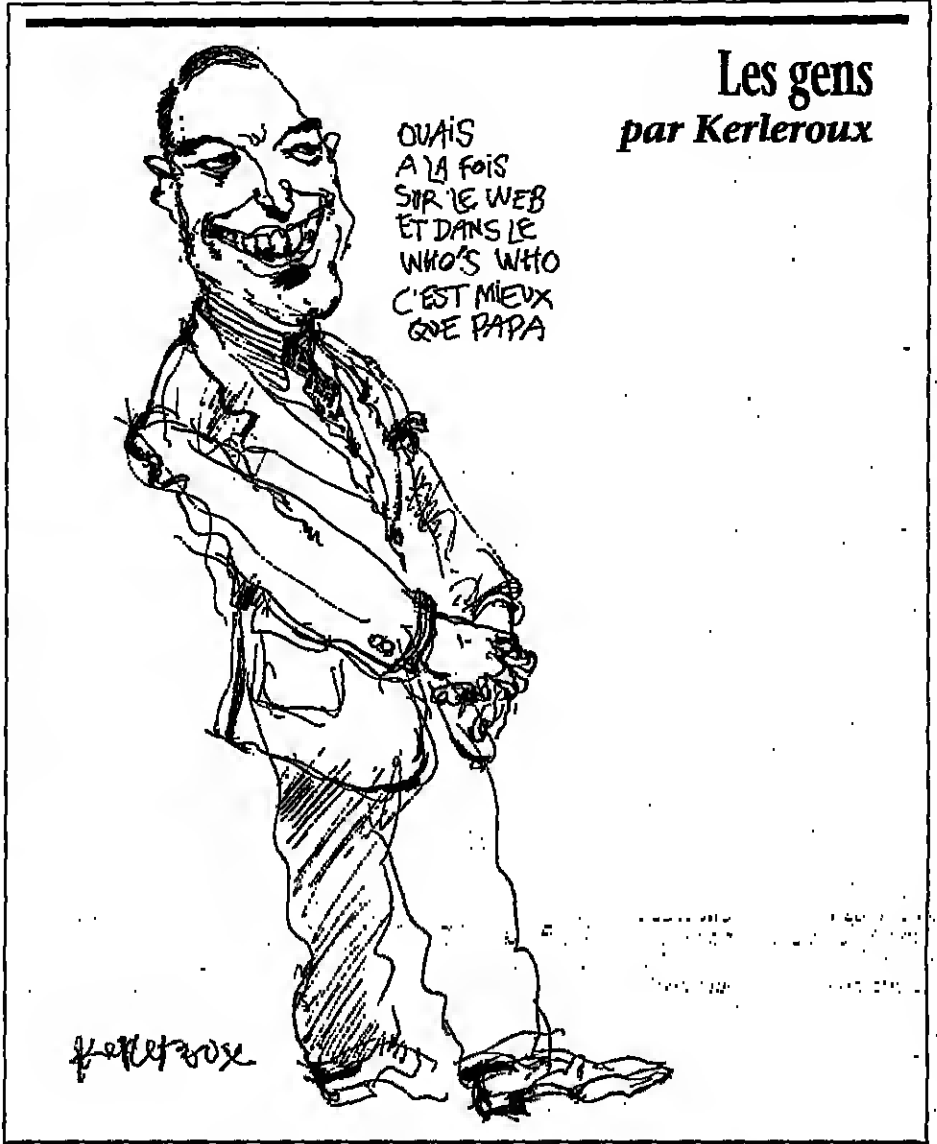
**CRISE DE CONFIANCE**  
Sans doute la désillusion ambiante est-elle à la mesure des espoirs, longtemps entretenus, par les autorités de voir une transformation rapide et indolore. Le faible taux de chômage ne s'explique-t-il pas, en partie, par le manque de restructuration d'une industrie lourde portée à bout de bras par des subventions gouvernementales souvent passées sous silence ? Les privatisations de masse n'ont-elles pas masqué la prise de contrôle d'importants pans de l'économie par des banques d'Etat ?

La disparition « dans la nature » d'importantes sommes provenant de fonds d'investissement auxquels des milliers de Tchèques avaient confié leurs « coupons de privatisation » a renforcé l'impression de tromperie. Cette morosité ne serait-elle, cependant, qu'un des symptômes d'une « occidentalisation » réussie du pays ? C'est ce qu'ont récemment soutenu deux sociologues tchèques, Peter Mateju et Jiri Vecernik, dans un article publié par l'hebdomadaire pragois Respekt. « Les enquêtes [d'opinion] signalent une perte de confiance dans le gouvernement et les institutions. Mais il ne faut pas oublier que le niveau de confiance était exceptionnellement élevé dans toute la première phase du postcommunisme », notent-ils.

Depuis 1992, « la demande de sécurité et de garanties sociales » a augmenté peu à peu. « En ténacité l'évolution de l'opinion, qui est passée au cours des cinq dernières années d'une préférence majoritaire pour "l'économie de marché sans objectifs" chère à Vaclav Klaus (le premier ministre libéral) à un soutien massif à une "économie sociale de marché" ».

« De plus en plus de gens expriment aujourd'hui des opinions, y compris politiques, qui correspondent à leur position sociale et professionnelle », poursuivent ces sociologues, qui veulent en conclure que « les caractéristiques typiques d'une société occidentale moderne sont en train de se stabiliser chez nous ».

Natalie Nougayrède



Les gens par Kerleroux

OUAIS  
A LA FOIS  
SUR LE WEB  
ET DANS LE  
WHO'S WHO  
C'EST MEUX  
QUE PAPA

### Le prix Goncourt sous tutelle

Suite de la première page

On pouvait y lire une parodie de la chanson de Raymond Queneau *Si tu l'imagines* interprétée par Juliette Gréco : « Si vous croyez que ça va durer, M'sieurs-dames, la farce des prix, ce que vous vous goutez, M'sieurs-dames, c'est que vous vous goutez ! » Les malotrus, menés par le poète Jean-Pierre Rosnay, ajoutaient : « Nous dresserons contre vous des bataillons d'enfants roses et purs qui viendront jeter l'approbre sur vos cendres à mains que vous ne démissionnez avant et fassiez amende honorable. (...) Chacune de vos minutes sera consacrée à la démolition systématique de votre citadelle de combines... »

Pour en finir avec ce réjouissant rappel historique, ne mentionnera une ultime anecdote. L'année 1904 – où les jurés, réduits à l'idée de rencontrer les journalistes, leur firent dire, dédicat euphémisme, par un maître d'hôtel : « Le résultat est à la caisse. »

A côté de ces spectaculaires manifestations de révolte, un observateur distrait pourrait penser que, cette année, les choses se sont passées au mieux. Alors que, à l'origine, l'Académie Goncourt avait été créée contre l'Académie française et ses « mascarades de mamamouchis », les jurés ne semblent-ils pas avoir enterré la hache de guerre contre les messieurs en habit vert en couronnant le même livre, *La Bataille*, de Patrick Rambaud ? C'est l'avis de Michel Tournier : « Selon que l'on pense que notre vote est une façon de nous ranger ou même avis que nos collègues, ou une manière de l'ignorer, de le considérer comme nul et non ovenu, on peut prendre ce vote pour un hommage, ou pour un affront. Personnellement, j'apte

pour la première hypothèse. » Le même observateur, en lisant les communiqués de nos ministres ou anciens ministres, pourrait penser que tout est bien dans le meilleur des mondes. Catherine Trautmann estime que « la reconnaissance du jury Goncourt vient couronner un auteur dont l'œuvre, déjà porticulièrement aboutie, est un des éléments forts de notre littérature », et ajoute que « les jurés du prix Renaudot ont fait, cette année encore, un choix qui réjouira tous ceux qui, dès son premier livre, ont su reconnaître en Pascal Bruckner l'un de nos meilleurs auteurs ».

**ASSAULTS DE POLITESSE**  
Que signifient ces assauts de politesse, ces manifestations d'entente courtoise entre la République avec un grand R et celle des lettres ? Que le rôle majeur des grands prix d'automne – exercer un véritable esprit critique et honorer la valeur littéraire – est occulté, relégué au rang des accessoirs.

En revanche, un esprit curieux aurait noté que, lors de la proclamation du prix Goncourt par Didier Decoin, ce dernier a fait état du caractère « très tendu » des jurés, en raison de leurs « responsabilités » : « On ne peut pas couronner n'importe quel. » Il faut qu'on considère plus tard que c'était un choix digne.

Sans faire dire à quiconque ce qu'il n'a pas dit, la tentation est grande d'en déduire que quelque chose est peut-être en train de changer au sein du jury Goncourt. Depuis quand ? Peut-être depuis que l'Académie a élu, ces dernières années, de nouveaux membres, esprits indépendants refusant de servir d'alibi et décidés à se battre avec quelques anciens contre une situation qui n'est pas saine. Laquelle ? Est-il normal que l'équilibre des jurés penche aussi nettement en faveur de la même maison d'édition (Grasset), que l'un d'entre eux ait été « transfé-

ré » quelques jours avant le scrutin, que des auteurs se voient offrir en automne des marchés cyniques ?

#### MANOEUVRES ÉDITORIALES

Est-il convenable que les statuts de l'Académie Goncourt aient pas évolué depuis le testament d'Edmond de Goncourt (modèles de fonctionnement interne, critères de sélection) ? N'est-il pas illogique que la voix « départageante » du président s'exerce automatiquement lors des trois premiers tours de vote (à la majorité absolue) et qu'à partir du quatrième tour, où intervient la majorité relative, rien dans les statuts n'indique comment et dans quelles conditions doit être utilisée cette voix (une situation qui peut conduire les jurés à donner le Goncourt sans s'en apercevoir) ?

Combien de temps encore les prix littéraires seront-ils dictés par les manœuvres éditoriales (et des bénéfices y afférents), prisonniers d'un système clos dans lequel jurés, écrivains et lecteurs sont assignés à des rôles subalternes définis par les états-majors ?

Ce qui se passe depuis deux ans au Goncourt (l'accueil, au sein de l'Académie, de membres étrangers, la décision de ne plus rien s'entendre même lorsqu'un auteur a été déjà couronné par un autre prix, la volonté d'oser primer un créateur encore inconnu, l'intention ferme de moderniser les règlements) trahit-il la prise de conscience de quelques jurés courageux, audacieux, qui auraient décidé de mener un combat pour libérer le prix de la tutelle des éditeurs, d'autre part, les lois de Nuremberg de 1935 définissaient comme « juif » l'intégral toute personne ayant trois grands-parents juifs. Etait « méis » au premier degré quiconque avait deux grands-parents juifs, et « méis » au second degré ceux qui avaient un grand-parent juif, et non l'inverse comme nous l'avions indiqué.

Cette année, Marc Lambron (le candidat maison) n'est pas passé, et Patrick Rambaud fut un candidat de secours efficace pour Grasset. Mais demain ?

Jean-Luc Douin

#### RECTIFICATIFS

##### MICHEL DELEBARRE

Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article consacré au débat, au sein du Parti socialiste, sur la limitation du cumul des mandats (*Le Monde* du 23 octobre), Michel Delebarre n'est plus vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. A la suite de son élection de député dans la 13<sup>e</sup> circonscription du Nord, il a démissionné, en juillet, de son mandat de conseiller régional.

##### CHANEL

La production totale annuelle d'huile de bois de rose destinée aux parfums est estimée à 50 tonnes par an et non à 500, comme nous l'avons écrit (*Le Monde* du 8 novembre) dans l'article consacré aux négociations entre Chanel et l'association Robin des Bois.

##### PROCÈS PAPON

Une coquille a déformé le sens d'un paragraphe du compte rendu du procès de Maurice Papon dans nos premières éditions du *Monde* du 13 novembre. Après le rappel de la déposition de l'historien Marc-Olivier Baruch, il fallait lire : « Dans la foulée de cette déposition... » au lieu de « Dans la folie... ».

##### ANTISÉMITISME D'ÉTAT

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans un article consacré à la législation antisémite de Vichy (*Le Monde* du 28 octobre), l'ordonnance allemande sur les juifs en zone occupée ne date pas du 7, mais du 27 septembre 1940. D'autre part, les lois de Nuremberg de 1935 définissaient comme « juif » l'intégral toute personne ayant trois grands-parents juifs. Etait « méis » au premier degré quiconque avait deux grands-parents juifs, et « méis » au second degré ceux qui avaient un grand-parent juif, et non l'inverse comme nous l'avions indiqué.



# ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

**BOURSE** Préoccupées par la crise financière en Asie, qui ne donne pas de signes d'apaisement, les places boursières continuent à perdre régulièrement du terrain un peu partout dans le monde. ● **LES REBONDS** sont rapidement effacés par des replis plus importants et les marchés semblent entrer dans une tendance durable de baisse. ● **WALL STREET** a ainsi enregistré, mercredi 12 novembre, son recul le plus important (-2,08 %) depuis le choc du 27 octobre (-7,2 %). Toujours mercredi, Francfort et Londres ont abandonné 1,92 % et 1,52 %. ● **LA FRAGILITÉ** des systèmes bancaires, l'impact de la crise en Asie sur la croissance dans le monde et sa contagion à l'Amérique latine inquiètent les investisseurs et les investisseurs. ● **JEUDI 13 NOVEMBRE**, dans la matinée, les marchés boursiers européens semblaient se stabiliser, et enregistrer des gains très limités de l'ordre de 0,1 %.

## Les marchés financiers ne se relèvent pas de la crise en Asie

Les reprises sont rapidement suivies de nouvelles baisses. La fragilité des systèmes bancaires, l'impact des turbulences asiatiques sur la croissance dans le monde et leur contagion à l'Amérique latine inquiètent les investisseurs

LA MOROSITÉ semble s'installer durablement sur les marchés boursiers internationaux : les reprises sont vite effacées par des baisses plus importantes. Les places américaines ont fortement baissé, mercredi 13 novembre. A Wall Street, l'indice Dow Jones a perdu 2,08 % (157,41 points), son plus important repli depuis le mini-crash du lundi 27 octobre. Les Bourses d'Amérique latine ont été plus touchées encore : Sao Paulo a perdu 10,2 % et Mexico 4,25 %. Jeudi, à l'ouverture, les marchés européens faisaient preuve d'une belle résistance. Francfort gagnait 0,07 % et Paris 0,12 %. Certains analystes attribuaient cette solidité au vif rebond du dollar face aux devises européennes (de 5,71 à 5,79 francs), un mouvement qui pourrait trouver son origine dans des interventions de banques centrales.

### LA MENACE DE L'OURS

Le chahut s'est installé, depuis plusieurs semaines, sur les Bourses mondiales. Affaiblies par la crise monétaire en Asie du Sud-Est, déstabilisées par le resserrement monétaire surprise décidé par la Bundesbank, les places occidentales ont même frôlé, lundi 27 et mardi 28 octobre, le krach. Il a fallu l'intervention publique du président des Etats-Unis, soulignant la force de l'économie américaine, pour stopper l'hémorragie. Dans les jours qui ont suivi, le rebond des cours avait même été d'une telle violence qu'on avait pu croire que cet épisode n'était qu'un simple trou d'air, un accident sans conséquences.

Ce scénario optimiste ne se vérifie pas. Au cours des dernières semaines, les Bourses mondiales se sont fortement repliées. Sans panique, en bon ordre, mais de façon régulière. S'il se poursuivait au cours des prochains mois, ce mouvement de baisse serait, pour les économies occidentales, capable de saper la reprise au cycle d'expansion aux Etats-Unis.

Pour les investisseurs, mais aussi pour les épargnants et pour les entreprises, il est un scénario pire qu'un krach : c'est celui, comme disent les spécialistes, d'un « bear market », d'un marché sous l'emprise de l'ours, qui symbolise aux Etats-Unis l'orientation à la baisse des cours (le taureau, bull, représente la hausse).

Pierre-Antoine Delhommais

le président de la Fed Alan Greenspan a parlé d'un « événement solitaire » en évoquant la récente correction de Wall Street, il ne souhaite pas pour autant endosser la responsabilité d'un plongeon de la Bourse de New York.

### INFLATION CONTINUE

De nombreux analystes continuent à penser que, afin d'empêcher l'apparition de tensions inflationnistes, la banque centrale américaine relèvera ses taux dès sa prochaine réunion, au mois de décembre, lorsque le calme sera revenu sur les marchés boursiers.

D'autres se montrent plus optimistes et prévoient que la Fed n'agira pas avant le printemps prochain. C'est le cas de Ken Goldstein, économiste du Conference Board, un institut de conjoncture privé de New York, qui note que la hausse des prix demeure toujours très contenue avec une progression probable de l'indice des prix à la consommation d'un peu plus de 3 % en 1998, contre 2,4 % cette année.

Quelles que soient les perspectives monétaires, les opérateurs s'inquiètent surtout, aujourd'hui, des conséquences négatives que

pourrait avoir, pour l'économie des Etats-Unis et pour les bénéfices des entreprises du pays, la crise monétaire et boursière en Asie du Sud-Est.

Selon les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), celle-ci pourrait coûter jusqu'à 0,2 % de croissance en 1997 et en 1998 à l'économie américaine. Les dirigeants de General Motors ont affirmé, mercredi, que la faiblesse des marchés étrangers allait éroder les résultats du groupe. Ceux de Ford Motor Co. ont précisé pour leur part qu'ils étaient plus assurés de

dégager des profits au Brésil. La contagion de la crise asiatique à l'Amérique latine, où les entreprises et les banques américaines sont très fortement implantées, constitue une source d'inquiétude supplémentaire pour les opérateurs. Au Brésil, les marchés ont mal accueilli la série de mesures économiques adoptées par le gouvernement afin de réduire le déséquilibre des comptes extérieurs du pays et de rétablir la confiance dans le réal.

Enfin, les intervenants à Wall Street craignent une poursuite de l'affaiblissement du yen face au

dollar, qui pénaliserait la compétitivité des entreprises américaines. Le billet vert est monté, mercredi, jusqu'à 126 yens, son cours le plus élevé depuis six mois. Il se repliait légèrement, toutefois, jeudi matin, à 125 yens, sur des rumeurs d'intervention. L'économiste américain Rudiger Dornbusch avait estimé, il y a quelques semaines, que le dollar allait monter jusqu'à 140 yens, le Japon étant selon lui « au fond d'une moitié morte ». « Le résultat, avait-il prédit, c'est que le yen va plonger ».

P.-A. D.

## De nombreuses banques sont très sérieusement menacées

LES GOUVERNEURS des banques centrales des dix pays les plus développés (G10), réunis le 10 novembre à Bâle, sont parvenus à cette conclusion étonnante : la crise boursière des dernières semaines « a été finalement plus bénéfique que dangereuse ». Dans leur souci de rassurer, les grands argentiers ont peut-être tendance à prendre leurs désirs pour la réalité. Car les conséquences de la boursasque financière commencent à se faire sentir sur les systèmes bancaires, notamment sur les plus fragiles, ceux d'Asie, mis à mal par la chute des monnaies locales, la baisse des marchés boursiers, la hausse des taux, les difficultés croissantes de refinancement à l'étranger et enfin des crises immobilières dont on ne mesure pas encore vraiment l'ampleur.

Illustration du danger : à la suite de rumeurs de faillite, les clients de l'International Bank of Asia (IBA) de Hongkong ont cédé à la panique, lundi 10 et mardi 11 novembre. Deux jours de suite, des déposants ont fait la queue dans la rue pour retirer leurs avoirs aux guichets de l'IBA, dont le principal actionnaire, avec 55 % du capital, est l'Arab Banking Corporation, basée au Koweït. Il s'agit sans doute d'une simple péripétie. IBA a pu faire face aux retraits, et les autorités monétaires de Hongkong se sont empressées de lui apporter un soutien. Mais la panique souligne que le principal risque, après la dégradation des marchés, se trouve aujourd'hui du côté du secteur bancaire. D'autres rumeurs de faillites imminentes d'établissements de Hongkong se répandaient d'ailleurs, mercredi 12 novembre, dans les salles de marché. La forte baisse des taux dans le territoire a d'ores et déjà contraint plusieurs petites banques à cesser de distribuer des crédits.

Selon l'agence de notation Standard and

Poor's, de nombreuses banques en Asie, mais aussi en Amérique latine, se retrouvent aujourd'hui dans une situation très délicate. Les pertes subies sur les marchés asiatiques devront être couvertes au plus vite. « Si elles sont traitées rapidement et si les institutions avec des banques en meilleure santé, il y a une chance pour que des banques plus fortes émergent de cette crise », explique Standard and Poor's.

### L'indice boursier Topix, consacré aux valeurs bancaires japonaises, a touché son plus bas niveau depuis treize ans

Dans une étude rendue publique mercredi 12 novembre, le groupe d'investissement Peregrine, de Hongkong, évalue les créances douteuses des banques des neuf pays asiatiques les plus impliqués dans la crise (Thaïlande, Taiwan, Singapour, Philippines, Malaisie, Corée du Sud, Indonésie, Hongkong et Chine) à plus de 500 milliards de dollars (2 850 milliards de francs). Ce chiffre représente environ 20 % de la totalité des crédits dans ces neuf pays. « Il va y avoir de mauvaises surprises sur la profondeur de la crise économique en Asie », souligne Andrew Leeming, responsable de la recherche bancaire de Peregrine.

Si les établissements des pays émergents sont les plus touchés et les plus fragiles, les banques des pays développés seront égale-

ment affectées. Les établissements japonais sont considérés comme les plus vulnérables du fait, à la fois, de l'importance des créances douteuses (1 000 milliards de dollars) restant dans leur bilan après l'explosion au début des années 90 de la bulle spéculative immobilière et boursière et de l'importance de leurs engagements en Asie du Sud-Est. L'indice boursier Topix, consacré aux valeurs bancaires japonaises, a touché, au début de la semaine, son plus bas niveau depuis treize ans. Il a perdu 30 % en trois mois. La baisse de la Bourse de Tokyo est une catastrophe pour les établissements bancaires nippons, qui comptabilisent dans leurs fonds propres les plus-values latentes de leurs portefeuilles d'actions.

Avec un indice Nikkei à 16 000 points, au moins un tiers des vingt premières banques japonaises afficheraient des pertes. Ce serait le cas de plus de la moitié si le Nikkei descendait à 15 000 points. L'agence de notation IBCA souligne que, d'ores et déjà, six des plus grandes banques japonaises (Long Term Credit Bank of Japan, Yasuda Trust, Nippon Credit Bank, Daiwa Bank, Hokkaido Tokai Bank et surtout Fuku Bank) sont en situation de moins-values sur leurs portefeuilles.

Les établissements nippons se trouvent dans un cercle vicieux. La baisse de la Bourse a pour effet d'augmenter la surprise payée lors de leurs opérations de refinancement à l'étranger (le « Japan Premium »), ajoutant à leurs difficultés. Selon Haruhiko Kuroda, chef du bureau des affaires financières internationales du ministère des finances, la surprise atteint désormais 0,19 à 0,22 point, alors qu'elle ne dépassait pas 0,07 point il y a deux semaines.

Si la situation des banques américaines n'a rien à voir avec celle de leurs homologues ja-

ponoises, elles n'ont pas moins aussi affectées par la crise en Asie. Après la publication, par le Wall Street Journal du 3 novembre, d'une information faisant état d'une perte, par la Chase Manhattan, de 150 à 200 millions de dollars sur des opérations de marché, les agences de notation financière ont réaffirmé la solidité de trois des plus importants établissements américains (Chase Manhattan, Citicorp et BankAmerica).

S'il n'y a pas le moindre doute sur la santé des grandes banques de Etats-Unis, les analystes estiment dans leur grande majorité que leurs bénéfices vont être entamés à la fois par les pertes sur les opérations de courtage dans les marchés émergents d'Asie et d'Amérique latine et par le risque croissant sur les crédits accordés dans certains pays en crise économique et financière.

Les banques européennes ne sont pas non plus épargnées. Selon une étude publiée à la fin du mois d'octobre par la banque Morgan Stanley, elles détenaient, à la fin de 1996, plus de 150 milliards de dollars de créances sur les pays et les entreprises d'Asie du Sud-Est. Les établissements britanniques sont les plus engagés, à l'image de HSBC et Standard Chartered, qui réalisent respectivement 51 % et 67 % de leur résultat opérationnel en Asie.

Les banques néerlandaises, françaises, suisses et allemandes sont aussi concernées. La part de leurs engagements en Asie du Sud-Est, par rapport au total de leurs crédits, s'échelonne entre 1 % pour l'UBS et 3 % pour la Deutsche Bank. Du côté des françaises et selon Morgan Stanley, la BNP et la Société générale auraient accordé des prêts en Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Philippines pour un total de respectivement 2,8 et 4 milliards de francs.

Eric Leser

## Le Japon est devenu le pays faible de l'économie mondiale

### TOKYO

de notre correspondant  
L'indice Nikkei n'en finit pas de plonger. Les spécialistes s'attendent à ce qu'il « teste » bientôt le seuil psychologique de 14 000 points. Derrière cette baisse se profile une perte de confiance dans la gestion politique du Japon et dans les capacités de l'économie à se dégager de la phase de stagnation qu'elle traverse. Kabutochi, la Bourse de Tokyo, comme Wall Street ou d'autres places, « surréagit » sans doute aux prophéties des analystes et d'une presse qui provoque la pire à force de le prédire. Sa chute correspond pas à la puissance que conserve la machine productive nipponne, mais elle va finir par aggraver ses difficultés et ses faiblesses. Elle risque d'entraîner l'ensemble de l'économie dans une spirale négative.

Pour l'instant, l'agence de planification se refuse à parler de « dégradation » de la conjoncture, estimant simplement que celle-ci « marque le pas ». Officiellement, la croissance japonaise tournera autour de 1 % en 1997. Mais les instituts privés révisent déjà leurs prévisions à la baisse. Une crise encore hypothétique de la seconde puissance économique du monde, et principale exportatrice de capitaux, ne manquera pas de se faire sentir sur les autres économies. « Le risque reste faible mais il existe », estime certains analystes économiques.

Trois facteurs sont à l'origine de la chute du Nikkei. Tout d'abord, le constat que la politique de resserrement budgétaire au début de cette année, c'est-à-dire en période de récession encore rampante, a eu pour effet d'« étouffer dans l'œuf » le redémarrage balbutiant de la fin de 1996. La crise financière asiatique a également joué, car elle risque d'altérer le fardeau de mauvaises créances des banques, qui sont loin d'avoir apuré leurs comptes. Selon l'OCDE, la crise asiatique devrait faire perdre 0,4 points de PIB au Japon cette année et l'année prochaine. Mais les banques nipponnes sont surtout exposées à Hongkong ou en Corée du Sud plus qu'en Asie du Sud-Est, où leurs engagements représentent une faible part du total.

### DÉRÉGULATION DOULOUREUSE

Un dernier facteur a accentué le pessimisme ambiant : la crainte que les réformes du système financier ne pénalisent certains acteurs japonais. Le « lâchage », par les autorités financières, de Sanyo Securities, une maison de titres de moyenne importance qui a récemment déposé son bilan, a, en outre, été perçu comme l'indication que les autorités entendaient rompre avec la pratique de l'encadrement des plus faibles par les plus forts (« système du convoi »). En d'autres termes, la consolidation du système financier, ou « Big Bang », se fera dans la douleur : ce processus de dérégulation et de

transparence des marchés est à l'œuvre depuis le début de l'année, à l'initiative du gouvernement Hashimoto.

Ce « cocktail empoisonné », selon l'expression de l'analyste Kenneth Courts, de la Deutsche Bank, est venu s'ajouter à un ingrédient négatif déjà existant : la faiblesse de la demande du secteur privé comme du secteur public en raison de l'absence d'initiative politique stimulatrice. Le premier ministre, M. Hashimoto, continue d'écarter le recours aux dépenses publiques pour relancer l'activité, faisant valoir que la réforme structurelle en cours doit être poursuivie, quitte à en subir temporairement les contre-coups.

Mals, si aucune mesure n'est prise pour enrayer la tendance actuelle à la baisse, la chute du Nikkei est appelée à s'auto-entretenir. Les grands acteurs financiers, banques et compagnies d'assurance-vie, sont très sensibles à l'évolution des cours. Dans la situation présente, elles vendent, directement ou par l'intermédiaire des marchés dérivés. Jusqu'à la chute du Nikkei, elles comptaient sur les plus-values latentes de leurs actifs boursiers pour assainir leurs comptes et faire face aux ratios de solvabilité exigés par la Banque des règlements internationaux : or ces plus-values sont en train de fondre (de 8 000 milliards de yens, elles seraient tombées à 2 600 milliards pour les vingt premiers établissements - de 370 mil-

liards de francs à 120 milliards de francs). Les banques vendent pour se prémunir contre une aggravation de leurs pertes sur leurs portefeuilles. Seront-elles contraintes aussi à vendre des bons du Trésor américain, dont les Japonais sont les plus gros détenteurs ? L'effet en serait déstabilisant sur l'ensemble des marchés mondiaux.

L'aggravation de la situation des banques est la conséquence la plus préoccupante de la chute boursière. L'œil sur leur bilan, elles réduisent leurs prêts aux petites et moyennes entreprises, parfois déjà fortement endettées, accentuant l'« atonie » économique. Depuis le début de l'année, on enregistre un nombre record de faillites de PME.

### CERCLE VICIEUX

L'un des paradoxes de la situation économique japonaise est que le pays ne manque pas de liquidités. Mais les particuliers ou les grandes entreprises exportatrices qui ont de bonnes trésoreries, d'investissement pas : les uns laissent dormir leurs capitaux ; les autres les placent à l'étranger. La seule clé pour rompre le cercle vicieux qui se met en place serait de favoriser un recyclage de ces capitaux dans l'économie nationale par des incitations fiscales.

l'assurance-maladie, ont pesé sur la consommation.

Des voix s'élèvent contre l'entêtement du gouvernement à vouloir assainir les finances publiques alors qu'il ne cherche pas à régler avec la même vigueur le dossier des mauvaises dettes du secteur privé. Selon le Nihon Keizai, journal des milieux d'affaires, le retard pris dans l'apurement des séquences de la « bulle spéculative » de la fin des années 80 serait à l'origine de la chute du Nikkei. En d'autres termes, le serpent de mauvaises créances se mordrait la queue : il serait l'une des causes de la chute des cours et, en même temps, sa première victime.

M. Hashimoto est-il prêt à renoncer à administrer au Japon, qui visiblement le supporte mal, une rigueur budgétaire quasiment « maastrichtienne » ?

Philippe Pons



## La baisse des actions WorldCom perturbe la fusion avec MCI

LA FUSION entre WorldCom et MCI ne sera peut-être pas aussi facile que les deux exploitants téléphoniques américains ont bien voulu le dire. Tout dépendra de l'évolution des actions de WorldCom, qui propose aux actionnaires de MCI d'échanger chacun de leurs titres contre l'équivalent de 51 dollars d'actions nouvelles WorldCom. A une condition : que ses propres actions se situent entre 29 et 41 dollars pendant les vingt jours précédant l'acquisition. Et de là, 29 dollars, l'offre sera moins intéressante. Or, la valeur du titre WorldCom n'a cessé de baisser depuis l'annonce de l'opération. Mercredi 12 novembre au soir, elle dépassait légèrement 28 dollars. Les analystes attribuent ce recul aux incertitudes pesant sur cette opération : obtenir le feu vert des autorités réglementaires et antitrusts prendra notamment du temps. Si le cours du titre WorldCom devait continuer à plafonner, les actionnaires de MCI pourraient être co-lics à donner de la voix.

### BT cherche des partenaires

L'opérateur britannique BT, qui doit revendre à WorldCom les 20 % qu'il détient dans MCI, a confirmé, mercredi, sa volonté de prendre le contrôle total de Concorde, la société de services de télécommunications aux entreprises, qu'il a créée avec MCI en juillet 1994. Le rachat des 24,9 % détenus par MCI ne se fera que lorsque la fusion MCI-WorldCom sera effective. BT affirme avoir des discussions avec d'autres opérateurs américains. Sans préciser lesquels. Certains analystes ont laissé entendre que BT pourrait être tenté de se rapprocher de son homologue Cable & Wireless, avec qui une fusion a été envisagée, sans succès, en 1996. Richard Brown, le directeur général de Cable & Wireless, a toutefois déclaré, mercredi, ne pas être en négociation avec BT. Il n'a pas exclu en revanche une alliance avec Global One, la société commune à Deutsche Telekom, France Télécom et l'américain Sprint, avec qui « les discussions continuent ».

Philippe Le Cœur

# Disneyland Paris a accueilli 900 000 visiteurs de plus cette année

Gilles Pélisson, le nouveau PDG de la société d'exploitation du parc, affiche son optimisme avec des résultats en hausse de 7,5 % pour l'exercice 1996-1997

En un an, 12,6 millions de visiteurs se sont rendus à Marne-la-Vallée, confortant la position de première destination touristique européenne du parc Disneyland Paris. La société qui exploite le site, Euro Disney, a présenté, jeudi 13 novembre, des résultats positifs pour la troisième année consécutive, tirant ainsi un trait sur les années noires de 1992-1994. Pour l'exercice achevé au 30 septembre, le groupe de loisirs a réalisé un bénéfice net de 217 millions de

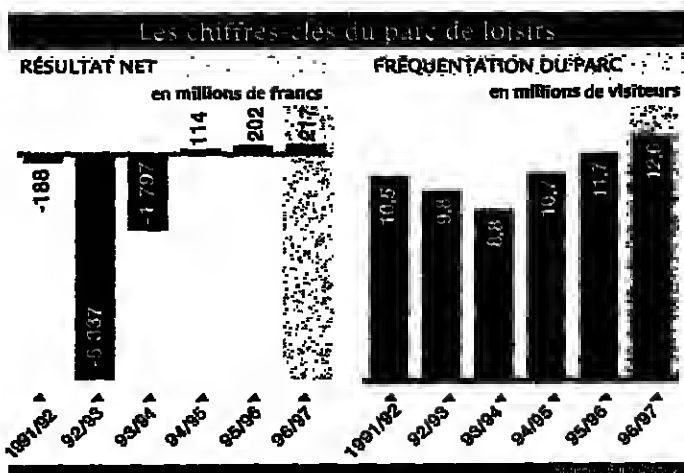
francs, avec un chiffre d'affaires en hausse de 10,2 % à 5,5 milliards de francs. La clientèle francilienne a évolué favorablement, faisant du parc une destination de proximité, notamment grâce au lancement du « passeport ». Cet abon-

nement annuel a été vendu à plus de 30 000 habitants de la région parisienne. A proximité du parc, de nouveaux développements sont en préparation, dont l'ouverture, en 1998, de nouvelles salles de cinéma Gaumont.

né et la qualité architecturale, et l'on veut tout faire pour que les gens s'y sentent bien. Il reste 1 300 hectares à développer pour arriver à la création de Val d'Euro, nouveau pôle urbain, et plus tard, pourquoi pas ? à la création d'un second parc », confie Gilles Pélisson. A terme s'y installeront un centre commercial, une deuxième gare RER ainsi qu'une gare routière avec des programmes immobiliers comportant à la fois des résidences individuelles et des logements collectifs.

Pour l'année qui débute, il y aura pas de nouvelle attraction du type Space Mountain. « L'obsession dans le monde des parcs à thème, reconnaît Gilles Pélisson, c'est de se dire : s'il n'y a pas de nouvelle attraction, qu'est-ce qui va se passer ? Chez Disney, on le voit bien avec l'expérience des parcs américains, le spectacle est d'une telle force avec un univers et un copilot de personnages à exploiter que l'on peut réinventer des parades, créer de nouveaux spectacles qui sont eux-mêmes des attractions ». Pourtant, le groupe travaille sur de nouvelles attractions pour les années 2000 à 2002.

François Bostnavaron



fait en dépit d'une remontée des charges financières qui ont représenté, cette année, un peu moins de 200 millions de francs. Ces charges restent le principal boulet d'Euro Disney, qui avait obtenu en 1994 une restructuration financière portant sur une augmentation de capital, un abandon des intérêts par les banques créancières ainsi que des redevances dues à la maison mère, The Walt Disney Company. Ces dernières ne reprendront qu'en 1999, à la moitié des taux d'origine. The Walt Disney Company percevra alors 5 % sur les entrées et 2,5 % sur la restauration et les boutiques. La rémunération est fixée à 1 % sur les produits d'exploitation.

« Nous avons obtenu une forte augmentation de la fréquentation avec en même temps une croissance des dépenses par client sans casser les prix », se félicite Gilles Pélisson. Les prix d'entrée sont même repartis à la hausse - entre 5 et 10 francs de plus par billet suivant les saisons - tout en restant sous le seuil des 200 francs. Cette augmentation ne sera perceptible que chez les Franciliens, qui « paient l'entrée seule, car, pour 70 % de nos clients, le prix intègre généralement le train ou l'avion, voire le car, ainsi que l'hôtel, la restauration et l'entrée du parc ».

La vente directe et l'intégration du transport vont contribuer à

améliorer la commercialisation. Le groupe a notamment passé des accords avec Iberia, qui permettront par exemple de diminuer de 15 % le coût du séjour pour une famille espagnole. Des accords mis en place à la fin de l'année dernière avec Eurostar, et véritablement entrés en service au mois d'avril, ont donné satisfaction : un quai d'embarquement spécial, à Waterlool, pour les voyageurs qui se rendent à Marne-la-Vallée, et un enregistrement pour l'hôtel à

bord du train, permettant au passager de retrouver ses bagages le soir dans sa chambre, après une journée passée dans le parc.

Mais l'une des grandes nouvelles de l'année restera l'évolution très favorable de la clientèle francilienne, avec un taux de « revisite » de 67 %. Ce qui fait passer le taux de revisite général de 30 à 34 %. Disneyland Paris devient une véritable destination de proximité et le passeport annuel, pour sa première année, a connu un vif succès avec plus de 30 000 de ces abonnements vendus.

Gilles Pélisson croit beaucoup au développement de la destination de proximité, qui est notamment passée par le repositionnement du Disney Village, la zone d'animation située en dehors du parc. Gaumont y croit également puisqu'en 1998 le nombre des salles de cinéma qu'il y a installées passera de 8 à 15, auxquelles s'ajoutera une salle en trois dimensions de type Imax.

« C'est important pour nous de bien réussir le développement »

parallèle de la destination touristique carrefour la plus attrayante d'Europe. On veut développer autour de nous un environnement agréable qui soit à mi-chemin entre le moder-

## Starwood rachète ITT Sheraton pour 13,4 milliards de dollars

LE FEUILLETON ITT Sheraton et l'interminable OPA qui, depuis le 29 janvier, opposait le sixième groupe hôtelier mondial à Hilton Corp, ont enfin trouvé une conclusion. C'est finalement Starwood Lodging, spécialiste américain de la promotion immobilière, qui rachètera ITT Sheraton au prix de 85 dollars par titre soit 10,2 milliards de dollars (Le Monde du 22 octobre).

A ce prix s'ajoutera une reprise de dettes de 3,2 milliards de dollars pour finalement porter le montant total à 13,4 milliards de dollars (79 milliards de francs). Le nouveau groupe gèrera 650 hôtels dans 70 pays avec un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 10 milliards de dollars. En nombre de chambres, il

devrait se retrouver au sixième rang mondial, derrière Marriott International.

La lutte pour le contrôle de Sheraton est passée à la « vitesse supérieure » le 20 octobre avec l'entrée en scène de Starwood. Hilton, premier sur la ligne de départ, avait proposé au mois de janvier 55 dollars par action ITT avant d'augmenter son prix à 70 dollars puis à 80 dollars. Starwood a tout de suite proposé 80 dollars par titre et a amélioré son offre vendredi 7 novembre à 85 dollars.

Rand Araskog, PDG de ITT Sheraton, a laissé monter les enchères jusqu'au dernier moment avant de se décider, mercredi 12 novembre, au cours de l'assemblée générale

annuelle, en faveur du promoteur immobilier. Après dix-huit années passées à la tête du groupe, Rand Araskog gardera un siège au conseil d'administration et touchera un pactole de 55 millions de dollars.

Quant à Hilton, son PDG, Stephen Bollenbach, a précisé quelque peu dépit : « Nous allons continuer à faire ce que nous avons toujours fait, acheter des hôtels les uns après les autres ». Des analystes n'excluaient pas mercredi la possibilité de voir Starwood se séparer des casinos d'ITT pour financer son acquisition, donnant à Hilton l'occasion de ne pas se retrouver complètement les mains vides.

F. Br

## La banque CSFB rachète BZW à Barclays pour renforcer son pôle européen

### LONDRES

de notre correspondant dans la City

En rachetant pour 100 millions de livres sterling (833 millions de francs), au groupe Barclays, les activités de courtage en actions et de conseil en fusions-acquisitions de la banque d'affaires BZW, l'établissement américano-suisse Crédit suisse-First Boston (CSFB) entend se faire une place sur le marché européen.

Depuis l'annonce, il y a un mois, du déménagement de BZW, la direction de la Barclays était soucieuse de se séparer au plus vite de ces activités non rentables, une nouvelle structure, Barclays Capital Group, reprenant le marché obligataire, le change, les matières premières et le financement des entreprises. Cette précipitation, conjuguée au désintérêt des acheteurs potentiels, à l'exode des cadres et à la récente crise boursière, explique le prix peu élevé payé par CSFB.

« Nous voulons appartenir au peloton de tête dans chaque marché et dans chaque gamme de

produits offerts », à lire le dernier rapport annuel de CSFB, rattraper le retard sur Morgan Stanley, Goldman Sachs ou SBC Warburg était la priorité de la troisième maison de titres au monde. Produit de la fusion, en 1978, entre le Crédit suisse et la First Boston, cette banque d'investissements est l'un des acteurs les plus dynamiques sur le marché des euro-obligations, le conseil en acquisitions trans-européennes et les produits dérivés. Les analystes citent également son savoir-faire dans les pays de l'Est, ou particulier en Russie. Reste que la banque des Docklands avait gardé un profil par trop « américain » sur la première place boursière européenne.

« CSFB peut se targuer désormais d'un troisième marché domestique, celui de Londres, après ceux de New York et de Zurich, ce qui n'est pas négligeable. Mais BZW n'est pas suffisant pour jouer à armes égales avec ses rivaux. La firme doit viser plus haut, par exemple en rachetant une deuxième banque d'affaires euro-

péenne », comme l'indique James Alexander, analyste bancaire auprès de Dresdner-Kleinwort Benson, le nouveau propriétaire d'une partie de BZW n'est pas au bout de ses peines.

Barclays, pour sa part, entend se recentrer sur la banque commerciale et la gestion de patrimoine. Le deuxième groupe de dépôts britanniques n'exclut pas une fusion avec la National Westminster, le numéro trois, pour créer le leader du secteur devant Lloyds-TSB. Par ailleurs, sa direction entend développer la gestion de fortunes, les assurances et les plans retraite sur une base européenne, et compte étoffer son réseau d'agents en France, en Espagne ou en Irlande. Les experts londoniens excluent en revanche le rachat par Barclays d'une banque commerciale sur le continent (le Crédit lyonnais avait été récemment mentionné) en raison de la faible rentabilité et du manque de flexibilité du marché du travail.

Marc Roche

## Les salariés pourront acquérir jusqu'à 7,44 % du capital du CIC

LE GOUVERNEMENT a remis, mercredi 12 novembre, à Philippe Pontet, président du groupe CIC, le texte du cahier des charges de la privatisation du groupe bancaire.

En fin de matinée, ce document était donné par la direction aux délégués syndicaux du groupe. Dans la trentaine de pages remises aux instances représentatives, l'Etat confirme la cession de 67 % du capital du groupe - le même pourcentage que lors de la précédente tentative de privatisation il y a tout juste un an. L'actuel propriétaire du CIC co-écrit pas pour autant les 26,09 % prévus lors du premier cahier des charges. En effet, les salariés devaient entrer en force dans le dispositif, une première pour une vente de gré à gré. Selon le texte communiqué mercredi 12 novembre, ils pourront acquérir jus-

qu'à 7,44 % du capital de la Compagnie financière de CIC, qui détient 100 % des onze banques régionales. Le GAN, quant à lui, conservera « au moins » 20 % de sa filiale, afin de consolider les résultats.

### PRIVATISATION FIN AVRIL

Le texte, très attendu, lance quasi officiellement la procédure pour la vente de gré à gré du groupe bancaire. Il reprend les grandes préoccupations des salariés, des présidents de banques régionales et de la direction du GAN. Ainsi, comme l'avait plusieurs fois souligné le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, et qui a été confirmé par un communiqué de Bercy, mercredi 12 novembre au soir, la privatisation « devra se faire dans le respect de l'identité du CIC et de son an-

crage régional. Sa spécificité en tant que groupe décentralisé de banques régionales sera ainsi préservée ».

Pour le reste, le gouvernement a opté pour une démarche assez ouverte. Si les candidats à la reprise devront respecter les accords de bancassurance avec la filiale commune du GAN et du CIC, Socapi, ils seront jugés à l'aune des réponses qu'ils apporteront à une série de questions, notamment sur l'ouverture ou non, dans l'avenir, du capital des banques régionales, le maintien de leur propre réseau avec celui du CIC, leur politique sociale et, surtout, leur projet industriel.

Le texte du gouvernement va désormais cheminer pendant plusieurs semaines. Bercy a donné jusqu'au 26 novembre aux représentants pour re-

mettre leurs observations. Publié début décembre au Journal officiel, le cahier des charges pourra alors être retiré par les candidats. Ce sera le premier test de l'intérêt réel que le CIC suscite. Compte tenu des délais de consultation des dossiers, les offres fermes devraient être connues vers la fin février.

Ce n'est qu'à cette date que la Commission de privatisation agréera ou non les candidats. Le prix sera un élément déterminant. Le CIC est inscrit dans les livres du GAN pour 14 milliards de francs. Les offres définitives seront déposées fin mars. Le groupe quittera le giron public fin avril. Les syndicats espèrent qu'ils seront associés, comme on leur a laissé entendre, à toutes les étapes de la procédure.

Babette Stern

### DÉPÊCHES

■ AIR FRANCE : le trafic devait être peu perturbé par la grève, jeudi 13 et vendredi 14 novembre, grâce aux affectements et au recours à des pilotes de réserve. Les vols annulés concerneront les destinations les plus desservies comme Bordeaux, Marseille, Montpellier, Nice, Madrid ou Londres mais tous les vols long-courriers devraient être assurés (renseignements au 0802-802-802). Plusieurs syndicats de pilotes de l'ex-Air Inter ont appelé à une grève de 48 heures, pour protester contre la prolongation jusqu'au 31 mars 1998, par arrêté du ministre des transports, de nouvelles conditions de travail des pilotes, qui avaient été instaurées à titre expérimental jusqu'à fin octobre.

■ ALCATEL : le groupe français a annoncé, mercredi 12 novembre, que le français Aerospaciale, les japonais Mitsubishi et Sharp, le canadien SPAR Aerospace et la Société régionale d'investissements de Wallonie ont rejoint le tour de table de son projet de réseau de satellites Skybridge, où figurent déjà Loral et Toshiba. Aerospaciale espère décrocher, avec sa plate-forme Proteus, une part significative de la construction des soixante-quatre satellites de la constellation en orbite basse qui fournira, à partir de 2001, des services multimédias aux professionnels.

■ HONDA : le constructeur japonais Honda Motor devait annoncer, jeudi 13 novembre, le rachat de la participation de 22 % de son concurrent français PSA dans la société chinoise Guangzhou Peugeot à Canton. Constituée en 1986, Guangzhou Peugeot a produit 100 000 modèles 504 et 505. L'usine ne fonctionne plus depuis plusieurs mois et PSA envisage de concentrer ses efforts en Chine sur sa nouvelle usine Citroën à Wuhan (centre).

■ BASF et BAYER : pour la troisième année consécutive, les résultats des chimistes et pharmaciens allemands BASF et Bayer attendront de nouveaux sommets. Manfred Schneider, président de Bayer, a promis un bénéfice impossible record pour 1997, grâce à ses activités en Asie et sur le continent américain. BASF s'attend aussi à une « amélioration » de son bénéfice par rapport à 1996, année où il avait inscrit un record à 2,790 milliards de marks.

■ TEXAS INSTRUMENTS : le groupe américain a indiqué, mercredi 12 novembre, qu'il prévoit une croissance des achats mondiaux de semiconducteurs de 6 % en 1997 et entre 15 % et 20 % en 1998.

■ SNCF : les nouveaux tarifs jeunes (carte annuelle 12-25 et billet Découverte) ont entraîné pour cette clientèle une hausse de trafic de 11 %, avec 10 millions de voyages à prix réduit, et des recettes en progression de 4 % depuis le 1<sup>er</sup> juin.

■ ROLLS-ROYCE : la société britannique Mayflower renonce à lancer une offre publique d'achat (OPA) hostile sur le groupe Vickers qui détient Rolls-Royce. L'un de ses clients importants, BMW, favorise pour le rachat de Rolls-Royce, a menacé de ne pas livrer de moteurs à Rolls-Royce pour équiper ses nouveaux modèles si le constructeur britannique était repris par Mayflower.

■ MOBIL/BP : les deux compagnies ont annoncé le 13 novembre un projet de restructuration de leurs activités communes de raffinage et production de lubrifiants en Europe, qui menacerait directement 460 emplois. La raffinerie britannique de Llandarcy (Pays de Galles) serait fermée et d'autres réductions de postes pourraient intervenir sur les sites français de Notre-Dame-de-Gravenchon et de Dunkerque ainsi qu'à Hambourg-Neuhof, en Allemagne.



# COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

## France 3, le bon élève de la télévision publique, a des bleus à l'âme

Malgré les bons résultats d'audience de la chaîne, ses personnels sont victimes d'un malaise diffus et ont déposé un préavis de grève début décembre. Ils réclament une véritable vision stratégique et la résolution de problèmes catégoriels

DE MÉMOIRE de syndicaliste à France 3, il y avait plusieurs années que l'on n'avait pas vu cela : un préavis de grève déposé par toutes les organisations syndicales. La CFDT, la CGT, FO, la CFTC, le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome) ont choisi la date du mardi 2 décembre pour appeler les personnels à cesser le travail.

« La société France 3 est en crise alors que ses résultats d'audience et le succès auprès du public n'ont jamais été aussi bons. L'ensemble des personnels constate que ces résultats sont gravement mis en danger par une direction qui refuse d'appliquer sa stratégie et ses choix éditoriaux pour l'avenir », estiment les syndicats dans le préavis de leur grève. Le 2 décembre est la date que Phi-

lippe Lévrier, leur directeur général, avait retenue pour réunir à Paris quelque quatre cents cadres de l'entreprise auxquels il voulait justement présenter son plan stratégique.

« Il ne suffit pas de dire qu'on a une bonne image. Encore faudrait-il la préciser et dire quelle stratégie la sous-tend », explique Patrice Christophe, responsable du SURT-CFDT, le syndicat majoritaire au sein de la chaîne des régions, pour justifier la liste d'une dizaine de revendications mises en avant par les syndicats, en campagne pour les élections prud'homales et pour celles à l'intérieur de l'entreprise, où la CGT est en train de marquer des points au détriment de la CFDT. Ces revendications vont de la de-

mande « d'une déclaration de la politique générale pluriannuelle de la chaîne » à des thèmes plus traditionnels, comme le temps de travail, l'emploi et les salaires. Les syndicalistes soulignent le décalage avec leurs confrères de France 2, mieux traités. Le président de France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps a promis de résoudre ce problème (Le Monde du 8 novembre).

« ORPHELINS »

Bizarrement, un des points qui préoccupe le plus les personnels de la chaîne - c'est-à-dire le passage aux nouvelles technologies numériques et ses conséquences sur l'organisation du travail - n'apparaît pas en tant que tel. Il est vrai que, sur ce point, l'unité syndicale présente quelques faiblesses : alors que la CFDT et le SNJ avaient accepté de participer à l'Observatoire des métiers, lancé il y a deux ans par la direction sur ce thème, d'autres, la CGT notamment, avaient refusé. Aujourd'hui, ce travail est interrompu : « Nous ne pouvons pas poursuivre les discussions sur ce thème tant que la direction n'aura pas précisé le type de chaîne et d'in-

formation qu'elle souhaite pour l'avenir », explique Xavier Haglund, un des responsables du SNJ.

Les syndicats réclament plus de précisions sur les conséquences en matière d'emploi et de qualifications. « On veut que les améliorations de productivité servent à l'emploi et pas au renforcement de la trésorerie de l'entreprise », lance Charly Kmoteck, secrétaire général du syndicat CGT de l'audiovisuel public et privé.

Les responsables syndicaux s'interrogent sur la place respective des programmes et de l'information sur leur chaîne. La multiplication des

télévisions locales fait craindre à certains une diminution de l'information régionale et ils notent une baisse de la production de magazines, documentaires et autres émissions de production. Ils craignent à terme de devenir une simple « agence d'images » et de perdre leur identité de chaîne. Au passage, les syndicats s'en prennent au gouvernement auquel cette grève s'adresse aussi. Ils protestent notamment contre les budgets 1998, qui « ne permettent pas d'assurer les missions de service public de France 3 ». Avec 2,5 % d'augmentation, la chaîne des régions est l'une

des plus mal loties. Mais surtout, les syndicats déplorent la baisse de la part de la redevance qui est affectée à leur budget. Alors qu'en échange, la chaîne doit augmenter de près de 8 % les ressources qu'elle tire de la publicité.

Comme souvent, cet appel à la grève est le résultat d'un malaise diffus des personnels de cette chaîne, qui souhaitent sans doute être mieux récompensés de leur qualité de « bons élèves » de la télévision de service public. Notamment, ils se sentent trahis par Xavier Gouyou Beauchamps, qui fut leur patron pendant la présidence de Jean-Pierre Elkabbach.

Depuis qu'il préside aux destinées de France-Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps s'occupe moins d'eux. Le reproche « d'absence de dialogue social » fait à la direction est sans doute lié à cela et à la manière de faire un peu trop rapide de Philippe Lévrier, un polytechnicien venu de Télédiffusion de France (TDF), plus soucieux d'organisation d'entreprise et d'organigramme que de « parloirs » syndicaux.

Françoise Chivot

## Le bus, le train et le métro, nouvelle génération de support publicitaire

PARCE QU'ELLE AIME faire les choses en grand, la publicité investit les transports en commun. Après avoir « habillé » les autobus et décoré les trains, vient pour elle le temps des rames de métro bigarrées, c'est-à-dire dans quelques mois, selon Gérard Gros, directeur de la régie publicitaire de la RATP, en même temps que la Coupe du monde de football du 10 juin au 12 juillet 1998.

Certaines stations de métro arboreront alors les couleurs de l'événement : « Elles seront entièrement repeintes et réaménagées, des guichets aux céramiques murales en passant par les plafonds et même les poubelles », explique-t-il. Les rames elles-mêmes porteront les emblèmes de certaines entreprises partenaires.

Pour les annonceurs qui cherchent à se faire remarquer à tout prix, Métrobus, la régie publicitaire de la RATP, veut créer « une nouvelle génération de supports ». Son PDG estime qu'il est désormais nécessaire de « troubler, au bon sens du terme, l'environnement que les gens ont l'habitude de rencontrer ». D'où la promotion récente de ses « bus habillés » dans la presse professionnelle.

prises pour des expositions itinérantes. Les sociétés Agfa Gevaert et Les Câbles de Lyon ont été les premières à ouvrir la voie, en 1972. Jusqu'ici relativement confidentielles ou réservées aux professionnels, ces opérations de communication s'orientent aujourd'hui vers le grand public.

La dernière opération de France Rail témoigne de ce nouvel axe : quatre wagons aux couleurs d'Hercule, le film de Walt Disney qui sortira le 26 novembre en France, sillonnent depuis un mois le réseau ferroviaire. Afin de « faire sentir » aux enfants « l'univers du dessin animé » avant son lancement. Part de Calais (Pas-de-Calais), le train Disney a transité par dix-sept villes en France. Début octobre, il quitte la Suisse pour l'Allemagne.

C'est la deuxième fois que Gaumont Buena Vista International (GBVI), filiale de Disney, fait prendre le train à ses films. Le Bosu de Notre-Dame avait déjà traversé la France il y a un an. Mais il ne s'était arrêté que dans une dizaine d'agglomérations. Les habitants, alertés par la presse et la radio locale, étaient invités à se rendre chaque jour dès 11 heures sur le quai n°1 de la gare. Après avoir patienté, parfois plus d'une heure et demie, ils « traversaient l'écran pour entrer dans l'univers d'Hercule ». Le parcours d'une demi-heure environ retraçait, à travers onze espaces, la chronologie du film.

Pour ne pas décevoir leurs visiteurs - une gare ayant peu de points communs avec le château de la Belle au bois dormant -, les concepteurs ont multiplié les effets spéciaux et les jeux de miroirs. Il aura fallu un an de travail aux équipes de Walt Disney pour concevoir les décors. « L'idée est qu'une fois monté, le public n'ait plus du tout l'impression d'être dans un train », explique l'un des responsables.

Plus de 110 000 Français auront visité le train d'Hercule, contre 85 000 en 1996 pour le train du Bosu. Mais en dépit du succès, il n'y aura pas de train publicitaire en 1998 pour le prochain film de Walt Disney, car « l'idée n'est surtout pas de refaire chaque fois la même chose ».

Florence Amalou

### DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : l'intersyndicale des journalistes (SNJ, CFDT, CGT, CFTC, CGC et SJ-FO) a appelé la profession à une journée d'action mardi 18 novembre. Des pétitions doivent être envoyées aux parlementaires, et des télégrammes adressés au premier ministre « jusqu'à la grève ». Les représentants de la profession doivent rencontrer le premier ministre, mardi 18 novembre, pour réclamer le maintien de l'abattement fiscal de 30 % dont bénéficie la profession. L'Assemblée nationale a récemment voté la suppression progressive en quatre ans des abattements fiscaux professionnels réservés à soixante-douze professions, dont les journalistes.

■ **Milan Presse** lance un nouveau titre destiné aux enfants de trois ans, Petites mains. Ce bimestriel de trente-six pages est un magazine d'éveil créatif qui s'inscrit dans la lignée d'Orbeo, lancé en mai et destiné aux enfants de six ans. La division presse de l'éditeur toulousain Milan envisage une diffusion de 40 000 exemplaires.

■ **CABLE** : Paul-Hervé Vitrou a été nommé PDG de la Compagnie générale de vidéocommunication (CGV), détenue majoritairement par Canal Plus. Paul-Hervé Vitrou, âgé de quarante-six ans, était depuis 1994 directeur délégué aux activités commerciales de la chaîne cryptée et directeur de la holding CGV depuis 1996. Il remplace Jean-Pascal Tramé.



Sita, filiale du groupe Suez Lyonnaise des Eaux, a signé avec le groupe américain Browning-Ferris Industries, deuxième opérateur mondial du secteur des déchets, un accord portant sur l'acquisition par Sita de l'ensemble des activités hors Amérique du Nord de Browning-Ferris Industries. Autorisée par le Conseil d'Administration de Sita réuni le 7 novembre 1997, cette opération permettra au groupe de devenir le premier opérateur pour la collecte et le traitement des déchets en Europe, tout en disposant de positions fortes en Asie-Pacifique et en Amérique Latine.

Après cette opération, le chiffre d'affaires consolidé de Sita passera d'environ 10,6 milliards de francs en 1997 à 17 milliards de francs, dont plus de 90 % réalisés en Europe, avec un nouvel objectif de doublement du bénéfice net par action en cinq ans. Cette opération sera relative dès 1999 du fait des synergies mobilisables qui permettront de réaliser des économies de plus de 200 millions de francs par an dès la troisième année.

### UN INVESTISSEMENT MAJEUR, UN PROJET D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Le montant de l'acquisition sera d'environ 8,7 milliards de francs. Il sera payé 6 milliards de francs en numéraire et 2,7 milliards de francs par émission d'actions nouvelles Sita en rémunération d'apports de Browning-Ferris Industries. Le financement du paiement en numéraire sera assuré par emprunt à hauteur de 3,6 milliards de francs et par augmentation de capital en numéraire de 2,4 milliards de francs entièrement garantie par Suez Lyonnaise des Eaux.

A l'issue de cette augmentation de capital, le groupe Suez Lyonnaise des Eaux, actionnaire de contrôle historique, renforcera son engagement financier dans Sita dont il détient plus de 50 % du capital. Browning-Ferris Industries, avec environ 20 % du nouvel ensemble, sera un partenaire industriel de premier plan.

Cet accord, qui sera soumis à la Commission des Communautés Européennes, deviendra définitif après achèvement des divers audits requis. Une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Sita sera ensuite convoquée afin d'approuver les apports et l'augmentation de capital correspondante, et décider par ailleurs d'une augmentation de capital en numéraire.

Cet accord, qui s'inscrit dans la stratégie annoncée par le groupe Suez Lyonnaise des Eaux, constitue pour Sita une opportunité unique de devenir le premier opérateur en Europe dans les métiers du déchet.

### UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 17 MILLIARDS DE FRANCS RÉALISÉ À PLUS DE 90 % EN EUROPE

Après cette opération, Sita disposera de positions de premier rang dans cinq des grands pays européens : en France, où Sita est un acteur majeur, en Grande-Bretagne et en Espagne, où ses implantations connaîtront un renforcement significatif, en Allemagne et aux Pays-Bas, marchés clés d'Europe du Nord, dans lesquels le groupe fera son entrée en accordant directement à la taille critique. Sita bénéficiera également en Europe de nouvelles bases de développement en Finlande et en Suisse, complétant les positions existantes en Suède, en Italie et au Portugal. En outre, déjà leader en Amérique Latine (Brésil, Pérou), Sita renforcera ou étendra ses implantations dans la zone Asie-Pacifique (Hong Kong, Australie, Nouvelle-Zélande).

### UN NOUVEAU OBJECTIF : LE DOUBLEMENT DU BÉNÉFICE NET PAR ACTION EN CINQ ANS

La constitution de ce nouvel ensemble permettra de créer de la valeur pour les actionnaires grâce aux synergies mises en œuvre et renforcera l'offre de services pour les clients :

- dans les trois pays de présence commune (Grande-Bretagne, Espagne, Hong Kong), les synergies mobilisables et la complémentarité des activités permettront de réaliser des économies significatives. Il est également prévu de regrouper les deux sièges sociaux de Sita et de Browning-Ferris Industries en Europe afin de renforcer le dispositif de management du nouvel ensemble.
- la future dimension de la plate-forme européenne avec l'adjonction de pays majeurs permettra à Sita d'offrir des services globaux et compétitifs aux grands clients internationaux.

Sita est une filiale de Suez Lyonnaise des Eaux, groupe industriel, leader dans les services collectifs de proximité avec trois métiers centraux à ambition mondiale : Énergie, Eau et Propreté.

Pour cette opération, Suez Lyonnaise des Eaux et Sita sont conseillés par la banque J.P. Morgan.

L'ENSEMBLE DES COMMUNIQUÉS SITA EST ACCESSIBLE PAR MINTEL 3615 C08



- FRANCE
- ALLEMAGNE
- GRANDE-BRETAGNE
- PAYS-BAS
- ESPAGNE
- BELGIQUE
- FINLANDE
- SUÈDE
- SUISSE
- ITALIE
- PORTUGAL
- HONG KONG
- MALAISIE
- SINGAPOUR
- AUSTRALIE
- NOUVELLE-ZÉLANDE
- BRÉSIL
- PÉROU
- ARGENTINE



■ WALL STREET a fini par décrocher, mercredi, suivant la tendance amorcée sur toutes les places boursières. Le Dow Jones a clôturé en baisse de 157,41 points (-2,08 %), à 7 401,32.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en très légère baisse, jeudi 13 novembre. Après des pertes de début de séance, le Nikkei a abandonné 6,90 points (0,04 %), à 15 427,27 points.

■ LE MARCHÉ OBLIGATAIRE américain a retrouvé son rôle de valeur refuge. L'obligation du Trésor à 30 ans s'affaiblissait mercredi à 6,11 %, contre 6,14 % lundi.

■ LES PLACES D'AMÉRIQUE DU SUD ont fortement baissé mercredi. La Bourse de Sao Paulo a dégringolé de 10,2 %, suivie par Buenos Aires (-4,89 %) et Mexico (-4,25 %).

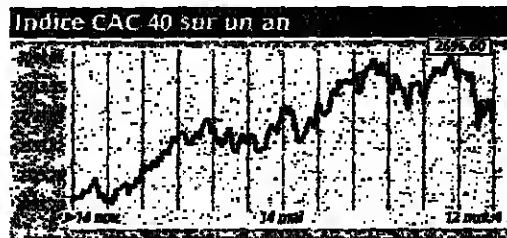
■ L'OR a ouvert à nouveau en baisse, jeudi, sur le marché international de HongKong, à 307,40-307,80 dollars l'once, contre 309,25-309,55 dollars la veille, en clôture.

## LES PLACES BOURSIÈRES

### Nouveau repli à Paris

ENCOURAGÉE par l'appréciation du dollar au cours des premiers échanges, la Bourse de Paris a viré au vert, jeudi 13 novembre, peu après l'ouverture avant de retomber dans le rouge. En hausse de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure un quart plus tard une perte de 0,43 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises perdaient en moyenne 0,16 % à 2 692,40 points. Le marché était moyennement actif avec un chiffre d'affaires sur le règlement mensuel de 2 milliards de francs dont 1,5 milliard de francs sur les valeurs du CAC 40. La veille, la place parisienne avait réussi à limiter ses pertes en fin de séance en perdant 0,12 % après avoir dans le courant de la séance reculé de 1,89 %.

Le marché reste suspendu à l'intervention d'Alan Greenspan cet après-midi devant la commission bancaire de la Chambre des représentants à propos des retombées sur l'économie américaine de la tempête financière asiatique. Les



statistiques américaines du jour sont la productivité et le coût unitaire du travail ainsi que la masse monétaire, en attendant la publication, vendredi, des statistiques des

ventes au détail et des prix producteurs en octobre. Le statu quo monétaire aux États-Unis était attendu par les opérateurs mais a quand même rassuré les intervenants.

### Pernod Ricard, valeur du jour

L'ACTION Pernod Ricard a enregistré la plus forte baisse de la séance, mercredi 12 novembre, à la Bourse de Paris. Le titre, qui n'entre plus dans la composition de l'indice CAC 40, s'est adjugé 8,1 %, à 292,50 francs, dans un marché de 456 000 transactions. La disparition de Paul Ricard, le fondateur du « pastis de Marseille », a relancé la spéculation sur l'avenir du groupe et sur une éventuelle OPA. Il s'agit aussi, aux yeux des analystes, d'un ratissage après des baisses injustifiées



### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 13/11	Var. %	Var. %
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 13/11	Var. %	Var. %
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46
Alcatel	100	+0,46	+0,46

### INDICES SBF 250 sur 3 mois



### Indice second marché sur 3 mois



### Indice MidCac sur 1 mois



### Tokyo se stabilise

LA BOURSE de Tokyo a terminé la journée de jeudi 13 novembre sur une perte très limitée de 0,04 % et a effacé l'essentiel de son recul de début de séance à la suite d'une remontée du yen face au dollar. L'indice Nikkei a terminé en baisse de 6,90 points, à 15 427,27, après avoir plongé le matin à 15 083,22, ce qui constituait un plus bas depuis le 6 juillet 1995. Le billet vert a reculé en réaction à des rumeurs d'intervention de la Banque de Japon en faveur du yen.

Wall Street avait fini par décrocher, mercredi après-midi, suivant la tendance amorcée sur toutes les places boursières alors que les investisseurs restent préoccupés par la crise financière en Asie, qui ne donne pas de signes d'apaisement et qui éclabousse le Japon. L'indice Dow Jones des 30 valeurs vedettes a

clôturé en baisse de 157,41 points (-2,08 %), à 7 401,32, en raison des inquiétudes sur l'impact de la crise financière asiatique sur la performance des compagnies américaines, principalement les banques, la haute technologie et les multinationales. En Europe, l'indice britannique Footsie avait perdu 1,52 % et Francfort avait abandonné 1,92 %.

### INDICES MONDIAUX

Cours au 13/11	Cours au 12/11	Var. %
Paris CAC 40	2 692,40	-0,43
New York DJ	7 401,32	-2,08
Tokyo Nikkei	15 427,27	-0,04
Londres FT100	4 711,80	-1,52
Francfort Dax 30	3 659,27	-1,92
Bruxelles C20	2 760,50	-0,12
Amsterdam AEX	2 717,29	-0,16
Milan MIB 30	12 291,11	-0,16
Stuttgart DAX	3 770,00	-0,81
Madrid IBEX 35	5 571,16	-1,76
Stockholm Afters	2 599,58	-0,12
Londres FTSE	3 659,27	-1,52
Hong Kong Hang Seng	8 907,71	-4,12
Singapore Straits	1 685,79	-0,10

### NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au 13/11	Cours au 12/11	Var. %
Alcoa	66,06	0,00
Allied Signal	34,67	0,00
American Express	77,25	0,00
AT & T	46,75	0,00
Baxter	46,43	0,00
Caterpillar Inc.	44,50	0,00
Chevron Corp.	82,12	0,00
Coca-Cola Co.	56,43	0,00
Danisco	83,06	0,00
Du Pont de Nemours & Co.	59,50	0,00
Eastman Kodak Co.	61,56	0,00
Exxon Corp.	58,67	0,00
Gen. Motors Corp.	61,67	0,00
Gen. Electric Co.	65,75	0,00
Goodyear T & Rubber	60,68	0,00
Hewlett-Packard	50,67	0,00
IBM	96,68	0,00
Intl Paper	46,81	0,00
J.P. Morgan Co.	109,37	0,00
Johnson & Johnson	58,37	0,00
McDonalds Corp.	46,57	0,00
Merck & Co. Inc.	45,93	0,00
Minnesota Mining & Mfg.	95,43	0,00
Philips Morris	40,93	0,00
Procter & Gamble Co.	71,68	0,00
Sears Roebuck & Co.	45,50	0,00
Travelers	68,93	0,00
Union Carb.	45,93	0,00
Unit Technol.	68,59	0,00
Wal-Mart Stores	37,93	0,00

### LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 13/11	Cours au 12/11	Var. %
Allied Lyons	4,96	0,00
Barclays Bank	14,76	0,00
B.A.T. Industries	5,32	0,00
British Aerospace	14,39	0,00
British Airways	5,77	0,00
British Petroleum	8,54	0,00
British Telecom	4,55	0,00
B.T.R.	1,98	0,00
Cadbury Schweppes	5,92	0,00
Carson	0,60	0,00
Centrica	1,84	0,00
Claudio Wellcome	12,21	0,00
Granada Group Plc	7,89	0,00
Grand Metropolitan	5,44	0,00
Guinness	5,45	0,00
Harmon PLC	0,87	0,00
Imperial Chemical	6,32	0,00
Legal & Gen. Corp.	4,49	0,00
Lloyds TSB	7,25	0,00
Marlboro and Spencer	5,84	0,00
National Westminster	8,52	0,00
Parliamentary	6,85	0,00
Reunited	6,24	0,00
Saatchi and Saatchi	1,22	0,00
Shell Transport	3,98	0,00
Tate and Lyle	4,61	0,00
Zeneca	17,26	0,00

### FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Cours au 13/11	Cours au 12/11	Var. %
Allianz Holding N	380	0,00
BASF AG	56,10	0,00
Bayer AG	57,50	0,00
Bay Hypo/Werkbank	71,25	0,00
Bayern Versicherungs	98,80	0,00
BMW	116,50	0,00
Commerzbank	58,20	0,00
Daimler-Benz AG	109,75	0,00
Deutsche Bank AG	76,30	0,00
Deutsche Telekom	108,95	0,00
Deutsche Telekom	32,25	0,00
Oreosider BK AG FR	68	0,00
Henkel VZ	97	0,00
Hoechst AG	66,30	0,00
Karstadt AG	547	0,00
Linde AG	102	0,00
Mann AG	515	0,00
Mannesmann AG	760,50	0,00
Metro	74	0,00
Muenchener R. N.	502	0,00
Praun AG	493	0,00
Rhein AG	74,60	0,00
Sap VZ	513,50	0,00
Schering AG	163	0,00
Siemens AG	101,50	0,00
Thyssen	426,50	0,00
Veolia AG	93,20	0,00
Volkswagen VZ	839,50	0,00

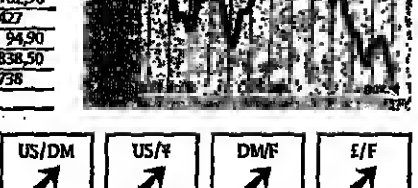
### New York, Dow Jones sur 3 mois



### Londres, FT100 sur 3 mois



### Francfort, Dax 30 sur 3 mois



## LES TAUX

### Recul du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français était orienté à la baisse, jeudi 13 novembre. Dès les premières transactions, le contrat notional du Matif perdait 32 centimes, à 98,56. La veille, ce même contrat échéance décembre avait terminé sur un repli de 8 centimes.

Sur le marché obligataire américain, l'obligation du Trésor à 30 ans, principale référence, s'affaiblissait à

6,11 % pour 6,155 % à la mi-journée et 6,14 % lundi, le marché obligataire étant resté fermé mardi aux États-Unis. Ce taux évolue à l'inverse du prix.

Le marché obligataire a repris son rôle de place refuge face à la crise asiatique, alors que le déclin de Wall Street s'est accéléré après la décision attendue de la Réserve fédérale (Fed) de laisser ses taux directeurs inchangés.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

Achats	Ventes	Achats	Ventes
12/11	12/11	07/11	07/11
Jour le jour	3,950	3,950	3,950
1 mois	3,93	3,93	3,93
3 mois	3,90	3,90	3,90
6 mois	3,87	3,87	3,87
1 an	4,05	4,15	4,02
PIBOR FRANCS			
Pibor Francs 1 mois	3,5215	3,5215	3,5215
Pibor Francs 3 mois	3,5258	3,5258	3,5258
Pibor Francs 6 mois	3,5281	3,5281	3,5281
Pibor Francs 9 mois	3,5980	3,5980	3,5980
Pibor Francs 12 mois	4,1348	4,1348	4,1348
PIBOR EURO			
Pibor Ecu 3 mois	4,6354	4,6354	4,6354
Pibor Ecu 6 mois	4,7135	4,7135	4,7135
Pibor Ecu 12 mois	4,8125	4,8125	4,8125

### MATIF

Échéances 12/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 5,5 %					
Dec 97	40702	98,56	98,56	98,56	98,56
Mars 98	2807	98,44	98,44	98,44	98,44
Sept 98	2	98	98	98	98

### PIBOR 3 MOIS

Échéances 12/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec 97	12892	96,10	96,10	96,10	96,10
Mars 98	7641	96,09	96,09	96,09	96,09
Sept 98	2407	95,92	95,92	95,92	95,92
Dec 98	1069	95,47	95,47	95,47	95,47

### ECU LONG TERME

Échéances 12/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec 97	335	99,96	99,96	99,96	99,96
Mars 98					

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 12/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Nov. 97	878	2658	2657	2655	2673
Dec. 97	324	2670	2670	2669	2680
Mars 98	1	2705	2705	2705	2703
juin 98					

## LES MONNAIES

### Rebond du yen

LA SITUATION S'EST UN PEU INVERSÉE sur les marchés des changes par rapport aux derniers jours. Le dollar s'est ressaisi face aux monnaies européennes et perdait du terrain face au yen. La devise japonaise s'échangeait, jeudi 13 novembre dans la matinée, à 125,33 pour un billet vert après une poussée au-delà de 126 dans la nuit. Le dollar a reculé en réaction à des rumeurs d'intervention de la Banque de Japon en faveur

du yen, mais aucune action de la banque centrale n'a été décelée. La devise américaine progressait, en revanche, face au franc, à 5,7878, et face au mark, à 1,7288, contre respectivement 5,7726 francs et 1,7236 mark dans les derniers échanges interbancaires mercredi soir à Paris. Enfin, le franc se maintenait sous la barre des 3,35 francs face au deutschemark, à 3,3478, jeudi matin, à Paris, contre 3,3490, mercredi.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 12/11	cours 07/11	Achats	Ventes
Allemagne (100 DM)	334,9400	332,322	334,94	332,32
Belgique (100 BF)	6,6245	6,6245	6,6245	6,6245
Canada (100 C\$)	5,7965	5,7965	5,7965	5,7965
Corée (100 W\$)	16,2390	16,2390	16,2390	16,2390
France (100 F)	297,1400	297,1400	297,14	297,14
Grèce (100 Dr)	3,4210	3,4210	3,4210	3,4210
Irlande (100 Ir)	88,0000	88,0000	88,00	88,00
Italie (100 L)	8,2710	8,2710	8,2710	8,2710
Libie (100 D)	9,9990	9,9990	9,9990	9,9990
Malaisie (100 M)	2,1355	2,1355	2,1355	2,1355
Norvège (100 Nkr)	76,7600	76,7600	76,76	76,76
Pays-Bas (100 f)	412,4000	412,4000	412,40	412,40
Portugal (100 esc)	81,5000	81,5000	81,5000	81,5000
Roumanie (100 lei)	47,5500	47,5500	47,5500	47,5500
Suède (100 kr)	5,9670	5,9670	5,9670	5,9670
Suisse (100 Sfr)	3,2850	3,2850	3,2850	3,2850
Taiwan (100 NT\$)	4,0705	4,0705	4,0705	4,0705
Thaïlande (100 baht)	4,5689	4,5689	4,5689	4,5689
Yen (100 ¥)	110,9800	110,9800	110,98	110,98

### L'OR

Cours 12/11	Cours 07/11
Or fin (l. barre)	58000
Or fin (en lingot)	59500
Once P&W Londres	368,20
Pièce française (20F)	341
Pièce suisse (20F)	338
Pièce Union Int'l (20F)	338
Pièce 20 dollars us	2325
Pièce 10 dollars us	1332,50
Pièce 50 pesos mex.	2250







**SPORTS** L'équipe de France de football s'est imposée (2-1), mercredi 12 novembre, à Saint-Etienne, sur la pelouse du stade Geoffroy-Guichard, face à l'Ecosse, lors d'une tenue ren-

contre amicale pourtant destinée à ronder la sélection nationale avant la Coupe du monde 1998 (10 juin-12 juillet). ● PIERRE LAIGLE et YOUNI DJORKAEFF ont marqué les deux buts fran-

çais, alors que l'Ecosse Gordon Durie avait permis aux siens de revenir à la marque en fin de première mi-temps. ● LE JEU de l'équipe de France a, une fois de plus, déçu les supporters, qui

ont sifflé la sortie des Bleus. ● AIMÉ JACQUET a reconnu que le public était « roi », mais a avancé que les conditions de jeu (pelouse grasse, pluie) et la saison très longue des internatio-

naux expliquaient le niveau décevant de la partie. ● LE 28 JANVIER 1998, pour leur prochain match, les Bleus inaugureront le Stade de France de Saint-Denis en affrontant l'Espagne.

## Face à l'Ecosse, l'équipe de France a raté son dernier match de l'année

Le jeu pratiqué par l'équipe d'Aimé Jacquet et les deux buts signés Pierre Laigle et Youri Djorkaeff n'ont pas convaincu le public de Saint-Etienne, qui s'attendait à beaucoup mieux à sept mois de la Coupe du monde 1998. Les Bleus ont donc quitté le terrain sous les sifflets

**SAINT-ÉTIENNE** de notre envoyé spécial  
Mais à quoi diable peut bien servir un match amical de l'équipe de France ? Médusé, le public de la partie qui opposait, mercredi 12 novembre, à Saint-Etienne, les Tricolores à la sélection d'Ecosse se pose encore l'insoluble question. Réveillé par le dernier coup de sifflet de l'arbitre, Antonio J. Lopez Nieto, le spectateur se demandait pourquoi il avait été convoqué là. Sifflé écarté le dernier bâillement, avant que le marchand de sable ne vienne achever un travail ample-

ment maché, il pouvait se plaindre qu'on l'ait fait veiller si tard pour des clopinettes. Au moins ces deux mi-temps ennuyeuses n'ont-elles pu contribuer à troubler son sommeil.  
Voilà une victoire suppléme- taire pour l'équipe de France (2-1). Un match de plus avant la Coupe du monde. Un match de moins, dirait-on plutôt d'ailleurs, tant le spectateur coche ces recroques sans enjeu comme un prisonnier sur le mur de son cabot les jours qu'il a déjà tirés. Privé des pous- sées d'adrénaline de la compéti- tion, le public se transforme en assemblée d'esthètes qui s'inté- ressent uniquement à la beauté formelle du produit. Mercredi soir, force est de constater qu'il y avait à redire. Les spectateurs ne s'é- chappent pas, qui ont sifflé une nouvelle fois l'équipe nationale. A Saint-Etienne, l'équipe de France n'a pensé qu'à elle. Pour reprendre le jargon du football, elle a joué perso.

Le but de Pierre Laigle (35<sup>e</sup> min), le penalty générique transformé par Youri Djorkaeff (77<sup>e</sup> min) n'empêcheront pas les 19 500 amateurs de football pré- sents (prix des places de 50 à 170 francs) de penser qu'ils étaient de trop. Un entraînement à huis clos aurait été plus approprié pour les exercices mécaniques répétés sur la pelouse du stade Geoffroy-Guichard. On n'aurait pas un stade, la presse et la télévision pour leur imposer des figures imposées.

### ELLE A JOUÉ PERSO

Il y avait, ce soir-là, par trop d'application à respecter les consignes tactiques. Sur la pelouse entraînée trop de bons élèves pour qu'on s'amuse. Laurent Blanc, Marcel Desailly et Lilian Thuram ne quittaient pas leur poste en défense. Pierre Laigle et Ibrahim Ba ne dévalaient jamais de leurs minces couloirs latéraux. Lilian Laslandes et Stéphane Gui-

varc'h, les deux attaquants testés en pointe, se cantonnaient chacun à sa portion des dix-huit mètres adverses. Même Zinedine Zidane était incapable de mettre un brin d'imagination dans tout ça. Entré dans les vingt dernières minutes, Youri Djorkaeff, l'indiscipliné, le vilain canard d'Aimé Jacquet, n'y est pas plus parvenu.

La France n'avait pas rencontré l'Ecosse depuis le 11 octobre 1989, au Parc des Princes, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 1990. A l'époque, les Trico- lores l'avaient emporté 3-0. Mais, au bout du compte, ce sont les représentants des Highlands qui avaient gagné le billet pour l'Italie. Braves Ecosse qui ne s'embar- rassent pas de faiblesses technico- tactiques, comme l'a démontré le but de Gordon Durie (36<sup>e</sup> min), à la construction magnifiquement dénouée - ballon dérivé sur mesure, à une touche de balle, devant des défenseurs français inerte.

Il s'est pris de 40 000 licenciés dans ce bout d'île, parmi lesquels le sélectionneur, Craig Brown, a choisi ses bons hommes. A son équipe, mercredi, il a donné des maillots numérotés de un à onze. Le football écossais, c'est bête comme chou, mais ça se qualifie sans faille depuis 1974 (à l'exception cependant d'un raté, en 1994) pour le Mondial. L'équipe de France est riche d'individualités et joue avec un excellent niveau tech- nique et tactique. Elle reste pour moi une des favorites de la pro- chaine Coupe du monde, estimait Craig Brown, qui vient d'un pays où les gens sont polis. L'ennui est

que les discours eotéodous côté français après la partie étaient à peine plus modestes. « Les Fran- çais ont fait de belles chasses », trouvait ainsi Aimé Jacquet avant d'admettre : « On a eu des diffi- cultés à réaliser ce qu'on avait décidé. »

### DE PRÉCIEUX ENSEIGNEMENTS

France 2 diffusait à la même heure la série L'Insti. TF1 pour- suivait, elle, la saga du Professeur. Le sélectionneur national distillait une énigme fois son football en éprouvette. A la fin du match, joueurs et entraîneurs affirmaient avoir tiré de précieux enseigne- ments de cette beure et demi d'étude. En revanche, au fond de la classe et en haut des tribunes, on n'avait entravé que coule à la leçon. Et c'est là sans doute le plus grave grief qui puisse être fait aux acteurs de ce match : ils laissent à penser qu'il existerait une forme supérieure de football, quasi scienti- fique, qui échapperait à la sagacité du vulgus pecus. Cette version opaque du sport le plus populaire serait, nous dit-on, la plus aboutie. Bref, l'hypothèse grandit entre le tacticien national et le public.

### Le match de trop

Aimé Jacquet avait demandé que l'équipe de France soit une priorité en cette année de préparation à la Coupe du monde de football. Force est de constater qu'il n'a pas encore convaincu. Sans parler ouvertement d'une rencontre de trop, plusieurs joueurs ont évoqué le lourd calendrier pour expliquer leur manque de motivation. « Nous jouons un match tous les trois jours depuis deux mois, ce France-Ecosse ne tombait pas très bien. La Coupe du monde, c'est encore loin », constatait Zine- dine Zidane. « Il ne faut pas oublier que chacun a son cham- pionnat », avançait Fabien Barthez. Tous les joueurs voyaient dans le prochain rendez-vous, fixé au mercredi 28 janvier 1998, face à l'Espagne, un tournant dans la prépara- tion. « Ça reste des matchs amicaux, insistait Lilian Thuram. Pour élever vraiment le niveau, il faut un match à sanction. »

A Geoffroy-Guichard, les spec- tateurs n'avaient pas tous un diplôme d'entraîneur du troisième degré. Mais les années d'excel- lence (Aimé Jacquet y contribua d'ailleurs, comme joueur) vécues dans le chaudron des Verts ont inculqué aux Stéphanois de solides bases footballistiques. L'équipe de France a déjà, mer- credi, 19 500 connaissances. Les Tri- colores se plaignaient d'être mal accueillis par les Parisiens du Parc des Princes. Alors, ils ont fui en province. Mais le 11 octobre, contre l'Afrique du Sud, ils ont désespéré Les et sa crème de public. Mercredi, ils se sont attiré l'ire de Saint-Etienne, pourtant gorgée de passion pour le ballon rond. Pour sa probaioe ren- contre, le 28 janvier, contre l'Espagne, la sélection tricolore investira un stade flamant neuf du côté de Saint-Denis (Seine- Saint-Denis). On attend 80 000 personnes au baptême. Il serait bon de ne pas le gâcher. Encore un match à Marseille (contre la Norvège), et puis... loin des yeux, loin du cœur, Aimé Jac- quet devrait ensuite achever la préparation de l'équipe de France à l'étranger (Russie, Suède, Fin- lande et stage au Maroc). Il trou- vera quelque réconfort au souve- nir de la sélection de 1958, qui connut le même désaveu public lors de ses matches de prépara- tion, avant de briller lors de la Coupe du monde en Suède. France 97, long préambule à France 98, s'achève donc avec un goût aigre-doux. Pour avoir testé une quarantaine de joueurs, Aimé Jacquet se trouve désormais à la tête d'une escouade de football américain. Malheureusement, le jeu de la balle au pied prévoit qu'on aligne seulement onze joueurs sur le terrain et vingt-deux sur la liste concocée en vue d'un Mondial. Il devra donc choisir, sans se tromper.

Benoît Hopquin

### Pour Aimé Jacquet, « le public est roi »

● Aimé Jacquet (sélectionneur national) : « Nous sommes déçus de ne pas avoir réalisé une bonne prestation. Mais cette équipe écossaise a joué très regroupée défensivement et nous avons du mal à évoluer sur cette pelouse de Geoffroy-Guichard très grasse. Nous avons manqué de spontanéité. Nous n'avons pas réussi à emballer ce match. J'aurais souhaité, par exemple, plus de frappe. C'était un match très difficile. Il y a eu du bon et du moins bon. Statistiquement, la saison 1997 est plutôt bonne. Le public nous a sifflé. Il est roi. C'est

sans doute qu'il n'était pas content. »  
● Youri Djorkaeff : « C'est toujours désolant de sortir sous les sifflets. Mais ce n'est pas la motivation qui a manqué. Le problème n'est pas là, mais plutôt dans la communication avec le public. Il faut qu'il comprenne que nous sommes en phase de préparation, d'essais, nous ne sommes pas dans les conditions de matches de qualification. Ils attendent de la tension, du suspense, du spectacle. On ne peut pas leur donner cela, nous sommes en

préparation. »  
● Didier Deschamps : « L'Ecosse est qualifiée pour la Coupe du monde, elle a donc de la qualité. Il y avait peu d'espaces, et il n'était pas évident de développer notre jeu. Je ne pense pas que les sifflets du public en fin de match soient une bonne solution. La Coupe du monde débute le 10 juin. Ce n'est pas la peine de s'efforcer avant. »  
● Lilian Thuram : « Nous avions décidé de faire un très bon match mais on ne peut pas dire que l'équipe de France ait évolué à un très haut niveau. Le terrain était glissant et il y a eu pas mal de fautes techniques. »

## La pelouse du Stade de France roussie par les tondeuses

PAS DE MALADIE cryptogamique, pas de photosynthèse cootariée, pas de remontées d'hydrocarbures. Jean-Pierre Leboucher, ingénieur-conseil consultant du Stade de France, est formel : la pelouse qu'il surveille d'est victime d'aucune affection complexe. Si elle présente depuis maladeant une dizaine de jours une couleur jaune du plus mauvais effet (Le Monde daté 9-10 novembre) qui avait attiré l'œil de Michel Platini et de Bernard Sastre, coprésidents du Comité français d'organisation (CFO) du Mondial 98, lors de la visite du président de la Fédération internationale de football (FIFA), Joao Havelange, il est en le seul responsable.

« Nous avons répandu un substrat baptisé Lavaterr (NDLR : un mélange de roches volcaniques et de sable de quartz broyé) sur le terrain au cours d'une opération classique de sablage après défeutrage et aération, explique-t-il. Ailleurs, on emploie du sable de rivière. Ici, à ma demande, nous avons utilisé du Lavaterr afin de ne pas dénaturer le substrat qui supporte la pelouse. Léger, ce maté- riau reste plus longtemps à la surface. Aussi, quand les tondeuses sont entrées en action,

leurs lames ont été vite émaussées par les grains durs. Du coup, elles ont broyé les feuilles du gazon plutôt que de les couper. Blessées, ces dernières ont roussi. »

### UN EFFET VISUEL MALHEUREUX

Le mystère est dissipé et les inquiétudes avec. « Les feuilles sont brûlées sur un centimètre, détaille Jean-Pierre Leboucher. Evidemment, sur 9 000 m<sup>2</sup>, cela provoque un effet visuel malheureux. Un simple brossage suffit à l'atténuer, mais, après trois ou quatre tantes, tout aura disparu. Dans trois semaines, il n'y paraîtra plus. Au printemps, en pleine végétation, cela aurait pris cinq ou six jours. En automne, les cycles sont ralentis, et les feuilles se renouvellent moins vite. En tout état de cause, la pelouse sera prête pour le match que le Variétés club de France jouera contre les ouvriers du chantier, le 19 novembre. »  
Jean-Pierre Leboucher prévient : « La prochaine opération de ce type - sablage ou Lavaterr suivi d'une tonte - aura lieu au mois de mars 1998. Elle aura les mêmes effets, mais le printemps accélérera la pousse et l'aspect de roussi disparaîtra presque aussitôt. Et puis, farts de cette leçon, nous répandrons malité

maîns de matériau pour que le passage des tondeuses ne blesse pas trop les feuilles. » A l'annonce du phénomène, les soupçons s'étaient portés sur le toit du Stade de France, accusé de priver la pelouse de soleil. Mais les architectes et les spécialistes de la société des Gazon de Footainbleau, presta- taire de service, avaient réfuté cet argu- ment.

La dernière inquiétude concernait le sous-sol du site. Dès 1994, Gaz de France, qui y exploite une usine, se faisait confirmer par un audit que le terrain était victime d'une pollution importante par poudrons et hydrocarbures. A force de travaux coûteux (plus de 200 millions de francs), on prévient les risques : fragilisation du béton, infiltra- tion de produits polluants, propagation d'odeurs nauséabondes. Pour la pelouse, Jean-Pierre Leboucher précise qu'une nappe de PVC couvrant un système de drainage spécial a été installée à 80 cm sous le sol afin de prévenir toute remontée ocive. Et, lorsqu'on insiste, il assène, définitif : « Je sais que ce n'est pas ça. »

Michel Dalloni

**Le Monde EDITIONS**

**PLANTU PAS DE PHOTOS!**

SAUVEGARDES DES DESSINS!

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Mignon, Lépine, H.P., Spirit of St Louis... Chez DURIEZ.

Depuis plus de 200 ans, il y a une seule boutique Duriez 1783 au quartier latin où vous trouverez les agendas et les organisateurs Mignon, les derniers télescopes Howitt-Pachard, les stylos Jean-Pierre Lépine, les téléphones et les radios délicieusement rétro Spirit of St Louis et toujours aux prix Duriez.

Duriez 1783 132 bd St Germain - 75006 Paris

Depuis 1894 DU BEAU VETEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE

**LEGRAND** Tailleur sur mesure Hommes et Dames Nouvelles collections Prix agréables

27, rue du 4-Septembre, Paris 2<sup>e</sup> Tél : 01.47.42.70.61

**RAFAL**

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

**GRANDS FORTS**

15, place du Havre Paris 8<sup>e</sup> - Tél : 01-43-67-34-04

18, av. J. Médecin C.C. CAP 3000

LYON ROURY 80, rue E. Herriot

### DÉPÊCHES

● **TENNIS** : le numéro un mondial, l'Américain Pete Sampras, a retrouvé son tennis pour battre le Britannique Greg Rusedski (6-4, 7-5), mercredi 12 novembre, aux Masters de Hanovre (Allemagne) et se relancer dans une compétition qu'il avait entamée de manière calamiteuse en s'inclinant la veille contre l'Espagnol Carlos Moya. Pour assurer sa qualification, Pete Sampras doit maintenant venir à bout de l'Australien Patrick Rafter.

● **LA FRANÇAISE** Nathalie Tauziat a été éliminée au premier tour du tournoi de Philadelphie (Etats-Unis), mercredi 12 novembre, par l'Américaine Lindsay Davenport, qui s'est imposée en deux sets (6-3, 6-3).

● **VOILE** : Sébastien Magnen, trente et un ans, sur *Karen Liquid*, a remporté la Mini-Transat en solitaire, en terminant troisième de la deuxième et dernière étape de cette épreuve réservée aux voiliers de 6,50 mètres, mercredi 12 novembre, à Fort-de-France, ex Martinique. Cet architecte naval a franchi la ligne d'arrivée en troisième position derrière le vainqueur de l'étape, Thomas Coville, sur *Zurich*, et Pierre-Marie Bourguinat, sur *Lal et Vin*. Les organisateurs sont sans nouvelles depuis six jours de Claudio Gardossi. Le dernier contact avec le navigateur italien avait été établi le 6 novembre par la balise qui signale automatiquement la position de l'embarcation. 500 bateau, *Jasmine*, se trouvait alors à près de 1 000 milles de la ligne d'arrivée. Ses proches ont indiqué qu'ils étaient « assez tranquilles » car aucun signal d'alarme n'a été lancé et que les conditions météoro- logiques sont bonnes.

● **LOTO** : les tirages n° 91 du Loto effectués mercredi 12 novembre ont donné les résultats suivants :  
● premier tirage : S, 9, 18, 23, 27, 49, numéro complémentaire 36. Rapports pour six bons numéros : 6 909 210 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 22 855 F ; pour cinq bons numéros : 2 930 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 154 F ; pour quatre bons numéros : 77 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 20 F ; pour trois bons numéros : 10 F.  
● second tirage : 4, 14, 18, 24, 28, 30, numéro complémentaire 32. Rapports pour six bons numéros : 5 002 535 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 103 155 F ; pour cinq bons numéros : 4 270 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 250 F ; pour quatre bons numéros : 125 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 F ; pour trois bons numéros : 14 F.



## « La fusée européenne Ariane a obligé les industriels américains de l'espace à se surpasser »

Daniel Goldin, administrateur général de la NASA

En visite en France pour quatre jours, le patron de l'Agence spatiale américaine définit sa conception des relations avec l'Europe : compétition et coopération sont complémentaires, le partenariat peut être bilatéral et ne pas passer par l'Agence européenne. La conquête de Mars,

forcément internationale, doit offrir des retombées scientifiques et économiques et répondre à des critères financiers et de sûreté stricts.

risquaient d'entrer en compétition avec les Etats-Unis. Laissez-moi vous dire que ce n'est pas la NASA, mais le gouvernement américain et ceux des autres pays qui décideront du lancement éventuel de ce genre de mission. Nous avons dépensé 5 % du budget fédéral américain pour envoyer des hommes sur la Lune. Mais c'était durant la guerre froide. Les temps ont changé. La conquête martienne ne sera possible que sur une base internationale, et si son coût est dix fois inférieur aux premières estimations.



DANIEL GOLDIN

huit mois de délai pour aider à construire un monde meilleur, c'est peu.

« Nous proposons aux Européens une coopération pour l'exploration de Mars. Les services de la NASA viennent de publier une étude préliminaire pour l'envoi d'hommes sur la planète rouge vers 2010. Des experts européens doutent que cela soit possible aussi rapidement, et certains évoquent une « manœuvre » pour détourner l'Europe de programmes où ils

risquaient d'entrer en compétition avec les Etats-Unis.

« Avant de la lancer, nous devons nous assurer, avec nos partenaires, que quatre critères sont remplis : est-ce intéressant sur un plan scientifique ? La sûreté des équipages sera-t-elle assurée ? Est-ce financièrement acceptable ? Est-ce rentable d'un point de vue technologique et économique ? Les recherches menées à bord de la station internationale Alpha pourront aider à répondre à ces questions. »

Propos recueillis par Jean-Paul Dufour

« Quel est le but de votre voyage en France ?

« Je pense que la France joue un rôle important dans le domaine spatial. Il est donc important que nos deux pays précisent leur position et leurs intentions, voient quels sont les domaines dans lesquels ils vont coopérer et ceux où ils entreront en compétition. Les nations ont des intérêts différents. Chacune d'entre elles doit mettre en avant ses priorités. Il y aura donc toujours des domaines où prévaudra une compétition pacifique. C'est sain et cela profite aux deux parts : le fait que les Européens et la France aient développé la fusée européenne Ariane 4, par exemple, oblige les industriels américains de l'espace à se

européenne). J'y ai rencontré Antonio Rodotà, le directeur général, et son équipe. Il était très important pour moi de comprendre la vision qu'a l'Europe de son programme spatial. M. Rodotà m'a exposé ses objectifs, et nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de continuer à coopérer. Nous devons nous revoir en janvier. Notre partenariat est solide, fondé sur le respect mutuel.

« Nous sommes également tombés d'accord sur la nécessité pour les Etats-Unis de pouvoir travailler aussi avec les nations européennes, considérées comme des partenaires à parts égales. La coopération bilatérale est importante, elle aussi, à condition qu'elle se fasse ouverte-

### La part de l'Europe

La visite de Daniel Goldin à Paris a été l'occasion de passer en revue, avec son homologue européen, Antonio Rodotà, les programmes que l'Agence spatiale américaine (NASA) et l'Agence spatiale européenne (ESA) réalisent en coopération. Partenaire important des Etats-Unis pour l'assemblage de la future station spatiale internationale Alpha (ISS), l'Europe fournit pour ce programme de 17,4 milliards de francs un module de laboratoire scientifique et technologique polyvalent (COF) et un véhicule de transfert automatique (ATV) destiné au transport du fret que lancera Ariane-5. Entre 1998 et 2003, l'ESA devrait à ce titre participer à 16 des 47 vols qui permettront l'assemblage en orbite de la station.

D'autre part, l'agence vient de fournir aux Russes le système de gestion de données (matériel et logiciel) qui doit assurer les fonctions de guidage, de navigation et de gestion de la station. Enfin, Daniel Goldin et Antonio Rodotà ont débattu de Mars, en particulier d'une possible coopération sur Mars-Express, un projet de sonde martienne européenne qui devrait lancer en 2003 un « orbiteur » et quatre minimodules d'atterrissage.

surpasser. Mais il reste une large place à la coopération. Les chercheurs français nous ont ouvert la voie, il y a des siècles. J'attends beaucoup de cette visite. Nous devons travailler ensemble, pour le bénéfice de nos deux peuples.

« C'est dans cet esprit qu'ont lieu mes conversations. Je dois rencontrer le ministre de la recherche, Claude Allègre, des membres du cabinet ou des conseillers du président Chirac et du premier ministre, des parlementaires, les responsables du CNES (Centre national d'études spatiales), des industriels du domaine spatial et les membres de l'Académie des sciences. Mon séjour s'achèvera par une visite des installations du centre technique du CNES à Toulouse.

« Vous vous êtes rendu en Italie début octobre et vous quitterez Paris pour Bonn dimanche. Dans ces pays, vous rencontrez les responsables et les industriels du domaine spatial. Certains vous accusent de vouloir diviser pour régner en Europe.

« Dès mon arrivée, mardi 11 novembre, je me suis rendu au siège parisien de l'ESA (Agence spatiale

ment et sur des bases claires. Le programme Topex-Poseidon de satellite d'observation océanographique franco-américain est un modèle du genre. Il a été à l'origine de percées scientifiques de premier ordre. En ce qui concerne la station spatiale internationale, il est essentiel pour nous de travailler avec l'ESA. Mais peut-être des coopérations bilatérales sont-elles possibles avec des pays européens, en astrophysique ou dans le domaine des sciences fondamentales.

« L'industrie américaine s'intéresse vivement au CRV, le véhicule de secours de la future station internationale Alpha. Avez-vous toujours l'intention de le développer en coopération ?

« Nous avons commencé à l'étudier seul, puis avec des techniciens français et européens, qui nous ont apporté des idées intéressantes. L'Europe possède une compétence technique. Je pense que si nous travaillons avec elle, le CRV sera meilleur et moins cher. Les détails de cette coopération ne sont pas encore fixés, mais nous aimerions mener ce programme avec l'ESA, sur un pied d'égalité.

« Quelle est la situation de la station Alpha aujourd'hui ?

« La construction en orbite va commencer en 1998, dans huit mois. Les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, le Canada et la Russie vont lancer près de 500 tonnes de matériel dans l'espace. Ils vont entreprendre la construction du plus grand projet technologique international de toute l'histoire pacifique de cette planète.

« En raison des difficultés financières des Russes, qui doivent lancer le premier élément, la date de mise en service a été retardée de dix-huit mois et le coût majoré de 600 millions de dollars (environ 3,42 milliards de francs), sur un total de 17,4 milliards de dollars.

« Les Russes ont des problèmes de financement. Ils ont retardé leur part de programme et le coût a augmenté, mais d'un montant relativement faible en pourcentage du budget total.

« Nous avions le choix au départ : devions-nous prendre le risque de travailler avec les Russes ? Pendant près de cinq décennies, la planète a été au bord de la guerre nucléaire. Les Russes ont changé leur gouvernement, et il était nécessaire qu'ils rejoignent le projet de station internationale. Nous savions que cela poserait des problèmes, mais le jeu en valait la chandelle. Nous les soutenons. Dix-

### Les budgets spatiaux dans le monde

Le budget spatial américain est sans commune mesure avec ce que le reste du monde investit dans ce secteur. Voici, pour le cabinet d'expertise Euroconsult, les chiffres pour 1996 :

- Etats-Unis : programmes civils de la NASA (National Aeronautics and Space Administration) : 12,9 milliards de dollars (environ 73,5 milliards de francs), alors que 13,5 milliards de dollars ont été demandés pour l'année fiscale 1998. Programmes militaires (Department of Defense et autres) : 14,1 milliards de dollars.
- Russie : programmes civils de la RKA (Agence spatiale russe) : 465 millions de dollars. Programmes militaires : 165 millions de dollars (estimation).
- Europe : programmes civils de l'ESA (Agence spatiale européenne) et des pays européens : 5,1 milliards de dollars, dont 3,7 milliards de dollars pour l'ESA. Programmes militaires : 1,1 milliard de dollars.
- France : programmes civils : 1,8 milliard de dollars. Programmes militaires : 775 millions de dollars.

Parlez...  
... Surfez

**NOKIA 9000i**

... et faxez, composez, connectez-vous, envoyez, recevez, organisez, planifiez, lisez, écrivez, archivez, transférez. GSM 900 et GSM 1800.

**36 15 NOKIACOM**  
(2,23 F la minute)

**NOKIA**  
CONNECTING PEOPLE

**NPA 0 801 15 15 15**  
<http://www.nokia.com/>



هكذا من راحل

26 / LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

(Publicité)

## Dans trois mois, la Mercedes Classe A sera attendue au tournant. Tant mieux.

Les 26 octobre et 5 novembre dernier le TÜV  
(contrôle technique allemand) et l'ADAC  
(Automobile Club d'Allemagne) ont réalisé sur  
la Classe A des tests «d'évitement de l'élan», que la voiture a passés  
avec succès. Ce résultat (obtenu aussi bien avec, que sans régulation de comportement  
dynamique ESP) a d'ailleurs été confirmé par de nombreux spécialistes de l'automobile.

La Classe A de Mercedes est aussi sûre que les autres véhicules de sa catégorie.

Reste que, lors de certains essais effectués sans ESP, mais à une vitesse  
nettement plus élevée, le véhicule s'est effectivement trouvé  
en situation critique. Notre propos n'est pas de  
mettre en cause la valeur de ces tests, ni même  
de savoir comment se comporteraient des véhicules d'autres marques  
soumis à des essais identiques. Ni d'ailleurs d'estimer quelle est la part du hasard  
dans ces essais ou quelle aurait été l'issue de ce test s'il avait été pratiqué avec ESP.

Le seul fait que l'on puisse douter de la sécurité d'une Mercedes  
explique notre décision d'interrompre  
provisoirement la livraison de la Classe A.

Nous avons d'ores et déjà corrigé le réglage du châssis, ce qui permet  
à la Classe A de réussir les tests, mieux que d'autres véhicules de la catégorie.

Ce n'est pas tout : pour ne plus laisser place au moindre doute, la Classe A est  
désormais équipée d'un ESP de la dernière génération.

Cela lui permet d'être la meilleure de sa catégorie  
sur le verglas, la neige ou la pluie.

Parce que nous ne voulons pas nous contenter  
d'un niveau de sécurité moyen, et que vous êtes en droit d'attendre  
un peu plus de Mercedes-Benz. Vous imaginez bien à quel point la moindre  
faiblesse mise en lumière dans notre système de sécurité peut concerner  
une société comme la nôtre, très fortement impliquée dans le domaine de la sécurité.

Pour pouvoir industrialiser cette solution en série, nous avons besoin  
de 12 semaines ; même si cela peut paraître un peu excessif  
pour une voiture déjà parfaitement sûre (1400 essayeurs  
de la presse automobile l'ont déjà confirmé).

A la reprise de la livraison, il sera vraiment et enfin possible de faire valoir tout  
ce qui fait la modernité technique et conceptuelle de la Classe A et son  
apport authentique au progrès automobile.



Mercedes-Benz



# La grisaille s'installe

UN TEMPS CALME, favorable aux nuages bas et aux brouillards s'est installé pour quelques jours sur la France. Les régions méditerranéennes et les Alpes bénéficieront toutefois, vendredi, d'un soleil généreux. Les températures seront juste dans les normes de saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera sec, avec un ciel partagé entre nuages et éclaircies. Quelques gouttes seront possibles sur les côtes. Il fera au maximum 9 à 12 degrés.

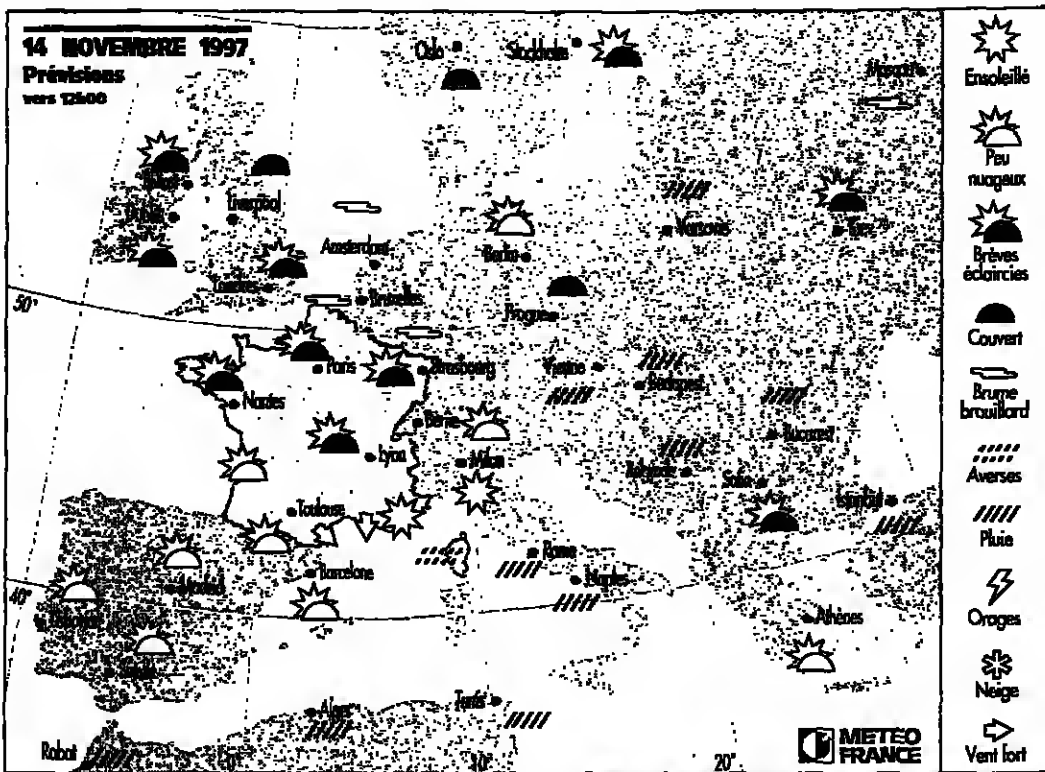
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les brouillards et la grisaille domineront la journée en toutes régions. On peut espérer quelques éclaircies, bien timides dans l'intérieur, un peu plus affirmées près des côtes.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Un ciel gris, parfois accompagné de brouillards, se maintiendra toute la journée; les chances de trouées seront faibles. Les températures se-

ront fraîches, ne dépassant pas 5 à 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Nuages bas ou brouillards rendront la matinée grise. De belles éclaircies se développeront ensuite. Les températures remonteront après-midi de 11 à 14 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En Corse, le ciel sera incertain, avec des passages très nuageux accompagnés d'un peu de pluie. Sur toutes les autres régions, le soleil brillera sans partage, mais avec un petit peu de tramontane et de mistral (rafales jusqu'à 60 km/h). Les températures seront de saison, avec 14 à 16 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ESPAGNE.** Marriott Lodging annonce l'ouverture, au printemps 1999 sur l'île de Majorque, d'un hôtel de 150 chambres et d'une résidence en « temps partagé » de 240 appartements. Développé en coopération avec un promoteur espagnol, ce projet sera implanté sur le terrain d'un golf 18 trous, à environ 18 kilomètres au sud-est de l'aéroport de Palma. En Europe, Marriott exploite 76 hôtels (dont celui de Paris) et ouvrira, d'ici à la fin 1998, des établissements à Bucarest, Londres et Manchester.

■ **THAILANDE.** La Thaï propose d'aller faire ses achats pour les fêtes de fin d'année en Thaïlande grâce à un forfait Paris-Bangkok à partir de 3 390 F A/R, un prix valable jusqu'au 15 décembre et qui inclut également un A/R domestique au choix permettant de découvrir, par exemple, les plages ou le Triangle d'or. Renseignements au 01-44-20-70-80.

**PRÉVISIONS POUR LE 14 NOVEMBRE 1997**

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

France métropolitaine	NANCY	PARIS	LYON	MARSEILLE
10/16 P	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
BIARRITZ	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
BORDEAUX	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
BRETAGNE	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
BREST	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
CAEN	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
CHERBOURG	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
CLERMONT-F.	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
COCOT	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
GRENOBLE	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
LILLE	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
LIROUX	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
LYON	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S
MARSEILLE	7/13 S	4/12 S	9/15 S	6/14 S

Europe	AMSTERDAM	BERLIN	BRUXELLES	COLOGNE
14/18 N	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
ATHÈNES	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BARCELONE	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BELFAST	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BELGRADE	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BERNE	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BIRMINGHAM	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BOULOGNE	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BRUXELLES	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BUCAREST	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
BUDAPEST	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
COPENHAGUE	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
DUBLIN	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
FRANCFORT	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
GENÈVE	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
HELSINKI	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
ISTANBUL	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S

Asie	CHICAGO	HONG KONG	JAKARTA	NEW YORK
11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
CHICAGO	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
HONG KONG	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
JAKARTA	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
NEW YORK	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
OSAKA	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
PRAGUE	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
ROMA	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
SEVILLE	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
SOFIA	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
ST-PETERSB.	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
STOCKHOLM	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
TEHRAN	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
VARSOVIE	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N

Amérique	LE CAIRE	MARRAKECH	RABAT	TUNIS
11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
LE CAIRE	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
MARRAKECH	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
RABAT	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
TUNIS	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
ALGER	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
DAKAR	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N
KINSHASA	11/16 N	11/16 N	11/16 N	11/16 N

Océanie	SYDNEY	TOKYO
11/16 N	11/16 N	11/16 N
SYDNEY	11/16 N	11/16 N
TOKYO	11/16 N	11/16 N

## VENTES

## Les dessins d'Antonio, illustrateur de mode, aux enchères à Paris

APRÈS AVOIR fait l'objet d'une exposition au Musée des arts décoratifs de Paris, Antonio Lopez, dit « Antonio » (1943-1987), dessinateur de mode, aura les honneurs d'une vente aux enchères à Drouot Montaigne, où seront proposés deux cent dix dessins. Réalisés entre 1979 et

1986, ils étaient destinés aux magazines de mode internationaux pour illustrer les créations des grands couturiers.

Originaire de Porto Rico, Antonio fait des études à New York, puis entre en 1960 dans un journal de mode réputé, le *Women's Wear Daily*. Il connaît très vite

une grande notoriété et travaille simultanément pour d'autres publications (*Vogue*, *New York Times Magazine*, *Playboy*, etc.). Du milieu des années 60 à sa mort, son travail et sa personnalité marquent l'univers de la mode et de la publicité. En 1967, Hélène Lazareff, directrice de *Elle*, le fait

venir à Paris, relançant en France l'illustration de mode, genre classé par la photographie.

Ses premiers dessins pour *Elle* portent l'influence du pop art, le mouvement new-yorkais dont il est issu, qui cherche la source de son expression dans la réalité, l'environnement matériel, les

productions de l'industrie. Proche d'Andy Warhol (qui avait « si je pouvais dessiner comme lui... »), Antonio puise son inspiration dans ce qu'il voit, ses amis, son milieu, et prend ses distances par rapport à la tradition des illustrateurs de mode, qui préféraient composer une fiction idéalisée.

Il maîtrise un style fluide, dynamique, et utilise des techniques très diverses : crayons, fusains, encres, gouaches, photos, collages. Les mouvements qu'il imprime à ses créations apparaissent presque comme une mise en scène, complétée par le contraste et l'harmonie des couleurs.

## Calendrier

### ANTIQUITÉS

- Paris, hippodrome d'Auteuil, jusqu'au lundi 17 novembre, de 11 heures à 20 heures, 100 expositions, entrée 50 francs.
- Péronnas (Ain), salle polyvalente, samedi 15 et dimanche 16 novembre, de 9 heures à 19 heures, 35 expositions, entrée 15 francs.
- Le Bouscat (Gironde), Salon de l'héritage, du samedi 15 au lundi 17 novembre, de 10 heures à 19 h 30, 40 expositions, entrée 25 francs.
- La Roche-sur-Yon (Vendée), parc des expositions, samedi 15 et dimanche 16 novembre, de 10 heures à 19 heures, 100 expositions, entrée 20 francs.
- Vichy (Allier), palais du lac,

- samedi 15 et dimanche 16 novembre, de 11 heures à 19 heures, 40 expositions, entrée 20 francs.
- Châteaufort-du-Pape (Vaucluse), place de la Renaissance, samedi 15 et dimanche 16 novembre, de 10 heures à 19 heures, 35 expositions, entrée 16 francs.

### BROCANTES

- Nuits-Saint-Georges (Côte d'Or), rue de la Berchère, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 37 expositions, entrée 15 francs.
- Beauvais (Oise), espace Saint-Quentin, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 80 expositions.
- Strasbourg (Bas-Rhin), parc des expositions de Wacken, samedi 15 et

- dimanche 16 novembre, de 10 h 30 à 19 heures, 200 expositions, entrée 25 francs.
- Limoges (Haute-Vienne), parc des expositions, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 120 expositions.

### COLLECTIONS

- Voujeaucourt (Doubs), bourse aux armes, Acropolis Parc, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 50 expositions, entrée 20 francs.
- Redon (Ille-et-Vilaine), Salon du livre ancien, maison des fêtes Bellevue, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 35 expositions, entrée 20 francs.
- Saint-Martin-le-Vinoux (Isère), bourse autos-motos, gymnase municipal, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 25 expositions, entrée 15 francs.

- Croix (Nord), Salon des coquillages et minéraux, salle Dedecker, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 40 expositions.
- Ixrac (Haut-Rhin), Salon de la bande dessinée et du cinéma, espace 110, samedi 15 et dimanche 16 novembre.
- Le Havre (Seine-Maritime), Salon du livre ancien, palais de la bourse, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 20 expositions, entrée 20 francs.
- Châtelleraut (Vienne), Bourse minéraux et fossiles, salle C, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 18 expositions, entrée 5 francs.
- Dourdan (Essonne), Festival de la bande dessinée, centre culturel René-Cassin, samedi 15 et dimanche 16 novembre, 40 expositions, entrée 10 francs.

Dans une vente à New York l'année dernière, un dessin au pastel et à l'aquarelle d'Antonio a été adjugé à 10 000 francs. Les estimations annoncées ici varient entre 6 000 et 10 000 francs selon la beauté du dessin et le soin apporté aux détails : les modèles au crayon noir bien finis valent plus que des croquis en couleurs aux formes ébauchées. Dans cette galerie de portraits féminins, certains sont simplement esquissés, le visage réduit à un ovale mar-

qué d'une petite houe (très pop art), d'autres traités d'une manière plus approfondie donnant de l'importance au regard.

Toutes ces élégantes portent les modèles de Dior, Givenchy, Kenzo, Saint-Laurent, etc. La plupart des œuvres proposées à la vente étaient destinées à *Vogue*, *Elle*, *Elle* ou *Elle*, les autres au *New York Times*, à *Vanity* et aux parutions françaises *Rive gauche* et *Marie-Claire*. Une série de vingt-cinq dessins, exécutés pour *Marie-Claire* en mars 1983, est bien représentative des créations d'Antonio, avec des femmes dessinées dans le détail, posant avec décontraction, parfois comme saisies au vol avec une expression particulière, hors des normes du dessin de mode habituel.

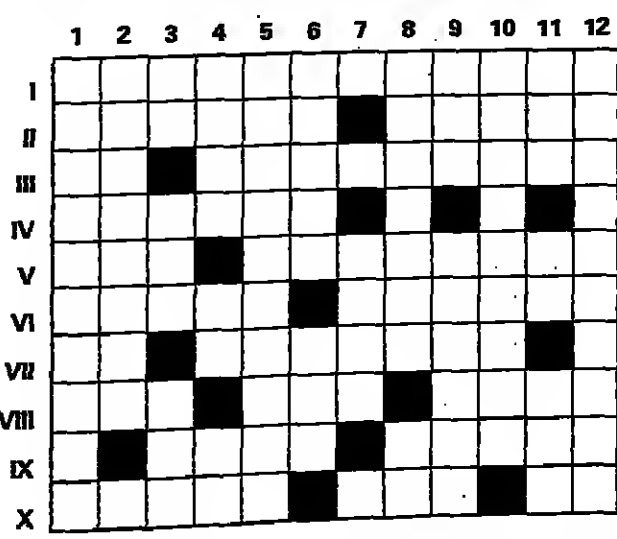
Catherine Bedel

★ Drouot Montaigne, lundi 24 novembre. Exposition samedi 22 novembre de 14 heures à 20 heures et dimanche 23 novembre de 11 heures à 20 heures. Étude Tajan, 37, rue des Mathurins, 75008 Paris, tél. : 01-53-30-30-30.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97252

3615 LEMONDE, tapez 505 (2,23 F/min).



fondement. - 10. Mettrais en place. - 11. Fait la queue. Dans la gamme. Attaqua le système nerveux. - 12. Une fois fixé, il ne faudra pas le rater.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 97251

#### HORIZONTALEMENT

- I. Acupunctrice. - II. Loterie. Apex. - III. Phantes. Ont. - IV. III. Er. Comté. - V. Nées. Amateur. - VI. Stanton. Eri (ite). - VII. St. Gueuse. Ie. - VIII. Téra. Mlieu. - IX. Eteint. ONU. - X. Suzeraineté.

#### VERTICALEMENT

- 1. Alpinistes. - 2. Colle. Têtu. - 3. Utiles. Rez. - 4. PEA. Sagaie. - 5. Orne. Nu. Nr. - 6. Nitrate. Ta. - 7. CEE. Moum. - 8. Scansion. - 9. Ra. Ot. Elne. - 10. Ipomée. IUT. - 11. Centurie. - 12. Extérieurs.

#### HORIZONTALEMENT

- I. Pousse pour l'emporter. - II. Dedans quand tout va mal. On peut se faire des briques en le cuisant. - III. Descendu. Un travail à prendre avec des pincettes. - IV. De justesse. - V. Enthousiasme espagnol. Laisse entrer le greffier. - VI. Pousse à l'extrême. Assurez la prise. - VII. Au bout de la prairie. Peignit de couleurs violentes. - VIII. Moyen de transport prohibé. Une voie prise à contresens. Quatre sur six. - IX. Particules chargées. Bien stable sur son fondement. - X. Poli comme un roi. Ses coups ne sont pas forcément

désagréables. En première position.

#### VERTICALEMENT

- I. Mise en sac, elle complète la situation. - 2. Sottes, il n'y a pas de quoi en faire un plat. - 3. Le culvre. Démonstratif. A gauche pour un charretier. - 4. C'est déjà du passé. Le rubidium. Accord au nord. - 5. Prenaient leurs distances. - 6. Le troisième tourna à l'horreur. Un homme au hasard. - 7. Habitant de l'Erythrée. - 8. Assure les bons départs sur route et sur piste. Marque de dégoût. - 9. Une partie dans la partie. Sans

## Les princes ibères

AU COURS des années 1860-1880, dans la province d'Albacete (Espagne), des centaines de sculptures furent trouvées sur le site du Cerro de los Santos, la « colline des saints ». Elles sont les premiers témoignages de la civilisation antique de l'Espagne, celle que l'on reconnaît comme ibère. La découverte de la *Dame d'Elche*, en 1897, donnait une impulsion nouvelle à toute l'archéologie espagnole.

Les sculptures les plus anciennes connues datent de la fin du VI<sup>e</sup> siècle, les plus récentes remontent au I<sup>er</sup> siècle avant J.-C.

En pierre ou en bronze, le guerrier à cheval est magnifié tout au long de l'histoire des Ibères.

Cavaller d'El Salobral, V<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècles avant J.-C. Ex-voto en bronze à la cire perdue, hauteur 5,5 cm Musée du Louvre, dépôt au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye. Actuellement à Paris, au Grand Palais, pour l'exposition « Les Ibères » jusqu'au 5 janvier 1998.



Il symbolise, entre autres, ceux qui détenaient le pouvoir, de puissants personnages appartenant à la classe des princes.

La *Dame d'Elche* a été achetée par la France et exposée au Musée du Louvre. Elle est aujourd'hui au Musée archéologique national de Madrid.

Quand fut-elle rendue à l'Espagne ?

- Après la première guerre mondiale.
- Pendant la seconde guerre mondiale.
- Lors de l'avènement du roi Juan Carlos en 1975.

Réponse dans *Le Monde* du 21 novembre.

Solution du jeu n° 39 publié dans *Le Monde* du 7 novembre. C'est la cantatrice Pauline Viardot, femme de Louis Viardot, directeur du Théâtre Italien de Paris, qui offrit au Musée instrumental des instruments extra-européens.



مکذا من رلاصل

28 / LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

(Publicité)

# BENCKISER



Blue Chip\*

## Goes Public.

\*La dernière innovation de Benckiser, une pastille de détergent double-action pour les lave-vaisselle automatiques.

Benckiser bientôt en bourse.

### > Solide leader dans des «marchés de niche»

Benckiser se concentre sur des «produits niches» dans les marchés d'entretien ménager, d'où la société tire la majorité de ses revenus et où elle a de fortes positions. Benckiser est le leader mondial des produits pour lave-vaisselle et des anticalcaires pour lave-linge et possède des positions fortes sur les marchés des additifs de lavage du linge et des nettoyeurs ménagers. Plus de 75% des ventes de Benckiser proviennent de produits qui sont soit n° 1 soit n° 2 sur leurs marchés.

### > Une croissance rapide

Contrairement aux marchés de produits d'entretien les plus importants, «les marchés de niche» tels que les produits pour lave-vaisselle ou les anticalcaires offrent d'intéressantes perspectives de croissance. Benckiser a prouvé une capacité hors pair à développer ses parts de marché grâce à de constantes innovations: ainsi 46% des revenus de Benckiser en 1996 proviennent de produits lancés durant les 3 dernières années. Les pastilles double-action pour lave-vaisselle, dernière innovation en date de Benckiser, ont propulsé à 38% la part de marché mondiale de la société sur ce marché.

### > De solides performances financières

en millions NLG à taux de change constant	1994	1995	1996	CAGR**	H1 1996	H1 1997	H1 Growth
CA Net	2570	2774	3039	8.1%	1498	1728	15.5%
EBITDA*)	392	417	471	9.6%	232	252	8.7%
Résultat Net	120	128	165	17.3%	84	91	8.3%

\*) Earnings before interest, taxes and depreciation and amortization.  
(Bénéfices avant intérêts et taxes plus amortissement des actifs physiques et immatériels.)

\*\*) Taux de croissance annuel moyen

### > Un engagement à la création de «Shareholder Value»

L'équipe dirigeante de Benckiser est totalement engagée dans la recherche de l'excellence pour fournir à ses clients des produits et services d'une qualité hors pair: ainsi Benckiser peut maintenir une croissance profitable pour ses actionnaires. Le système de rémunération des dirigeants a été conçu pour favoriser une croissance tant des ventes que du bénéfice, et pour stimuler la création de richesse pour l'actionnaire.

> Pour plus d'informations s'adresser à: Benckiser NV, Schiphol Boulevard 229, 1118 BH Schiphol Airport, Hollande

calgon

Calgonit

finish

Electrasol

JEK

Wash

SMARC

LINE

CAUT

Ching

AMA

DOSIA

2B

COON



Le public chante, danse, foud de bonheur  
et ne cesse de s'enflammer pour

**Le  
Destin**

UN FILM DE YOUSSEF CHAHINE  
DANS UN RÔLE PRINCIPAL : YOUSSEF CHAHINE

**YOUSSEF CHAHINE**

PRIX DU 50<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE CANNES 97

**"La Palme du Cœur"**

— LE FILM FRANÇAIS —



## Blois accueille un rassemblement fantasque des arts modestes

Une tentative de mise en scène d'objets ordinaires

**BLOIS**  
de notre correspondant  
Bons de fromage La Vache sé-  
rieuse (1950); bobines de fil repré-  
sentant les coiffes des provinces  
de France; capsules utilisées par  
les particuliers dans la réalisation  
de rideaux; mappemonde éditée  
par les huiles Dulcine Huillor  
(l'achat d'une bouteille donnait  
droit à un petit voilier sérigraphié  
sur une tablette de métal à dispo-  
ser le long de l'équateur); clown  
porte-pailles Pschitt (1960); et  
quelques-uns des deux à trois  
mille cadeaux-surprises offerts  
par la lessive Bonux. Les arts mo-  
destes s'exposent à Blois. Un col-  
lecteur languedocien, Bern-  
ard Belluc, a prêté ses trésors.  
Charles Pasqua et Arthur Rim-  
baud ont donné leur bénédic-  
tion...

La préfiguration d'un « Musée  
international des arts modestes »  
(MIAM), présentée au Musée de  
l'Objet que dirige Pierre-Jean Gal-  
din à Blois, est placée à l'ombre de  
ces deux figures tutélaires. Collec-  
tionneur d'objets napoléoniens,  
Charles Pasqua possède une ar-  
mée de grognards de céramique  
peinte sortis de l'atelier de Belluc;  
et il travailla chez Ricard, grand  
pourvoyeur d'articles publici-  
taires. Rimbaud? Précurseur  
quand il proclame: « J'aimais les  
peintures idiotes, dessus de portes,  
décor, toiles de salimbanque, en-  
seignes, enluminures populaires »  
(Une saison en enfer).

### LE JEU DE DÉFINITIONS

Premier essai de définition des  
arts modestes: au croisement de  
la peinture idiote, de la figurine de  
collection et de la casquette Ric-  
ard. Définition scientifique: le  
mot serait né en 1988. Une fillette,  
sortant du Musée d'art moderne,  
demande si elle pourra « revenir  
au Musée d'art moderne ». Le mot  
est adopté par la tribu.

Le jeu des définitions  
commence: des choses qui au-  
raient à voir avec l'enfance, la gra-  
tuité, le commerce et l'industrie,  
le jeu, l'inachevé, l'incertain, la mi-  
vrerie, la pauvreté, le mauvais  
goût, l'accumulation, le bon mar-  
ché, le bonheur... Les frères di Ro-  
sa, Frédéric Roux, Jean Seisser et  
quelques autres s'attachent à car-  
tographier les champs de l'art mo-  
deste: baigné par l'océan de la  
création, au loin des postes de  
douane des arts contemporains et  
classiques, un pays frontalier et fé-  
dérateur des royaumes des arts  
naïf, brut, publicitaire, forain, dé-  
coratif, saint-sulpicien...

Les 20 000 et quelques objets  
serrés dans d'anciennes vitrines  
du musée sont une part infime  
des collections amassées par Ber-  
nard Belluc, empereur du capbar-  
naïm qui règne au-dessus de  
Montpellier. Belluc, réincarnation  
du Petit caporal, ami et voisin de

Joseph Delteil, apôtre de « l'ob-  
jectothérapie », découvre un jour  
de 1981 sa véritable mission:  
« Puisque j'étais voué, comme tout  
un chacun, à crever, à déjouer de  
mon dme, c'est la mémoire de ma  
génération que j'allais m'appliquer  
à rendre immortelle. » Et d'emblée,  
dans son palais de Facteur Dada, il  
rêve à « un lieu idéal, plus qu'un  
musée, la maison de monsieur Tout-  
le-monde. La culture au vivant pour  
les vivants, pour la masse, le peuple  
enfin concerné et honoré. Enfin re-  
connus et fêtés les constructeurs de  
tours Eiffel en olivettes, reconnus  
et fêtés tous ces artistes obscurs qui  
œuvrent pour l'industrie de la paco-  
tille et colorient ainsi notre vie de  
tous les jours ».

A Blois, le peintre Hervé di Rosa  
a décoré le sol d'une fresque de  
bonshommes et d'animaux my-  
thiques et adjoint quelques vi-  
trines de ses propres collections,  
plus récentes: robots transfor-  
mables, figurines McDonald's,  
Musclors et Superman. En lisère  
du pavillon, les arts modestes  
poussent leurs tentacules en pays  
voisins: des enseignes de coif-  
feurs ghanéens. Un Picabia de son  
époque chromo, une odalisque en  
canevas; du brut, du naïf et de  
l'enfantin. Tout ça fait un em-

bryon de musée. Un musée de ma-  
deleines de Proust à 100 sous. Un  
musée où Péric retrouverait ses  
Choses, ces petits riens qui disent  
le temps. Collections de marqua-  
page à lectures multiples: la mé-  
moire et la nostalgie, l'univers vi-  
suel de l'enfance, une esthétique  
et une anthropologie du quotidien  
et du populaire.

Le projet « MIAM » oait de la  
rencontre des frères di Rosa avec  
Bernard Belluc et navigue en Lan-  
guedoc, d'où sont originaires la  
plupart des artistes impliqués.  
Mais nul ne sait encore où il pour-  
ra jeter l'ancre. Et Blois peut aussi  
y prétendre: entre le Musée de  
l'Objet et le château d'Auguste  
Poulain, fondateur de la chocola-  
terie aux images, on pourrait ima-  
giner quelque chose. Forcément  
modeste? Richard di Rosa n'en  
est pas sûr: « Sublimier l'éphé-  
mère... est-ce si modeste que cela,  
finement? »

J. B.

\* Musée de l'Objet, 6, rue Fran-  
cisade, 41000 Blois. Tél.: 02-54-78-  
87-26. Le samedi et le dimanche,  
de 14 heures à 18 heures, ou sur  
rendez-vous. 15 F. Jusqu'au  
30 avril 1998.

### TROIS QUESTIONS À...

PIERRE-JEAN GALDIN

1 De quand date le projet  
« MIAM » accueilli au Musée de  
l'Objet de Blois, dont vous êtes le  
directeur?

Le projet remonte à l'an II l'abbé  
Grégoire, créateur du Musée et  
évêque constitutionnel de Blois,  
écrivait: « Si le XVI fut chez nous  
celui de l'érudition, le XVII celui de  
la philosophie et des sciences, le XIX  
les verra descendre des hautes théo-  
ries à tous les détails qui peuvent  
perfectionner l'industrie et multi-

plier les jouissances de l'homme. »  
L'abbé visionnaire aurait pu ima-  
giner que le XXI siècle inventerait le  
matériau de cette démocratisation,  
le plastique, et sa production mas-  
sive, qui dotera les sociétés occi-  
dentales à l'aube des années 50  
d'une infinité d'objets et d'images.

2 A quoi bon l'intervention d'ar-  
tistes au « MIAM » puisque  
l'objet d'art modeste appartient  
au quotidien?

Le « MIAM » veut avoir un regard  
qui questionne l'art et le monde.  
Pas le regard de l'institution, mais  
celui de l'artiste. Parce qu'il n'y a  
pas d'articulation réelle de ces mil-



L'art modeste, un art qui joue avec les choses de l'éphémère.

lions d'objets sans un projet artis-  
tique. Dans ce travail expérimental  
à Blois, Hervé di Rosa ancre une vi-  
sion multiculturelle. Il déplace un  
art populaire hors du jugement es-  
thétique, il tente de ne pas le dé-  
tourner, de ne pas l'instrumentali-  
ser. L'intervention de Di Rosa est  
nécessaire comme sont nécessaires  
la réflexion de Frédéric Roux au-  
tour des biches de céramique ou le  
travail de Raymond Hains sur la  
synchronicité et la mémoire.

3 Qu'est-ce que le « regard art  
modeste »?

Jaou Seisser en donne une ap-  
proche dans les Cahiers de l'art

modeste: « L'absence de regard  
critique, d'esprit de dérision, d'ef-  
forts culturels », une attitude où  
« l'émotion et l'affectif priment  
dans l'immédiateté du quotidien  
et en marge de toute spéculation  
intellectuelle ». Les arts modestes  
forcent l'art à maintenir le destina-  
taire dans le processus de produc-  
tion, à ne pas oublier le sens de la  
circulation des objets. Le « MIAM »  
serait un musée où la connaissance  
et le plaisir immédiat feraient bon  
ménage. Ça nous changerait de la  
vie de tous les jours.

Propos recueillis par  
Jacques Bugier

## Les écrivains anti-Front national ont rendez-vous à Toulon

### TOULON

de notre envoyé spécial

Deux fêtes du livre ont lieu en  
parallèle à Toulon, les 14, 15 et 16  
novembre. La première, intitulée  
« Fête départementale du livre »,  
accueille, sur les stands d'une dou-  
zaine de libraires du Var, trois cents  
auteurs et les grands éditeurs na-  
tionaux et provinciaux. La seconde,  
celle organisée par la mairie Front  
national, baptisée « Fête de la li-  
berté du livre et de la francopho-  
nie », n'a pas, à ce jour, de liste  
d'auteurs invités à rendre publique.  
Annoncée pour une autre date cet  
automne, elle est venue se caler en  
même temps que la Fête départe-  
mentale.

Entre le port de Toulon, où se  
tendra le Salon grand public, et la  
place de la Liberté, où s'installera  
la manifestation des livres d'ex-  
trême droite, il y a moins de dix mi-  
nutes à pied. Mais la rupture est to-  
tale entre le conseil général du Var,  
présidé par Hubert Falco (UDF), et  
la mairie de Jean-Marie Le Cheval-  
lier.

En 1996, ce dernier avait croisé le  
fer avec les éditeurs et les libraires  
qui avaient invité l'écrivain Marek  
Haider au Salon du livre. Jean-Mar-  
ie Le Chevallier n'avait pas jugé  
cet hommage « opportun ». A la  
suite de cette déclaration, les mai-

sons d'édition s'étaient retirées,  
suivies peu à peu par les libraires.  
Hubert Falco s'était engagé à orga-  
niser une vraie fête du livre cette  
année.

La Fête départementale du livre  
a choisi le thème de l'aventure et  
du voyage et demandé leur parrain-  
age à deux explorateurs: Jean  
Malaurie, premier Français à  
conquérir le pôle Nord en 1951 et  
directeur de la collection « Terre  
humaine », chez Ploeg; et Laurence  
de la Ferrière, auteur de *La Femme  
de l'Antarctique* (1997), qui a atteint  
le pôle Sud en janvier.

### TROIS CENTS AUTEURS

Une exposition est consacrée  
aux grands auteurs de la collection  
« Terre humaine », une autre aux  
« voyageurs de l'impossible ». La  
linguiste Henriette Walter tiendra  
une conférence sur le thème de son  
dernier livre, *L'Aventure des mots  
français venus d'ailleurs* (Laffont).  
Des débats sont prévus, sur « la

géographie dans le roman »,  
« l'aventure éditoriale en Chine »  
ou encore « le besoin d'écriture  
des femmes de pêcheurs de Médit-  
erranée ».

Le reste de l'actualité littéraire,  
pour les adultes et les enfants, sera  
illustré par les quelques trois cents  
auteurs invités. Patrick Rambaud,  
lauréat du prix Goncourt pour son  
roman *La Botte*, a accepté de ve-  
nir du début à la fin du Salon, sur le  
stand de la librairie Gaïa, qui ac-  
cueille les auteurs de Grasset. Pas-  
cal Bruckner, lauréat du prix Re-  
naudot pour son roman *Les Voleurs  
de beauté*, sera à ses côtés. Gaïa re-  
çoit un autre auteur de la même  
maison, un certain François Léon-  
ard. Le président de l'UDF signera,  
dimanche, son livre *Pour l'honneur*.

Des écrivains connus sont atten-  
dus sur le port de Toulon: la ro-  
mancière Jeanine Bollard, auteur  
de *Belle couple*; Paula Jacques avec  
son tout dernier roman,  
*Les Femmes avec leur amour*; le col-

laborateur du Canard enchaîné,  
Yvan Audouard, avec *Provence et  
ses nombreux ouvrages consacrés  
à cette région*; Rachid Boudjedra,  
pour ses *Lettres algériennes*; Be-  
noîte Groult et son *Histoire d'une  
évasion*; le scientifique Boris Cyrul-  
nik (*L'Enfermement du monde*),  
etc. Parmi les Toulonnais hostiles  
au Front national, citons Simon  
Néard, écrivain qui préfère se dé-  
finir comme « juif sépharite » plu-  
tôt que comme pied-noir, éduca-  
teur en prévention, auteur  
d'ouvrages sur la gastronomie  
nord-africaine.

Alice Congrès, l'organisateur  
choisi par le conseil général à la  
suite d'un appel d'offres, a prévu  
des animations inhabituelles dans  
un Salon du livre, comme des  
concours de pétanque ou de dic-  
tée. Quatre auteurs se verront dé-  
cerner un prix consistant... en leur  
poids de vin.

Ce Salon départementale veut  
être à la fois une fête populaire ré-  
gionale, avec ses jeux et ses  
concours, et une manifestation po-  
litique contre le Front national.  
Parmi les invités plus politiques,  
l'ex-secrétaire d'Etat à la franco-

phonie, Margie Sudre, devrait veil-  
ler à ne pas laisser le Front national  
plétiner son ancien domaine.

Jean-Marie Le Chevallier a cher-  
ché à inviter des écrivains  
d'Afrique et d'Indochine. Hors  
de la sphère des éditeurs et des au-  
teurs de l'extrême droite, notam-  
ment les journalistes de la presse  
proche du Front national, il ne  
semble pas que la mairie ait réussi  
à attirer grand monde. Elle ne vou-  
lait, en tout cas, donner aucun nom  
avant l'ouverture du Salon.

Les relations entre les libraires  
toulonnais et la mairie sont des  
plus mauvaises: après leur boycot-  
tage de la fête de Jean-Marie  
Le Chevallier en 1996, ceux qui  
fournissaient la mairie en papeterie  
et en livres pour les écoles et les bi-  
bliothèques ont perdu le marché.  
Ils se sont engagés à ne pas s'y  
rendre cette année. La nouvelle li-  
brairie d'extrême droite, Anthine,  
n'a pas été invitée par la mairie, qui  
espérait travailler avec des profes-  
sionnels plus neutres. Un change-  
ment de dernière minute reste pos-  
sible.

Catherine Bédarida

**Inrockuptibles**  
Alain Resnais  
joueur de cinéma  
SUPPLÉMENT SPECIAL  
de Nuit et brouillard à  
On connaît la chanson  
Et aussi  
Denis Robert • Tardi  
Claude Lanzmann  
Beach Boys • Photek  
Michael Head  
Christian Boltanski  
**Inrockuptibles**  
en kiosque 15 F

du 14 au 23 novembre  
**Karl VALENTIN**  
LA SORTIE AU THÉÂTRE  
ET AUTRES SKETCHES  
mise en scène Hubert Jappelle  
**Théâtre des Arts**  
Scène Nationale de Cergy-Pontoise  
01 34 20 14 14

**Emmanuel Kant**  
Comédie  
Thomas Bernhard / Jean-Louis Martinelli  
Avec: Armand Abianalp, Gérard Barreaux, Jean-Marc  
Bory, Laurent Dorey, Alain Fromager, Christine  
Gagnieu, Jean-François Lapalus, Talla Momar  
N'Diaye, Laurence Roy, Roland Sassi, Olivier Tinsel  
Du 12 au 22 novembre 1997  
Théâtre National de Strasbourg  
Renseignements: 03 88 24 88 00



## Les drôles d'aphorismes de Brigitte Fontaine, chanteuse d'un monde désenchanté

La chanteuse est à l'Auditorium des Halles avec Areski Belkacem, sous la direction de Jacques Higelin

A Paris, Brigitte Fontaine partage la scène de l'Auditorium des Halles, avec Areski Belkacem, qui a composé la quasi-totalité des musiques de son

dernier album *Les Palaces*. Dans cette salle froide et bistrée, la chanteuse met une mi-temps pour conquérir son public, et elle-même. Après l'en-

tracte, « l'artiste en devenir », comme dit d'elle Areski Belkacem, éclate vraiment, crachant des mots doux et sursumant des violences sucrées.

**BRIGITTE FONTAINE**, à l'Auditorium des Halles, Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Les Halles. A 20 h 30, sauf dimanche, jusqu'au 22 novembre. Tél. : 01-42-36-13-90. 125 F.

Pour Brigitte Fontaine, l'armistice signifie d'abord qu'il y a eu guerre. La repentance, le pardon sont au goût du jour mais ne l'aveuglent aucunement : ils ne sont pas de son bord. On prend Brigitte Fontaine pour une femme sombre et mystérieuse, alors qu'elle est illuminée et lucide. « Il fait froid dans le monde/Ça commence à se savoir/Il y a des incendies qui s'allument dans certains endroits », écrivait-elle dans *Comme à la radio*, alors que la France méditait les effets de mal 68 - l'intégrale des textes de ses chansons vient de paraître aux Editions Christian Pion.

Près de trente ans plus tard, on a retrouvé Brigitte Fontaine en scène, le soir du 11 novembre, aux côtés de deux artistes qui l'ont toujours accompagnée : Jacques Higelin, metteur en scène de son nouveau spectacle ; Areski Belkacem, son compagnon de vie et de musique, une fois encore aux percussions. Ils abordent les plaisirs des *Palaces*, titre de son dernier album (paru chez Virgin), ouvrage rêveur et aéré, sans, dit-elle, qu'elle n'ait jamais franchi les portes de ces établissements luxueux.

Elle habite 116 Saint-Louis, à Paris, comme Georges Moustaki, chanteur à la barbe blanche, « le père de Pamina, le grand-père de

Mozart ». Elle se moque affectueusement de lui dans le roméo qu'elle vient de publier aux Editions de l'Écarlate, *La Limonade bleue* : blessé d'amour, Toni, le héros, ne dort pas depuis deux jours. Le médecin « recommande de lui passer sans arrêt du Moustaki ». Il dort. C'est cela, Fontaine : une femme capable de livrer un roman en forme de précis de l'ambiguïté sexuelle et de dire clairement ce qu'elle pense du monde comme il va. Sous les carreaux de faïence, les terrasses fleuries et les plus dous des rocking-chairs se cachent l'ordure et les propriétaires. Valse. Fontaine s'amuse, elle danse : « La grande vie dans les palaces, talons muets sur les tapis, jardins anglais après l'amour ». Pour la circonstance, Jacques, Areski et Brigitte se sont adjoint un quatuor à cordes, un peu mode, pas trop utile. Mais la chanteuse a bien mérité un peu d'éclat, elle a droit aux violons, à une salle plus grande que celle du Café de la danse, où elle avait pourtant battu des records d'effervescence en 1996.

Les décors, colonnes grecques, meubles anciens, lanternes, ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux du précédent spectacle. Ils étonnent donc moins. La tonalité musicale, rock électrique enrichi de hip-hop, de techno, s'est adoucie. Les ballades se promènent comme il se doit (*Chat, Hollywood, L'île*, en hommage à celle où elle vit). Il édit fallu d'avantage de moyens pour rendre l'atmosphère onirique, manière *Blue Velvet*, du dernier album. Brigitte Fontaine est habillée en rouge sang, costume façon papier japonais, robe moulante avec coiffe

adéquate. Elle n'est pas triste, juste parfois attristée par la comédie, et pourquoi pas la sieste, jugée à l'aune de la normalité (Conne : « Au niveau du concret, je suis archi-tache/Je ne sais même pas jouer/De la guitare électrique »). Son spectacle commence pourtant par une chanson lumineuse, *Que la vie est belle*, le premier titre du nouvel album, brodée par Areski sur des motifs orientaux, éclatante d'une joie conquérante.

« Si vous pensez avoir enfin trouvé la solution, eh bien, une bonne nuit de sommeil, et il n'y paraîtra plus »

Brigitte Fontaine n'est pas une spécialiste du premier set. Il lui faut du temps pour vaincre son public, et elle-même. La salle de l'Auditorium des Halles est difficile, froide, bétonnée, son acoustique est détestable. Les artistes ici convoqués font parfois des miracles (Jean-Claude Vanille, Jean Guidoni...). Les conditions sont adverses pour l'auteur du *Train deux mille cent dix*, *Blue Grand Prix* de la chanson française en 1996, héri-tière pop de Catherine Sauvage, qui devait trouver une salle de cette jauge et s'y installer suffisamment longtemps pour confirmer

son retour après des années de boudoir. Ce sont les japonais qui l'ont ramenée sur le devant des scènes en s'enthousiasmant pour son tube hallucinatoire, *Les Nouragues* - dès les premières mesures, la salle est debout, comme à l'habitude. Brigitte Fontaine résiste, absorbe. Elle n'a raté aucun des bouleversements modernes de la musique populaire, le freejazz, le rock, la techno, la sono mondiale, elle ne va pas manquer celui de la consolidation de sa propre carrière. Elle est pourtant intimidée.

Et puis la voilà, après l'entracte, bras ouverts, dans l'attitude de l'oiseau prenant son envol, jouant la comédie, crachant des mots doux, susurrant des violences sucrées (*Ali*, profession de foi en la beauté métissée, la bêtardise et l'arsouille), arpentant la scène d'un pas de laborateur et proférant quelques jolis aphorismes sur un ton amusé : « Si vous pensez avoir enfin trouvé la solution, eh bien, une bonne nuit de sommeil, et il n'y paraîtra plus. » Areski est à la grosse caisse. Ensemble, ils viennent de tenir une conversation maritale aussi drôle que celle de la marquise et de son valet à propos des écuries du château : un immeuble fragile vient d'exploser, « parce que, de toute façon, il n'y a que des familles d'ouvriers, des étrangers et quelques improductifs ». Tandis qu'ils tombent du quizième étage, ils s'expliquent sur la combustion : « Areski, excuse-moi. - Oui, quoi ? - Pardon, mais je pense à un truc ! On ne va pas mourir dans une minute ? - Brigitte, tu es fatigante ! - Pardon. »

V. Mo.

### SORTIR

#### STRASBOURG

**Emmanuel Kant** Comédie de Thomas Bernhard, mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Comme son titre l'indique, Emmanuel Kant met en scène Emmanuel Kant sur un paquebot qui le mène en Amérique avec sa femme et son perroquet Friedrich. Qu'importe si le philosophe n'a jamais quitté Königsberg et s'il n'a jamais été marié. La vérité, comme toujours chez Thomas Bernhard, réside dans la mauvaise foi. Mise en scène par Jean-Louis Martinelli, la pièce, jouée pour la première fois en France, est interprétée par Jean-Marc Bory (rôle-titre). Théâtre national de Strasbourg, 1, avenue de la Marcelline, 67. Du 12 au 22 novembre. 20 heures. Le 16 à 17 heures. Relâche le lundi. 100 F et 140 F. Tél. : 03-88-34-68-24.

#### VILLEURBANNE

**L'Éveil du printemps** de Frank Wedekind, mise en scène d'Yves Beaunesne. C'est l'histoire d'une course contre le temps : celle des adolescents et de leur désir de vivre, vite, ici et maintenant. Cette pièce de jeunesse de Frank Wedekind, qui fit scandale à sa création, dans les années 1890, traverse le temps

comme une eau vive, difficilement domptable. Au TNP de Villeurbanne, elle est mise en scène par Yves Beaunesne, un des jeunes talents d'aujourd'hui. Théâtre national populaire-Villeurbanne, 8, place Lazare-Goujan 69. Le 13 novembre à 19 h 30, 142 F. Jusqu'au 6 décembre à 20 h 30, les mercredi et jeudi à 19 h 30, le dimanche à 17 heures. Relâche le lundi. 178 F. Tarif réduit les 15, 16, 19, 23, 27 et 30 novembre, 4 et 6 décembre : 142 F. Tél. : 04-78-03-30-30.

#### PARIS

**Trío Close Erase**, Sophia Domancich Trio. Dans le cadre des concerts organisés par le bureau du jazz de Radio-France sous la responsabilité de Xavier Prévost, successeur d'André Francis, deux visions du jazz avec les Norvégiens de Close Erase et la formation de la pianiste Sophia Domancich. Dans les deux cas, la liberté des formes est mise à l'épreuve du renouvellement avec talent. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Passy. Le 13 novembre à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

6 novembre 21 décembre

Marianne Basler, Marcel Maréchal, Marie Merges

## les prodiges

de Jean Vauthier, mise en scène Marcel Maréchal

Théâtre du Rond-Point - Champs-Élysées  
Cie Marcel Maréchal - 01 44 95 98 10

### GUIDE

#### FILMS NOUVEAUX

Actrices de Ventura Pons (Espagne, 1 h 40), avec Nuria Espert, Anna Lizaran, Merve Pons, Rosa María Sarda. *Théâtre* national de Strasbourg, 1, avenue de la Marcelline, 67. Du 12 au 22 novembre. 20 heures. Le 16 à 17 heures. Relâche le lundi. 100 F et 140 F. Tél. : 03-88-34-68-24.

**Le sexe de la femme** comme champ de bataille de Matthieu Vaisne, mise en scène de Michel Fagadau avec Judith Ellison et Lina Fulga. Studio des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Alma-Marceau. Le 13 à 20 h 30. Tél. : 01-53-23-99-19. 60 F et 80 F.

**Andreas Haefliger** (piano) Beethoven : Sonate pour piano op. 31 n° 2 « La Tempête ». Brahms : Sonate pour piano op. 5. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Solferino. Le 13 à 18 h 45. Tél. : 01-40-49-47-17. 80 F.

**tschak Perlman** (violin). Bruno Canino (piano). Beethoven : Sonate pour piano et piano. Schubert : Fantaisie pour piano et piano. Beethoven : Sonate pour piano et piano op. 47 « A Kreutzer ». Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Brune, Paris 20<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Gambetta. 19 h 30, mardi ; 20 h 30, du mercredi au samedi ; 15 h 30, dimanche. Tél. : 01-46-62-52-52. 110 F à 160 F.

**16 novembre :** Measure for Measure (en anglais stf) de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Helen Blatch, Paul Brennan, Tony Cornie, Harry Gostelow, Jim Hooper, Jayne McKenna, Peter Moreton, Oscar Pearce, Danny Sapani, Lisa Stevenson, Stephen Ventura et Roger Watkins. Théâtre des Amateurs, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.

**16 novembre :** Eloge de l'ombre de Junichiro Tanizaki, mise en scène de Jacques Rebottier, avec Dominique Reynaud, Ivan Stoch et Karin Waehner. Théâtre des Amateurs, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 h 30. Tél. : 01-46-14-70-00. Durée : 1 h 20. De 80 F à 140 F.

#### TRouver son film

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONOE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmn).

#### VERNISSAGES

**Vincent Chhim** Galerie Samy Kline, 54, rue de Valenciennes, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-61-19-07. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 13 novembre au 6 décembre.

**Emil Schumacher, Lee Ufan** Galerie nationale du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures : samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Conférences sur la situation de l'art en Allemagne les 15 et 16 novembre. Fermé lundi. Du 13 novembre au 4 janvier. 28 F et 38 F : gratuit pour les moins de treize ans.

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**Vincent Van Gogh** ou la scisside de la société d'Antonin Artaud, mise en scène d'Anne Delbecq, avec Emmanuel Barrois, Anne Delbecq, Emmanuel Denard, Jean-François Guillet, Ophélie Orschi.

### TROIS QUESTIONS À...

#### ARESKI BELKACEM

**1** Pour vous qui êtes son compagnon à la scène et en ville, qui est Brigitte Fontaine ? Alors, là... Une personne unique, une artiste en devenir. Je ne peux la comparer à personne ni lui trouver une place définie. Ce n'est pas par hasard que nous avons mis autant de temps à arriver à l'album *Palaces*. Elle disait : « Ne faisons que ce que nous avons envie de faire. » Il fallait rencontrer les formes adéquates, les inventer. C'est elle qui a été l'instigatrice de cette histoire. Elle a eu raison, Brigitte n'a pas utilisé le free jazz, le rock, et tout le reste pour faire des expériences, mais pour nous ouvrir des voies à nous-mêmes.

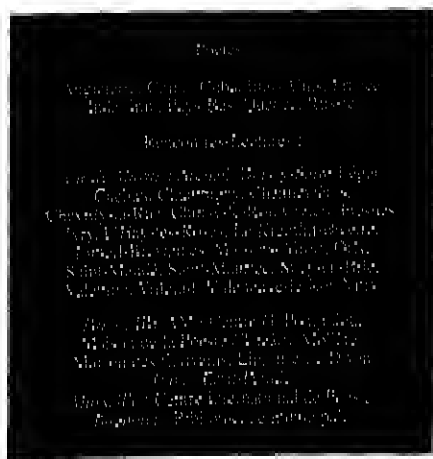
**2** Elle a dit : « On parle d'une Française qui a épousé un Algérien, et c'est une Bretonne qui a épousé un Kabyle. » Qu'en pensez-vous ? Elle est très bretonne, il ne faut jamais oublier la Bretagne devant elle. Moi, je suis né de parents kabyles, alors, oui, elle a raison. Les musiques méditerranéennes ont, disons, une résonance en moi. Mais c'est à la Vieille Grille à Paris que tout a commencé. Nous reprenons *C'est normal*, une chanson écrite il y a vingt-cinq ans pour une pièce de théâtre. Encore, encore. J'avais peur qu'elle ait vieilli, mais en la chantant, nous nous marions toujours autant.

**3** L'album *Les Palaces*, dont vous avez composé toutes les musiques sauf deux, signées Higelin et Bashung, vous plaît-il ? Il est l'aboutissement d'un parcours parfois très difficile, parce que très. Le parti pris premier de l'album était celui des harmonies, des mélodies, bâties comme la chanson *Les Palaces*, une sorte de standard boîteux et très amusant, avec des cordes, de l'air. Puis, un jour, Brigitte nous a donné le texte de *Que la vie est belle*. Il y en avait pour près de vingt minutes. On l'a coupé. Un matin, à l'aube, en trois heures, j'ai composé une musique très modale, méditerranéenne. Je n'y croyais pas. Et puis si. Parce qu'on était allé là où on voulait.

Propos recueillis par  
Véronique Moutaigne

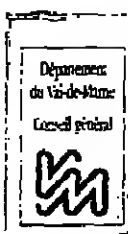
# QUATRIÈME BIENNALE INTERNATIONALE DES POÈTES EN VAL-DE-MARNE

13-23 novembre 1997



Initiative du Conseil général du Val-de-Marne

11, rue Ferdinand-Roussel, 94200 Ivry-sur-Seine, tél. 01 49 59 88 00, fax 01 46 72 72 71



### vous à Toulon

Le Centre culturel de Toulon organise une série de spectacles et d'activités culturelles. Les programmes sont disponibles sur le site du Centre culturel de Toulon.



### Emmanuel Kant Comédie

Mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Théâtre national de Strasbourg.

Le 13 novembre 1997

Théâtre national de Strasbourg



EN VUE

■ L'Agence spatiale russe a donné son feu vert au cinéaste Iouri Kara pour tourner, en apesanteur, un film d'amour et d'espionnage. Selon le metteur en scène, à la recherche d'acteurs, Emma Thompson craindrait qu'un séjour dans l'espace l'empêche d'avoir un enfant et Gérard Depardieu serait trop corpulent pour les sièges du module. « Je sais que John Travolta et Tom Hanks ont toujours rêvé de devenir astronautes », espère encore M. Kara, qui, en attendant, a fait subir des tests bio-médicaux à une vedette de variétés quinquagénaire et au médium Anatoli Kachpourovski. « Sur Mir, ils vomiront pendant quinze jours, et ne pourront jouer leurs scènes d'amour », prévient le cosmonaute Alexandre Poleshtchouk.

■ Les infirmières de l'hôpital d'Orlando (Floride), où a été transporté le bébé découvert en parfaite santé, samedi 8 novembre, dans des toilettes de Disney World, l'ont donc appelé Princesse Jasmine, du nom d'un des personnages d'Aladdin, un dessin animé de Disney.

■ La direction du Moulin Rouge, outrée par des machinistes et des éclairagistes en grève qui occupaient, samedi 8 novembre, le plateau en arrière de la scène où les danseurs se paillaient, a fait soudain lever le rideau pour démasquer les manifestants devant le public. Le spectacle froufrouant a continué, à la manière de Jean Renoir, avec, en toile de fond, les ouvriers assis en rond.

■ Cet été, à l'occasion d'un rassemblement de fanfares aux Pays-Bas, les carabiniers de Tor di Quinto, en Italie, avaient serré trop fermement les queues de leurs chevaux dans des bandages. Depuis elles se sont nécrosées et, à l'automne, il a fallu les couper. Le Codacoms, une association de défense des consommateurs, rappelle que « cet appendice est vital pour ces animaux d'un point de vue éthologique et pour protéger les orifices naturels des mouches et des moustiques ». Il poursuit en justice « les coupables de ces atrocités », bien que, de son côté, Norberto Capozello, colonel, commandant le régiment des carabiniers à cheval, ait exprimé « son grand déplaisir pour ce qui est arrivé aux chevaux qui, dans sa caserne, sont pourtant mieux traités que les hommes ».

■ « Soldats, il vous suffira de dire : j'étais à Austérité (les Moldaves battirent un hypermarché et un parking sur le champ de bataille - 15 000 morts, noyés ou blessés -, qui, déjà, avait été « profané » par la construction d'une autoroute flanquée d'une station-service et d'un centre de restauration rapide), pour que l'on vous réponde : voilà un brave. »

Christian Colombani

EN AFRIQUE de l'Ouest, le Sommet de la francophonie, qui commence vendredi 14 novembre à Hanoï, n'est évoqué que par la presse d'Etat. Au Burkina Faso, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire, les journaux gouvernementaux respectent le cahier des charges tacite qui veut qu'ils annoncent et relatent les déplacements de leurs dirigeants. La présence des présidents Compaoré, Diouf ou Bédié au Vietnam garantit ainsi un minimum d'écho à cette réunion. Mais la cause elle-même ne suscite guère de passions, les journaux indépendants ou d'opposition préférant traiter des problèmes de chaque pays.

On peut quand même deviner un certain trouble quant à l'avenir du français en Afrique. L'éditorialiste du quotidien gouvernemental ivoirien *Fraternité Matin* fait remarquer que le sort de la francophonie se jouera sur les autoroutes de l'information. Après avoir constaté que les trois quarts des francophones vivent en Afrique, le journaliste demande « comment brancher les plus démunis », et en appelle à l'aide technologique et financière de la France. Un refus, fait-il remarquer, mettrait en péril la vie même du français, et il conclut : « si le français meurt, nous serons des assassins. Soit. Mais la langue de Molière n'est pas la langue maternelle des tirailleurs linguistiques que sont Kouadio, N'Diaye et Makoua (patronymes répandus respectivement en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Congo), ils ne sauraient être convaincus de matricide ». Sur le

mode innique, le morcean est lâché. Les trois quarts des francophones potentiels sont africains, mais combien d'entre eux pratiquent effectivement le français ? Dans des pays comme la Côte d'Ivoire et le Cameroun, où aucune langue véhiculaire n'a émergé, le français reste un outil de communication indispensible d'une communauté à l'autre. Mais le bamanan au Mali, le wolof au Sénégal et le moré au Burkina Faso dominent, alors que le français est ignoré en dehors des grandes villes

DANS LA PRESSE

LA CROIX

Bruna Frappat

■ Partout où le communisme a exercé le pouvoir, l'humanité a régné. Et elle régnait là où le communisme est encore au pouvoir : Chine, Cuba, Corée du Nord. (...) Comment se fait-il qu'on doive user d'innombrables quences rhétoriques pour rapprocher, dans leurs effets si loin dans leurs fondements, les deux totalitarismes qui ont meurtri ce siècle et nié l'homme ? Le fait que l'URSS ait contribué à la victoire sur le nazisme a imposé l'idée, chez de nombreux Européens, que le stalinisme fut un mal relatif et le nazisme un mal absolu. L'occultation et le tabou sur la comparaison des deux systèmes proviennent d'un malentendu sur l'essence du communisme. Ce dernier a été compris comme une utopie positive pour les « oppri-



— un phénomène accentué par le recul de la scolarisation dans les années 80. Dans bien des villages, seul l'instituteur le pratique, et il al-

més » et les faibles alors que le nazisme fut l'utopie des « forts ». Cruel malentendu, car, aux racines du communisme, ne figurent ni la fraternité ni l'amour universel mais la revanche visant à inverser l'oppression. Le nazisme et le communisme ont été, au détriment de l'humanité, ce qu'enseigne toute l'Histoire : quand une utopie veut imposer sa radicalité sur terre, elle ne peut le faire (ou le tenter) qu'en passant en force. Par la terreur et la mort.

LE NOUVEAU OBSERVATEUR

Françoise Girard

■ S'il est un anniversaire que l'on n'a pas envie de célébrer, c'est bien celui de la révolution soviétique. Mais comment, pourquoi la plus belle des utopies, porteuse de tant de rêves, a dérivé en un monstrueux massacre, cela continue à fasciner les historiens, singulièrement ceux qui, à quel-

phabétise des enfants dans une langue qu'il n'a jamais entendue ailleurs qu'à l'école. L'idée de dispenser l'éducation de base en langue nationale fait d'ailleurs des progrès, et connaît un début d'application au Mali.

Les élites intellectuelles et économiques restent pourtant tournées vers la France, fût-ce pour lui reprocher les mauvaises manières qu'on leur a faites au cours de la décennie écoulée, de la baisse du nombre des étudiants africains accueillis dans les univer-

sités françaises à la réduction du budget de la coopération. Le même *Fraternité Matin* exprime cette relation ambiguë dans un autre éditorial. Cette fois, l'auteur ironise sur la tenue de ce Sommet de la francophonie chez les vainqueurs de Dien Bien Phu, et énumère les retournements linguistiques dont les mouvements anticoloniaux ont fait l'objet, rappelant entre autres qu'un « émeutier ivoirien » est devenu « sage de l'Afrique ».

Thomas Sotinel

que moment de leur vie, ont été communistes. Certains continuent d'ailleurs de nier que les horreurs soviétiques aient été coosubstantielles au communisme et gardeot leur foi en on ne sait au juste quoi, un genre de Canada Dry du breuvage d'origine. Marx sans les Soviets.

LA CHAÎNE INFO

Pierre-Luc Séguin

■ Chaque jour qui passe confirme l'habileté politique de Lionel Jospin et sa capacité à exploiter au mieux les opportunités qui lui sont offertes. Et chaque jour qui s'écoule démontre un peu plus la débilite politique d'une certaine droite et soo étrange aptitude à donner occasion au premier ministre de faire, à soo profit, la différence. (...) Les élus UDF ont collectivement fourni au premier ministre, sur un plateau d'arceot, l'occasion inespérée de distinguer le PCF

d'un monde communiste disparu, désormais confondu avec un tragique passé, de renforcer la cohésion de sa majorité et de son gouvernement, de conforter l'alle rénovatrice de son allié communiste et de se concilier plus ecore Robert Hue. Comble de la sottise politique, cette question a été posée à la veille d'un conseil national du PCF consacré à un premier bilan de la participation des communistes au gouvernement. Son secrétaire national, Robert Hue, risquait d'y être malmené par une partie de ses troupes promptes à souligner les reculs des ou les trahisons de Jospin, notamment sur l'Europe. Eh bien, grâce à l'UDF, Robert Hue est maintenant en meilleure position pour affronter le parlement de son parti. La déclaration passionnée de Lionel Jospin a comblé d'aise les communistes. Elle a désarmé les plus sceptiques d'entre eux.

SUR LA TOILE

PETITS PLATS

■ Le nouveau site gastronomique français Réception France va travailler en collaboration avec des chefs prestigieux comme Georges Blanc, Bernard Loiseau ou Marc Menueu, qui proposeront des chroniques sonores enregistrées en français et en anglais, et expliqueront leurs recettes grâce à des séquences vidéo. — (AFP)

www.receptionfrance.com

NIUE VEND SES ADRESSES

■ L'île polynésienne de Niue, qui s'est vu attribuer sur Internet le code national « .NU », a décidé de créer une société, NU Domain, pour vendre des adresses Internet à l'étranger. Contrairement aux organismes équivalents de nombreux pays, trop bureaucratiques ou engorgés de demandes, NU Domain offre un service rapide, bon marché et sans formalités, qui a déjà trouvé des clients en Europe, en Asie et aux Etats-Unis. Personne ne craint d'être pris par erreur pour un résident de Niue, une île-Etat pratiquement inconnue. Les néo-Niueux virtuels ont imaginé des adresses de sites adaptées à cette terminaison, qui se prononce comme new (nouveau) en anglais. www.nic.nu

www.channels.nl

Un site interactif et multimédia permet de circuler dans Amsterdam en prenant les tramways ou le métro



tiques, restaurants, hotels, coffee-shops, ou salons de tatouage. Quelques hôtels prennent des réservations en ligne, tandis que les pages des coffee-shops se contentent de recréer l'ambiance avec des diaporamas et de la musique.

Pour changer de quartier, il suffit de motter dans un tramway. En cliquant sur le numéro d'une ligne passant à proximité, on se retrouve (en photo) à l'intérieur du tram, où l'on est attendu par une liste de destinations, toujours conforme à la réalité. On peut aussi prendre le

métro dans les mêmes conditions. On sait toujours où l'on se trouve, grâce à un point rouge baladeur situé sur une petite carte, en coin d'écran. Pour ceux qui savent où ils vont, The Channels propose une option Taxi, permettant de tricher en sautant vers où importe quel point d'Amsterdam, ainsi qu'un répertoire thématique classique.

La visite ne serait pas complète sans une rencontre avec les autochtones, ou à défaut avec d'autres touristes de passage. Une petite fenêtre donne accès à un canal de dialogue en temps réel, qui est assez actif. En général, on y trouve un étonnant mélange d'anglais et de néerlandais, assez impénétrable pour le non-initié.

The Channels a déjà mis en chantier des sites similaires pour Utrecht et Nijmegen, ainsi que pour l'aéroport de Schiphol, où l'on entend en direct des extraits de communication entre les pilotes et la tour de contrôle.

Xavier de Moulins et Yves Eudes

**Abonnez-vous au Monde**

Jusqu'à **450F** d'économie soit **10 semaines de lecture GRATUITE**

**PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION**

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante:  
☐ 3 MOIS - 536F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F  
 au lieu de 585F\* au lieu de 1170F\* au lieu de 2340F\*  
 \* Prix de vente au numéro - (Taux en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit:  
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde  
☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_  
 Date de validité \_\_\_\_\_ Signature: \_\_\_\_\_  
☐ M. ☐ Mme Nom: \_\_\_\_\_  
 Prénom: \_\_\_\_\_  
 Adresse: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
 Localité: \_\_\_\_\_ Pays: \_\_\_\_\_

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2090F	2960F	4290F
6 mois	1120F	1580F	2340F
3 mois	572F	790F	1170F

Pour tout autre renseignement concernant: le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-99 de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à:  
 LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacour  
 92046 Charenty Cedex

**Des images « insoutenables »** par Alain Rollat

C'EST QUOI, une image « insoutenable » ? Selon la définition qu'en a donnée, mercredi soir, Patrick Poivre d'Arvor en ouvrant son journal, il s'agit d'une image sur laquelle il est « difficile d'enchaîner ». Il voulait parler d'images que TF1 venait à peine de recevoir en provenance d'une cootée d'Asie centrale adossée à la Chine qu'on appelle le Kirghizistan, à ne pas confondre avec l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan, les trois autres anciennes provinces de feu l'empire soviétique qui l'enserrent.

Ces images montraient de jeunes êtres des deux sexes vivant en meute, nus et affamés, dans un mouvoir qui se disait orphelinat pour enfants handicapés. Ils ressemblaient encore à des enfants bien que la cruauté ambiante les ait réduits à l'animalité. La caméra effarée filmait leurs corps décharnés qui s'accroquaient aux coins de pièces vides comme les chiens apeurés s'accroquaient au fond de certaines vitrines. On leur servait la pâte dans des bols en fer-blanc. Les uns l'avalèrent assis par terre, d'autres se mettaient à table. Les plus grands volaient la pitance des plus petits, qui ne protestaient pas. Ils se réservaient aussi les miettes, qu'ils ramassaient une à une à même le sol.

C'étaient des images sans son. Aucun mot articulé ne sortait de ces visages déformés. Ils avaient perdu l'usage de la parole. Une femme au visage fion, qui semblait les surveiller, communiquait avec eux par gestes. Survolant ce nid de jeunes morts-vivants qu'on disait fous, la caméra cherchait en eux quelques parcelles d'humanité. Il en restait des traces en effet. Ficele dans une camisole de lin blanc, d'où n'émergeaient que sa tête et ses deux jambes squelettiques, l'un de ces enfants aux yeux bridés offrait à la caméra un sourire épanoui comme un

tournesol au soleil. Il voyait peut-être un ange.

C'étaient des images « expurgées », précisait PPDA. Les images « insoutenables » sont donc des images éduquées pour les rendre digérables pendant le dîner. Ces images, ajouta-t-il, résultaient d'un voyage entrepris au Kirghizistan par l'épouse du président des Etats-Unis. Elle avait promis de livrer là-bas « deux millions de dollars de médicaments ». Les images « insoutenables » sont donc des images qui s'éduquaient encore mieux quand on les lave avec de l'argent.

Des dollars de Hillary Clinton au trou du Crédit lyonnais, il n'y avait qu'un enchaînement « difficile » à faire. « Difficile », mais somme toute logique. « Faisons-le quand même », proposa PPDA. Ce que nous fîmes. Ce que vous fîtes, n'est-ce pas ? Qu'est-ce qu'une image « insoutenable » pour nos consciences de plomb ?



صكذا من راصل

FILMS DE LA SOIRÉE

**20.30 Le Seigneur de l'avenue** ■ De Henry Kostar (Etats-Unis, 1994, 90 min). Ciné Cinéma  
**20.30 Les Bricoleurs** ■ De Jean Girault (France, 1962, 95 min). Festival  
**20.35 The Phantom Light** ■ De Michael Powell (Grande-Bretagne, 1934, N. v.o., 75 min). Ciné Cinéma  
**20.35 Joseph** ■ De Christopher Frank (France, 1981, 115 min). TF1  
**20.40 Smoke** ■ De Wayne Wang (Etats-Unis, 1994, 105 min). Canal +  
**20.40 Les Amants** ■ De Louis Malle (France, 1958, 90 min). Canal Jimmy  
**20.50 Casa Nostra** ■ De Terence Young (France - Italie, 1972, 130 min). France 3

**20.55 Sans toit ni loi** ■ De Agnès Varda (France, 1985, 100 min). Têva  
**21.00 La Guerre de Troie** ■ De Giorgio Ferroni (France - Italie, 1961, 120 min). Têva  
**21.00 Le Roi du tabac** ■ De Michael Curtis (Etats-Unis, 1950, N. v.o., 115 min). Paris Première  
**21.30 La Machine** ■ De George Pol (Etats-Unis, 1960, 100 min). Disney Channel  
**21.50 Ciel rouge** ■ De Robert Wise (Etats-Unis, 1948, N. v.o., 90 min). Ciné Cinéma  
**22.00 Rendez-vous** ■ D'André Téchiné (France, 1985, 85 min). Ciné Cinéma  
**22.15 Point limite zéro** ■ De Richard Sarafian (Etats-Unis, 1971, N. v.o., 95 min). Canal Jimmy

**22.15 Avant Forage** ■ De Michel Mendel (France - Canada, 1994, N. v.o., 115 min). RTBF 1  
**22.25 Scènes de ménage** ■ Dans un centre commercial ■ De Paul Mazursky (Etats-Unis, 1971, 95 min). RTL 9  
**22.30 Brooklyn Boogie** ■ De Wayne Wang et Paul Auster (Etats-Unis, 1995, 80 min). Canal +  
**22.35 Le Rêveur déchu** ■ D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1964, 125 min). Ciné Cinéma  
**0.00 L'Habit vert** ■ De Roger Richet (France, 1937, N. v.o., 110 min). RTL 9  
**0.10 Les Comédiens** ■ D'Alexandre Joffé (France, 1927, N. v.o., 135 min). Arte  
**0.40 Les Comédiens** ■ De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1941, N. v.o., 105 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

21.25 et 22.00, 22.35, 23.15, 23.55  
Débat. Les jeunes et la violence. Arte

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +

20.05 Temps présent. Les jeunes et la violence. France 2

20.55 Envoyé spécial. Les jeunes et la violence. France 2

22.20 Focus. Invités : Daniel Pennac, Thierry Mignot, Valérie Fauré, Catherine Gellier. TSR

23.00 Les Dossiers de l'Histoire. Mourir à Verdun. Histoire

23.35 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? Yves Berger, portrait. Sacré sauvage. Victor Pelestin. Home Video. France 3

0.30 Saga-Chés. L'Europe intégrée. France 3

1.05 Le Cercle du cinéma. France 2

DOCUMENTAIRES

20.35 Caza. Planète

20.55 Les Jeunes et la Violence aux Etats-Unis. Arte

21.00 Nitsikanan au pays des Antikewes. Planète

21.30 Quand la violence fait école. Arte

22.00 Carnets de prison. (2/2). Planète

22.05 Une ville à risques. Hambourg. Arte

22.30 Guerre à la délinquance. Arte

23.10 Des hommes dans la tourmente. De Gaule vers Pétain. Planète

23.10 Jordi Savall. A la recherche de l'authenticité. France Suprvision

23.20 Scènes de chasse dans une petite ville de l'ex-RDA. Arte

0.00 Les Figures de la folie. (1/3). Brigitte de Sube. Histoire

SPORTS EN DIRECT

14.00 et 19.45 Tennis. Masters messieurs. Eurosport

18.30 Basket-ball. Euroclix : Elías Pilsen. Eurosport

1.20 Hockey sur glace NHL. Philadelphie - Colorado. Canal +

MUSIQUE

20.00 Orchestre de plectro de Cordoba. Muzik

21.00 Elijah : A Celebration. Muzik

22.55 Concert à la basilique de Reims. Paris Première

23.50 Programme 5, Montreux 88. Muzik

0.00 Le Messie, de Haendel. France Suprvision

THÉÂTRE

20.45 Lorenzaccio. D'Alfred de Musset. Mise en scène de Georges Lavautaud. France Suprvision

TÉLÉFILMS

20.50 Les Armes de la séduction. O De Rick King. M 6

22.05 Pierre qui rit. Festival

22.25 L'Homme aux deux épouses. O De Peter Werner. TF1

SÉRIES

18.05 Sliders, les mondes parallèles. Un monde de trafic. M 6

20.35 Les Envahisseurs. Les singes. Disney Channel

20.35 Julie Lescaut. Cibles mortelles. RTBF 1

20.45 Les Héros-carottes. La Manière forte. TF1

23.00 Code Quantum. Panique à bord. Série Club

23.10 Un privé nommé Stryker. Un jour de retard. France 2

NOTRE CHOIX

20.55 Téva

Sans toit ni loi  
Une jeune vagabonde est retrouvée morte de froid dans un fossé. De Paris au Midi de la France, ceux qui l'ont rencontrée le long des routes parlent d'elle. L'oot-ils comprise ? Maîtrise de la composition des plans, du jeu des couleurs, de la mise en scène, Agnès Varda porte sur la marginalité un regard froid mais pas détaché lorsqu'il s'agit de railler les gens « normaux ». Superbe interprétation de Sandrine Bonnaire. - J.S.

1.00 France 3

Tranches de ville : Hanoi  
A l'occasion du 7<sup>e</sup> Sommet de la francophonie, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des pays utilisant le français à Hanoi du 14 au 17 novembre, « Espace francophone », le magazine de Dominique Gallet et Mona Makki, qui fête sa 350<sup>e</sup> édition, invite à découvrir la capitale du Vietnam.

La promenade ne se limite pas à suivre les innombrables vélos qui sillonnent la ville. La balade se poursuit à travers parcs, lacs et jardins, et traverse des artères très anciennes - rues de la Soie, du Chamvre ou du Pont-en-Bois.

Le reportage s'attarde sur quatre personnages - un écrivain, un médecin, un professeur de musique, une étudiante - qui parlent beaucoup de la France. Mais les hommes ne sont pas les seuls à parler.

Pendant la durée du sonnet, « Espace francophone » propose en outre cinq émissions spéciales de 13 minutes chacune, coproduites avec la télévision vietnamienne VTV. Diffusion aux alentours de 1 heure du matin. - P.L.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

19.05 Walker, Texas Ranger.

19.50 et 20.40 Météo.

20.00 Journal.

20.35 Le Résultat des courses.

20.45 Les Pasquilleries.

La Manière forte.

22.25 Made in America.

O L'Homme aux deux épouses.

0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise.

0.40 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

19.25 C'est tousjours l'heure.

19.55 Au nom du sport.

20.00 Journal, A cheval, Météo.

20.50 Point route.

20.55 Envoyé spécial. Une famille en or.

Les canines soviétiques. Les oracles d'or.

23.05 Expression directe. RPR.

23.10 Un privé nommé Stryker.

0.45 En fin de compte.

0.50 Journal, Météo.

1.05 Le Cercle du cinéma.

FRANCE 3

18.55 Le 19-20 de l'information.

20.00 et 23.00 Météo.

20.05 Fo si la chanter.

20.35 Tout le sport.

20.50 Cosa Nostra.

Film A de Terrence Young.

23.10 Soir 3.

23.35 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?

Yves Berger, portrait. Sacré sauvage.

Victor Pelestin. Home Video.

0.30 Saga-Chés. L'Europe intégrée.

1.00 Journal, Météo.

Tranches de ville : Hanoi - La 350<sup>e</sup>.

CANAL +

En clair jusqu'à 20.35

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.

Invités : MC Solar, Addam Yash.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Soirée Brooklyn.

20.40 Smokey.

Film O de Wayne Wang.

22.30 Brooklyn Boogie.

Film O de Wayne Wang.

23.55 Hockey sur glace NHL.

1.20 Hockey sur glace NHL.

ARTE

19.00 The Monkees. (42/58).

19.30 7 1/2. Les barbus à la recherche d'une identité.

20.00 Contacts.

Don McCollin, Sophie Calle.

20.30 8 1/2 Journal.

20.35 Soirée thématique. Zappa ta haine !

Les jeunes et la violence.

20.55 Les Jeunes et la Violence aux Etats-Unis.

21.25 et 22.00, 22.35, 23.15, 23.55 Débat.

21.30 Quand la violence fait école.

22.05 Une ville à risques, Hambourg.

22.35 Guerre à la délinquance.

23.20 Scènes de chasse dans une petite ville de l'ex-RDA.

0.10 Casanova.

Film muet d'Alexandre Volkoff.

M 6

18.05 Sliders.

les mondes parallèles.

19.00 FX, effets spéciaux : la série.

Mauvaise influence.

19.54 Le Six Minutes, Météo.

20.05 Les Piéguers.

20.35 Décochages Info, Passé simple.

22.45 Guerre à la délinquance.

23.20 Scènes de chasse dans une petite ville de l'ex-RDA.

0.10 Casanova.

Film muet d'Alexandre Volkoff.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.00 Lieux de mémoire.

22.00 For intérieur.

23.00 Nuits magnétiques. (2/3).

0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Œuvres de Prokofiev.

Schmitt, Chostakovitch.

23.00 Musique plurielle.

Le sommet francophone du Vietnam.

Œuvres de Schubert, Schumann, von Dohnányi.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.

Festival Chostakovitch.

22.25 Les Soirées... (suite).

Œuvres de Schubert, Schumann, von Dohnányi.

FILMS DU JOUR

13.30 Les Pirates du rail ■ De Christian-Jaque (France, 1937, N. v.o., 85 min). Festival

14.10 Les Quatre Malfrats ■ De Roger Yates (Etats-Unis, 1972, 100 min). Ciné Cinéma

15.25 Le Mariage de Chiffon ■ De Claude Autant-Lara (France, 1941, N. v.o., 105 min). Ciné Cinéma

15.50 In the Soup ■ D'Alexander Rockwell (Etats-Unis, 1992, N. v.o., 100 min). Ciné Cinéma

17.00 Les Bricoleurs ■ De Jean Girault (France, 1962, 95 min). Festival

17.10 La Tour de Londres ■ De Rowland J. Lee (Etats-Unis, 1939, N. v.o., 90 min). Ciné Cinéma

18.40 Les Comédiens ■ De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1941, N. v.o., 110 min). Ciné Cinéma

20.30 La Fosse aux serpents ■ D'Anatole Litvak (Etats-Unis, 1948, N. v.o., 110 min). Ciné Cinéma

21.00 Made in America ■ De Richard Benjamin (Etats-Unis, 1992, 110 min). Ciné Cinéma

22.20 Le Voyage fantastique ■ De Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1991, N. v.o., 100 min). Ciné Cinéma

22.50 The Snapper ■ De Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1992, N. v.o., 95 min). Ciné Cinéma

23.05 Hommes, femmes, mode d'emploi ■ De Claude Lelouch (France, 1996, 118 min). Canal +

23.30 La Sentinelle ■ D'Arnaud Desplechin (France, 1992, 140 min). Arte

0.00 Vacances explosives ■ De Christian Sieneg (France, 1956, N. v.o., 110 min). Ciné Cinéma

0.20 Le Visage du plaisir ■ De José Quintero (Grande-Bretagne, 1961, N. v.o., 100 min). France 2

0.25 Le Passage ■ De Guy Verney (France, 1984, 90 min). Ciné Cinéma

0.50 Les Abysses ■ De Nico Papatakis (France, 1992, 100 min). RTL 9

1.05 Quantanamera ■ De Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tablo (Cuba, 1995, N. v.o., 100 min). Canal +

1.35 Les Cousins ■ De Claude Chabrol (France, 1954, N. v.o., 110 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.00 Une heure pour l'emploi. La Cinquième

13.35 Parole d'Expert. Invités : Brigitte Laballe. France 3

14.00 Gala : Spécial sommet de la francophonie au Vietnam. La Cinquième

14.30 Le Sens de l'Histoire. 14-18 : la Grande Guerre. Histoire

15.00 De l'actualité à l'Histoire. Un budget de gauche. Histoire

17.00 Le Magazine de l'Histoire. Best of. Histoire

18.00 Stars en stock. William Holden. Dorian Hoffman. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Avec : M. Verne, Laetitia Plat. Canal +

19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Mourir à Verdun. Histoire

20.00 Temps présent. Les enfants de l'Onice Hô font du business. TV 5

20.05 C'est la vie ! Un prisonnier encombant. TSR

20.50 Thalassa. L'ombre du géant. France 3

21.00 De l'actualité à l'Histoire. La presse d'investigation. Invités : Edwy Plenel, directeur de la rédaction de Monde et Alain Carber. E.P. et le Congo. Invités : Antoine Gasser et Patrice Yengo. Histoire

21.55 Fant pas rêver. Suisse : Le jet de Genève. France : A la foire aux ânes. Le de Man : Le Parlement. Invité : Alain Doustey. France 3

22.50 Bouillon de culture. Un plus un égal deux. Avec Robert Coudignat et Arianne Ascaride : Jean-Marie et Jemia Le Clézio : Aline Schulman. France 2

23.00 Sans aucun doute. TF1

23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Sigmund Freud, l'invention de la psychanalyse. (1/2) Les commémorations. France 3

DOCUMENTAIRES

17.30 La Peau dure. Planète

18.00 Les Grandes Aventures du XIX<sup>e</sup> siècle. Les grandes chutes de l'Antiquité. La Cinquième

18.30 Le Monde des animaux. Bisors de Pologne. La Cinquième

18.30 Michel Legrand. Planète

19.20 Histoires de la mer. (4/3). Le danger est mon métier. Planète

19.45 Retrouver Oulad Moumen. Planète

20.00 Les Figures de la folie. (1/3). Brigitte de Sube. Histoire

20.35 Mars, la planète rouge. Planète

21.00 Norodom Sihanouk, roi cinéaste. TV 5

21.00 Jazz Memories. (1/2). Memphis Slim. Muzik

21.25 Une saison au soleil. Planète

21.55 Le Bambi africain. Disney Channel

22.00 Le Grand Jeu. URSS/USA : 1917-1991. (1/6). 1917-1991 : les ruines de la culture. Histoire

22.05 Grand format. Planète CNN

22.20 Femmes, une histoire inédite. (6/6). Echo du futur. Planète

22.35 Nancie aux chiens. Nigine Savitskaya. RTBF 1

23.00 Les Origines de la musique. (3/3). Mythes et réalités. Muzik

0.30 Esclaves de Michel Ange. D'Arnaud Desplechin (France, 1992, 140 min). France Suprvision

SPORTS EN DIRECT

13.00 Snowboard. Slalom géant messieurs à Tignes. Eurosport

14.00 et 19.30 Tennis. Masters messieurs (4<sup>e</sup> jour). Eurosport

21.30 Patinage artistique. Trophée Lalique. Eurosport

MUSIQUE

18.00 Festival d'Antibes. Michel Percuani. France Suprvision

18.00 Les Huguenots. Mise en scène de John Dew. Muzik

21.00 Gilbert Bécaud à l'Olympia. France Suprvision

22.00 Maintenance Shop jazz. Muzik

22.55 Sadko. Mise en scène de Alexei Sieneg. Paris Première

23.00 Claudio Domingo à Covent Garden. France Suprvision

23.50 Leinhardt dirige Wagner. Muzik



## Les mecs

par Pierre Georges

MARC BLONDEL pense épais et parle gras. C'est sa nature, pas une seconde, mais la première. Quand il règle ses comptes, ou croit les régler, il insulte, il use d'un langage de charretier, de métaphores sexistes ou machistes. Il choisit d'être ce qu'il paraît, profondément vulgaire.

Dans un entretien à L'Événement du jeudi, le secrétaire général de Force ouvrière s'en est pris, une fois de plus, une fois encore, à Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT. Et en quels termes ! Un vrai numéro de beau syndical en bretelles. Il s'agissait pour lui de répondre à une question, un peu provocatrice, de notre consœur Béatrice Jérôme sur le conflit des routiers. Et voici ce que cela a donné.

Question : « Nicole Notat a obtenu, sans vous, un accord avec les patrons des chauffeurs-routiers. Et peut se targuer d'avoir fait lever le blocus. Ce n'est pas la première fois que vous posez pour le "coco magnifique" ».

Réponse : « Je suis peut-être cocu, comme vous dites. Mais je suis en règle avec les mecs. Moi, mon boulot, ce n'est pas de faire l'amour avec les premiers ministres, que ce soit Juppé ou Jospin. D'abord parce qu'ils sont mûrs et que je ne suis pas homo. Ou alors, j'aurais envie d'être reçu dans les salons, ce dont je me fous... »

Amis du club des syndicalistes-poètes et mecs, bonjour !

Surtout quand une telle sortie s'accompagne, à la réponse suivante, de hautes considérations du type : « Du coup, les patrons ont pu dire : "On vous l'accorde", alors qu'ils nous l'ont mis dans le

trou de bulle avec l'oïde de M<sup>me</sup> Notat. »

Sans autre commentaire. Simplement, un rappel. Il y a deux ans, en décembre 1995, lors des grèves de fonctionnaires, Nicole Notat avait été, sur une manifestation, violemment prise à parti par des syndicalistes anonymes en désaccord avec la ligne CFDT. Ces braves gens l'avaient insultée, traitée de « colobo » et, déjà, de « Notat couche-toi-là », promise à être « tondu » dans les plus brefs délais. Les incidents avaient fait quelque bruit. Ils furent, du bout des lèvres, qualifiés de « regrettables », par Marc Blondel, qui s'empressa d'ajouter que ces incidents « provenaient qu'on même, il ne faut pas l'oublier, des prises de position de la secrétaire générale de la CFDT depuis plusieurs mois ».

En somme, regrettables mais parfaitement compréhensibles. Tout était déjà dit. Et l'entretien accordé à L'Événement du jeudi ne fait que le confirmer : l'exemple venait bien d'en haut de FO, de chez les « mecs », de chez les « pas homo ». Parler dur, parler « couillu ». Un autre syndicaliste de FO, le patron de la Fédération des transports, Roger Poletti s'y est employé récemment. Roger Poletti qui fut, dans l'imaginaire journalistique du conflit, ce que Lino Ventura resta au Solaire de la peur, a lui aussi, parlé bravement. Se prenant, face au ministre communiste, pour le brave général Custer confronté aux méchants Indiens, il eut pour Canal Plus ce mot : « Un bon communiste est un communiste mort ». Là encore, sans commentaires.

## Une association prévoit d'expérimenter sur l'homme un vaccin à virus vivant contre le sida en 1999

Les professeurs Luc Montagnier et Peter Piot contestent cette initiative

LE DOCTEUR Charles Farthing, l'un des responsables de l'Association internationale des médecins spécialistes dans le traitement du sida (Iapac), a annoncé le 11 novembre, à Washington, que les premières expérimentations humaines d'un nouveau vaccin contre le sida, constitué d'un virus vivant génétiquement modifié, sont programmées pour 1999. Le docteur Farthing a aussi précisé que la première phase de ces expérimentations impliquerait dans un premier temps, durant un ou deux ans, cinq volontaires (dont il pourrait faire partie), avant d'être rapidement élargie à une cinquantaine de personnes.

« Si ce vaccin est efficace, nous aurons un vaccin protecteur contre le sida dans dix ans. Sinon, nous n'en aurons peut-être jamais », a déclaré ce médecin, lors d'une conférence de presse. Bien que des essais avec un virus vivant « atté-

nué » aient déjà été réalisés sur une centaine de singes, le docteur Farthing estime que la communauté scientifique « a besoin de données sur l'homme ». Il a indiqué que son association souhaitait conduire cette expérimentation de manière officielle et demanderait, pour cela, l'agrément de l'administration américaine. Pour autant, il a ajouté que, si cet agrément n'était pas accordé, les essais seraient conduits ailleurs que sur le sol américain. L'Iapac réunit 5 500 personnes, pour la plupart des professionnels de santé, dans 42 pays.

Ce vaccin sera constitué d'un virus zélé au point et expérimenté sur des primates de l'université Harvard, à Boston (Massachusetts), par le docteur Ronald Desrosiers. A la différence des autres modèles vaccinaux, constitués de fragments du virus, il s'agit ici d'un virus dont le potentiel infectieux a été réduit par soustraction de cer-

taines fractions du patrimoine génétique. Les responsables de l'Iapac, qui avaient révélé en septembre la teneur de leur initiative (Le Monde du 24 septembre), annoncent aujourd'hui avoir reçu les candidatures de centaines de volontaires séronégatifs, parmi lesquelles celle d'un médecin père d'un enfant mort du sida.

« DÉSÉPÉRÉS »

L'hypothèse d'une expérimentation vaccinale à partir d'un virus vivant a toujours suscité les plus vives oppositions chez les spécialistes de virologie. Outre le risque d'infection, une telle vaccination pourrait provoquer diverses affections, notamment de nature cancéreuse. « Il n'est pas possible de tenter une telle expérimentation chez l'homme, car elle est beaucoup trop dangereuse », a déclaré au Monde le professeur Luc Montagnier. Il s'agit là d'une initiative de « désespérés »

ou de personnes en manque de publicité. Elle est d'autant moins justifiée qu'il existe d'autres possibilités vaccinales. Il faut ajouter que l'on prend ici le risque de « vacciner » des personnes séronégatives qui pourraient ensuite transmettre le virus.

« Peut-être Joudro-t-il un jour expérimenter un tel vaccin sur l'homme, mais pas avant d'avoir épuisé toutes les autres possibilités, nous a déclaré, pour sa part, le professeur Peter Piot, directeur général d'Onusida. Il faut aussi savoir que des publications à venir évalueront ce type de virus, génétiquement modifié, demeure infectieux. Nous avons, sur ce thème, mis en place un groupe de réflexion chargé de définir les règles éthiques dans le domaine des essais vaccinaux en sachant que la plupart des essais vaccinaux devront être conduits dans le tiers-monde. »

Jean-Yves Nau

## Le rapport sur l'amiante est rendu public

Cette étude de l'Inserm évalue à 1 950 le nombre des décès en 1996

QUALITÉ de « nul » par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, le rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) consacré aux effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante vient d'être finalement publié. Une synthèse en avait été diffusée en juillet 1996, à la veille de l'interdiction définitive de l'amiante en France, intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 1997. L'étude de l'Inserm évaluait à 1 950 le nombre de décès liés à l'amiante en France en 1996 (Le Monde du 3 juillet 1996).

Il reste que la publication de l'intégralité du document a beaucoup tardé. Au point que la revue scientifique britannique Nature a affirmé récemment que Claude Allègre avait donné des « instructions » au directeur de l'Inserm, Claude Griselet, afin de bloquer ce texte. Le ministre de la recherche s'en est défendu : « Pourquoi voudriez-vous que je me sois opposé à la diffusion d'un texte de médiocre qualité ? », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, avant de s'attaquer violemment à l'étude de l'Inserm, qui, selon lui, aurait été « taillée en pièces par le Research Council canadien ».

Renseignements pris, le rapport français a effectivement fait l'objet d'une étude critique demandée par les autorités canadiennes à la Société royale du Canada. Mais les remarques adressées sont loin d'avoir la violence des épithètes employées par le ministre français. Les premières remarques canadiennes portent sur la toxicité des différentes fibres d'amiante. Elles visent particulièrement le chrysotile, principale fibre d'amiante produite au Canada. Pour les Cana-

diens, le risque de mésothéliome (un cancer spécifiquement attribué à l'exposition à l'amiante) « par exposition au chrysotile est probablement surestimé par l'Inserm ». Marcel Goldberg, l'un des rédacteurs du rapport français, reconnaît qu'effectivement, pour cette affection particulière, le chrysotile est probablement moins toxique que l'amosite et la crocidolite, d'autres fibres amiantées, « Mais le risque pour le cancer du poumon est du même ordre », souligne-t-il.

Cette défense d'une production nationale n'est cependant pas le cœur du débat, qui réside dans la question, toujours épineuse, des faibles doses, et qui se retrouve

« Connaissant la grave maladie qu'est la silicose, refuseriez-vous d'emmener un enfant sur une plage parce qu'il pourrait respirer le silice du sable ? » Claude Allègre

aussi dans le nucléaire. M. Allègre résume ainsi la querelle : le rapport de l'Inserm « confond hautes doses et basses doses, ce qui est complètement différent. Connaissant la grave maladie qu'est la silicose, refuseriez-vous d'emmener un enfant sur une plage parce qu'il pourrait respirer le silice du sable ? »

Existe-t-il un seuil en deçà duquel des matières réputées toxiques à haute dose n'ont plus de potentiel nocif pour l'individu ? « Jamais on ne pourra trancher », estime Marcel Goldberg. La méthodologie la plus appropriée, pour mettre en évidence un éventuel accroissement du risque, lorsqu'on atteint les valeurs réglementaires des expositions professionnelles, consisterait à suivre des cohortes de 325 000 personnes pré-

sentant ces conditions d'exposition pendant soixante ans ! Un protocole difficile à mettre en place ! Les épidémiologistes doivent à affronter un problème classique de « puissance statistique ».

Les effets pourraient, certes, concerner un grand nombre de personnes si l'on se rapporte à des populations importantes. Mais ils sont statistiquement trop faibles (en deçà des marges d'erreur) pour être observés avec certitude. Pour Etienne Fournier, toxicologue à l'hôpital Fernand-Widal (Paris) et auteur d'un rapport de l'Académie de médecine sur l'amiante, « l'extrapolation linéaire à zéro » retenue par l'Inserm aboutit à un nombre de cancers induits « imaginaires ». Comme Claude Allègre, il évoque la parabole de la silicose et des enfants sur la plage.

Les victimes de l'amiante refusent cet argument. Le Comité anti-amiante de Jussieu et l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante ont déposé, en octobre 1996, une plainte pour « publication et diffusion de fausses nouvelles » contre le rapport du groupe de travail de l'Académie de médecine. De son côté, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques notait récemment que le travail de l'Académie de médecine ne lui paraissait pas « du même niveau d'exigence et de qualité » que l'expertise de l'Inserm, qu'il qualifiait d'« exemple à suivre ».

En dépit des contestations dont il fait l'objet, le modèle linéaire, sans seuil, reste le seul instrument retenu par l'ensemble des organismes de réglementation chargés des évaluations quantitatives du risque. Les experts canadiens en donnent d'ailleurs acte à leurs collègues de l'Inserm. « Ce n'est peut-être pas le modèle le plus réaliste, mais c'est le plus prudent, celui qu'il convient d'adopter en matière de santé publique », admet Michel Camus, épidémiologiste à l'Institut Armand-Frappier (Montréal), qui a « révisé » le rapport canadien.

Hervé Morin

\* L'expertise collective est publiée aux éd. Inserm, 101, rue de Tolbiac, 75013 Paris, 434 p., 100 F.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 13 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	15 427,27 - 0,06 - 20,32	Cours au 13/11	Var. en % Var. en %
Hong Kong Index	9 720,26 + 1,17 - 27,73	Paris CAC 40	2 701,95 + 0,20 + 16,68
		Amsterdam CBE	845,99 + 0,07 + 30,37
		Bruelles	14 741 + 0,45 + 39,45
		Frankfurt Dax 30	
		Madrid ISEQ	3 672,92 + 0,65 + 34,75
		Londres FT 100	4 780,40 + 0,21 + 14,26
		Madrid Iboex 35	
		Milan MIB 30	21 847 + 0,49 + 39,18
		Zurich SMI	5 449,60 + 0,29 + 38,24

Tirage du Monde daté jeudi 13 novembre : 496 204 exemplaires.

LE N°1 DE L'INFORMATION

# SVM

Science & Vie Micro

## HORS SERIE

SPÉCIAL NOËL

### TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR POUR BIEN CHOISIR SON ORDINATEUR

- > Où acheter ?
- > A quel prix ?
- > Quelle configuration ?
- > Les meilleurs CD-Rom pour les enfants
- > Bien débuter sur Internet

**JEU-CONCOURS : GAGNEZ UN PC MULTIMÉDIA...**

**EN VENTE EN KIOSQUE**

**M**

6 54 16 00

Tout le droit des sociétés en 100 rubriques alphabétiques sur feuillets mobiles et sur CD Rom

**JOYE**

**N**

01 56 51 10 00

Tout le droit des sociétés en 100 rubriques alphabétiques sur feuillets mobiles et sur CD Rom

**JOYE**

Le spécialiste du droit des sociétés







**CRIMES EXEMPLAIRES**  
(Crimes exemplaires)  
de Max Aub.  
Traduit de l'espagnol  
par Danièle Guibert,  
Phébus, 128 p., 89 F.

Polonais comme Jan Potocki ou Tchèque comme Milan Kundera, Argentin comme Hector Bianciotti ou Cubain comme Edouard Manet, les écrivains originaux de pays non francophones et qui ont néanmoins illustré la langue française forment une nombreuse et brillante légion étrangère. Ne comptons même pas l'époque où le français était l'idiome naturel des lettrés, de Glasgow à Moscou et de Lisbonne à Stockholm, quand Frédéric II interdisait que, sauf aux chevaux, on parlât allemand à la cour de Prusse. Depuis deux siècles, malgré la vague montante des nationalismes - et à cause d'elle, en partie -, malgré l'affaiblissement de la France, notre langue est demeurée la « terre d'accueil » - selon la juste expression d'André Brincourt - de romanciers, de poètes et de penseurs qui l'ont fertilisée (1).

Mais le mouvement inverse s'est également produit. Nos histoires littéraires demeurent discrètes à l'extrême sur les écrivains d'origine française qui ont été contraints de trouver ailleurs leur port d'ancrage linguistique. Exilés, ils sont considérés comme des désertheurs ; et on leur fait payer par le silence le prix de leur abandon. Ne remuons pas aux buguenots de Nîmes ou du Poitou chassés vers la Hollande ou vers la Prusse par la révocation de l'édit de Nantes et, pour rester dans notre siècle, prenons le cas de Max Aub.

Il est né à Paris en 1903. Sa mère était française, son père citoyen allemand. Mais déjà tant français de cœur que lorsque survint la guerre de 1914, il refusa de porter la livrée du Kaiser pour combattre ses voisins de Moncornet, dans l'Oise, où il possédait une jolie maison de campagne. Traître à Berlin, il faisait néanmoins partie de l'ennemi à Paris : il dut fuir. Au hasard ; en Espagne, à Valence, où il s'installa avec sa famille. Voilà Max Aub déraciné, contrainct d'affronter une société espagnole dont il se sent exclu mais dont il se veut, bon gré mal gré solidaire. Solidaire, il se jette avec ferveur dans l'étude de la langue et de la civilisation espagnoles. Il choisit même, pendant dix ans, entre 1920 et 1930, d'exercer le métier de voyageur de commerce afin d'acquiescer une connaissance intime du pays, de ses parlers et de ses habitants. Entre deux campagnes de vente, le représentant lit, écrit, devore les revues européennes d'avant-garde, correspond avec la NRF, se lie à Dali, à Buñuel, à García Lorca (2).

Mais il demeure un marginal, un compagnon de route. Même les intellectuels très européens de la *Revista de Occidente*, la revue d'Ortega y Gasset, ne le reconnaissent pas pour l'un des leurs : pas assez élitiste, trop attiré par les problèmes vulgaires de l'humanité ordinaire, trop sensible pour bien goûter aux joies ineffables de l'esprit. Les aristocrates de la pensée orthodoxe ne lui serrent la main que du bout des doigts. Il veut faire tomber les barrières ; ils cultivent

« Pourquoi ont-ils tué ? » A partir de cette interrogation, Max Aub a composé un brillant exercice de style doublé d'une réflexion morale. Un éclat de diamant parmi une œuvre qu'il serait temps de redécouvrir

L'isolement et l'incommunicabilité. Triste ironie de l'histoire, c'est dans la guerre civile que Max Aub va trouver, un moment, cet enracinement refusé. C'est elle aussi qui sera le centre de la part dominante de son œuvre littéraire, les romans regroupés sous le titre collectif du *Labyrinthe magique*. Aub est le coscénariste du film de Malraux, *L'Espoir* ; c'est lui encore qui persuade son ami Picasso de peindre une fresque pour le pavillon espagnol de l'exposition internationale de Paris, en 1937 : *Guernica*. Max Aub est de retour en France : représentant culturel de la République espagnole à Paris, il est enfin parvenu à marier sa patrie d'origine et sa patrie d'adoption. Pour peu de temps : en 1939, lorsque Franco triomphe à Madrid, Aub est arrêté à Paris sous l'accusation, combien fallacieuse, de communisme. Vichy l'expédie dans les camps de concentration pour « étrangers rouges » du sud de la France. Il s'en évade en 1942 et parvient à gagner le Mexique. C'est là qu'il écrira, jusqu'à sa mort en 1972, l'essentiel de son œuvre : romans, nouvelles, théâtre, essais, poèmes, scénarios.

On excusera la longueur de ce rappel biographique. Elle tient à l'épave silencieuse qui entoure en France la vie et l'œuvre de Max Aub. Bien étrange censure ! Avant que Phébus ne décide de republier *Crimes exemplaires*, plus un seul livre d'Aub ne figurait au catalogue des ouvrages disponibles. Même le plus célèbre d'entre

eux, celui qui fit scandale et polémique, *Josep Torres Campalans*, publié au Mexique en 1958 et qu'Alice et Pierre Gascar traduisirent pour Gallimard trois ans plus tard. Campalans avait l'allure d'un candide. Max Aub présentait sur le ton docte et moine des monographies spécialisées, l'œuvre d'un peintre catalan, ami de Picasso. Présentation agréablement connue le veut le genre d'une copieuse et savante documentation : photos de l'artiste en compagnie des grands créateurs de son époque, nombreuses reproductions de tableaux, extraits critiques, catalogues préfacés. Certains experts - ou réputés tels - s'y laissèrent prendre, alors que Josep Torres Campalans était tout droit sorti de l'imagination de Max Aub, de sa réflexion ironique sur certaines dérives de l'art pictural - et des dévies certaines du discours de la critique. Une œuvre d'hypocrisie donc, en même temps qu'une véritable étude d'histoire de l'art. Dans l'actuelle polémique sur la peinture contemporaine, le livre de Max Aub manque.

**C**rimes exemplaires manquait aussi. Paru au Mexique en 1956, ce petit livre avait été traduit en 1981. Il avait reçu cette même année le prix de l'humour noir. Cette distinction n'avait pas empêché son éditeur français de mettre peu après la clef sous la porte. La même mésaventure se reproduisit en 1990 aux éditions Cent pages. Jean-Pierre Sicre, le patron de Phébus, n'est heureusement pas superstitieux. La défaillance de certains de ses confrères et le manque de curiosité des autres lui permettent d'inscrire à son catalogue un livre rare, un bijou précieux. Un exercice de style - ou, comme on dit plus pompeusement : une expérience littéraire - joint à une réflexion morale.

L'exercice de style repose sur la brièveté de la forme. Dans ce petit volume, Max Aub confesse une bonne centaine d'assassins. Pourquoi ont-ils tué ? Leur réponse tient parfois en une ligne, rarement en plus de vingt : « Je l'ai tué parce que j'étais sûr que personne ne me voyait. » Ou encore : « Il était plus intel-

ligent que moi, plus riche que moi, plus généreux que moi, plus grand que moi, plus beau que moi ; il s'habillait mieux, parlait mieux. Si vous ne trouvez pas que ce sont là des excuses, c'est que vous êtes fous. J'ai longtemps pensé à la manière de me débarrasser de lui mais j'ai fait mal en l'empoisonnant : il a trop souffert. C'est le regrette, j'aurais aimé qu'il meure d'un coup. » Chaque raison de tuer est ainsi concentrée dans l'instant d'un geste, dans l'éclair d'une pulsion meurtrière, comme le roman de toute une vie qui se laisse saisir le temps d'un éclair. Comme dans ses grands romans, Max Aub, plutôt que de circonscrire son récit à l'analyse de quelques personnages et profiter ainsi des illusions de la profondeur, préfère multiplier à l'infini les histoires, jouer sur les surfaces, faire proliférer les perspectives. A l'auteur solidement installé au centre de sa toile et thant au moment choisi les ficelles de ses personnages, il préfère, lui le sans patrie, lui le déraciné, la position du promeneur ou celle de l'étranger qui collectionne les visages, attrape un bout de conversation, fait son miel d'un regard, d'une confidence, d'un morceau d'article découpé dans un journal. Vérité du multiple plutôt que de l'un, toujours ambiguë, toujours changeante, jusqu'à ce que le crime ne la fige dans sa fatalité et sa mortelle stupidité : « Ceux qui ont peur de mourir ne méritent pas de vivre. Ceux qui craignent la mort n'ont pas la foi. Et qu'ils apprennent enfin qu'un autre monde existe ! Seul Allah est grand ! »

**H**umour noir, si l'on veut, que ces variations précises et imperturbables sur la motivation de tuer son prochain. Humour de style qui aiguise la pointe et envenime le dard, à la manière de Swift ou à celle de Borges. Humour de moraliste qui ne laisse pas son lecteur oublier que lui-même, parfois, s'il avait pu tuer sans crainte d'être pris... Mais Max Aub pousse plus loin encore la suggestion : tous ces assassins qui, braves ou piteux, donnent la « raison » de leur crime, ne sont que de pâles reflets individuels de la criminalité légale, proclamée, sanctifiée, revendiquée sur les tribunes, glorifiée dans les journaux officiels : « Je l'ai tué parce qu'il était plus fort que moi », déclare l'un. « Je l'ai tué parce que j'étais plus fort que lui », reprend l'autre. Et un troisième : « Je l'ai tué parce qu'il était de Vinoraz. » Les *Crimes exemplaires* réfractent en images multiples le crime exemplaire de la guerre d'Espagne.

*Crimes exemplaires* est un petit chef-d'œuvre, un éclat de diamant à travers lequel Aub fait jouer les lumières les plus subtiles de sa langue espagnole, comme par revanche. Il faudrait maintenant traduire ses grands romans de la guerre civile, si riches, si novateurs, si personnels. Sauf en France, où les connaît partout : *Champ clos*, *Champ ouvert*, *Champ sanglant*, *Histoires vraies* et *Ce ne sont pas des histoires*. Avis aux éditeurs.

- (1) *La Langue française, terre d'accueil*, d'André Brincourt (Le Rocher, 1997, 129 F.)  
(2) Un livre d'entretiens de Max Aub avec Luis Buñuel a paru en 1991 chez Belfond, préfacé par Jean-Claude Carrière et traduit par Lucien Merdes (372 p., 145 F.)

## Le dictionnaire de la civilisation du goulag

Entré au PC polonais en 1927, Jacques Rossi fut agent du Komintern pendant dix ans avant d'être arrêté en 1939. De ces années d'internement, il a tiré un ouvrage remarquable d'érudition qui dévoile le système concentrationnaire soviétique

### LE MANUEL DU GOULAG

de Jacques Rossi.  
Version française adaptée du texte russe par l'auteur en collaboration avec Sophie Benech et Véronique Patte, préface de Nicolas Werth, Cherche-Midi, 334 p., 145 F.

**L**es témoins vivants, survivants, sont des gens gênants. D'ailleurs, les analystes sérieux, ceux qui écrivent l'histoire, ceux qui la jugent, se méfient d'eux sous prétexte, dit-on, qu'ils manquent d'impartialité. Est-il vraiment préférable d'attendre qu'ils soient nonagénaires, ou morts, pour prendre en compte leur expérience ? Un témoin peut-il écrire en historien l'histoire qu'il a vécue ? La question est d'actualité.

A quatre-vingt-huit ans, Jacques Rossi est un de ces témoins uniques, inévitables, têtus, doués d'une mémoire, d'un esprit encyclopédique particulièrement remarquables, qui imprègnent son *Manuel du Goulag*. Non pas une autobiographie douloureuse ou rancunière, mais un dossier solidement documenté sur le système concentrationnaire soviétique qui fera date. Comme le restent trois livres, inoubliables, d'Evgueia Guinzbourg (*Le Vertige, Le Ciel de la Kolyma*), Margarete Buber-Neumann (*Prisonnière de Staline et d'Hitler*), Varlam Chalams (*Récits de Kolyma*)... Avant toute chose, Rossi refuse qu'on le traite de « victime ». Même si l'on sent toujours le regret d'un idéal. « Ce n'est pas le Parti qui m'a trompé. C'est moi qui étais un imbécile. J'ai participé à ce mensonge. Ce que j'ai eu, je l'ai mérité. » Le sarcasme, c'est sa manière de faire son autocritique.

Au cours de dix-neuf ans de camp (plus cinq d'assignation à résidence), 1937-1961, le zek Jacques Rossi s'était fait la promesse, dès qu'il serait en liberté, de démasquer la substance d'un système destiné à broyer les hommes. Au début des

années 70, le sigle Goulag (*Glavnoïe Oupravlénie LAGueret*, Direction générale des camps) était à peu près inconnu, interdit, et le serait resté encore quelque temps si, après le suicide de sa dactylo, Alexandre Soljenitsyne n'avait été obligé, en toute hâte, en 1974, de divulguer le manuscrit de son *Archipel*. Une vérité qui fit crier à l'anticommunisme.

Le *Manuel du Goulag*, qui paraît enfin en français, est un ouvrage d'une formidable érudition qui recense l'histoire, la géographie, l'économie, les lois écrites et non écrites, le vocabulaire, les dictons et les argots, etc., de la civilisation goulagienne. « La connaissance du Goulag est fondamentale pour l'étude du totalitarisme communiste. Las, pas un seul soviétologue n'y a fait un stage ! », prévient, narquois, l'auteur dans son avertissement liminaire. Et il précise : « Je considère comme inutile de chercher à savoir lequel des totalitarismes, dans notre siècle, fut le plus barbare, dès lors que tous deux ont imposé la pensée unique et laissé des montagnes de cadavres. »

Quiconque s'intéresse à l'histoire du communisme soviétique, et plus largement à l'histoire de ce temps, sera fasciné par la lecture de cet ouvrage scientifique, didactique, sarcastique, toujours concret, qui offre la particularité d'être l'œuvre d'un homme remarquable, d'un seul homme, dont l'itinéraire a quelque chose d'absurde et d'exemplaire (*Le Monde* du 26 juillet 1996). Un croyant, un serviteur zélé du communisme, qui avait choisi de consacrer sa vie à l'œuvre à la création d'une société idéale, égalitaire, multinationale. Il ne se donnait pas, cet internationaliste professionnel, que la multinationalité, c'est au Goulag qu'il la trouverait ! Puisque, à côté de multiples nationalités de l'URSS, se retrouvaient notamment des Allemands, des Polonais, des Baltes, des Roumains, des Tchèques, des Hongrois, des

Yougoslaves, des Albanais, des Anglais, des Américains, des Turcs, des Afghans, des Grecs, des Chinois, des Coréens, des Japonais, des Français aussi.

Né en France, élevé à Varsovie par son beau-père polonais, il était devenu membre du Parti communiste polonais clandestin à dix-sept ans, en 1927. Contacté par le Komintern à cause de ses talents de polyglotte, il va circuler à travers le monde sous de fausses identités, jusqu'à Shanghai en 1932, pour transmettre des documents si secrets qu'il n'en connaît pas le contenu. Ou bien on lui commande de « s'établir » en agent dormant :

Nicole Zand

étudiant aux Beaux Arts à Munich, aux Langues O à Paris (en chinois, ourdou, hindi), avec des passages réguliers à la maison mère de Moscou. En octobre 1937, envoyé en Espagne derrière les lignes de Franco avec un émetteur clandestin, il est soudain appelé sans explication au « village ». C'est le temps de la grande purge. En 1939, après deux ans dans les prisons de Moscou, condamné à huit ans de camp de redressement, on l'envoie à Norilsk, la ville-Goulag fondée sur ordre de Staline près du leniseï, au nord du cercle polaire. En 1948, on lui fabrique une nouvelle peine de vingt-cinq ans qui l'aurait mené jusqu'en 1973 si Staline n'était pas mort. Libéré en 1956, envoyé en rélegation à Samarcande. Il tentera sans résultat d'entrer en rapport avec l'ambassade de France, qui l'ignore. « Après une grève de la foi, on m'a permis en 1961 de partir pour la Pologne. J'y suis resté jusqu'en 1978, chargé de cours à l'Université. » Il établit des milliers de fiches, consulte la *Pravda* depuis 1917, rencontre d'anciens détenus, retrouve dans les bibliothèques polonaises les statistiques et les règlements du régime concentrationnaire tsariste qui ont disparu en

Russie. Revenu en France en 1986, il cherche un éditeur. Sans succès. (1)

Ce *Manuel*, il l'a écrit en russe, avec une connaissance exceptionnelle, presque gourmande, de la langue et de ses jargons, de ses lois et de ses sigles, reconstituant patiemment la structure d'une machine énorme que, selon lui, comme une toile d'araignée, sous-tend tout le système. « Le Goulag, c'est le fondement même du régime soviétique, explique-t-il. Pas un dérapage. C'est le laboratoire secret où l'on faisait des expériences sur des cobayes humains pour obtenir une société idéale ou garde-à-vous et d pensée unique. » Grâce à l'accumulation de détails pratiques, de rapprochements linguistiques, juridiques, historiques, un certain nombre de définitions apportent une information inédite sur les organismes administratifs, sur les prétextes d'inculpation, sur la hiérarchie des détenus, politiques et droits communs, sur la vie quotidienne (habitat, nourriture, hygiène, travail, distractions, évactions, suicides, etc.). Ainsi les mots « arrestations massives » et « exécutions massives », qui égrenent chronologiquement les étiquettes accolées aux différentes vagues de répression, racontent d'une autre manière l'histoire du pays : mencheviques, sociaux-révolutionnaires, saboteurs, marins de Kronstadt, basmatists, trotskistes, koulaks, popes, espions japonais, défaitsistes, déserteurs, cosmopolites, stionistes, assassins en blouse blanche.

Pour l'édition française - présentée aussi clairement que possible avec annexes, bibliographie chronologique, index bilingue -, l'auteur a remanié entièrement le texte original, supprimant des articles qui ne présentaient qu'un intérêt strictement linguistique pour ne conserver que 1 900 entrées, avec leur transcription en russe. Celle-ci offre souvent des rapprochements

éloquents mais intraduisibles : par exemple le sigle STON de la « Prison à destination spéciale des Solovki », qui signifie « gémissement » ; ou bien le sigle TPT, « Travail physique pénible », d'où semble dériver du mot *trout* (triche, travail fictif, rapport falsifié), notion incontournable étant donné « l'impossibilité de survivre sans triche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des barbelés ». Ou bien encore tout ce qui a trait aux femmes (qui constituent moins de 20 % de la population pénitentiaire) : maroussio ou mocho, qui désigne « n'importe quelle femme ; la maîtresse d'un truant ; un homosexuel » ; Galina Borisovna, qui désigne, à cause de ses initiales, la police politique, Guépéou ou KGB ; paracha (tinette), diminutif du prénom Prascovia. D'autres sont effrayables, comme le mot « vache », qui, « dans l'argot des truands, est un novice d qui on propose de participer d'une tentative d'évasion pour le manger si les vivres viennent à manquer ».

Jacques Rossi avait montré, sous la forme des puissantes mini-nouvelles des *Fragments de vie* (Étala, Dauphin Diffusion, 1996), qui complètent par la littérature la sécheresse du dictionnaire goulagien, un talent et un sens de l'observation remarquables. Pourquoi, maintenant qu'il a pu accomplir son travail de mémoire et vu enfin paraître l'œuvre de sa vie, ne se consacrerait-il pas, avec la même sagacité, à l'évocation de ses années de croyant, à ses souvenirs d'agent, au fonctionnement de la clandestinité vu par un agent du Komintern ? Un moode encore mystérieux, secret, fondé sur des règles non écrites, des rouages anonymes et le dévouement sans limite de ses militants. Interdit, lui aussi.

- (1) Le livre est paru en russe à Londres (1987) et à Moscou (1991), en anglais à New York (1989), et en japonais à Tokyo (1996).

## Ennemies du peuple

### L'AUJOURD'HUI BLESSÉ

(Dodonés Tiagotchék)  
Traduit du russe  
par Francine Andreieff,  
Zoé Andreyev, Nadine Favre,  
Nathalie Pighetti-Harrison,  
Verdier, coll. « Slovo »,  
444 p., 150 F.

**A** côté des grands témoignages de l'idéologie concentrationnaire soviétique, ceux de Chalams, de Soljenitsyne ou, différemment, du magistral roman de Vassili Grossman, *Vie et destin*, il pourrait y avoir ceux, innombrables, des innocents. De ceux, qui, opposants au régime ou communistes fidèles, simples paysans ou idéalistes confiants, furent désignés comme « ennemis du peuple » et déportés pendant quinze à vingt ans de leur vie, pour rien.

Les auteurs de *L'aujourd'hui blessé* sont des femmes. Emprisonnées, puis réhabilitées, presque toutes ont fait partie du « lot des années trente ». Leurs témoignages sont d'autant plus saisissants qu'ils émanent d'une génération surprise dans sa naïveté, encore épargnée par l'école de soumission et d'indépendance qui subit les suites de la purgation. La plupart ont aujourd'hui plus de quatre-vingts ans, les autres sont mortes, toutes ont pris le risque d'écrire la vie des camps, leur tragédie quotidienne monstrueuse et humaine, parfois bizarrement bouffonne, ou dite sur ce ton presque jovial qu'emprunte ici la fille de Marina Tsvetleva dans ses lettres à Boris Pasternak. Glacantes sont les circonstances des arrestations. Un jour, sans raison. Comment celle des autres paraît d'abord suspecte aux fidèles du régime, avant que ce ne soit leur tour. Le mari de la bonne est exécuté ? « Difficile de croire qu'il soit totalement innocent ». Des incessantes disparitions à la torture des interrogatoires, il y a la peur. Et cette voix : « Tant de fois au cours de notre existence il m'est venu à l'esprit : rien encore n'avait été si dur. »

M. V. R.



## Eldorados perdus

Partir. Changer d'air. Hervé Prudon met le cap au sud. Las des médiocrités, des banlieues sordides, il rêve d'exclus, de révoltés, de solitaires farouches. Au bout de la route, le désenchantement

LA FEMME DU CHERCHEUR D'OR d'Hervé Prudon. Flammarion, 248 p., 98 F.



« Chacun sa solitude et ses regrets, ses remords, ses désillusions, deuils et déceptions (...) Je marche dans une ville inconnue et je porte en bandoulière mon enfance qui ressemble à un petit singe mort. »

Il fut l'un des sorciers du néopolar français des années 80. Reporter-fiction à style mortifère dans les banlieues de violence et de béton. Peintre d'un monde sordide où l'un n'a plus droit de cité dans sa cité, où « le voisin est toujours une sorte de Boche qui contourne la ligne Maginot pour vous faire chier d'improviste ». Son deuxième titre, *Nadine Maugue*, lui valut en 1996 le prix Louis-Guillevin (1). Le chèque qu'il empocha alors tombait bien. Hervé Prudon a toujours eu « un bon découvert d la banque et un épais nuage de dettes » sur la tête. Pas seulement des dettes financières. Il n'en finit pas de payer son rejet des médiocrités, son refus des concessions, un idéalisme extrême. De sa poche revolver, il est prêt à dégainer une citation de Faulkner : « La sagesse suprême était d'avoir des rêves assez grands pour ne pas les perdre du regard tandis qu'on les poursuit. »

Il a donc voulu changer d'air. Partir. Jouer à l'homme plintôt qu'à l'écrivain. Fuir les festivals où on montre les gens de plume comme des perroquets du Gahon. Respirer. Escargot en colère dans son appartement d'un Paris aux vies empiilées, il a eu « envie de casser quelque chose ». D'inscrire ses enfants « à un apprentissage de la douceur ». Direction : Sud. Ce fut le début de sa oûit.

Car s'il a rencontré là-bas quelques humains fréquents, l'alcôole François qui vend des pendouffes et cartes de la France aurifère en Algérie, Cathon la passionaria, Robert le brocanteur, les sœurs Rattoo et Katia la chanteuse à piano électrique, Hervé Prudon fait aujourd'hui un bilan

amer : « Chacun sa solitude et ses regrets, ses remords, ses désillusions, deuils et déceptions. Dans JLG/JLG, Godard dit avoir toujours été en deuil de lui-même. Je marche dans une ville inconnue et je porte en bandoulière mon enfance qui ressemble à un petit singe mort. »

Hymne à Janine, la seconde femme de son beau-père, mère courage capable de dresser des barrières contre le Pacifique et qui, dans sa maison du Gard, récolte des pépites en formant un doudou d'elle une vraie famille « qui lousse chacun libre ». *La femme du chercheur d'or* est un livre hanté par oo faotôme, par la

mort, par le désenchantement. Le fantôme c'est Jean-Claude, l'orpailleur, qui protège la femme de Prudon des scriptions, lui apprend à jouer au flipper et à sillonner les provinces. La mort est cette chienne qui le terrassa avant qu'il n'atteigne cinquante ans, et qui rôde encore. Le désenchantement, c'est cette maladie qui roge un narrateur qui ne sait plus où se cachent ses eldorados.

Sarcastique et même secoué par des poussées de fièvre misanthrope, Prudon n'est pas de ces étonnants voyageurs célébrés par Michel Le Bris. Il ne croit guère à l'allégresse des grands horizons,

à la découverte de l'étrangeté des autres. Devenu « *outside*, ni voyeur, ni témoin, ni touriste », il croit plus désormais aux rêves de voyages qu'aux voyages de rêve. Aventureux mais pas aventurier, il tourne le dos aux « types qui veulent se frotter le cuir aux jungles hostiles et aux Papas canibales », aux habas bouddhistes et stagiaires des cins Léo-La-grange. « *Mai qui rêvais d'exclus, d'expulsés, de déserteurs de leur petit baulat, vomis par la grande ville, refusant les mirages de la consommation. Mai qui rêvais de révoltes, de solitaires farouches, de communautaires généraux* ». Il se heurte à des « *vanciers trop maladroits pour la poterie et trop fringants pour le raffing* », des autostoppeurs nantis, des culs ou à tongs, des goiers à anisette et aux hardes de l'« *exode Bidochon* ». Tristes tropiques, où passion « est devenue synonyme de sport-laisir ».

De convictions en incertitudes, Prudon éculbure, rage et saigne. Livre oûir aux strophes de douleurs, de rejet des fautes, de pudeurs furtives, *La femme du chercheur d'or*, avec son écriture éruptive, est une profession de foi, brutale. Dans cette France où « on se bourre au bar » ou « se barre du baurg », Prudon est devenu « un alcoolique non pratiquant » qui succombe parfois à la tentation. « *Tout ce que j'ai appris, dit-il, ressemble à un missile périmé, une grammaire aux lois coduques, tout ce que j'ai cru ressembler au Père Noël* ». Il pisse en cascade sur les herbes folles où venaleux s'égayent des oiseaux merveilleux, naguère. « *Je suis nigoud, nouille, indomptable* ». Re-belle à la modernité « *comme une vache sourde* ». Mais oues. Mais lorsqu'il écrit, de l'or plein les doigts.

J.-L.D.

(1) « Série noire » Gallimard.

## Dissonances

Décalsés, à l'écart, les héros d'Alain Spies expriment d'une même voix un mal-être inconnu

POURQUOI ?

d'Alain Spies. Gallimard, L'Arpenture, 102 p., 70 F.

Ce sont sept nouvelles, sept questions perspicaces et lancinantes, sept textes aussi terribles et aussi effrayants que peut l'être la simple tristesse. Pourquoi ? se demande implicitement le narrateur invisible de chacune de ces variations. Car si ce n'est pas la même voix qui s'exprime à la première personne, elle reste jusqu'au bout celle d'un être décalé, impuissant, à l'écart du monde, condamné à se trouver à l'écoute des bavards, des égoïstes, des indifférents, de ceux qui ne le comprennent pas. A moins que ce soit lui, nu elle, qui n'ait pas compris.

« *Ecrire, c'est rappeler que le monde existe* », murmure Alain Spies, aussi effacé que son narrateur. Le « *rappel* » prend l'allure de phrases alanguies, infiniment étirées, à l'image d'une conscience en état de douce dérive et sans cesse distraite par des digressions intérieures. Alain Spies — qui, à ses heures perdues, est aussi traducteur d'anglais, patineur en « rollers » et joueur de flûte à bec — aurait pu donner à ses nouvelles un mode d'expression équivalent : c'est été « les suites de Bach, les mouvements tristes de Schubert ou les *tombeaux* », ces *onions musicales* variations sur un thème « je ».

Parfois, ce narrateur invariante attend que le temps passe sur la pelouse : hémiplogie, oublié avec son parasol par ceux qui feignent de vouloir son bien. Dans la nouvelle éponyme, on l'aura installé à l'écart de tout, dans la chambre d'un grand appartement. Ailleurs, il racontera l'histoire de Sarah Rosenberg, l'épouse laissée pour compte d'un riche passionné des hippodromes. Il sera encore ce jeune garçon hanté par les car-fet-

ries et l'ardent désir de rejoindre Portsmouth, là-bas, d'où on l'a mystérieusement écarté. Ou cette grande dame sereine du Grand Hôtel de Cahnurg, sûre d'avoir « tout réglé » avec son fils, et qui n'entend pas la détonation.

A la manière d'Ivan Illich, le héros de Thelini témoin des conversations cruelles et dérisoires cumulant sa propre mort, la voix narratrice d'Alain Spies éprouve calmement ce décalage effrayant entre le drame nu le malaise de ce qui est vécu et les petites phrases volages, fêches en italiques sur sa conscience impuissante, lui ressant un bien-être obligatoirement « *tu seras bien ici* », « *il aime bien être sur sa pelouse* ». Décalsés, incompris ou à côté, silencieusement exaspérés, les héros d'Alain Spies restent au ras de ce qu'ils contemplent, le passage imperceptible de quelque chose en plein cœur de la permanence. Une pelouse, un champ de courses, un ferry sur la mer comme le navire d'Amarcord surgissant dans le brouillard.

Il y a du Henry James chez Alain Spies. Une manière de frôler les êtres, de mettre en lumière leur mystère sans jamais en donner le secret, de éprouvant les strates invisibles de leur histoire. Une atmosphère début de siècle à l'anglaise, la haute société en villégiature, des tribunes des hippodromes au Grand Hôtel de Cahnurg. Et cette ironie constante, mordante, parfois franchement drôle, pour rappeler à l'ordre ceux qui tombent trop vite dans la nostalgie. Lorsque le narrateur, accablé par la chaleur, la saute aux écolotes, la conversation dérisoire de la table voisine et le discours assomant de son ami, profite d'une excursion aux toilettes pour prendre la fuite dans la rue, l'enveloppement mélancolique, auquel ouos a convié Alain Spies cède le pas à la jubilation.

Marioo Van Rensterghem

## Ennemies du peuple

## Famille en éclats

Parents égarés, adolescents déboussolés. Sophie Tasma trace au noir les relations familiales

DÉSOLATION ET DESTRUCTION d'Sophie Tasma. Ed. de l'Olivier, 142 p., 89 F.

Avec l'éternelle histoire de l'adolescence, moment où l'on comprend qu'il va falloir admettre la vie avec ses déchirements et, surtout, ses compromis — ou refuser tout cela et mourir —, Sophie Tasma a construit un roman très sec, violent et inquiétant, dépourvu de tout le sentimentalisme et la « bouillie » psychologisante qui affectent généralement les récits sur ce sujet. Un texte ramassé, tendu, tenu, qu'un lit avec une sensation de malaise, de danger, de « désolation » précisément, pour ce qu'il dit de l'état de la société et des relations familiales à la fin de ce siècle, avec des parents qui ne savent plus où ils en sont de leur fonction de parents et de leur vie intime, des adolescents qui ne savent plus où ils en sont de leur enfance et comment en finir avec elle. Même dans les milieux « favorisés », auxquels appartiennent les héros de *Désolation et destruction*.

Emma a quatorze ans. Elle n'a pas d'amis, sauf Virgile, un drôle de type de vingt-deux ans, qui s'est construit une cabane dans un coin délaissé du parc — car il jouit l'antitorture. On est dans l'une des banlieues « résidentielles » de Paris. Emma vit seule avec sa mère depuis que ses parents se sont séparés. De cette séparation, elle ne parle jamais. Mais, au fond, elle est restée, avec une sorte d'obstination, repliée sur son enfance, sur le moment où ils vivaient tous les trois ensemble, à Coussé... Coussé est un mot magique pour Emma : une grande maison, un jardin, une famille, une enfance joueuse, quelque chose comme de l'insouciance. Désormais, avec sa mère, elle est dans l'une de ces bizarres relations de couple qu'on voit souvent apparaître dans les familles dites mono-

parentales : trop de proximité, trop de confidences, trop de sentiment de possession de part et d'autre. Un jour, la mère, incidemment, en nettoyant le tapis annonce : « *Haris va venir vivre avec nous* (...) *Il a une fille qui s'appelle Hélène ; elle a deux ans de plus que toi*. » C'est par cette scéne que le roman commence. « *Je réalise que ma mère parle de sa vie à elle, d'une sorte de sauvagerie* », se dit Emma en se remémorant tous les propos de sa mère annonçant qu'« ils » arrivaient « la semaine prochaine ». Ils arrivent en effet. Hélène, blessée à jamais par la mort de sa mère, cinq ans auparavant, et Haris, le père, désespéré devant ce qu'il pressent de la folie de sa fille. De descriptions précises et sobres en dialogues brefs et vifs, en s'attachant aux détails, à leur observation minutieuse, Sophie Tasma montre magnifiquement comment le processus de destruction se met à l'œuvre. Virgile, l'ami d'Emma, devient un enjeu entre les deux filles. Hélène ne tarde pas à le prendre pour amant et s'arrange pour le faire savoir. Hélène est violente, elle s'empare contre Emma, accusée d'être sèche, maigre, dure : « *Tu me trouves folle depuis le début, et c'est moi qui te mangerais* ». Emma se sent dépossédée de tout, même des objets. Quand Hélène emprunte un imperméable, il devient imprenable : « *So façon brouillon de porter les vêtements l'a très vite rendu mou, informe, abandonné* ».

Où sont les deux adultes dans l'affaire ? On les sent comme absents, n'y comprenant rien, sauf quand la situation devient tragique, quand les deux filles, chacune à sa manière, sont en train de se tuer. Sophie Tasma ne commente pas, ne juge pas. Elle montre, à la loupe, un « état des lieux », qui devrait donner à penser.

Josyane Savigneau

## L'art, le rêve et le poème

D'un événement peut-être imaginaire — une exposition de peinture à Rome en 1631 — Pierre-Jean Rémy a tiré l'argument romanesque d'un beau livre de poésie

RETOUR D'HELENE de Pierre-Jean Rémy. Préface d'Yves Bonnefoy. Gallimard, 304 p., 150 F.

D'où regard à la parole, de la jouissance esthétique au langage qui l'exprime, il y a plus d'un pas. Cette géométrie où s'entre-mêlent les lignes de fuite, cette perspective que Poell prolonge au-delà du tableau dans l'imaginaire de celui qui le contemple, comment les faire accéder au poème ? « *Y a-t-il des mots pour la peinture ?* », se demandait Ponge, devant le mystère des Otages de Fautrier. Aragon écrivait *Matisses* à la gloire du roman. Michaux rêvait à partir de peintures énigmatiques, Bonnefoy fondait une part de sa poésie sur les matres italiens, témoignaient de la fécondité du dialogue entre peinture et poésie. Ce n'est pas tant au tableau que le poème doit s'arrêter, à sa frileuse description « poétique », qu'à l'horizon qu'il ouvre dans l'esprit et la sensibilité du poète.

« *L'œil écoute* », affirmait Claudel. Pierre-Jean Rémy, que d'aucuns pensaient ne pas trouver à cette hauteur — ou se trompe souvent à enfermer un écrivain dans une image convenue et malveillante... —, s'inscrit à son tour dans cette tradition. Ce qui est remarquable dans le projet de l'ancien directeur de la Villa Médicis, ce n'est pas d'aligner, dans un recueil, des poèmes autour d'un certain nombre de tableaux, mais de composer un vrai livre de poésie ; un livre qui, par son architecture propre et son équilibre, interroge cet horizon, y déployant le geste calculé de son verbe.

Pierre-Jean Rémy n'a donc pas chaussé des semelles de vent pour décorer de quelques vers la beauté des œuvres qu'il considère. Poète, il est resté romancier, bâtisseur d'un invisible monument, austère rêveur d'une histoire, ou bien encore his-

torien d'un rêve. Yves Bonnefoy explique dans sa préface la cohérence de cette « intuition » qui conduit l'auteur, « comme si de grands rayons avaient jailli de ces œuvres, qui le guidaient dans les ténèbres », intuition et démarche au-delà du visible, auxquelles il ne pouvait qu'être sensible.

De quel s'agit-il ? Au départ, d'un événement qui n'est probablement pas lieu : l'exposition, le lendemain de la Pentecôte 1631, dans la petite église romaine, aujourd'hui détruite, de Sainte-Marie de Constantinople, d'une douzaine d'œuvres de quelques maîtres de l'époque, de Poussin (la *Peste à Azoth*, aujourd'hui au Louvre) et Pierre de Cortone au Guernich et à Guido Reni. Cet accrochage est décrit par l'un des exponents, un

peintre allemand de seconde zone, Joachim von Sandart, dans les pages que, quarante-cinq ans plus tard, il consacra à l'événement — dont plusieurs indices tendent à montrer le caractère imaginaire. Mais un autre élément romanesque, également suggéré par Sandart, intervient : l'achat, par un aventurier, un Sicilien voleur de diamant, Valguarnera, du Poussin ; l'homme en question mourant, misérable, quelques mois après cette transaction, dans une prison. Dernier fragment de ce fil rouge qui relie le réel et l'imaginaire, sans qu'on puisse définir exactement les frontières respectives des deux : en 1994, un historien, Olivier Bonfait, donnait corps au mirage, reconstituait la « Mostra » de 1631, à la Villa Médicis, où Pierre-Jean Rémy puisa

la matière d'art et de rêve du présent livre.

Après l'évocation en prose de ces trois moments, l'auteur consacre, à chacun des tableaux, un cycle de poèmes, s'ouvrant sur un descriptif, comme pour le catalogue d'une exposition. Méditation sur « *le fracas du temps* », rêverie qui fait se rencontrer les lignes parallèles de l'art et de la connaissance intuitive, du monde tel que le peintre le fait apparaître et de l'univers intérieur du poète qu'inspire et informe cette « *épiphanie* » (Bonnefoy). « *Les mots portent au front la marque/épouvantée de la figure à venir* », écrit Rémy, qui place Hélène, fille de Zeus et reine de Sparte, à l'horizon de son poème, entre « *vérité confuse* » et « *dire étonné* ».

Patrick Kéchichian

JEAN-PAUL DOLLÉ

# L'INSOUMIS

VIES ET LEGENDES DE

# PIERRE GOLDMAN

GRASSET

« L'intelligence lumineuse de Jean-Paul Dollé, son empathie, sa dextérité réussissent à reconstituer le plus embrouillé des puzzles. »

Gilles Perrault, L'Événement du Jeudi

« Remarquable de finesse et de lucidité. Stimulant. »

Josyane Savigneau, Le Monde

Grasset



## Le Clézio et ses frères humains

En parallèle à des écrits sur les Amérindiens, le romancier propose un récit de voyage dans les terres sahariennes composé avec sa femme, Jémia, de la lignée des nomades Aroussiyine. Deux peuples, deux récits, pour un même désir de révéler une fraternité universelle

**LA FÊTE CHANTÉE**  
de J.M.G. Le Clézio.  
Gallimard, coll. « Le Promeneur »,  
250 p., 120 F.

**GENS DE NUAGES**  
de Jémia et J.M.G. Le Clézio.  
Photographies de Bruno Barbey,  
Stock, 120 p., 160 F.

Les romans de J.M.G. Le Clézio, si révélateurs et poétiques soient-ils, n'apparaissent pas comme sa seule expression. Car ils sont porteurs d'un message auquel l'écrivain donne dans ses essais plus de résonance, de profondeur, d'assurance. Les personnages de ses fictions sont des doubles, des porte-parole, des illustrations. Leur destin est un exemple. Mais le but authentique de son écriture est sans doute ailleurs que dans leur incarnation fugitive.

Sentiment qu'induit la lecture des deux derniers livres, un recueil de textes sur les Indiens d'Amérique et un journal de voyage illustré, si vivants, si naturels, si pédagogiques dans leur authenticité sans apprêt. Ils prennent la suite du *Rêve mexicain* et de toute une entreprise éditoriale, consistant à faire connaître aux Français les écrits respectés de l'extermination culturelle des Amérindiens. Après avoir publié *Les Prophéties du Chilom Bolom* et la *Relation de Michoacan*, J.M.G. Le Clézio réunit des textes circonstanciels, mais dont l'assemblage revendique une cohérence de pensée assumée sur une vingtaine d'années.

Parallèlement, il rédige avec sa femme, Jémia, d'origine marocaine, de la lignée nomade des Aroussiyine, le récit d'un voyage presque initiatique, dans la terre saharienne que les grands-parents de Jémia ont dû quitter. Le retour de Jémia « pour rencontrer son passé comme une image in-

connue de soi-même » et la découverte de J.M.G. sont d'autant plus troublants que, dans son adolescence, le futur romancier « avait écrit une sorte de roman d'aventures dans lequel un cheikh venu du blanc, venu du désert, se battait ferochement contre les Français et, vaincu par le nombre, retournait vers le sud, vers un pays mystérieux où s'élevaient regroupés les nomades insaisissables ». Un admirable reportage photographique de Bruno Barbey accompagne cette quête qui se déroule « selon la logique impeccable du rêve ».

C'est une même impulsion qui a incité vingt ans plus tôt l'écrivain à partager la vie des Emberas et des Waunanas au Panama. Une défiance à l'égard de la modernité, une horreur du « vacarme absurde et irritant de la civilisation urbaine pareille à une vaste cage à singes » et la recherche du « signe de l'origine ». De même que, guidé par sa femme, il admire, dans le désert, les yeux des enfants « brillants comme l'ombre, ou couleur d'anthracite dans des visages de cuivre sombre », certain d'une fraternité révélatrice de l'humanité, de même, en Amérique indienne, l'écrivain tire la leçon des peuples auxquels les conquérants espagnols ont ôté la parole : « quelque chose, dit-il, qu'aucun livre, aucune philosophie n'aurait pu m'apprendre ».

Cette initiation a été construite non seulement par des séjours de plusieurs mois, répétés d'année en année, mais aussi par la connaissance, à la manière d'Artaud, de l'ivresse propre à ces peuples cherchant dans l'hallucination la communication avec un autre monde. Il boit un jus de feuilles de datura que lui donne un devin, Colombia, « l'interrogé Colombie sur ce que j'avais vu, cet arbre couvert de fleurs, ou le géant vêtu d'un pagne bleu qui me regardait, debout sur l'autre rive, au encare le moison de l'origine, le village des esprits, et lui se contentait de hocher la tête. Tout cela existait, c'était simplement la réalité du monde qu'il habitait et que les autres ne voyaient pas ».



La vallée de la Sagula el Hamra

Le village des esprits, et lui se contentait de hocher la tête. Tout cela existait, c'était simplement la réalité du monde qu'il habitait et que les autres ne voyaient pas ».

Mais il lui faut aussi lire et comprendre. Lire les textes fondateurs ou du moins ce qu'il en reste, dans les recueils des témoignages des survivants, rédigés au moment de la conquête espagnole. Car après avoir anéanti les codes des temples, brûlés dans un autodafé solennel et irresponsable, les missionnaires, paradoxalement, enseignent l'écriture romaine, « les lettres qui parlent seules », aux vaincus et leur permettent ainsi de préserver en extérieurement un peu de leur passé mythique et mystique.

Le Clézio part de l'idée que les Amérindiens, privés de leur mémoire par des actes de barbarie,

vont, en la retrouvant, non seulement maintenir une part d'identité, mais renvoyer aux colons qui savent entendre et voir une image d'eux-mêmes, dont nous pouvons, quatre siècles plus tard, bénéficier. « La vérité des anciens Amérindiens n'est pas un secret ésotérique, ni une énigme. Ces livres ont été écrits aussi pour nous, comme un témoignage. Aujourd'hui, sachons les lire ».

Les lire, c'est percevoir leur appel à l'humanité, en dépit de la violence de certains de leurs comportements guerriers, que Le Clézio a l'honnêteté de souligner, soucieux de ne pas idéaliser naïvement la civilisation précoloniale : « Ces sociétés connaissent des excès comparables aux nôtres : abus de pouvoir, corruption, rivalités politiques, conspirations et trahisons. » Mais l'invoca-

tion n'en demeure pas moins, merveilleusement formulée dans un sermon au ton évangélique, que l'écrivain cite intégralement. Il s'agit du discours d'un Indien de l'Amérique du Nord : le chef Seattle répondait au gouverneur américain désireux d'acheter ses terres. « Même l'homme blanc dont le Dieu marche avec lui et lui parle comme un ami avec son ami ne peut échapper à la destinée commune. Peut-être sommes-nous frères malgré tout ; nous verrons. Mais nous savons une chose que l'homme blanc découvrirait peut-être un jour : notre Dieu est le même Dieu. Vous avez beau penser aujourd'hui que vous le possédez comme vous oimerez : posséder notre terre, vous ne le pouvez pas. Il est le Dieu des hommes, et sa compassion est la même pour l'homme rouge et pour l'homme

blanc. » C'est la même voix que celle de Rumi, cité dans *Gens de nuages* : « L'eau de la rivière coule dans toutes les rivières en même temps. »

En interprétant ces chroniques que l'on a tenté d'ensevelir, Le Clézio cherche aussi à comprendre le fonctionnement de la mémoire de l'humanité et ce que toutes les narrations du monde ont en commun. Les contes indiens, nous dit-il, ressemblent aux contes russes tels qu'ils ont été analysés par Vladimir Propp : voyage au pays des morts, épreuves imposées avant le retour de l'initié, affirmé par la puissance gagnée auprès des ancêtres. Le roman moderne, avance-t-il, de Dickens à William Golding, en passant par Stevenson, suit ce même schéma. Un certain roman, assurément, fondé, en tout cas, sur un cheminement intérieur qui est, comme dirait Char, « retour amont ». Il est tout aussi évident que les propres romans de Le Clézio, les derniers surtout, observent cette règle.

Quand il veut expliquer ce qui, outre son dégoût du mode de vie occidental et des valeurs prônées par la civilisation matérielle, l'a rapproché de ces peuples, Le Clézio retourne à son enfance, à ses séances de lecture dans la nuit muette. Deux images ressemblent ce passé. Celle du temple de Dzibnocac, qui aurait abrité Izamna, héros des Mayas, inventeur de l'écriture. Le nom même signifie « écrit de nuit ». Izamna y aurait inventé l'écriture en lisant les secrets du ciel et en passant ses nuits à tracer des hiéroglyphes sur des feuilles de figuier. L'autre image est celle d'un enfant embera dans un village misérable du Panama, qui chaque soir, à la lueur d'une lampe, lisait tout ce qu'il pouvait trouver : « Il semblait si loin de tout, emporté par le fleuve imaginaire. »

René de Ceccatty

bande dessinée  
par Yves-Marie Labé

## Goscinnny, l'humain

**GOSCINNY, BIOGRAPHIE**  
de Marie-Ange Guillaume et José-Louis Bocquet.  
Ed. Actes Sud, 292 p., 118 F.

**RENÉ GOSCINNY, PROFESSION HUMORISTE**  
de Guy Vidal, Anne Goscinnny, Patrick Gaumer.  
Préface de Pierre Tchernia. Ed. Dargaud, 120 p., 145 F.

Le plus gaulois des héros de bandes dessinées, Astérix, avait pour « père » un infatigable voyageur, le contraire d'un franchouillard ataviquement lié à son terroir et à ses coutumes. Elevé en Argentine où il passa dix-sept ans de sa vie et hérita d'une méfiance instinctive pour les équidés et d'une horreur profonde pour tout ce qui s'apparentait à la campagne, René Goscinnny vécut aussi sept ans à New York, juste après-guerre.

Il tenta d'y faire carrière après avoir rêvé de travailler pour Walt Disney, y connut la misère oïtre mais en profita également pour se lier d'amitié avec plusieurs auteurs de BD attirés eux aussi par les lumières de Manhattan, comme Jean-Michel Charlier, Joseph Gillain ou Morris. Avant d'entamer la carrière qui consacra son nom à « *as du scénario* », auquel la BD actuelle doit en grande partie d'être devenue le neuvième art.

Vingt ans après le décès de René Goscinnny, le 3 novembre 1977, deux livres annuels retracent la vie de ce scénariste qui créa notamment le personnage d'Astérix. En 1959 dans *Pilote*, le « grand magazine illustré des jeunes », avec son complice, le dessinateur Albert Uderzo. Les aventures d'Astérix se sont vendues depuis à 280 millions d'exemplaires à travers le monde.

Le premier ouvrage est dû à Marie-Ange Guillaume, qui fut secrétaire de rédaction à *Pilote* et fait désormais figure de spécialiste sensible de la BD contemporaine, et à José-Louis Bocquet, écrivain de romans noirs et journaliste. Plaisamment écrite et richement documentée, cette biographie de René Goscinnny, petit-fils de rabbin et du premier rédacteur d'un dictionnaire yiddish-hébreu, révèle un homme « humain, trop humain ».

On l'accompagne dans son enfance latino-américaine, alors qu'il fait ses premières armes dans la revue de l'école française, *Quartier latin*, puis aux États-Unis, où il promeut – déjà – des auteurs de la BD francobelge ou vendant des anthologies de dessins de Fred, Siné, Sempé et Morez. On assiste à son retour en France – un pays fantasmé et tellement exotique pour lui qui vécut le tiers de sa vie à l'étranger –, à ses débuts avec la World Press, creuset de plusieurs générations de grands de la BD, puis à la création de *Pilote*.

René Goscinnny s'intéresse à de multiples domaines, en touche-à-tout génial et inspiré : au scénario de BD bien sûr (de *Modeste et Pompon*, avec Franquin, aux *Dingodossiers* avec Gotlib) à la chronique journalistique, au dessin de presse (il collabore avec Sempé et remodèle *Goudam* dans *Jours de France*, à la demande de Marcel Dassault), au dessin animé et au long métrage (avec Pierre Tchernia pour qui il écrit les scénarios du *Viager* et des *Gaspards*). Cet amoureux des paquebots signe même un roman, *Tous les visiteurs* sur terre, qui vient de rééditer Actes Sud.

Mais, au fil de ce talentueux palmarès, la biographie de Marie-Ange Guillaume et José-Louis Bocquet livre aussi les diverses facettes de René Goscinnny. Hypersensible mais d'une pudeur maladroite, celui qui, après avoir tiré le diable par la queue, s'était fait une « armure » de ses costumes taillés par Lanvin, était dévoré par l'envie d'être aimé. « Éternel

émigrant à la poursuite d'un rêve », René Goscinnny aimait faire la fête dans les bars et les restaurants des Champs-Élysées mais aimait surtout que découvrir et faire connaître les nouveaux dessinateurs et scénaristes auxquels il croyait. L'un des auteurs français les plus lus nait ainsi au monde tous les grands de la BD actuelle, qu'ils s'appellent Mandryka, Gotlib, Bénédict, Drulillet, Tardi, Médiers, Goetzinger, Pétillon, etc. « Un vrai journal ne doit pas suivre le goût de ses lecteurs mais le précéder », avait coutume d'expliquer le créateur de *Pilote*.

Almaïe contrepoint à cette biographie, le second livre consacré à René Goscinnny est signé d'Anne, sa fille unique, de Guy Vidal, ex-rédacteur en chef à *Pilote* et fidèle ami du créateur d'Astérix, et de Patrick Gaumer, auteur d'une monumentale histoire des *Années Pilote*. En plus d'une remarquable mise en perspective iconographique des héros et des albums imaginés par René Goscinnny – la liste des titres des ouvrages auxquels il collabora entre 1944 et 1977 remplit trois pages en petits caractères –, ce beau livre relate avec humour et tendresse celui qui fut un père, un époux et un ami courtois, timide et d'une « humanité totale », ne pouvant s'empêcher d'avoir des « rapports passionnels » avec les autres tout en le cachant. « Mon père était un gentleman », dit René Goscinnny sa fille Anne, toute de tendresse. En guise de consolation, Gilberte Goscinnny, cette belle Nicole à qui son époux offrait chaque dimanche matin une douzaine de roses, expliquera à la fillette qu'il « lui avait offert un père génial pendant neuf ans qu'un con pendant trente ans ». Une épithète que n'aurait pas reniée celui qui aimait tant lire et faire lire et qui confiait un jour : « Par rapport à outrer, nous ne sommes que des mexicainetés ».

● **MAX ET NINA, Y A DE L'AMOUR**, de Dodo et Ben Radis.

Cette histoire d'amour de la fin des années 90 à la légèreté d'une chronique du Grand Siècle et le rythme d'un air de rap. Rien ne manque à cette carte du Tendre féroce et contemporain que dessinent Max, jeune décorateur de cinéma, et Nina, frétillante journaliste. Le hic de départ, c'est que Nina est la petite amie d'un des copains de Max et qu'il faudra à celui-ci plus d'un tour dans son sac pour attirer la belle dans l'appartement squatté de sa grand-mère. Entre un séjour à la montagne hilarant, des quiproquos téléphoniques, des rendez-vous manqués, la relation entre Max et Nina se bâtit aussi à coups de petites trahisons quotidiennes, d'aveux tardifs et de passion dont on devine déjà la fin. Dodo et Ben Radis, plus ouverts que jamais, signent un petit chef-d'œuvre d'humour pimenté de quelques traits acides, sur fond de chômage et de retour aux conventions – le mariage, à la mairie et à l'église. De quoi donner un ton étonnamment juste à ces drôles et modernes fragments d'un discours amoureux (Albin Michel, 60 p., 78 F.).

● **LE DER DES DERS**, de Jacques Tardi et Didier Daeninckx.

Jacques Tardi abandonne Nestor Burma, le détective privé conçu par Léo Malet, dont il a déjà adapté trois aventures, pour un autre privé et un autre auteur, tout en restant dans une période qui lui est chère, celle de l'entre-deux-guerres. Le détective Eugène Vadiot est un ancien de 14-18. Lancé sur la piste d'une banale histoire d'adultère, il remonte une filière menant à l'affairisme louche et découvre qu'un soi-disant héros des tranchées peut en réalité s'être conduit comme un salaud. Fidèle à sa minutie du détail et à sa description d'un Paris sépulcral, Tardi s'inspire parfaitement à la trame politico-sociale tressée par Daeninckx, où la misère côtoie les gueules cassées tandis que les derniers soubresauts de l'anarchisme voisinent avec le national-patriotisme fanfaron. Un roman noir, très noir (Casterman, 80 p., 80 F.).

● **QUELQUES JOURS AVEC UN MENTEUR**, d'Etienne Davodeau.

Cinq amis décident, la trentaine atteinte, de prendre une semaine en montagne et d'oublier travail, épouses ou compagnes et enfants. L'entrepreneur, l'époux bafoué, le gauchiste baba, etc., vont boire, bouffer, et se confier leurs angoisses jusqu'à ce qu'un événement tragique mette en question leur vie d'ex-trublions qui hésitent encore entre la rébellion et l'acceptation des normes. Un récit finement observé sur les méandres des relations humaines et du destin, traversé par de belles sautes d'humour (Ed. Delcourt, coll. « Encres », 176 p., 79 F.).

## Leçon d'une insoumise

Paula Jacques prend l'Égypte pour décor d'un roman initiatique sensuel et caustique

**LES FEMMES AVEC LEUR AMOUR**  
de Paula Jacques.  
Mercure de France, 234 p., 110 F.

L'Égypte est la terre natale de Paula Jacques. C'est aussi le lieu central de son imaginaire, là où s'enracinent ses meilleurs livres. C'est encore le cas pour *Les Femmes avec leur amour*, titre d'une chanson de Miranda, le célèbre « rossignol italo-arabe » dont le lyrisme sucré envahit les rues du Caire en octobre 1956. On retrouve la même alliance de sensualité et d'ironie, de flamboyance et de causticité, de goût de la fable et d'instinct critique que dans *Lo Descende ou paradis*, mais avec quelque chose de plus vif, de plus immédiat et de plus intime. Peut-être parce que le regard sur le monde de la narratrice, Myriam Rouria, dite Mara, a été celui, par le passé, de Paula Jacques. Même si elle va à peine sur ses douze ans, Mara ne se fait pas d'illusions sur le milieu simbi-bourgeois, aveugle aux « temps qui courent », d'apparence cossue mais en réalité désargentée, auquel elle appartient. Elle n'a pas la moindre indulgence envers sa mère qui, frivole et glacée, la délaisse pour courir au « sporting club » ou chez sa couturière, avant de se transformer, une fois enceinte, en une « grosse chose dans sa robe de chambre ». Même jugement implacable de Mara sur son père, « irresponsable comme la plupart des hommes orientaux » : il préfère fréquenter le café Moschini plutôt que de s'occuper de sa pharmacie, qu'il abandonne à sa laborantine et maîtresse, Roxane Naphtali, qui ne cesse de fumer ou de pleurer sur le seuil de l'officine. La méchanceté de Mara est aiguë par la sensation d'injustice, d'horreur médusée, de panique sauvage qu'elle éprouve, une nuit, devant l'apparition de ses premières règles. Ce que suggère très

bien Paula Jacques, c'est la correspondance entre le constat par Mara du bouleversement de son corps et le sentiment de « catastrophe imminente, de destruction totale » qui flotte sur le pays : nous sommes à la veille de la guerre du canal de Suez.

Mais cette guerre se résume pour Mara à la fermeture des écoles, aux bandes de papier de cobalt que l'on applique sur les vitres de l'appartement, à des échos d'alertes et à ce grondement suspect dans le ciel qui s'achève par une pluie de sauterelles... Le vrai pays de Mara, « sa maison, sa famille, ses ancêtres, ses secrets, ses amours », c'est Dada Zanouba, la bonne de la famille qui, depuis longtemps, l'enveloppe de son affection vigilante et est devenue pour elle une seconde mère. Avec Zanouba, Paula Jacques compose un magnétique personnage de femme du peuple à la fois impériale et cassée, pleine à la fois de violence amère et de générosité lucide. Elle a le don de raconter sa vie comme un roman. Et quel roman avec son allure de conte noir, l'alternance des épisodes magiques et triviaux ! C'est l'histoire d'un cœur simple du delta du Nil qui, fille de fellah et barcelée par le despotisme sexuel de son beau-père, « le pharaon », a connu mille tribulations à travers le Caire avant de devenir domestique chez les roumis. Elle garde une aversion rageuse envers les hommes, la race des maris, « cette engeance pire que les loups », et pour tous les puissants de la terre ; et, sous son apparence soumission, elle demeure une éternelle réfractaire, une révolutionnaire instinctive. Capable de défaire toutes les tristesses, de vaincre toutes les larmes, elle communique sa force rebelle à Mara et lui permet d'assumer, du moins apparemment, la douleur des départs.

Jean-Noël Pancrazi



## Irlandais en Argentine

Colm Toibin décrit avec justesse les mutations politiques et sexuelles d'un pays et d'un homme

**HISTOIRE DE LA NUIT**  
(Story of the Night)  
de Colm Toibin  
Traduit de l'anglais (Irlande)  
par Anna Gibson,  
Flammarion, 390 p., 140 F.

**D**E père argentin et de mère anglaise, le narrateur du troisième roman de l'écrivain irlandais Colm Toibin ne doit pas à sa seule naissance son sentiment de « décalage ». Amoureux d'un camarade d'études, Richard comprend au seuil de sa vie d'adulte qu'il va devoir assumer une sexualité peu prise au temps des généraux à Buenos Aires.

Le récit commence après la mort de la mère de Richard, dans un climat de suspicion généralisée. Au fond, tout le portait à la clandestinité, au mensonge, aux accommodements des plaisirs volés et de la culpabilité entretenue. C'est pourtant une autre voie que va choisir, progressivement, le double de l'auteur : celle d'un certain courage, d'une clarté et d'une volonté de liberté.

Mais Colm Toibin n'a rien d'un idéaliste. Ni dans sa narration ni dans ses principes. Dans sa narration, il opte pour une parfaite simplicité, désireux de ne rien laisser dans le flou. Il en résulte pour le lecteur un sentiment d'authenticité extraordinairement apaisant.

Un voyage à Barcelone en compagnie de son ami, Jorge, à qui il a révélé sa sexualité sans oser lui avouer son amour, va permettre à Richard de voir son pays de l'extérieur, de comprendre le désastre politique de l'Amérique du Sud et de sonder sa propre détermination à l'engagement politique. Ils côtoient d'autres étudiants, ils découvrent une autre vie.

De retour en Argentine, en pleine guerre des Malouines, Richard va s'interroger sur son identité civile, au moment même où il décide d'affirmer ses choix

sexuels. La famille de son ami Jorge va progressivement envahir sa vie, qui dès lors vacille. La réalité se brouille étrangement : Jorge n'est plus le même objet de désir, sa famille est trouble et n'en attire pas moins Richard.

Ce que l'on prenait jusqu'ici pour un roman de stricte introspection est en train de suivre une autre orientation avec l'apparition d'un couple d'Américains douteux qui entraînent le narrateur dans une curieuse comédie. Profitant du bilinguisme parfait de Richard et d'une fragilité qu'ils soupçonnent sans en être certains, ces envoyés du gouvernement américain se servent de Richard comme d'un informateur, tandis que lui-même, comme dans un roman de Graham Greene, croit pouvoir les utiliser pour aider la carrière politique de la famille de Jorge. On est en pleine campagne électorale.

Le frère de Jorge, qui a vécu aux Etats-Unis, se mêle au groupe et devient progressivement un protagoniste. Les mois passant, le paysage politique et sexuel se métamorphose, en Argentine comme dans le reste du monde. Le sida modifie considérablement les rapports entre hommes.

Colm Toibin, comme chacun des problèmes politiques et sociaux qu'il aborde ici (ou dans ses précédents livres), affronte celui du sida avec une grande franchise. Il décrit simplement et justement des comportements, des habitudes sexuelles, des types de rapports, des lieux spécifiques, des symptômes - sans pathos, sans fausse poésie, sans discours larmoyants. Ses personnages ne ressemblent pas à des martyrs sacrifiés sur l'autel de la poésie littéraire des grands sentiments, mais ils partagent, dans une situation historique certes spécifique, la vie d'une catégorie très vaste d'êtres humains que l'on a jusqu'ici peu montrés avec autant de naturel et de vérité.

René de Ceccatty

## Prisonniers du crime

Terrifiante réalité que celle décrite par Edward Bunker à travers ces trois personnages, ex-taulards, pris dans le cercle d'une criminalité où la société les tient enfermés

**LES HOMMES DE PROIE**  
(Dog Eat Dog)  
d'Edward Bunker  
Traduit de l'anglais - Etats-Unis -  
par Freddy Michalski,  
Rivages/Thriller, 332 p., 129 F.

**C**e qui frappe d'abord chez Bunker, comme dans ses livres, c'est la puissance physique. Malgré ses soixante-deux ans, l'auteur d'Aucune bête aussi féroce évoque toujours aussi fortement l'image du taureau. Ou plutôt celle du bœuf. Sans doute à cause de cette guele en forme de machine de guerre, que Tarantino ne manqua pas d'utiliser dans *Reservoir Dogs*. D'autres, avec un tel physique, un tel patronyme, un tel passé - ex-taulard, ex-dealer, ex-braqueur - en feraient des tonnes dans le genre auteur-maudit-du-roman-noir. Edward Bunker, lui, ne joue pas. A peine assis, il attaque bille en tête en vous assénant que les histoires terrifiantes qui constituent la trame de son dernier roman, *Les Hommes de proie*, sont authentiques. En quelques phrases très simples. Sans fioriture, ni effet d'aucune sorte. Comme dans ses livres, *Troy*, *Diesel* et *Mad Dog*, les trois héros de son roman, ont réellement existé. Leur idée de braquer des dealers de came ou des truands parce qu'ils n'ont pas mérité la po-

lice à leurs affaires, je l'ai moi-même mise en pratique. Dégainé en fil. Ou en officier d'immigration quand on opérait dans le ghetto black. L'écriture de *Mad Dog* par ses complices, c'est Diesel qui me l'a racontée. *Mad Dog* devenait beaucoup trop dangereux. L'épisode de l'assassinat de sa petite amie et de la gomme de celle-ci dans une crise de folie meurtrière, je ne l'ai pas inventé. Diesel est mort lui aussi. Après un étrange séjour en taule, il avait décidé de ne plus jamais retourner en prison. Quand les flics l'ont arrêté, à l'occasion d'un braquage, il a tenté de s'échapper. A n'importe quel prix. Il s'est fait descendre à bout portant.

Les *Hommes de proie*, on l'a compris, racontent l'aventure mortelle de trois anciens taulards liés depuis la maison de redressement par d'innombrables séjours derrière les barreaux de Californie. Trois fauves nés en cage et qui y ont grandi, condamnés à renouer avec le monde du crime, le seul qui puisse les reconnaître, leur permettre de survivre. Aucun des trois, bien sûr, n'en réchappera. Bunker, remarquablement traduit en français par Freddy Michalski, décrit avec une force redoutable, singulière alliance de brutalité et d'humanité de regard, l'itinéraire tragique de ses héros. Sans rien cacher de leur sauvagerie. Sans excuser ni

condamner. Simplement en pointant les failles. Bunker reprend ainsi le fil de ses obsessions éternelles liées à son expérience personnelle. Et d'abord celle d'une société « cherchant inexorablement à nier aux individus de son genre tout droit à la réhabilitation et à la rédemption », comme l'écrivit William Styron dans sa préface. « Dans les années 50, poursuit Bunker, il y avait des programmes de réinsertion des prisonniers. Un de mes amis est même devenu professeur de sociologie à l'université de San Francisco, après avoir passé son doctorat derrière les barreaux. Aujourd'hui, tous ces efforts ont été abandonnés. La seule et unique fonction de la prison, aux Etats-Unis, c'est la punition... »

### TRAJECTOIRE INEXORABLE

Le thème de l'enfance brisée, martyre ou simplement abandonnée, revient comme un leitmotiv dans l'œuvre d'Edward Bunker. Dans *Les Hommes de proie*, les trois protagonistes ont été rejetés, chacun à leur manière, cassés dès l'origine. Par leur famille ou les institutions d'accueil. Déclenchant une inexorable trajectoire de désespoir et de haine, un processus désespérant de perpétuation de la violence. Bunker observe ainsi avec inquiétude la montée actuelle de l'exclusion, à l'instar de son héros, Troy, observant, à sa sortie de prison, la

prolifération des SDF ou des bandes de jeunes Noirs désoeurés : « Dans sa jeunesse, les riches possédaient une Cadillac et les pauvres roulaient en Ford. Aujourd'hui, les riches se promènent en limousines et les pauvres poussaient des Caddies dans lesquels s'empilent des boîtes de Coca-Cola recyclables. » Tous les éléments d'un cercle mortel sont alors en place. La montée de l'exclusion engendrant celle de la criminalité, et par conséquent de la peur et de la répression. « En 1951, quand je suis allé en prison pour la première fois, il y avait 9 000 prisonniers en Californie. En 1972, ils étaient déjà 20 000. Aujourd'hui, 140 000 ! Et vingt nouveaux pénitenciers sont actuellement en construction rien que dans l'état de Californie ! Jusqu'où ira-t-on ? Jusqu'à mettre la moitié de la population en taule, pour que l'autre puisse profiter du système ? » La conclusion est inévitable. Dans un monde d'une telle violence, sans espoir, ni foi ni loi, seuls subsisteront les hommes de proie. « Troy Augustus Cameron se sentait parfaitement justifié à être voleur. Le fondement même de sa justification était la conviction qu'il n'avait nul besoin de se justifier. Dostoïevski, par la voix d'Ivan Karamazov, avait énoncé de manière succincte : s'il n'est pas de Dieu, alors toutes choses sont permises. »

Michel Abescat

# 10<sup>e</sup> Prix Goncourt des Lycéens



Le lundi 10 novembre 1997, le Prix Goncourt des Lycéens a été attribué à Jean-Pierre Milovanoff pour son roman *Le Maître des paons* (Julliard).



Le Prix Goncourt des Lycéens est organisé par la Recherche et de la Technologie et par la Fnac (2,23 Frnn).

### UN ÉTÉ BOUT DU MONDE, de Penelope Lively

« Ce qui m'intéresse avant tout, c'est de réfléchir à l'idée d'évidence. Pas plus qu'en histoire, il n'y a de vérité unique dans une vie particulière », notait la romancière anglaise Penelope Lively, lauréate du Booker Prize en 1987. Plus que jamais, cette vérité plurielle des êtres, ces portraits en forme de kaléidoscope renvoyant eux-mêmes à d'autres portraits, sont au cœur de son dernier roman. Dès les premières pages, Teresa est vue simultanément par Pauline, sa mère, comme « une héroïne de Thomas Hardy - figure tragique, trahie à coup sûr », et comme « l'image lyrique de la jeunesse et de la régénération ». Mais parmi les « différentes versions de Teresa », c'est celle de la femme trompée qui prend le pas : à travers sa fille, Pauline se revoit elle-même, humiliée, bafouée par son propre mari. Comment éviter que l'histoire ne se répète ? Qu'une deuxième vie ne soit gâchée ? Et comment en parler avec Teresa : « Le flot souterrain du non-dit » n'est-il pas le seul mode de communication possible ? Un livre grave et prenant - même si la fin sombre dans la facilité - comme le tête-à-tête de deux femmes, le temps d'un été (Denoël, traduit de l'anglais par Anne-Cécile Padoux, 274 p., 135 F.).

FL N.

### MINNA VON BARNHELM, de Lessing

Lessing (1729-1781) est l'un des rares à avoir compris et su représenter toute la complexité du monde, loin des béatitudes sentimentales et idéologiques. Minna von Barnhelm évite autant la farce que la comédie larmoyante. La pure vertu est aussi asphyxiante que le grand-guignol est assommant. C'est une toute jeune femme de vingt et un ans, Minna, qui, en acceptant l'héroïsme de la vie, va sauver son amour en le débarrassant des exigences du sublime et des excès du libertinage. Il y a du Fragonard dans cette pièce de Lessing qui cherche à viser juste, en sachant que pour toucher au but il ne faut pas se crispier sur la cible, mais accepter d'être un temps happé par le vertige des passions et des désirs pour enfin faire sienne toute l'étrangeté du monde. Lessing nous donne ici à voir que les Lumières sont moins la victoire inconditionnelle de la raison que l'acceptation raisonnée de la force des sentiments. On peut encore faire son miel de cet héritage (traduit de l'allemand par Hédi Kaddour, Éditions José Corti, 240 p., 100 F.).

R Des.

### « MOI », de Wolfgang Hilbig

Qui est Reader ? Qui est cette mystérieuse jeune femme venue de l'Ouest et qu'on appelle « l'étudiante » ? Quelle est la finalité de la mission de Cambert, tapi dans les souterrains de la ville, à l'écoute de ses battements ? Autant de questions et autant de réponses qui se diluent, chaque fois que le but semble prêt d'être atteint. Écrit en 1993, le dernier roman de Wolfgang Hilbig montre, à travers les errances d'un indic de la Stasi, les fissures qui sapent le système socialiste de l'Allemagne de l'Est agonisante. Même les membres de cette police secrète ne semblent plus croire à leur mission : « La société sans classe serait sans doute le carnage le plus effrayant que l'on puisse imaginer. Permettez que nous choissions de ne pas nous y risquer. Permettez que nous choissions de continuer à pratiquer nos misérables talents... et à envoyer derrière les verrous les gens qui ne veulent pas croire en nos discours grandiloquents. » Inquisition dérisoire d'un système accusé à la déroute et qui n'a même plus le droit de mentir avec sincérité. Dans cette gigantesque partie de cache-cache, un « moi » éclatant essaie de poser des jalons pour retrouver une identité mise à mal (traduit de l'allemand par Brigitte Vergne-Cain et Gérard Rudent, Gallimard, 361 p., 155 F.).

R Des.



## Un art consommé du malaise

Servie par une écriture froide et élégante, chacune des nouvelles de Ian McEwan sécrète l'étrange, le trouble, l'ambiguïté

**SOUS LES DRAPS**  
et autres nouvelles  
(First Love, Last Rites,  
In Between The Sheets)  
de Ian McEwan.  
Traduit de l'anglais  
par Françoise Cartano,  
Gallimard, « Du monde entier »,  
364 p., 160 F.

**I**l est imprévisible, tourmenté, dérangeant, fascinant. Il est à l'image de ses livres, qui sécrètent l'inquiétude d'un malaise diffus. Croyez-vous le tenir ? Il vous file entre les doigts, poison affiné, insaisissable. C'est peu dire que Ian McEwan n'est jamais là où on l'attend.

Ce jour-là, on l'attendait devant chez lui, à Oxford. Porte laquée, glycine romantique, sonnette retentissant désespérément dans le vide : McEwan avait nubié le rendez-vous — à moins qu'il ne l'ait fui. Son agent ayant fini par le retrouver, on ne sait pas bien où, du côté de Londres, l'interview, assez surréaliste, se fit d'une cabine téléphonique, devant sa maison... vide. De McEwan, il n'y eut que le mystère d'une voix.

Avec un zeste de perversité ou la menace planante d'un danger caché, cette situation incongrue aurait pu fournir le point de départ d'une de ses nouvelles. Il eût suffi, par exemple, que la maison ne fût pas vraiment vide, qu'un froissement de rideau trahisse une présence rôdant là, épiant ou prémeditant le pire... Car d'aussi loin qu'on se souvienne, le secret, l'ambiguïté des atmosphères, la violence sourde, l'horreur même ont toujours tenté McEwan. Voyez ces quatre enfants enterrant leur mère à la cave, au fond d'une cantine de ciment (« Le jardin de ciment »), ces deux palpables touristes appelés peu à peu à devenir des proies (« Un bonheur de rencontre »), ce mari encombrant découpé à la scie (« L'Incombrant »), ou cette fillette kidnappée, ne laissant autour d'elle que

l'angoisse et le déchirement (*L'Enfant volé*, Whitbread Novel of the Year Award et prix Femina étranger 1993).

Ce sentiment d'oppression et de crudité est à son comble dans certaines des treize nouvelles de ce recueil. Comme dans « Papillons », où un désaxé entraîne une petite fille le long d'un canal pour lui montrer des papillons d'un genre particulier, avant de la faire « basculer tranquillement » dans l'eau glauque. « Jusqu'à jeudi dernier, note-t-il rétrospectivement et avec la même "tranquillité", quand j'ai vu le cadavre de Jane, je n'avais jamais trop réfléchi à la mort. Une fois, j'avais vu un chien se faire écraser. Avec la route qui passe sur le cou et les globes oculaires qui explosent. Mais, à l'époque, cela ne m'avait pas touché. » Impression non moins étrange laissée par cette « Conversation avec un homme-annuaire » — en fait longue confession d'un débile puis abandonné par sa mère — et qui débute ainsi : « Vous me demandez ce que j'ai fait en voyant cette fille. Je vais vous le dire. Vous voyez l'annuaire, là (...) j'ai fait demi-tour à toute vitesse, j'ai grimpé dedans et je me suis branlé. » Quant à l'une des premières nouvelles, « Fait maison », elle raconte, non sans humour, les déboires d'un frère et d'une sœur s'initiant ensemble à la sexualité, McEwan prenant soin de souligner que cette histoire a pour sujet l'un des personnages, Raymond, « et non le pucelage, le coït, l'inceste ou l'onanisme ».

Volonté de choquer ? Pas seulement. Certains textes (comme « Géométrie dans l'espace », où un homme conserve, « comme un pickled onion », un vieux pénis dans un bocal de formol) sont de petits chefs-d'œuvre d'humour, tandis que d'autres annoncent clairement ce don de capter, avec une remarquable économie de moyens, les vibrations intimes des êtres.

Néanmoins, McEwan ne se dé-

fend pas d'avoir tenté, avec ces nouvelles, une entrée remarquée sur la scène littéraire anglaise. Ecrites pour la plupart dans les années 70 — certaines ont été publiées en France sous le titre *Premier Amour, derniers rites* (Ed. Veyrier, 1976) —, ces petites pièces ont constitué pour lui, en même temps que ses premières tentatives d'écriture, des « laboratoires où tester différents styles et voix ». « Je cherchais un territoire où personne n'était, dit-il. Je trouvais la fiction anglaise terne et grise, trop préoccupée par le mariage et le divorce, répugnant à s'occuper des extrêmes. On était en 1970, on faisait du documentaire social (Kingsley Amis, Barbara Pym et les autres), on écrivait comme si le XX<sup>e</sup> siècle n'était pas terminé ! »

Nourri de Kafka, mais aussi de Philip Roth, John Updike ou Saul Bellow, formé au « creative writing course » de Malcolm Bradbury et persuadé qu'il fallait « pousser plus loin cette forme unique d'investigation qu'est le roman », McEwan se lance donc avec ces nouvelles qui lui valent d'emblée, en même temps que le Somerset Maugham Award, en 1976, la réputation d'« enfant terrible » des lettres britanniques. Une image qui, depuis, lui colle à la peau, même si son dernier roman, *Enduring Love* (Ed. Jonathan Cape, à paraître en France en 1999), recèle une forme inédite de tendresse et si, dit-il, sa « palette de sentiments » s'est considérablement éclaircie.

Pour ce livre, on dormait McEwan favori du Booker Prize 1997. Pour une raison obscure, il ne figurait même pas dans la sélection du jury, ce qui fit un certain bruit dans le Londres littéraire. Belle occasion ratée, pour un écrivain de talent, de rencontrer un plus large public. Mais McEwan affecte de ne s'en soucier guère : « A cause même de cette absence, les journaux n'ont jamais autant parlé de moi. » Il est vrai qu'il n'en est plus à un rendez-vous manqué.

Florence Notville

## Sortilèges naturalistes

En écho aux tragédies humaines, Rodrigo Rey Rosa donne à entendre la voix d'une terre sensuelle, hostile, onirique, où sourd un mal obscur

**UN RÊVE EN FORÊT**  
LE TEMPS IMPARTI  
et autres nouvelles  
(Lo que sono Sebastián  
el salvador de buques),  
de Rodrigo Rey Rosa.  
Traduit de l'espagnol (Guatemala)  
par Anny Ambert,  
Gallimard, 256 p., 130 F.

**A** sa façon, chacun des personnages de Rodrigo Rey Rosa est un combattant. Pas forcément un héros déclaré, portant beau sa vaillance et ses états de service — même si cela peut arriver —, mais un fantassin luttant dans l'obscurité contre un ennemi invisible. Car le mal, sous des visages d'emprunt, parcourt les différentes nouvelles qui composent le recueil de cet auteur encore peu connu en France. Né au Guatemala en 1958, admirateur et ami de Paul Bowles dont il a traduit plusieurs livres en espagnol et qui l'a lui-même transposé en anglais, le romancier campe un monde superbe et inquiétant. Guettés par de sourdes menaces, les individus y flottent entre la réalité d'un pays violent et les maléfices de leur propre imagination.

L'art de Rey Rosa, cette élégance infuse qui lui permet de glisser sans jamais appuyer sur les situations les plus étranges, consiste à imbriquer étroitement des descriptions naturalistes et un climat de rêve, de magie ou de folie. Son cadre lui-même est onirique autant que réel, puisqu'il s'agit d'un Guatemala jamais nommé, dont la forte présence fait un personnage et non un simple décor. De cette terre belle et hostile, profondément divisée entre les Indiens et les descendants d'Européens, l'écrivain fait jaillir une puissance sourde et destructrice où la nature joue un rôle déterminant. Accompagnant les tragédies de manifestations qui sont autant de commentaires ou de présages, la flore et la faune sont orchestrées à la façon d'un chœur antique.

Cette nature peut être sensuelle,

caressante et faussement douce comme l'est parfois l'eau du lac dans « Un rêve en forêt », ou le « courant émeraude » d'une rivière qui porte un nom de femme. Elle peut aussi déclarer la guerre aux hommes, faire déferler des orages ou même tuer. Dans « La Colline », un pasteur qui s'acharne à vouloir acheter une terre pour faire triompher sa religion explique : « Elever sur ce site un temple chrétien reviendrait à asséner un coup mortel au paganisme de ces régions. Propagateur d'une foi qui ne tient pas compte de la nature, il finira par recevoir lui-même le coup de grâce. » Il a été jugé, dit l'un des Indiens qui l'accompagnent sur les lieux du sacrifice (...), il a voulu tuer la colline, mais la colline l'a tué.

### JEU DE MIROIR

Parfois, comme dans « Le Temps imparti », la nature joue un rôle de miroir. Au fil de ce récit magnétique et troublant, Rodrigo Rey Rosa met un miroir aux prises avec une loi « en vertu de laquelle aucun officier du commandement militaire ne pouvait être considéré comme psychiquement sain tant qu'on n'avait pas prouvé le contraire ». Mis en demeure, donc, de démontrer sa normalité, l'ami est examiné par un psychiatre et devient la proie de visions dérangeantes. La plus grande partie de la nouvelle se déroule en ville, mais l'écrivain ne manque pas d'évoquer la forme des nuages, le climat oppressant et, à trois reprises, l'apparition d'oiseaux à proximité du médecin et de l'ami. « Un oiseau noir vint se poser subitement sur une branche, puis un autre descendit avec un cri strident. (...) Les deux oiseaux crièrent à l'unisson, et l'ami les vit se regarder, becs ouverts, agressifs. »

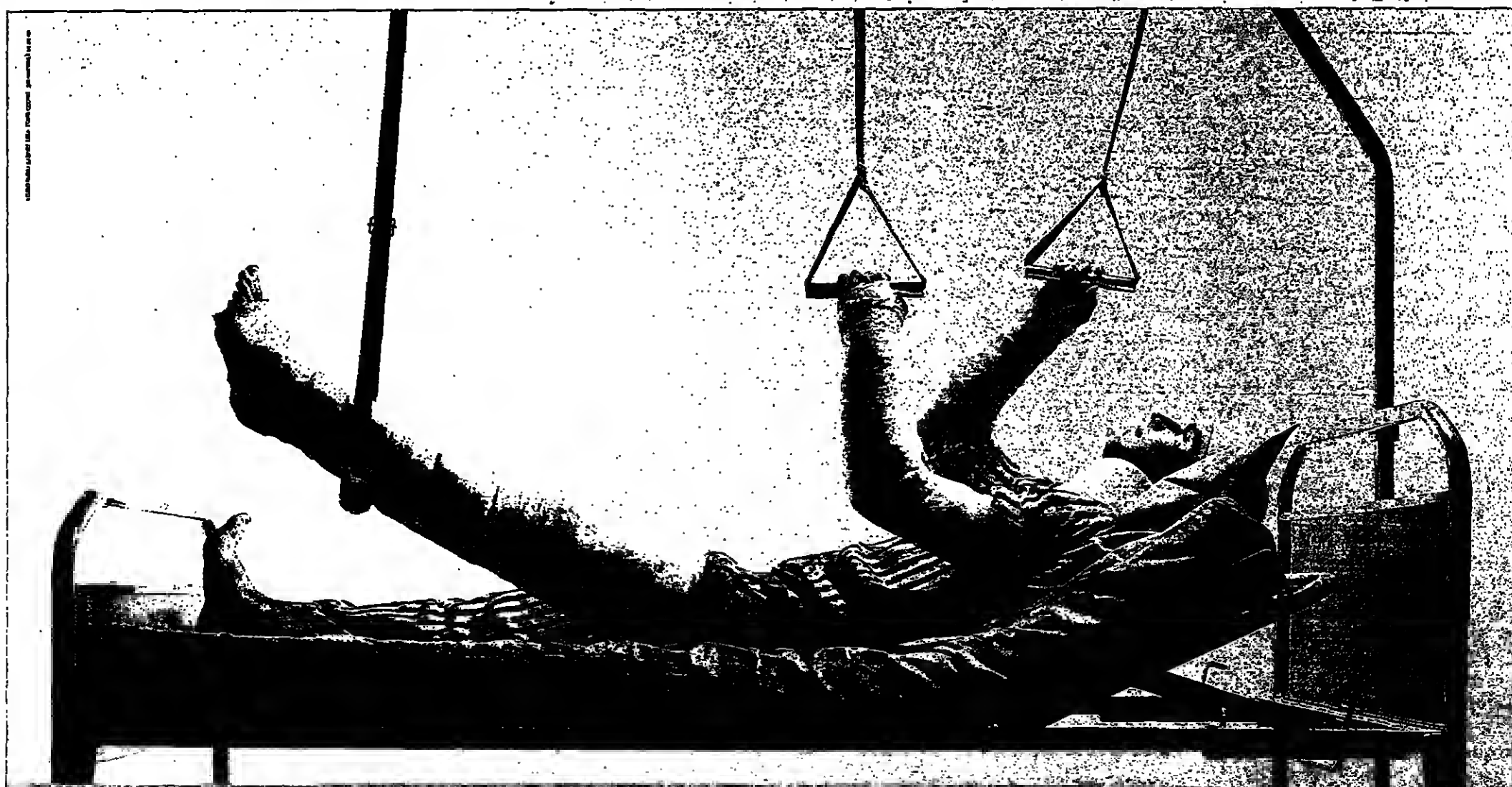
De la même manière que les oiseaux réfléchissent le conflit opposant les deux hommes, la nature reflète les sentiments. Des états contradictoires où se mêlent la vie et la mort, comme sur ce « gommier rouge moribond couvert de chenilles et d'orchidées ». Des états où règnent

l'illusion, l'impression d'irréalité, les jeux de miroirs déformants. Dans « Un rêve en forêt », l'auteur note, au sujet d'une jeune femme assise au bord de l'eau : « Le paysage change brusquement lorsqu'elle comprend que ce qu'elle observait n'était que le reflet des arbres et non les arbres eux-mêmes. »

Dans cette nouvelle, comme dans les autres, des individus tentent d'échapper à un danger latent dont la nature véritable n'est pas toujours explicite. Une menace qui les incite à se représenter leur mort par anticipation, à éliminer les autres ou à se cacher. Sebastián, le héros d'« Un rêve en forêt », se dissimule derrière le rempart des arbres qui entourent sa maison, cherchant à devenir invisible aux yeux du monde. Mariano, le fugitif de « La Mauvaise Part », cherche aussi refuge dans la forêt pour échapper à un tueur anonyme qui assassinerait celui qu'il a laissé chez lui pour tenir son propre rôle. En allant trouver asile à l'intérieur des terres, ces hommes s'enfoncent en eux-mêmes et dans l'histoire coupable d'un pays où les Indiens sont tenus pour quantité négligeable. « Vouloir apprendre le *mopán*, dit Mariano en parlant d'une des nombreuses langues indiennes, c'est vouloir entrer dans un autre monde. »

Ce monde secret, tabou, chargé de sortilèges, surgit ici et là sous forme de reliques extirpées à la terre. Des objets mayas convoités par les trafiquants, dans « Un rêve en forêt », des styles dans « La Cabane », des vestiges contrefaits ou transformés en outils de vengeance. La haine n'a pas de place, plutôt une sorte de fatalité qui conduirait la main du destin. Et, si le romancier ne fournit guère d'explication, c'est que les hommes eux-mêmes n'y voient goutte dans ce clair-obscur traversé de brumes et de bruissements, où des échos divers (végétation, crasse des vitres), abris de carton, vitres fissurées) filtrent sans cesse l'éclair mortel du soleil.

Raphaëlle Rérolle



**Vous avez déjà essayé de lire en continuant ?**

**RATP**

**LA MEILLEURE FAÇON D'AVANCER**



# Les naturalistes

Après, l'histoire de Rosa donne à voir...  
L'histoire de Rosa donne à voir...

Après, l'histoire de Rosa donne à voir...  
L'histoire de Rosa donne à voir...

Après, l'histoire de Rosa donne à voir...  
L'histoire de Rosa donne à voir...

IL EST PERMIS D'ESPÉRER  
de Václav Havel.  
Traduit du tchèque  
par Barbara Faure  
Calmann-Lévy, coll. « Petite  
bibliothèque des idées »,  
162 p., 80 F.

Les écrivains dissidents ne devaient pas souvent chefs d'Etat. Cette aventure est arrivée à Václav Havel. Dramaturge, militant des droits de l'homme, fondateur de la Charte 77, il est passé d'une vie surveillée, cadenassée, sans passeport, prise entre les frontières, les prisons et le harcèlement policier, à la plus haute fonction de son pays, la République tchèque. Quand il parle des droits de l'homme, on ne saurait oublier qu'il a su risquer sa liberté pour les défendre. Entre un discours de principe et un engagement réel, la distance n'est pas mince. C'est pourquoi, même dans des discours officiels, avec leurs contraintes et leur lot de considérations générales, la parole de Václav Havel s'écoute avec attention et sympathie. Il ne prétend pas apporter d'idées fort nouvelles ni défendre des positions insolites. Mais, pour la rareté de son parcours aussi bien que pour la chaleur de ses convictions, il convient de prêter l'oreille aux évidences qu'il rappelle. L'un des premiers constats de Václav Havel est tout simple : « Devenu chef de notre Etat, je me suis mis à voyager dans le monde entier. Ma grande découverte après ce bouleversement, c'est que notre planète n'est pas bien grande, que la distance d'un point à un autre est plus courte que mon intuition ne l'imaginait. » En regardant par le hublot, l'intellectuel-président voit combien sont insensés et cruellement dérisoires les conflits séculaires opposant des peuples voisins pour une parcelle de terre qui, vue d'en haut, paraît si mince, si semblable à toutes les autres. Il se rend compte, tout banalement, que la terre est petite.

Il souligne combien cette exigence est récente. Pendant des millénaires, rappelle-t-il, des civilisations séparées se sont développées pratiquement sans se connaître. Elles n'étaient certes pas dépourvues de tout commerce les unes avec les autres, mais les échanges étaient rares et limités. Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une civilisation globale est en train de naître. Tous les paysages urbains se ressemblent désormais plus ou moins, les gens utilisent dans le monde entier les mêmes machines, partent les mêmes vêtements, écoutent les mêmes musiques, mangent les mêmes produits, cessent les mêmes rêves. A peu près. Sans doute subsiste-t-il, sous les comportements apparemment uniformes, bien des disparités. Mais la grande pellicule des transmissions instantanées s'étend partout. L'interdépendance est un fait. Dérapage à Tokyo, faille à New York. Les finances comme les pollutions, les guerres comme les créations culturelles ne sont plus restreintes à un cadre régional. Des événements qui n'avaient auparavant qu'une répercussion restreinte peuvent avoir désormais des conséquences effectivement planétaires. On le sait, on l'a dit cent fois, on le répète depuis des années sur tous les tons, mais on n'en tire pas encore les conséquences pratiques qui s'imposent.

Le propos de Václav Havel est d'inciter ses contemporains à prendre pleinement conscience de cette interdépendance. Il plaide pour que soit retrouvée l'unité de l'expérience humaine de vivre, et mises en œuvre les actions qui doivent en découler nécessairement. Les douze conférences que rassemble ce volume tournent autour de ces thèmes centraux. Elles ont été prononcées en des occasions diverses, pour la plupart officielles, mais l'écrivain ne s'y départit jamais tout à fait de son ton propre et ne tempère pas la vivacité de ses convictions. Contre la grand peur de l'uniformisation des cultures et des modes de vie, contre la crainte du « gris » — celui que produit inévitablement un mélange de toutes les couleurs —, Havel insiste sur la bivalence de la civilisation planétaire qui se construit. La mondialisation n'est pas à ses yeux une idéologie mais au contraire juxtaposition et amalgame de traits divers. Exemple : un jeune Bédouin

en jean sous sa robe traditionnelle, on transitoir à la main, juché sur un chameau porteur d'une publicité pour Coca-Cola. « Je ne râlais pas, note Havel, pas plus que je ne verse une larme d'intellectuel sur l'expansionnisme commercial de l'Occident qui dévasterait une culture étrangère. J'y vois un reflet typique de cette ère multiculturelle. »

A partir de tels mélanges, « tout est possible ». Sous la pellicule globale demeurent en effet vivaces les antiques continents culturels. Si les civilisations « régionales » ne se crispent pas de manière défensive et rigide dans l'affirmation de leur identité exclusive, l'époque qui vient pourrait devenir un temps de créations encore imprévisibles. Pour y conduire, quelques préceptes sont proposés. Instaurer un véritable respect des cultures entre elles — mieux valdrait en effet le respect, même s'il s'accompagne d'une relative incompréhension, que l'intention jamais réalisée d'une parfaite connaissance réci-

La civilisation globale est déjà là. Chacun commence à le savoir. Malgré tout, presque personne n'agit en conséquence. Jusqu'à quand ?

proque. Il faudrait surtout retrouver et redire ce que les humains ont en commun, faire réémerger ce qui, de manière radicale et première, les rend plus semblables que divers. Havel ne cesse d'y revenir : « Je crois qu'il est absolument nécessaire de comprendre à nouveau et d'articuler d'une manière inédite l'expérience spirituelle essentielle et fondamentale de l'homme. » L'essentiel d'une telle expérience est-il, comme le croit Havel, une

forme d'expérience de la transcendance ? Cela n'a rien d'évident. Pourquoi ne serait-ce pas l'expérience vécue des états du corps, tels que la faim et la satiété, la fatigue et le repos, le désir et la jouissance, la douleur et l'apaisement, la maladie et la mort ? Rien n'empêche de soutenir que ce qui est fondamentalement commun à toutes les existences humaines, c'est la conscience du corps, d'une autre qualité que chez les formes de vie animales. Il se pourrait que le monde le plus globalisé, électronisé, instantanéisé, ne nous reconduise pas à la transcendance et à Dieu, mais à la prise en considération de nos appétits les plus élémentaires comme fondement d'une possible morale commune.

On retiendra surtout de ce livre simple un vibrant appel à l'action. « L'humanité soit désormais ce seul nouveau type de responsabilité globale peut la sauver. Il ne lui manque qu'un tout petit détail : d'assumer véritablement cette res-

ponsabilité. » Un tel changement ne se décrète pas, évidemment. Alors, où est le déclic ? Comment comprendre que chacun soit au courant et que rien ne change ? Que les appels réitérés aux réformes demeurent sans effet ? Par exemple : chacun sait que l'expansion, ou même le simple maintien, de l'actuel mode de vie des Occidentaux et autres riches est préjudiciable non seulement au tiers-monde mais à moyen terme aux nantis eux-mêmes. Le statu quo ne peut que dégrader les conditions de vie de toutes les générations futures, aussi bien celles des lointains pays pauvres — dont l'égoïsme de fer des bien-nourris et bien-éduqués se moque profondément, malgré des déclarations innumérables — que celles de nos petits-enfants, chez nous. Mais on fait quoi, « en vrai » ? Quelle décision d'ouverture modifie nos consommations de toutes sortes ? Qu'attend-on ?

Voilà somme toute une grande et banale énigme. Tous ne presque sont convaincus qu'il convient d'agir, mais presque personne ne bouge. Chacun paraît attendre que les autres décident, s'arrange pour n'abandonner, se dit qu'en attendant, « après tout, c'est toujours ça de pris ». Sans doute cet aveuglement est-il la chose du monde la mieux partagée. Si la connaissance d'un péril entraînait aussitôt une riposte, l'histoire des humains serait évidemment fort différente, que ce soit d'un point de vue collectif ou individuel. Il n'en reste pas moins que ce fut toujours une certaine forme de responsabilité qui caractérisa le mode d'actum de notre espèce, et sa capacité d'invention face aux dangers. Aujourd'hui, alors qu'il faut inventer plus que jamais, l'attente commence à paraître longue. Y a-t-il une humanité sur la planète ?

\* A signaler également : dans la nouvelle collection intitulée « Petite bibliothèque des idées », dirigée par Calmann-Lévy par Anne Dufourmantelle, paraît d'autre part un livre de Jacques Derrida, *De l'hospitalité*, réponse à un texte adressé au philosophe par Anne Dufourmantelle (134 p., 80 F).

## Un « philosophe de posture modeste »

A partir des travaux de Paul Ricœur et des témoignages de ses amis, François Dosse retrace le destin étrange et paradoxal d'un intellectuel qui, à l'écart de la pensée dominante, a construit une œuvre tardivement reconnue

Paul Ricœur  
lecteur  
d'Emmanuel Levinas

AUTREMENT  
de Paul Ricœur.  
PUF, 42 p., 39 F.

Issu d'une conférence prononcée récemment devant le Collège international de philosophie, le dernier texte de Paul Ricœur a pour seule ambition de proposer une lecture d'*Autrement qu'être* ou *au-delà de l'essence*, l'un des ouvrages les plus difficiles d'Emmanuel Levinas. Malgré la modestie affichée du propos, et l'humilité voulue de l'interprète, ce bref récit n'a pourtant rien d'un niaisisme de circonstance. Il se pourrait bien, au contraire, que nous tenions là le point d'aboutissement de toute une partie de son œuvre.

Tels vite, en effet, Ricœur s'efforce du commentaire littéral, pour reformuler les enjeux essentiels du livre de Levinas de manière à la fois sobre et dramatique. Car il ne s'agit de rien de moins, ici, que de rendre à l'éthique (elle-même fondée sur l'idée de la responsabilité à l'égard d'autrui) la présence qui devrait être la sienne dans l'ordre des raisons philosophiques. Bref, de l'aider à s'affranchir de son infatigable confrontation avec l'ontologie — « rivalité absurde dans laquelle, d'Aristote à Heidegger inclus, elle n'a cessé d'être perdue ».

Mais un tel travail ne peut se faire, en pratique, que dans et par le langage. Pour mieux arracher l'éthique à l'ontologie, il faut donc commencer par distinguer le régime du « dire » de celui du « dit », et ressaisir les liens qui rattachent le premier à l'éthique de la responsabilité. Plus dense encore, du fait de sa concision, que le texte de Levinas, celui de Ricœur atteint, dans cet effort, à un dépouillement exceptionnel, à une forme de pensée « pure » qu'on ne rencontre guère que chez les très rares philosophes parvenus au sommet de leur maturité.

Christian Delacampagne

PAUL RICŒUR. LES SENS  
D'UNE VIE  
de François Dosse.  
La Découverte, 776 p., 250 F.

C'est mieux projet que celui de François Dosse. Ecrire la biographie d'un homme sans avoir accès à ses archives personnelles, sans même sa bienveillante coopération — Ricœur et Dosse ne se sont jamais rencontrés, respectant à la lettre un contrat tacite d'évitement systématique. Il en résulte une entreprise purement intellectuelle, fondée sur les témoignages des amis et des disciples (près de deux cents), sur la lecture des œuvres elles-mêmes, parfois autobiographiques, tels certains recueils d'entretiens, mais plaçant le plus souvent une grande distance entre la vie et la raison, l'existence et le métier de la pensée.

Curieux projet, de plus, en raison de l'itinéraire de Paul Ricœur lui-même. S'il fallait le définir, on dirait qu'il incarne depuis quatre-vingt-cinq ans le « philosophe de posture modeste », sans souci de rodoromantades, de provocations ni de spectaculaire, fuyant les éclats, les errements, les expérimentations comme les projecteurs, traçant son chemin le plus droit possible alors que les mouvements de la pensée française n'ont eu de cesse, au contraire, de divaguer, d'aller et de venir, d'accoster pour un temps sur des rivages contradictoires et éloignés. Dans une biographie, les erreurs, les aveuglements, les détours, les emportements (qu'ils soient réjouissants ou catastrophiques) comptent comme autant d'accidents nécessaires à rendre compte de l'épaisseur des moments traversés. Sans doute Paul Ricœur ne s'est-il pas assez trompé. Toujours est-il que ce livre de près de huit cents pages recèle davantage de monotonie et d'ascétisme que de saillies et de passions. On s'y ennuit un peu.

Ricœur n'a certes jamais cessé de s'engager, comme le souligne François Dosse avec minutie et à propos, mais avec une rigueur et une fidélité à sa morale de protestant éclairé qui en not fait bien souvent un homme seul, isolé, trouvant refuge au sein de quelques petites communautés d'accueil (*Esprit*, Le Chambon, les Murs blancs, l'université de Chicago) pour surmonter les excommunications lancées contre lui par les papes du structuralisme ou de la psychanalyse (Lacan fulminant lors de son séminaire contre *De l'interprétation* : « Qu'est-ce qu'on va faire avec cette saleté ? C'est du spiritualisme ! Qu'est-ce qu'un philosophe a à voir là-dedans ? »). Ricœur est un homme droit, un philosophe têt, un militant fidèle de la même cause, celle de la tolérance et de l'humanisme. Cette rectitude, cet entêtement et cette fidélité l'ont paradoxalement bien souvent écarté des centres névralgiques de la pensée française. Et lorsque le philosophe a rencontré l'histoire de ce siècle, la grande ou la petite, la tragique ou la lyrique, cela prit généralement la forme d'une certaine incompréhension (l'épisode du pacifisme munichois d'une jeunesse de « chrétien révolutionnaire »), d'un évitement (la deuxième guerre mondiale entièrement passée dans un camp de prisonniers), du malentendu (les articles de tendance pétainiste publiés « hors contexte » et sans autorisation ni relecture de l'auteur dans *L'Unité française*), ou même de la force un peu pathétique (la malheureuse cédille oubliée de Ricœur, doyen de la faculté de Nanterre, reçut sur la tête le 26 janvier 1970).

Ainsi placé à l'écart de la pensée dominante, et ne maîtrisant pas les événements de l'histoire contemporaine, Paul Ricœur a d'autant mieux travaillé à son œuvre philosophique, réellement imposante. Une œuvre qui n'a

pour autant été pleinement reconnue que tardivement (de ce côté-ci de l'Atlantique tout au moins). Car le retour, et même le triomphe, du philosophe sur la scène intellectuelle française ne date, en définitive, malgré l'importance d'ouvrages comme *De l'interprétation* (1964) ou *La Métaphore vive* (1975), que de la publication des volumes de *Temps et récit*, entre 1983 et 1988. Plus encore, il faut dire, en suivant les analyses de François Dosse, que Paul Ricœur ne s'est imposé en France, au sein d'un milieu philosophique toujours assez hostile ou indifférent, que par l'in-

termédiaire des lectures et des éloges venus des rangs historiens, littéraires ou politistes. Etrange et paradoxal destin intellectuel. Curieux projet, enfin, du fait de la personnalité du biographe. Celui-ci se cache pas, dans son avant-propos, l'effondrement de son adhésion au marxisme et la « révélation » qu'a constituée pour lui la pensée herméneutique de Ricœur. Ce livre est donc l'ouvrage d'un « converti », au sens quasi spirituel du mot : « Le visage [de Paul Ricœur], tel qu'il m'est apparu lors d'une émission sur le petit écran, m'a semblé lumineux. La ré-

vélation de l'odéon parfaite entre ce visage, son dire et ses écrits fut telle qu'elle m'assurait de pouvoir déplacer les montagnes. » François Dosse a effectivement beaucoup travaillé, proposant un ouvrage extrêmement fouillé et informé, alors qu'il ne disposait à priori que de peu d'indices. Mais la forme de croyance qu'il a dirigée vers Paul Ricœur est aussi synonyme d'une certaine lourdeur sentencieuse dans le style, ce too de conviction qui pèse sur les biographies lorgnant un peu trop vers les hagiographies intellectuelles.

Antoine de Baecque



Voyez où l'accoutumance a mené nos aînés.

Régis Debray  
Contre Venise

folio



## ECONOMIE

Philippe Simonnot

# Le capitalisme, fossoyeur de la bourgeoisie

LA SALAIRE DE L'IDÉAL

La Théorie des classes et de la culture au XX<sup>e</sup> siècle de Jean-Claude Milner. Seuil, coll. « Essais », 119 p., 89 F.

Dans la représentation marxiste, le bourgeois vit seulement de ses rentes et le prolétaire de son salaire. Comment expliquer que tant de bourgeois sont devenus des salariés ? Cette question est au départ de l'essai exqu de Jean-Claude Milner. A l'arrivée, après un parcours étonnant d'intelligence, c'est l'inquiétude paradoxale d'un capitalisme fossoyeur de la bourgeoisie que l'auteur nous fait découvrir pour la fin de ce siècle. La démonstration est si astucieuse qu'elle frise parfois le caporal. Voilà du moins un néomaxiste élégant et amusant qui connaît la loi du marché. En un mot, lisible.

La démonstration se fait en cinq temps. Premier temps, de stricte orthodoxie marxiste : le salaire prolétaire reste déterminé par le prix minimum de la « force de travail », lui-même déterminé par le prix minimum des marchandises nécessaires à la reconstitution physiologique de cette force de travail. Ce prix minimum est intitulé par Milner le « fondamental » du capitalisme, au sens où l'on parle de note fondamentale dans un accord. C'est dire que ce minimum détermine l'ensemble des salaires ouvriers.

Deuxième temps, beaucoup moins orthodoxe, le bourgeois tire désormais le plus gros de ses revenus d'un salaire, mais ce salaire se distingue du salaire prolétaire en ce qu'il est essentiellement indépendant du fondamental. Il s'agit en fait d'un prix politique qui n'a rien à voir avec la qualification de la personne qui le touche. Ce salaire pouvait être autrefois inférieur au salaire prolétaire : le bourgeois était censé tirer l'essentiel de ses revenus de son patrimoine, un salaire correct eût signalé sa déchéance quand il se consacrait à la magistrature, la diplomatie, l'armée, l'enseignement, la prétrise, les arts et les lettres.

De nos jours, le salaire bourgeois est un sursalaire. C'est le « salaire de l'idéal », c'est-à-dire du mensonge (Ibsen). Il « rejette les arbitrages politiques » de la société. Qu'un présentateur de télévision soit beaucoup plus payé qu'un savant s'explique ainsi : « Le présentateur-vedette est supposé surpasser et voilà pourquoi il est surpayé », assure Milner. Et de préciser en note : « On sait que le présentateur n'est nullement puissant par lui-même, il n'a que la puissance de la chaîne qu'il emploie. En acceptant de le surpayer, la chaîne ne fait donc que rendre hommage à sa propre puissance. » A partir de cet exemple, « on peut généraliser », assure Milner. Voilà ! En tout cas, une explication beaucoup plus simple ne vient pas à l'esprit de l'auteur, qui ferait dépendre le sursalaire du présentateur de l'Audimat et donc des recettes publicitaires qu'il produit. Passons !

Troisième temps, celui des catégories : le sursalaire peut être payé, soit en temps, soit en argent. D'où deux types de bourgeois : d'une part, le « professeur moyen », qui gagne à peine plus qu'un ouvrier, mais sur un temps de travail beaucoup plus court ; d'autre part, le cadre supérieur qui travaille aussi longtemps et aussi intensément qu'un prolétaire, mais gagne beaucoup plus. En France, la bourgeoisie du surtemps serait essentiellement salariée du service public, tandis que la bourgeoisie de surémunération relèverait du privé. D'où des stéréotypes : fonctionnaires paresseux et dépenaillés versus cadres excités et avides. D'où aussi l'opposition convenue des Américains à la gauche, mais efficaces, rapides et inventifs, aux Français flemmards, routiniers, arrogants, mais prenant le temps de vivre. Milner se livre ici à une analyse de la bourgeoisie française qui est un morceau d'anthologie : la gauche, « parti du sursalaire » serait son plus sûr rempart ; l'Université, quant à elle, condamnée à la fois par les amis de la liberté, du marché et du savoir, « devrait disparaître ». Et, selon lui, elle a effectivement disparu. Mais on ne s'en est pas encore aperçu.

Quatrième temps, l'appropriation de l'hérésie. Car le sursalaire bourgeois, pris sur le profit, est évidemment impensable pour la pure théorie marxiste. Mais ce sursalaire serait le prix à payer pour permettre à la bourgeoisie de dominer la société. Or, et pour Milner c'est un axiome marxiste fondamental, la domination de la bourgeoisie sur la société est la forme politique la plus compatible avec le développement capitaliste.

Le cinquième et dernier temps est celui du dépassement dialectique. Après tout, la bourgeoisie ne serait peut-être pas aussi nécessaire qu'on l'a cru au développement du capitalisme. A preuve, les pays asiatiques qui démontrent tous les jours qu'il existe des économies capitalistes optimales du point de vue du capitalisme sans pour autant s'appuyer sur une bourgeoisie surpayée. Mais ces capitalismes non bourgeois, s'ils sont vivables politiquement, ne peuvent que battre les économies capitalistes bourgeois, handicapées par leur sursalaire. Dès lors, l'avenir qui se dessine à l'extérieur de l'Occident, puis en Occident même, est la diminution drastique du nombre des salariés. « Marx, rappelle notre auteur, avait supposé que la bourgeoisie produisait ses propres fossoyeurs. Convaincu de l'axiome de l'économie politique, il en avait conclu que les fossoyeurs de la bourgeoisie seraient aussi les fossoyeurs du capitalisme. On craint aujourd'hui que le capitalisme ne soit le fossoyeur de la bourgeoisie. »

Désormais général est le saut-qui-peut des bourgeoisies nationales, qui cherchent à sauver chacune leur part du gâteau. Les Allemands par exemple espèrent fermement constituer la bourgeoisie édue qui « dans la débâcle promise de toutes les autres, deviendra l'unique bourgeoisie salariée de l'Occident et donc du monde. Et ce règne pourrait bien durer mille ans ». Les Français, quant à eux, s'imaginent avoir vocation à fournir la plus grande partie des gestionnaires publics et privés de la machine du Marché commun. Chez toutes, c'est une longue plainte. « La dénonciation, de plus en plus fréquente aujourd'hui, de l'horreur économique, remarque justement Milner, n'est rien de plus que le gémissement de la bourgeoisie salariée découvrant avec scandale qu'elle est désormais une classe économiquement condamnée. » Cependant la déclamation se conforte d'une espérance secrète que les barbares capitalismes asiatiques soient condamnés à une instabilité irréductible. Le bain de sang de la place Tiananmen ou les crimes répétés de la mafia russe, voilà ce qui rassure aujourd'hui nos bourgeois !

## PASSAGE EN REVUE

« Lignes »

Pour célébrer son 10<sup>e</sup> anniversaire, la revue Lignes, dirigée par Michel Surya, fait un retour sur ces années, autour du rôle et de la place de l'intellectuel vis par lui-même. Des écrivains, philosophes, universitaires se sont prêtés à cette « tentative de définition » - de Jean-Christophe Bailly, Daniel Bensaid et Pierre Bergounioux, à Jacques Derrida, Julia Kristeva, Philippe Lacoue-Labarthe, Jacques Rancière, Jacqueline Risset, Enzo Traverso et Paul Vialli. Tâche impossible selon Derrida, qui ne veut cependant pas se laisser « paralyser » par cette impossibilité mais y voir « la figure d'une mise à l'épreuve, d'une endurance nécessaire comme telle et hors de laquelle rien n'advientrait (...) : aucune décision, aucun "engagement", aucun événement ». Une démonstration en trente auteurs et autant de styles de pensée, qui relativise singulièrement la place de l'intellectuel jouet d'un « dispositif idéologique et médiatique » (François Marmontel), limité par le danger du « narcissisme corporatif », mais toujours appelé à sa propre responsabilité (éd. Hazan, n° 32, 100 F.). F.V.E.

## INTERNATIONAL

par Daniel Vernet

UNE EUROPE POUR TOUS

Préface de Jacques Delors, Odile Jacob, 178 p., 120 F.

L'Europe n'a pas bonne presse et pourtant, des livres sur l'Europe, il en paraît pratiquement tous les jours. Pour l'encenser ou la réformer, la dénoncer au regretter son effacement. Philippe de Schoutheete a choisi simplement de l'expliquer, de souligner les difficultés qu'elle affronte, les contradictions qu'elle nourrit depuis le début de l'aventure lancée par Monnet et Schuman, et d'esquisser quelques pistes de réflexion. Il n'est pas le plus mal placé pour ce faire, puisqu'il a été pendant dix ans le représentant de la Belgique auprès des Communautés européennes, un de ces ambassadeurs sans qui rien au presque ne se décide à Bruxelles. Cette familiarité avec la machine européenne aurait pu l'inciter à entrer dans le dédale incompréhensible pour le profane des directives, règlements, piliers, etc. Il n'a pas succombé. L'Europe pour tous, c'est d'abord l'Europe expliquée à tous.

Philippe de Schoutheete a évité un autre abécédaire. Venant d'un pays qui a été non seulement un pionnier de la construction européenne mais un champion de l'Europe supranationale, il aurait pu relancer les querelles théologiques entre partisans de l'Europe fédérale et ceux de l'Europe des patries. Non, il prend l'Europe telle qu'elle est, ce que d'aucuns appellent « un objet institutionnel non identifié », « ni une organisation internationale de type classique, ni un Etat en gestation », ajoute Philippe de Schoutheete. On ne peut décrire la nature de l'intégration européenne que par des comparaisons, des approximations. C'est d'abord « un réseau

## POLITIQUE

par Gérard Caurtois

LE PEN, LES MOTS

Analyse d'un discours d'extrême droite de Marjorie Soucarré, Stéphane Wahnich, Isabelle Cuminal et Virginie Wathier. Le Monde Éditions, 280 p., 98 F

Comme toujours et plus que jamais, la politique est d'abord et avant tout une guerre de langage, une guerre des signes, une guerre des modèles, des symboles », écrit Jean-Marie Le Pen en octobre 1991. Parole d'expert, tant il est évident que, depuis son irruption sur la scène politique, le président du FN a su utiliser les mots comme des armes. Avec un risque, cependant : celui, précisément, d'être pris aux mots. C'est tout l'intérêt, et l'originalité, du travail réalisé par Marjorie Soucarré, Stéphane Wahnich, Isabelle Cuminal et Virginie Wathier.

Au-delà des travaux de plus en plus nombreux sur l'histoire de ce mouvement, de son implantation, de son organisation, de sa doctrine et de ses stratégies, les quatre auteurs sont retournés à la source : les discours de Le Pen. Au total, ils ont répertorié trois cent dix références concernant le président du Front national dans les bases de données de la Documentation française, entre 1983 et 1996. Ces quelques mille deux cents pages de textes ont ensuite été traitées informatiquement grâce à un logiciel d'analyse lexicale, afin d'en dégager les « structures argumentatives », d'en fouiller les thématiques ou d'en débrousser les « a priori claudicains ».

Cette lecture commentée de Le Pen dans le texte est saisissante pour quiconque n'est pas un observateur patenté du Front national. Les

## SOCIÉTÉ

par Robert Salé

ÉLOGE DE LA SOLITUDE

(Hermits : The Insights of Solitude) de Peter France. Traduit de l'anglais par Béatrice Vienne, éd. Arléa, 215 p., 130 F.

REGARDS SAGES SUR UN MONDE FOU

Entretiens avec Gilles Farcet, La Table ronde, 280 p., 110 F.

La solitude, même volontaire, a mauvaise presse dans notre « société de communication ». Rien ne paraît plus dangereux que de se retrouver seul avec soi-même. N'est-ce pas à sa capacité de naître des liens sociaux que l'on juge de la bonne santé d'un individu ? L'isolement est suspect, signe de maladie, sinon de dépravation.

En tant que créateur et présentateur d'émissions à la BBC, après avoir été administrateur des îles Fidji, Peter France appartenait au camp des normaux et des bien-portants. Il passe aujourd'hui la plupart du temps dans l'île grecque de Patmos, qui fut un refuge pour les ermites pendant plus de mille ans. C'est là qu'il a rencontré le poète américain Robert Lax, un octogénaire vivant au milieu de ses chats, qui l'a beaucoup aidé à réfléchir sur une forme de solitude qui est peut-être celle de l'avenir.

Robert Lax est très sollicité par les habitants de Patmos. « Chacun le quitte sourire aux lèvres, ragillard par la rencontre. » Les ermites ont souvent servi ainsi leurs contemporains. Comment se fait-il, s'interroge Peter France, qu'on se précipite en masse pour leur demander conseil, non pas sur la manière de vivre seul, mais sur celle de vivre en société ? Tout son livre, consacré à de grands ermites de l'histoire,

# Pour comprendre l'Europe

multiforme de procédures et de constructions hétérogènes, apportant des réponses flexibles à des besoins différents ». Le traité de Maastricht est sans doute le miroir le plus achevé de cette réalité complexe.

Cette organisation originale a l'avantage de laisser libre cours à l'imagination institutionnelle pour tenir compte des situations diverses et nouvelles. L'inconvénient est que l'Europe devient de plus en plus opaque ; « l'équivoque volontaire » entretenue sur sa finalité, utile pour réunir des États aux visions opposées, gêne l'expression d'une volonté commune ; l'attention quasi exclusive portée aux moyens débouche finalement sur l'impuissance. Pour que les instruments soient utiles, écrit Philippe de Schoutheete, « il faut qu'il existe la volonté de s'en servir ».

Or c'est cette volonté qui manque le plus. Le résultat de la conférence intergouvernementale à Amsterdam, en juin de cette année, que Jacques Delors dans sa préface qualifie de « compromis médiocre et partiel », tombe précisément sous cette critique. Les chefs d'État et de gouvernement des Quinze ont forgé de nouveaux instruments, par exemple pour la politique extérieure et de sécurité commune, mais ces rajouts institutionnels ne remplacent pas la volonté politique de voir l'Europe jouer un rôle dans les affaires internationales. Au contraire, ils sont supposés en masquer l'absence. « A la limite, affirme le diplomate belge pour le regretter, toute forme de puissance apparaît à certains abusive et corruptrice. »

L'Union européenne n'est pourtant pas simplement un marché et un club. Elle se distingue en cela d'une zone de libre-échange et du Conseil de l'Europe. Dès l'origine, elle a été orientée vers l'action, elle est soumise à l'exi-

gence d'efficacité, tout en respectant le droit des individus comme des États, même les plus petits. L'Europe est une sorte d'empire, « sans contrainte ni hégémonie », qui hésite même à s'étendre en accueillant de nouveaux membres. Car les membres actuels de l'Union européenne savent bien, inconsciemment, que les prochains élargissements vers l'Europe centrale et orientale vont troubler les équilibres précaires forgés depuis quarante ans. Le débat sur la pondération des voix au sein du Conseil oppose pour la première fois les « grands » et les « petits » États.

Philippe de Schoutheete ne préconise pas des réformes révolutionnaires qui n'ont aucune chance d'être acceptées par tous ; il ne propose pas des bouleversements même s'il regrette la timidité de certaines avancées ; il refuse les débats stériles sans lien avec les réalités. Il ne rejette pas le pragmatisme, qui semble être devenu la règle d'or de l'Union européenne. Mais il est convaincu que pour retrouver une justification et une légitimité l'Europe doit être en mesure de répondre à quelques questions simples qui ne soient pas seulement fonctionnelles. « Quel est le but final de l'exercice ? Vers quel modèle nous dirigeons-nous ? Quel est le niveau de nos ambitions ? » Le pire serait que les Européens évitent ces questions, non par pusillanimité, mais par lucidité.

« Pour prendre la mesure des difficultés qu'il y a à se mettre d'accord sur des objectifs communs, l'analyse des relations franco-allemandes faite à six mains par Dominique Bocquet, Christian Desbrier et Quentin Peet, est fort mûre : The Future of the Franco-German Relationship. Three Views. (L'avenir des relations franco-allemandes. Trois points de vue). Publié par The Royal Institute of International Affairs.

# Le Pen pris au mot

déclarations savamment provocatrices de ces dernières années - depuis le « point de détail » jusqu'à l'« inégalité entre les races » - n'ont pas seulement alimenté une indignation légitime ; elles ont également eu pour effet d'occulter la vision lepeniste du monde, telle qu'elle s'impose, de façon évidente ou voilée, péremptoire ou euphémisée, au fil des discours. La « violence » est au centre de cette vision. Exemples à l'appui, les auteurs constatent qu'« aucun aspect de la vie sociale n'échappe à sa représentation par la violence » et ajoutent : « Le monde qui en découle est irrémédiablement dangereux, il représente une menace telle que nul ne peut l'affronter seul. Le Front national permet cet affrontement, c'est ce que visent à démontrer les discours de son président. C'est dans ce contexte que s'impose l'image de l'« autre », l'« ennemi » franc-maçon d'un côté, spéculateur anonyme ou « fédérateur » européen de l'autre » comme un « danger » et de l'« étranger » (notamment l'immigré) comme un « ennemi ».

Le plus étonnant est pourtant que, sur des points essentiels de cette « morale collective » définie par Le Pen, le décryptage est presque inutile : ainsi de « l'ordre naturel » dont il se réclame. Il s'agit, déclare le président du FN, d'un ordre « donné par le Créateur », « transmis de siècle en siècle depuis le début de la vie sur notre planète » et dans lequel le comportement de l'être humain obéit à des instincts similaires à ceux des espèces animales lorsqu'il s'agit, par exemple, de « défendre ses petits ou sa tanière ». Dès lors, concluent les auteurs, « la loi du plus fort, celle qui a cours dans la nature, vient en explication et en justification des comportements que prône le Front national. La démonstration tourne alors à l'évidence : l'être humain est un

élément de la nature, il est donc soumis à ses lois, au même titre que les espèces animales qui se battent pour se préserver. L'être humain a de ce fait droit aux mêmes prérogatives. S'il est menacé - par d'autres humains - il peut se défendre, utiliser la violence ». Ainsi bascule-t-on, quasi explicitement, « vers une vision raciste de la société ».

Sur la nation, le peuple français, les « valeurs essentielles » que sont le travail, la patrie et la famille, sur la « France mythique » invoquée par Le Pen autour des deux figures tutélaires de Clovis et Jeanne d'Arc, ou encore, dans un autre registre, sur la victoire du FN à Vitrolles, des analyses comparables font du livre de Soucarré, Wahnich, Cuminal et Wathier un outil de travail fort utile pour décoder, comprendre et combattre l'idéologie frontiste.

Car c'est bien, à leurs yeux, la force autant que le danger de Le Pen : pour le président du FN, « la politique est un combat idéologique, il propose une véritable offre politique dans ses discours qui modifient la société ». Dès lors, même si elle permet utilement de tracer la ligne de démarcation entre « ce qui est acceptable en politique et ce qui ne l'est pas », la « diabolisation » du Front national n'est pas suffisante pour engendrer son implantation et sa progression électorale. La seule réponse, estiment les auteurs, « est dans le retour au politique ». En abandonnant le terrain de l'idéologie, les partis démocratiques ont « délégitimé l'action publique » et sa « prise en charge symbolique » et n'ont plus laissé d'autre choix aux Français qu'entre « la gestion de l'Etat et l'offre politique du Front national ». Beau programme. Reste à définir ce que pourrait être une idéologie réinventée à partir de « l'alliance de l'éthique et du social ».

# L'exercice de la sagesse

comme Ramakrishna, Thomas Merton, Charles de Foucauld ou Henry David Thoreau, une réponse à cette question.

Arnaud Desjardins, lui, n'a rien d'un ermite. S'il a quitté Paris, c'est pour fonder un ashram à Hauteville, en Ardèche, épaulé par une association qui compte aujourd'hui un millier d'adhérents. Il a bien connu le « monde fou » du Tout-Paris pour avoir travaillé vingt-deux ans à la télévision française, où il produisait des documentaires consacrés aux spiritualités asiatiques. Et il continue à le suivre de près, au travers de la presse et du petit écran, mais surtout des nombreuses personnes qui viennent le trouver. Cet homme de soixante-dix ans, auteur d'une vingtaine d'ouvrages, n'a pas une démarche strictement religieuse : il entend aider chacun « à voir plus clair dans sa propre existence et à retrouver la foi, l'espérance et l'amour ».

C'est en rencontrant de nombreux sages à travers le monde - notamment Swami Prajnapad, un Hindou qu'il considère comme son maître - qu'Arnaud Desjardins a découvert que « la réalité spirituelle est l'aspect le plus important de l'existence ». Ce protestant, élevé dans le christianisme, ne s'est pas converti pour autant à une autre religion. Il défend « une sagesse universelle qui n'est pas l'exclusivité d'une culture, d'une religion, mais constitue le fonds commun des cultures et des religions ».

Ce genre de propos fait naturellement bondir les hommes d'Eglise. La démarche d'Arnaud Desjardins n'a pas manqué d'être taxée de syncrétisme. L'intéressé s'en défend subtilement, avec l'aide de son intervieweur, Gilles Farcet, faisant valoir qu'il ne prêche pas, comme d'autres, un cocktail fait d'emprunts à plusieurs croyances. De toute façon, les dogmes l'inté-

ressent peu. « La religion divise tandis que la spiritualité unit. » Dans son for intérieur, l'animateur de l'ashram d'Hauteville se sent « plus chrétien qu'hindou ». Il affirme pourtant n'avoir pas rencontré au sein du christianisme des êtres aussi rayonnants que dans le bouddhisme tibétain, le bouddhisme zen, le soufisme ou l'hindouisme. Il l'explique par le matérialisme des sociétés occidentales, très peu tournées vers la vie intérieure. N'est-ce pas comme dans le sport où, pour produire quelques grands champions, il faut que des milliers de citoyens pratiquent la discipline en question ?

L'attitude de consommateur passif imprègne de plus en plus les mentalités, y compris chez ceux qui s'intéressent à la recherche spirituelle. Pour quelques « élèves », combien de « potentiels », et combien de « clients » ? Souvent, ce n'est pas la soif de spiritualité qui détermine une démarche, affirme Arnaud Desjardins, mais le désir de « boire un petit coup ».

Sur bien des sujets, le sage d'Hauteville tient des propos de bon sens, voire politiquement très corrects. Est-il devenu un « maître » à son tour, un « gourou » au sens arghien du mot ? Connaissant trop bien la charge explosive de certains termes, l'ancien réalisateur de télévision préfère se définir comme « un conseiller » ou, mieux encore, « un ami spirituel ». Il n'existe pas de diplôme pour cela. Un vrai maître spirituel, selon lui, est quelqu'un qui « n'est plus déterminé par la richesse, le pouvoir, le prestige ou la sexualité », ce qui ne veut pas dire nécessairement vivre dans la pauvreté, n'exercer aucun pouvoir, ne jouir d'aucun prestige et pratiquer l'abstinence sexuelle. La définition permet au moins d'éliminer tous les fondateurs de sectes, coupables, entre autres, d'exercice illégal de la sagesse.



مركزاً من راحيل

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997 / IX

## Europe

Le monde de la littérature est en mouvement. Les éditeurs se battent pour les droits de publication des œuvres les plus originales. Les auteurs, quant à eux, cherchent à exprimer leur vision du monde à travers des textes qui touchent le cœur et l'esprit de leurs lecteurs. C'est pourquoi les livres de fiction restent si populaires, malgré la concurrence des médias électroniques. Les romans de science-fiction, de fantasy et de dystopie continuent d'être des best-sellers, tandis que les œuvres littéraires classiques sont rééditées avec des introductions et des commentaires qui les rendent accessibles à une nouvelle génération de lecteurs.

La littérature est un miroir de la société. Elle reflète les préoccupations, les espoirs et les peurs d'une époque. Les auteurs utilisent la fiction pour explorer des thèmes universels tels que l'amour, la mort, la guerre et la justice. Les livres de non-fiction, quant à eux, offrent une vision plus directe du monde, à travers des essais, des reportages et des autobiographies. Les éditeurs jouent un rôle crucial dans la diffusion de ces œuvres, en choisissant les auteurs à publier et en mettant en place des campagnes de promotion.

La sagesse est un thème récurrent dans la littérature. Les auteurs cherchent à transmettre des vérités profondes à travers des histoires et des personnages. Les livres de philosophie et de spiritualité sont toujours populaires, car ils offrent des réponses aux questions fondamentales de l'existence. Les œuvres littéraires sont donc non seulement des objets de consommation, mais aussi des outils pour comprendre le monde et soi-même.



C. GANACHAUD

« Un chef-d'œuvre »  
(Le Magazine littéraire)



Frédéric H. Fajardie

H. DUFOUR



Eleonore par dessus les moulins



Made in Taiwan - R. TOPOR

H. MALOT

Inédit  
par l'auteur de  
Sans famille



D. HERRERO

Selectionné  
pour le  
Prix Renaudot



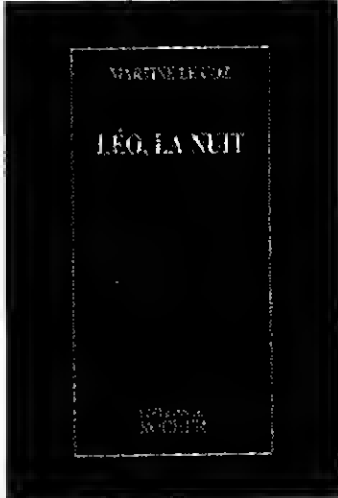
SHAN SA

« A construit son  
premier roman  
comme un opéra  
chinois »  
(Le Monde)



F. LEFÈVRE

« À lire comme  
une fugue  
délicate »  
(Lire)



MARTIN LE COMTE

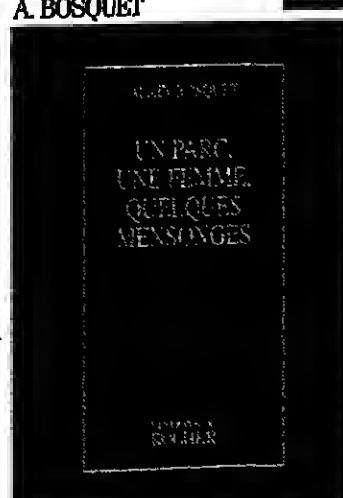


« Un réel talent... »  
(IMG. Le Clézio)



F. DELERM

« Elle dessine  
en creux  
un véritable roman  
d'apprentissage »  
(Réforme)



A. BOSQUET

« Une histoire  
d'amour  
parfaitement  
manquée par deux  
êtres qui avaient tout  
pour s'entendre »  
(Le Figaro)



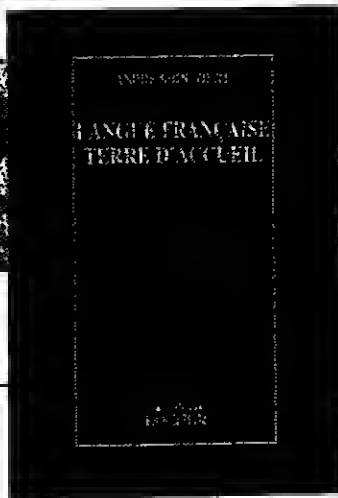
C. MOURIHÉ

« Il excelle dans  
le registre très  
français de la psychologie  
amoureuse »  
(Le Magazine littéraire)



A. BRINCOURT

« Un ouvrage  
qui fera date »  
(Le Figaro)



A. VIRCONDELET



« Inédit »

P. MAC ORLAND

La  
passion  
des  
mots  
et  
des  
idées

ÉDITIONS DU  
ROCHER



## Querelles de clocher

Claude Allègre revient sur les différends qui ont opposé savants et théologiens au cours des siècles

**DIEU FACE À LA SCIENCE**  
de Claude Allègre.  
Fayard, 302 p., 120 F

Dieu n'a rien à craindre de la science, car celle-ci, enseigne Claude Allègre, « ne peut ni infirmer ni confirmer l'existence de Dieu ». Elle s'occupe d'autre chose, expliquant les phénomènes naturels, sans se mêler de théologie. Ce rejet du surnaturel dans l'explication scientifique vaut à titre de délimitation des plans du réel, non de disqualification de l'ordre du divin. Ces distinctions de domaines sont au cœur de la formation de la pensée positive dans la Grèce archaïque. Les religions qui se réfèrent à la tradition du Livre écartent pourtant cette apaisante répartition des rôles. Elles reviennent le message que Dieu adresse à son peuple, lui indiquant ce qu'il doit croire et faire, sans avoir besoin d'aller chercher ailleurs le savoir et la sagesse. La certitude inébranlable qui naît de cette révélation se nomme la foi. C'est là une attitude intellectuelle nouvelle, inconnue des Grecs. Totallement étrangère aux modalités rationnelles d'accès au savoir, cette foi revendique pour elle la vérité, de sorte que les conditions d'un conflit entre religion et science sont réunies.

Sans être insensible à cette dimension du problème, sans « nier tout à fait l'existence d'une opposition latente intrinsèque entre science et religion », Claude Allègre souligne que le fidéisme est abandonné, que la révélation et la raison, selon Thomas d'Aquin, ne se contredisent pas, et que l'Eglise n'est pas hostile par principe à la recherche scientifique. Dans ces conditions, les tensions entre les autorités religieuses et les communautés scientifiques sont purement conjoncturelles. Que chacun respecte les limites du domaine de

l'autre, et tout ira bien. Aux hommes de Dieu, aux scientifiques, la nature et ses lois. Le partage des compétences exige quelques négociations, car l'Eglise, loin de s'en tenir à Dieu, fait valoir sa doctrine de l'homme et de la nature. Il revient alors au scientifique de « dire clairement que les textes sacrés qu'ils soient sont incompatibles avec les connaissances scientifiques actuelles si - et si est fondamental - on leur attache une signification littérale ». En revanche, il n'y a aucune difficulté à « réconcilier la science et les textes sacrés si l'on donne à ces derniers un contenu symbolique ». Pour n'avoir pas respecté ce code de bonne conduite, les Eglises, souvent, les scientifiques, quelquefois, se sont perdus en querelles dramatiques. Affaire Galilée, hostilité de l'Eglise anglicane à la géologie naissante, excommunication de Darwin, fondamentalisme obscurantiste en Iran et en Algérie, dictature morale du bouddhisme tibétain.

Lorsqu'elle prétend énoncer des résultats définitifs ou édifier des règles morales, la science elle aussi se fourvoie et s'égare. La compétition et l'échange entre des chercheurs libres sont les conditions premières du progrès scientifique. Alors que les chrétiens, au XIII<sup>e</sup> siècle, répondent au défi arabe par la création des universités, la science chinoise, confinée dans l'utile, agonise sous le poids de la bureaucratie. La dernière partie de l'ouvrage évoque ce lien paradoxal entre religions du Livre et développement scientifique. La naissance des universités, « fruit du questionnement de la Bible et de la curiosité des clercs », a été un événement décisif pour l'essor de la science. La liberté de pensée, l'imagination, l'esprit frondeur servent la science. Le ministre a une certaine idée, convaincante, de l'Université.

Jean-Paul Thomas

Du palais à la rue, du modèle courtois à sa divulgation sur la scène urbaine, Carlo Ossola invite à s'interroger les usages de la bienséance et du contrôle de soi dans les sociétés modernes

**MIROIRS SANS VISAGE**  
Du courtois à l'homme de la rue  
(Dal « Cortegiano » à l'« Uomo di mondo »)  
de Carlo Ossola.  
Traduit de l'italien par Nicole Sels.  
Seuil, « La couleur de la vie », 272 p., 130 F.

Le livre que Carlo Ossola consacre à la trajectoire de la civilité depuis le XVI<sup>e</sup> siècle est profondément original. Dans un style parfois excessivement baroque, il déploie de nombreux savoirs (philologique, historique, philosophique) et manie avec acuité des provocations paradoxes. Ainsi, à la manière de la dédicace du Cortegiano de Castiglione, il énumère les noms des gentilshommes disparus. Il souligne le lien fort qui existe entre la civilité et la mort, le jeu social et la finitude de l'existence humaine. Ou bien, contre une distinction trop simple, il tient les préceptes énoncés pour marquer la différence courtoise comme les matrices des conventions communes qui gouvernent la « culture de l'ordinaire ».

De cet ouvrage excellentement traduit, on retiendra, en premier lieu, l'analyse de la relation qui unit le mode même de composition du Livre du courtois de Castiglione, publié en 1528 à Venise, puis constamment remanié (1), et l'usage qu'en ont fait les premières générations de lecteurs. L'écriture, celle de l'auteur comme celle de ses continuateurs, accumule les matières, mobilise de multiples genres, sème citations, anecdotes et maximes. La lecture procède à l'inverse : elle démontre, dialogue, fragmente. Les tables des matières, ajoutées à l'ouvrage à partir de 1941, puis l'index, établi par Lodovico Dolci en 1962, sont des supports précieux pour un tel usage qui transforme l'ouvrage en recueil d'exemples ou répertoire de

monceaux choisis. Lu ainsi, le Livre du courtois s'inscrit dans la famille des œuvres « polyvalentes » (pour reprendre le terme de Francisco Rico), qui mêlent genres, thèmes et manières. L'œuvre de Castiglione ne peut être séparée, d'autre part, de la technique intellectuelle la plus fondamentale de la Renaissance, celle des « lieux communs », récemment étudiée par Francis Goyet (2). Cette technique gouverne l'usage des lecteurs qui copient dans leur cahiers de « lieux communs », ou « gordoirs », comme dit Montaigne, les citations, modèles ou histoires qu'ils

recueillent. Elle commande également les pratiques de composition qui reposent sur la capacité à réemployer ces fragments dans une œuvre nouvelle.

Ossola propose aussi une réévaluation de la trajectoire qui mène du Cortegiano aux traités de Giovanni Della Casa (Galateo, Venise, 1558) et de Stefano Guazzo (La Cività conversazione, Brescia, 1574). La perspective est apparemment classique, soulignant la divulgation du modèle du courtois auprès de la petite noblesse, des juristes et, au-delà, de la société urbaine aisée et lettrée. Mais sur cette trame attendue, Carlo Ossola inscrit des motifs qui le sont moins. Pour lui, en abandonnant son exclusivisme aristocratique, la civilité change de signification. Elle ne désigne plus une perfection idéale, définie en termes platoniciens et promise seulement au petit nombre, mais les règles qui permettent d'éviter les désagréments de la vie en société en prohibant les comportements violents, inconvenants ou impudiques. D'autre part, à un modèle où étaient étroitement liées la perfection du courtois et l'institution du prince succède une relation avec le pouvoir qui n'est plus que le respect nécessaire des conventions

fixées par l'usage. Ainsi entendue, la « dépolitisation » de la civilité permet de considérer d'une manière plus complexe le rapport établi par Elias entre les dispositifs du pouvoir absolutiste et l'interiorisation des contraintes qui brident émotions et pulsions.

Deux notions soutiennent cette compréhension nouvelle. La « sprezzatura », définie comme « la façon dont on dissimule comme naturelle une attitude composée avec le plus extrême artifice » - cette « nonchalance désinvolte », selon l'heureuse traduction de Nicole Sels -, oppose les apparences du naturel à l'imitation affectée. La dissimulation, d'autre part, fournit l'arme fondamentale pour éviter les pièges tendus par la méchanceté du monde. Elle est d'abord proposée à chacun sans référence à la société de cour : ainsi dans la *Disimulazione onesta*, de Torquato Accetto (Naples, 1641). C'est avec la traduction de l'*Oraculo manual y arte de prudencia*, de Baltasar Gracián (Huesca, 1647), publiée par Amelot de la Houssaye en 1684, que dissimulation devient l'art par excellence du courtois français.

Alors que certains ont cru pouvoir proclamer la seconde mort de Norbert Elias à partir des arguments inconsistants proposés par un jeune historien américain, Daniel Gordon (3) - à savoir son nationalisme supposé, son exagération du rôle de la cour ou son interprétation strictement hiérarchique de la politesse mondaine -, le livre d'Ossola invite à s'interroger avec Elias, et non contre lui, sur la pluralité des acceptions et usages de la civilité dans les sociétés modernes. La notion désigne, d'abord, les normes qui doivent garantir la conformité des conduites et paroles avec la distance sociale, juridiquement codifiée. Cette première civilité est celle de tous les traités qui entendent régler l'étiquette de cour, le point d'honneur comme les

façons d'écrire une lettre. En second lieu, la civilité consiste en la prudence indispensable pour se garder des dangers de la vie de cour, qui est comme une figure exacerbée des périls que recèle le monde d'ici-bas. Ce qui importe, dès lors, c'est pas le respect des codes de la bienséance (même s'il est nécessaire), mais la maîtrise de soi qui permet d'occulter dessein et émotions et, ainsi, d'obliger l'autre à sentir ce que l'on veut qu'il ressente ou à agir comme on le désire. Gracián et Amelot de la Houssaye élaborent les principes de cette utile et légitime dissimulation : « Celui qui sera le maître de soi-même le sera bientôt des autres ». La Bruyère et La Rochefoucauld démontrent les mécanismes ; Saint-Simon en pratique en expert les commandements.

Enfin, la civilité doit être pensée comme le processus de longue durée par lequel le contrôle des affects et des pulsions est transformé en mécanisme d'autocontrainte, stable, régulier et différencié. Ce « procès de civilisation », comme le nomme Elias, est la condition même de la prudence, qui requiert la répression de ses propres passions et la manipulation de celles d'autrui, comme elle l'est de la politesse, qui doit traduire les différences de rang et de condition. En jouant habilement avec ces divers sens de « civilité », Carlo Ossola associe à la civilisation libre des élites et les contraintes sévères qu'impose le monde social dans lequel s'inscrivent ces compagnies douces et urbaines.

(1) Lire Peter Burke, *The Fortune of the Courtier*, Polity Press, 1995.

(2) Le *Sublime* du « lieu commun », *L'Invention rhétorique dans l'Antiquité et la Renaissance*, Honoré Champion, 1996.

(3) *Civilians without Sovereignty: Equality and Sociality in French Thought 1670-1789*, Princeton University Press, 1994.

## Freud, dans le texte

Suite de la page I

De retour à Francfort, il se lie à Alexander Mitscherlich, rénovateur de l'école psychanalytique allemande, et décide de rapatrier l'œuvre de Freud en Allemagne. Aidé d'Ernst Freud, il rachète la *Gesammelte Werke* à Imago Publishing et la fait paraître dans sa maison (dix-huit volumes, 1960-1988). Pour Fischer et Mitscherlich, cette entreprise n'est pas seulement éditoriale. Il s'agit bien, après le génocide des juifs, de réintégrer la pensée freudienne dans la culture allemande et de la faire refleurir en République fédérale, alors même qu'elle est une œuvre fois bannie à l'Est par le régime communiste. Un devoir de mémoire s'impose donc, celui de rappeler aux jeunes générations que la destruction de la psychanalyse par le nazisme fut une perte irréparable. Plus jamais l'Allemagne nouvelle ne devra oublier Freud.

En 1963, Ilse Grubrich-Simlits commence à travailler chez Fischer. Aidée d'Angela Richards, de Mitscherlich et de James Strachey, elle réalise une édition thématique des grandes œuvres de Freud, une édition « d'études » (les *Studienausgabe*, onze volumes, 1969-1975). Par la suite, elle réalise un volume supplémentaire des *Gesammelte Werke* avec un considérable appareil critique (Nachtragsband) puis propose de mettre en chantier une nouvelle édition avec les textes préanalytiques. Mais les héritiers de Freud (Ernst et Anna Freud) refusent sous prétexte que leur père n'avait eu d'estime ni pour ses travaux neurologiques, ni pour ses talents d'épistolier. Aujourd'hui, elle se heurte aux successeurs de Fischer, qui ont renoncé à ce vaste projet pour des raisons financières.

L'Allemagne réunifiée aurait-elle décidé d'oublier Freud une deuxième fois ? Telle est en filigrane la réflexion proposée par ce livre superbe. Domage qu'il soit si mal traduit en français.

Elisabeth Roudinesco

## Quand la guerre est jolie

Comment montrer la vérité de la guerre ? Hélène Puiseux analyse les figures de rhétorique visuelle qui ont servi depuis deux siècles

**LES FIGURES DE LA GUERRE**  
Représentations et sensibilités, 1839-1996.  
d'Hélène Puiseux.  
Gallimard, coll. « Le temps des images », 164 p., 63 ill., 180 F.

C'est à peu près à mi-chemin de la lecture que le phénomène se produit, un phénomène qui tient de la certitude et de la reconnaissance. La certitude : que l'analyse des représentations guerrières touche à l'essentiel de ce qui peut être dit des arts d'une époque, de leur évolution et de leur efficacité sociale et morale. La reconnaissance : que l'auteur fasse plus que commencer le travail et procède à des démonstrations convaincantes. A ce moment du livre, Hélène Puiseux examine les images qu'ont suscitées l'expédition française au Mexique, la guerre de Sécession, l'écrasement des armées de Napoléon III et la Commune. Illustrations dessinées et gravées, photographies, peintures d'historiens des Salons, panoramas et dioramas s'opposent et se contredisent. Dans cette période, la photographie tient le rôle de l'ensorceleur. Sa nouveauté et sa réputation - discutables au demeurant - de sincérité captivent les publics qui ont plaisir à croire qu'elle leur offre des images irréfutables. Par comparaison, les épopées peintes et gravées se révèlent aussi peu vraies/maillables que l'étaient, deux décennies plus tôt, les pièces historiques et les pantomimes que Théophile Gautier allait voir au Cirque Olympique. Les uns et les autres mentent avec aplomb, cultivent le pittoresque et le patriotique, imitent la canonnade avec du coton ou de la fumée et les cadavres avec des mannequins en costume. En vain. Les mythologies qu'ils illustrent s'effritent et leurs stéréotypes, lentement, perdent de leur pouvoir.

Les trois premiers chapitres des *Figures de la guerre* étudient cette déception, de la publication de *La Charteuse de Parme* aux derniers tableaux héroïques et hisbles de Detaille et Deneuville. Ils rapprochent représentation théâtrale et représentation picturale afin de montrer comment ces spectacles déploient leurs dramaturgies factices dans des espaces organisés selon un symbolisme à peu près obligatoire. Le chef ou le héros est seul, au centre du cercle que sa vaillance vide de tout ennemi.

L'analyse de la galerie des Batailles que Louis-Philippe inaugure à Versailles en 1837 est irréversible. On voit la convention régner sans partage sur les compositions qui vantent la patrie, de la bataille de Tolbiac à celle de Wagram. Un cliché de Fenton à Sébastopol ou de Gardner à Gettysburg suffit à rendre obsolètes ces travaux de peinture - ce qui ne signifie pas qu'ils annulent toute tentative sur toile, comme le démontrent les Manet inspirés par le Mexique et la guerre de Sécession qu'il est singulier de ne pas trouver mentionnés ici.

Il est vrai que le propos d'Hélène Puiseux n'est pas d'écrire une chronologie continue. Du XIX<sup>e</sup> siècle, elle se déplace à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> sans s'attarder sur la Grande Guerre, qui a vu s'organiser jusqu'à dans ses effets pervers le reportage photographique - économie de la presse, recherche du spectaculaire, trucs, fausses et vraies censure. Ces questions la retiennent moins que la dissection de la représentation cinématographique et télévisuelle de la guerre et de la mort violente depuis 1945.

Pour la première, il apparaît que la plupart des films, sous couvert de réalisme, réutilisent les stéréotypes qui ont servi au temps des pantomimes et des dioramas. Ce sont les épopées actuelles, non moins entraînant et falsifica-

trices que celles d'autrefois. Il est des exceptions, *Les Sentiers de la gloire* de Kubrick et *La Bataille de Midway* de Watkins par exemple - des exceptions, pas plus. Qui conque a vu les films inspirés par le Vietnam, de Coppola à Stone, sait qu'ils procèdent à des stylisations narratives et à une esthétisation visuelle si accentuées qu'à nouveau la vérité de la guerre se perd dans un lyrisme qui sait procéder par saturation et fascination. La tapisserie de Bayeux, la galerie des Batailles et *Apocalypse Now* relèvent de la rhétorique. Cela justifie le titre de l'essai, *Figures* - et non point images - de la guerre, figures, comme on dit figures de style.

Le cas de la télévision, si difficile, est traité en un dernier chapitre, à propos des conflits du Golfe et de Bosnie. Hélène Puiseux y démontre le même talent critique et la même hostilité contre les conventions. Peut-être fait-elle cependant preuve de trop de confiance quand elle avance que « la télévision impose littéralement de penser la guerre dans son absurdité, dans son manque de sens, dans sa contingence ». On pourrait penser à l'inverse que ces images - sélectionnées selon quels critères ? - parce qu'elles passent vite et passent souvent, parce qu'elles se trouvent mêlées aux buts d'un match de football et à des faits divers, ne font plus rien, pas même l'absurde. Elles défilent, entre accoutumance et anesthésie, entre innocence et indifférence. C'est triste, oui, mais c'est quotidien, et si loin d'ici... Aussi loin que les paysages de fantaisie ou les illustrateurs d'autrefois faisaient galoper des dragons et courir des fantassins. Le plus remarquable n'est pas dans les difficultés que pose la représentation de la guerre, mais dans la capacité du public à ne pas s'émouvoir outre mesure de ces visions.

Philippe Dagen

## L'horreur « globalitaire »

Ignacio Ramonet dénonce les menaces engendrées par la mondialisation de l'économie

**GÉOPOLITIQUE DU CHAOS**  
d'Ignacio Ramonet.  
Ed. Gallimard, 161 p., 148 F.

Tout est dit dès les premières pages, et assésé tout au long du livre : « Jamais les maîtres de la terre n'ont été aussi peu nombreux, ni aussi puissants » ; le totalitarisme est en recul, mais il est remplacé sur toute la planète par des régimes « globalitaires » nés de la mondialisation de l'économie et imposant ses séquences : inégalités, paupérisation. Dans ce monde qui « explose de toutes parts », la civilisation est en passe de « sombrer dans la foscination du chaos », face au « monstre aux mille visages » que sont l'explosion démographique, la drogue, le crime et les mafias, la prolifération nucléaire, l'intégrisme religieux, l'effet de serre et la désertification... Bref, Ignacio Ramonet, bien connu des lecteurs du *Monde diplomatique*, ne fait pas dans la nuance : sa « géopolitique du chaos » décrit « l'horreur économique » déjà dénoncée par Viviane Forrester, mais une horreur encore plus générale et encore plus sinistre.

L'auteur tente de mettre un peu d'ordre dans ce chaos. Pour lui, le monde globalitaire ne connaît que deux paradigmes - la communication et le marché - et tourne autour du système dit « PPI » : il ne retient que ce qui est à la fois planétaire, permanent, immédiat et immatériel. En même temps, ce monde est déchiré entre deux tendances contradictoires : la *fusion* par le haut, avec un rôle croissant des multinationales et des institutions financières internationales, et la *fission* à la base, avec le surgissement de identités et les particularismes locaux, qui font que les conflits de cette fin de siècle sont intraitables et non plus

interétatiques. Quant aux Etats nationaux, ils contrôlent de moins en moins les choses, puisque la mondialisation de l'économie « sonne le glas du politique et de la société ». Du coup, note Ramonet au passage, les magnats de l'économie qui autrefois s'opposaient aux institutions démocratiques au point d'encourager les dictatures et les corps d'Etat n'ont plus besoin de le faire aujourd'hui, ce qui explique les progrès de la démocratie dans le monde au cours de la dernière décennie. L'Etat dépourvu de ses prérogatives n'a plus à être autoritaire puisque c'est l'économie qui l'est devenue, sur fond de pensée unique, de dictature des marchés financiers et de privatisations à tout va.

L'auteur est plus discret sur les solutions. Il en appelle à une « mobilisation des intellectuels », à la « dissidence » pour refuser non seulement « une réforme qui n'est qu'une contre-réforme, le retour au monde obomineux décrit par Dickens et par Zola », mais même une « adaptation » - le mot d'ordre qu'il reproche aux socialistes français d'avoir lancé à partir de 1983 - synonyme de soumission et de renoncement. Il décrit à grands traits une société idéale qui serait « la société du partage », marquée par « le retour à l'éthique, au travail bien fait, à l'honnêteté », une économie « recentrée » sur le marché intérieur, où l'Etat s'emploierait à « rempêcher la concurrence, à réhabiliter la planification, à modérer le jeu de casino de la spéculation », en utilisant pour cela l'Europe et son projet social.

L'ennui est que l'Europe précisément est peu disposée à soutenir cet appel implicite à plus d'Etat, encore moins à revenir au protectionnisme et à la planification.

Michel Tatu



## « Où prendre l'amour que l'on donne »

Cinéaste véhément et pudique, Bertrand Tavernier n'est pas homme aisé à saisir. Derrière ces apparentes contradictions, Jean-Luc Douin révèle un rêveur insurgé

BERTRAND TAVERNIER  
par Jean-Luc Douin,  
Ramsay, 358 p., 129 F.

Comment diable sous-titrer des expressions comme « tournedos Mistinguette », « cervelle de canut », « tablier de sapeur » ? C'est le type de problèmes que posent les films de Bertrand Tavernier puisque chacun d'eux, de *L'Héritier de Saint-Julien* à *Coup de torchon*, d'*Un dimanche à la campagne* à *Capitaine Conan*, comporte un repas, un menu, une recette. Panique chez les traducteurs.

Il n'est pas incongru de pénétrer chez Tavernier en passant par la cuisine car ce régionaliste lyonnais (et fier de l'être) respecte « le manger » comme gastronome épris d'art culinaire et comme sociologue pour qui gestes et mets du repas traduisent moeurs et classes sociales. Si « convivial » est la première épithète qui le définit, c'est peut-être justement que le cinéma de Tavernier mûrit au feu doux des traditions bien de chez nous. De quoi fonder une réputation de diplomate de l'académisme : celle que tente de lui faire endosser la cohorte d'adversaires qu'a réussi à recruter dans tous les coins où l'on cogne, ce bretteur et lueur sans vergogne, car, chez lui, on passe directement de la cuisine à la salle d'armes.

Pas facile de cerner ce cinéaste véhément et pudique, en constant va-et-vient entre l'actualité la plus brûlante (*Les Enfants gâtés*, *L'Appât*, *L'Appât*) et la réflexion historique (*Que la fête commence*, *La Passion Béatrice*, *La Vie et rien d'autre*), associant la modernité des formes et la tradition de la culture, tentant de phagocytter le réel par le film, tout en dénonçant ce festin d'ogre où se diluent l'autonomie et les sentiments de l'individu. Comment décrire l'étrange cocktail où



Bertrand Tavernier lors du tournage de « Un dimanche à la campagne » (1984)

Tavernier mêle militantisme cinématographique et amour fou du livre, dénonciation de la domination culturelle américaine et ce réseau d'influences, d'amitiés et de travaux communs le liant aux Etats-Unis ; rêves utopiques et grandes colères publiques sur tous les dossiers chauds de l'actualité. Avec ses vingt films et ses cinquante-six ans, ce cinéaste hanté par la mort est devenu l'une des figures emblématiques de la vitalité du ciné-

ma français. Pour l'approcher, Jean-Luc Douin a légitimement renoncé à la rigueur de l'essai. Approfondissant, élargissant un premier travail publié en 1988, il accumule les indices, rassemble un faisceau de témoignages, propose une petite encyclopédie Tavernier permettant au lecteur de percevoir la multiplicité du personnage et fournissant des pistes pour reconstituer l'unité.

Le temps fort de cet ensemble est constitué par un solide et pertinent entrecroisement de citations de films, des histoires et des livres des autres, c'est pour mieux se dissimuler. Cet intarissable volubilité est un Harpagon de confidences. Cependant la phrase d'Audubert, citée en exergue de *Que la fête commence* : « Tout cet amour que je donnerai, où le prendrai-je ? » ; fournit une clé majeure. Ce que Jean-Luc Douin met au jour au cours de son exploration multipolaire, c'est que les incohérences ou les contradictions apparentes de Tavernier, résultent d'un balancement permanent de ce qu'on donne à ce qu'on reçoit, de la vie réelle affrontée dans les affres de la lucidité de la colère à la vie rêvée du cinéma, avec ses intensités compliquées et ses pouvoirs magiques. Cinéma et vie, fiction et documentaire, éclats vociférés et songes secrets, forum de la cité et murailles de l'intimité, tous ces aller et retour de passion dooquée et reçue nourrissent l'œuvre in progress de ce grand enfant rêveur et insurgé dont Jean-Luc Douin nous ouvre, avec son livre, la profonde et pudique connaissance.

Pierre Billard

## Leni Riefenstahl, propagandiste malgré elle

Danseuse, alpiniste, photographe, actrice célèbre dans l'entre-deux-guerres, la réalisatrice de documentaires à la gloire du III<sup>e</sup> Reich livre ses « Mémoires », en forme de plaidoirie

MÉMOIRES  
de Leni Riefenstahl.  
Traduit de l'allemand  
par Laurent Dispat,  
Grasset, 874 p., 178 F.

Une fois n'est pas coutume, il n'est nul besoin d'ouvrir ce livre pour en deviner l'essentiel. L'essentiel se voit de l'extérieur : son épaisseur, et sa couverture. Sur celle-ci, le visage de l'auteur, photographiée en star (qu'elle fut) dans ce flou rayonnant de luminosité qui fit la réputation du studio Harcourt (d'où ce cliché ne provient pas). L'autoglorification de Leni Riefenstahl est le ton constant de l'ouvrage, le carburant de sa rhétorique. Rhétorique qui, comme en témoignent l'épaisseur du livre, sera mortelle à l'extrême. Non par souci de « tout dire », mais par nécessité de composer soigneusement un argumentaire.

Car plus qu'une biographie ou un livre d'histoire, c'est d'un dossier de plaidoirie qu'il s'agit. Celui composé au soir de sa vie loquace et bien remplie par Leni Riefenstahl, née à Berlin en 1902, danseuse, alpiniste, actrice, réalisatrice, photographe, plongeuse sous-marine, célèbre pour ses apparitions sur scène et à l'écran dans les années 20 et 30, pour la réalisation de ses films dans les années 30, pour avoir été l'un des principaux artistes officiels du régime hitlérien après-guerre. Se racontant en reprenant les arguments qui l'ont fait acquiescer par les tribunaux de dénazification après 1945, Leni Riefenstahl construit pièce à pièce l'image qui, selon elle, serait acceptable par un jury, dont on se demande bientôt quel est-il ? Elle-même, est-on tenté de répondre le plus souvent. Le « grand public américain », suppose-t-on parfois, tant nombre d'assertions ou de mises en perspective témoignent (pour rester courtois) d'une naïveté qui serait,

dans un autre contexte, risible auprès des spécialistes, et demeure - espère-t-on - inadmissible pour la grande majorité des habitants du Vieux Continent.

Ainsi de ces nombreuses touches tendant à suggérer que Hitler, dont Riefenstahl devient familière peu avant son arrivée au pouvoir, aurait été un type assez formidable s'il n'avait été entraîné sur une mauvaise pente par ses lubies antisémites et par un entourage mal intentionné. Racontant ensuite par le menu ses rencontres avec le chef du Reich, elle décrit ainsi des scènes insensées où, après avoir chaleureusement divisé ensemble de divers sujets culturels, écologiques voire sentimentaux, elle ébauche une réserve de type « tout de même, mon Führer, pourquoi êtes-vous si hostile aux Juifs, je vous assure que j'en connais de charmants... ». Ah, Leni ! Ne venez pas m'agacer avec ça », répond en substance l'édit Führer. Soucieuse de ne pas faire de peine à son ami, Leni abandonne aussitôt ce « sujet qui fâche ». On rêve.

Au sein du pouvoir nazi, le livre dessine un personnage de méchant absolu, le terrible Dr Goebbels, laid, avide, libidineux et cruel. Quand il ne consacre pas toute son énergie à tenter de mettre la main aux fesses de Leni Riefenstahl, il s'ingénie à l'empêcher de réaliser les beaux documentaires que lui a demandés son ami Adolf. N'allez pas croire qu'elle s'est empressée d'accepter : depuis sa plus tendre enfance, cette jolie demoiselle consacre ses talents à des exercices sportifs de haut niveau et surtout à des arts où l'imagination tient un rôle essentiel : danseuse, et aussitôt - nous dit-elle - la plus grande et la plus admirée de sa génération, puis actrice dans des films d'aventures en haute montagne.

C'est là aussi que se déroule sa première réalisation, *La Lumière bleue* (1932), conte fantastique

dont elle est également l'interprète principale. Réaliser des reportages sur les congrès du Parti nazi n'est vraiment pas son affaire, mais elle refuse un service à Hitler, qui admire tant Leni et le lui demande si gentiment. Elle (qui ne fut jamais membre du NSDAP) réalise donc non seulement le célèbre *Triomphe de la volonté* (le congrès du parti hitlérien à Nuremberg en 1935), mais, un an avant, *Le Triomphe de la foi*, consacré au congrès de 1934 (film aujourd'hui disparu) puis, à nouveau en 1935, *Jour de la liberté*, consacré au congrès de l'armée allemande.

### « PURS DOCUMENTAIRES »

La réalisatrice écrit qu'elle a tourné ces films contre sa propre volonté (peut-être) et contre celle des organisateurs de ces manifestations (affirmation contredite par les historiens). Elle dit aussi qu'il ne s'agit pas d'œuvres de propagande, mais de « purs documentaires », ce qui est tout de même assez sidérant. La démonstration de sa neutralité d'artiste est supposée être complétée avec son autre grand documentaire, *Les Dieux du stade*, qui ne fut pas commandé par les nazis (même si ceux-ci en firent ensuite un intense usage diplomatique), mais par les autorités olympiques, à l'occasion des Jeux de Berlin en 1936. En fait, détail après détail, elle plaide les circonstances atténuantes.

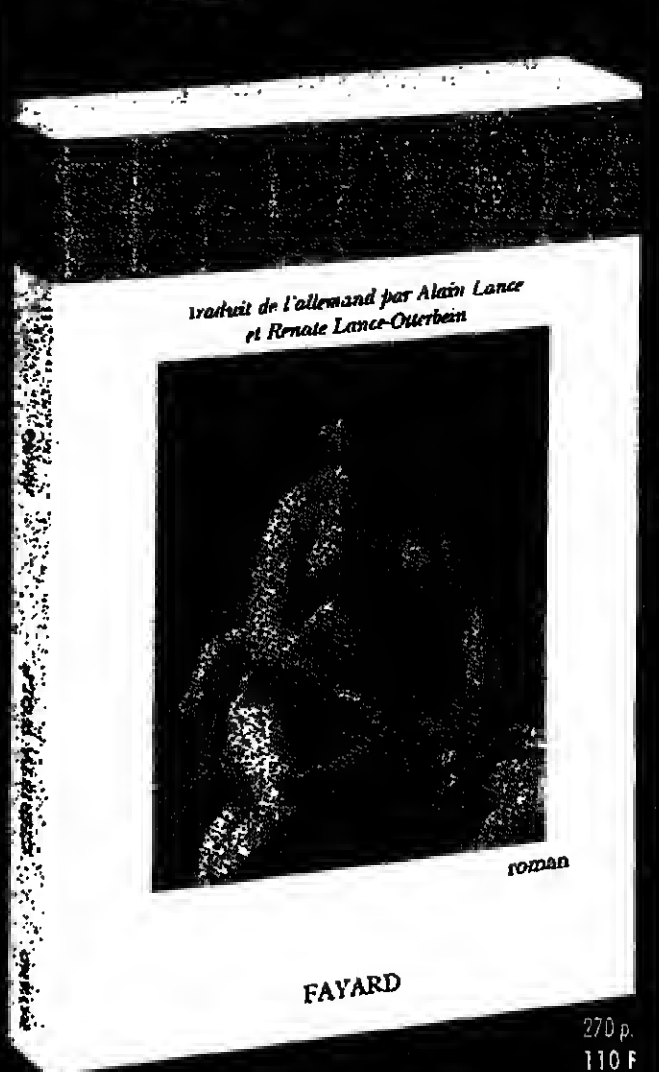
Artiste géniale, athlète surdouée, elle aurait plané si loin au-dessus de ces triviales réalités qu'ensanglantèrent le siècle que seuls les esprits bas et baignés par l'active contemporaine. Cet argumentaire appelle deux commentaires. D'une part, la cinéaste Riefenstahl avait un génie certain : la preuve, elle est la seule réalisatrice de l'ère nazie dont on ait gardé le souvenir - avec Veit Harlan, mais, lui, c'est pour l'abjection extrême de son *Je suis Süss*, alors

qu'elle, c'est pour l'invention formelle dont elle sut faire preuve. Ce qui n'allait pas de soi : le régime nazi a énormément cru dans la capacité du cinéma de le servir, il lui a donné tous les moyens, pour un résultat qu'on qualifierait volontiers de complètement oui, s'il n'y avait les deux grands documentaires de Riefenstahl. Ceux-ci sont brefs des films nazis : indépendamment du degré d'adhésion consentie de leur réalisatrice ou de l'aide ou des difficultés apportées à leur fabrication par l'appareil d'Etat du Reich, leur esthétique exalte les valeurs du nazisme, et elle le fait avec talent. Sinon on n'en parlerait plus depuis longtemps, pas plus qu'on ne parle des 1 092 autres films produits en Allemagne entre 1933 et 1945.

D'autre part, l'intérêt (relatif) de ces *Mémoires* qui ne recèlent aucune révélation importante pour qui s'est penché sur son cas, est moins historique que littéraire. Cet intérêt tient à la manière dont se construit, par le récit et par des « effets d'éclairage » verbaux, cette histoire d'une vie. La vie d'une femme qui fut jeune, belle, riche, heureuse, adorée dans l'Allemagne des années 20 et 30, et encore jusqu'au début des années 40, avant que ces terribles bombardements ne viennent lui compliquer l'existence. Alors sa vie devient incompréhensiblement sombre, obscurcie de difficultés matérielles et d'accusations infamantes, avant d'être enfin reconstruite pas à pas grâce à la découverte d'un nouveau sujet de passion (les Noubas, tribu d'Afrique à laquelle Leni Riefenstahl consacra un important travail ethnographique) et de nouvelles formes de dépassement physique (la plongée sous-marine). Riefenstahl racontée par Riefenstahl est un bon personnage de roman. A condition de ne pas se tromper de genre.

Jean-Michel Frodon

# CHRISTA WOLF



Avec Médée, Christa Wolf domine magnifiquement ses tourments personnels et nous donne un livre coloré, vigoureux, plein d'images vivantes, écrit avec une sévérité artistique, un choix de mots à la fois rigoureux et inspirés, qui font de ce livre (admirablement traduit) une vraie joie littéraire... Une intelligence et un talent artistique d'un niveau exceptionnel.

Nicole Casanova, *La Quinzaine littéraire*

La merveilleuse traduction française nous permet de saisir la poésie, la finesse, la force (de ce livre) et ce petit quelque chose en plus qui n'appartient qu'aux chefs-d'œuvre.

Michèle Gazier, *Télérama*

Un magnifique poème en prose.

Ruth Valentini, *Le Nouvel Observateur*

Un étonnant concerto à six voix.

Lili Braniste, *Lire*

FAYARD



L'EDITION  
FRANÇAISE

# Ecrire le Vietnam

Le Festival de la francophonie métissée et le sommet à Hanoï sont l'occasion de faire le point sur l'apport des auteurs de la génération d'après-guerre, tels la jeune Phan Thi Vang Anh ou encore le grand poète Lê Dat

● Foire de Brive. La 16<sup>e</sup> Foire du livre de Brive-la-Gallarde a fermé ses portes dimanche soir 9 novembre, après avoir reçu, selon les organisateurs, 110 000 à 120 000 visiteurs. Malgré les difficultés d'approvisionnement de certains livres, en raison du conflit des routiers, de nombreux écrivains signaient sur les stands des libraires, qui disaient en moyenne avoir vendu une quantité d'ouvrages plus importante que l'année précédente, mais pour des livres de plus faible prix. A l'occasion de cette foire présidée par Bernard Chirac, le Prix de la langue française a été décerné à François Weyergans pour *Franz et François* (Grasset), celui de l'Académie Mallarmé à Marie Etienne pour *Anatolie* (Flammariion), et le prix Terre de France-La Vie-La Poste à Bernard Blangenois pour *Une odeur de neige* (Laffont).

● (Autres) prix littéraires. Le prix Renaudot des lycéens à *L'Homme du cinquième jour* de Jean-Philippe Arrou-Vignod (Gallimard); le prix André Malraux du livre d'art à Daniel Arasse pour *Léonard de Vinci*, et à son éditeur Hazan; le prix Nelly Sachs à Emmanuel Mosès pour sa traduction d'*Un anas de nuit* de David Vogel (Métropolis); le prix Alexis de Tocqueville à Michel Crozier pour l'ensemble de son œuvre; le prix Mémoire de la Shoà à Jean-François Forges pour *Edouard contre Auschwitz* (éd. ESF) et à Benjamin Wilkomirski pour *Fragments d'une enfance, 1939-1948* (Calmann-Lévy); la bourse Goncourt de la poésie à l'écrivain suisse Maurice Chappaz; la bourse Goncourt de la biographie à Jean-Claude Lamy pour *Prévert, les frères amis* (Laffont); le prix Beur FM Méditerranée à Latifa Ben Mansour pour *La Prière de la peur* (La Différence); le prix Antoine Blondin à Olivier de Kersauson pour *Tous les océans du monde* (Le Cherche-Midi); le prix Georges Courteline à Françoise Dorin pour *Vendanges tardives* (Pion); le prix de la lecture à deux voix à *Nero Corleone*, texte d'Elke Heldenreich et illustrations de Quint Buchholz (Actes Sud Junior).

## RECTIFICATIFS

● Le document illustrant l'article de Jacques Le Goff en « une » du « Monde des livres » du 24 octobre n'est pas daté de 1312 mais de 1455.  
● Albin Michel est le principal éditeur des publications originales en langue française, avec 22 titres parus à ce jour, de Stephen King dont on annonçait dans « Le Monde des livres » du 7 novembre qu'il quittait son éditeur américain Viking.

A la faveur de l'ouverture économique de 1986 et d'une certaine libéralisation politique, le Vietnam a connu une explosion littéraire sans précédent. Depuis une dizaine d'années, la littérature vietnamienne, jusqu'alors réservée aux initiés, est devenue accessible au public français, grâce aux efforts des éditions Philippe Picquier, des éditions de l'Aube, et des éditions Des Femmes. Plus que la littérature traditionnelle, les écrits des auteurs contemporains interpellent le lecteur étranger, car, au-delà du témoignage proprement vietnamien, de son bistro ou de ses mœurs, ils proposent un discours universel.

Les rencontres récentes à Paris (au Centre Wallonie-Bruxelles), dans le cadre du VI<sup>e</sup> Festival Francophonie métissée, et le Sommet de la francophonie qui vient de s'ouvrir à Hanoï permettent de faire le point sur l'apport des auteurs de la génération d'après-guerre. Ainsi Phan Thi Vang Anh (1), jeune écrivain de vingt-neuf ans, qui écrit des poèmes depuis l'âge de six ans et des nouvelles depuis son entrée à l'université, et dont les textes, quelque très personnels, reflètent à la fois les aspirations de la jeu-

nesse du Vietnam et celles de la jeunesse du monde entier. Traitant de l'adolescence, de ses difficultés dans une société où l'on est adolescent jusqu'à presque quarante ans et dans laquelle le patriarcat est la base essentielle de la communauté, Phan Thi Vang Anh rend compte d'une société en mutation, divisée entre son passé et ses rites ancestraux, et d'une occidentalisation qui atteint toutes les couches de la société. Il y reste des traces importantes de la culture française, même si ce qui intéresse le public vietnamien dans la société occidentale est moins sa littérature – les œuvres françaises sont très difficiles à trouver et circulent dans une quasi-clandestinité – que ses pratiques commerciales. Alors que les romans étrangers pénètrent difficilement au Vietnam, il existe une forte demande de ouvrages traitant des manières de s'enrichir ou d'établir une entreprise.

Si les jeunes écrivains vietnamiens ne connaissent pas les mêmes difficultés que leur aînés pour se faire publier, leurs écrits sont encore soumis au contrôle du département de la « sécurité culturelle » et les ouvrages de nature politique sont proscrits. Ce-

pendant, mis à part certaines factions du pouvoir qui restent hostiles à tout changement, le gouvernement incite à un certain renouveau (*Doi Moi*) dans le domaine artistique. Ainsi malgré la « légèreté » qui se dégage de ses récits, Phan Thi Vang Anh a reçu le prix de l'Union des écrivains, reconnaissance pour le moins officielle, et connaît un réel succès au Vietnam.

Cette ouverture dans le domaine culturel a également permis à des auteurs, bannis des circuits éditoriaux, voire de la société tout entière, d'être à nouveau publiés par les maisons d'édition officielles – les seules qui existent. Ainsi Lê Dat, le plus grand poète vivant du Vietnam, après avoir été interdit de publication pendant quarante ans, a été réintégré à l'Union des écrivains, dont il avait été exclu en 1958, et a pu faire paraître en 1993 et 1997 deux recueils de poèmes, *L'Ombre des mats* et *Paroles en germe*, considérés comme ayant une influence des plus grandes sur la nouvelle poésie vietnamienne. Lê Dat, qui se présente lui-même comme « un amoureux de la poésie française », a lu tous les plus grands poètes français, de Villon à René Char, en passant

par Baudelaire. Son intérêt pour la poésie française est tel que, lorsqu'il pénétra dans la maison d'un commandant de légion française pendant la guerre d'Indochine – guerre dans laquelle il joua un rôle important au sein de la résistance antifrancophone –, il n'hésita pas à empocher les deux œuvres d'Apollinaire présentes dans la bibliothèque. Grâce à l'invitation du Centre Wallonien-Bruxelles de Paris et au consentement des autorités, Lê Dat a pu sortir pour la première fois du Vietnam. Pour dire : « J'ai déjà rencontré la France par la poésie, c'est dans la première fois et demie. » Il lui aura fallu « quarante ans pour faire le trajet Hanoi-Paris ».

Il a fait partie de ces auteurs et intellectuels qui, avec le soutien d'un certain nombre de personnalités proches du pouvoir, ont été à l'origine du Nhan Van (humanisme et belles lettres), mouvement qu'on assimile souvent de manière abusive aux « cents fleurs » chinoises. La répression a touché Lê Dat de plein fouet; il a connu dix ans de « rééducation » à la campagne. Pendant quarante années de « traversée du désert », Lê Dat a subi l'exclusion, appris l'humilité. Quand on lui demande

comment il a pu rester si jeune après tant d'années, Lê Dat répond : « J'ai oublié le chemin de la vieillesse. » Le poète réhabilité peut désormais publier ses poèmes d'amour, ce qui symbolise le chemin parcouru, l'amour étant un sujet tabou dans la littérature vietnamienne. Oser en parler est un acte politique. Ses textes ouvertement politiques ne connaissent pas encore le même sort, mais Lê Dat, en « optimiste récalcitrant » et patient, espère qu'un jour ils pourront être publiés. Pour l'instant son projet est de traduire lui-même ses poèmes et d'être publié en France...

L'effervescence culturelle vietnamienne est cependant en train de s'affaiblir, depuis deux ou trois ans. Malgré la forte alphabétisation, les écrivains touchent un public restreint et la « mauvaise littérature », reproduction des romans occidentaux de type « Harlequin », prend le dessus. A l'exception de Do Kiem, les auteurs de la diaspora ne réussissent pas à faire publier leurs œuvres.

Elfin Wronski

(1) Quand on est jeune, éd. Philippe Picquier, 126 p., 98 F.

## L'art de déléguer

L'exercice était inédit. Pétueux aussi. Avec le soudain et généreux élargissement du panel des établissements appelés à décerner le dixième prix Goncourt des lycéens, c'est le rituel même de désignation qui s'est trouvé modifié. Puisque désormais chacun des magasins ESF est associé à l'opération – une généralisation particulièrement heureuse –, il devenait nécessaire de ramener les 52 votes exprimés sur tout le territoire à la douzaine de voix nécessaires pour admettre les délibérations du restaurant La Choppe. Pour ce faire, sept zones ont été déterminées. Chacune devait envoyer deux représentants à Rennes défendant autant de tiers préfigurant le choix définitif du 10 novembre. Forte d'une large implantation de la Fnac en Rhône-Alpes (pas moins de six magasins), Grenoble accueillit ainsi les représentants des lycées Baudelaire d'Annecy, Colbert de Lyon, Claude-Bernard de Villefranche-sur-Saône, Camille-Vernet de Valence, Jean-Monnet de Saint-Etienne, naturellement le lycée Stendhal de la capitale iséroise, mais aussi les Bourguignons du lycée Castel de Dijon et les Auvergnats de Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand. Seize lycéens venus soutenir les livres préférés des huit classes, et d'abord celui de Bruckner; ce sont cependant *Le Maître des poons* de Jean-Pierre Milovanoff, *Coup de lame* de Marc Thillard

et *La Compagnie des spectres* de Lydie Salvayre qui comptèrent les champions les plus enflammés et les avocats les plus brillants; plaçant le style et l'exigence de l'écriture avant l'évocation de l'intrigue, les jeunes critiques tentèrent de ménager le respect du mandat que leur avaient confié leurs camarades avec l'affirmation plus personnelle d'une discrimination littéraire impérieuse. Sans doute cette répétition générale de la délibération finale préfigurait-elle la belle autorité avec laquelle la jeune déléguée de Belfort prononça lundi le prix attribué finalement à *Maître des poons*, y associant, comme un rappel des tiers établis aux deux tours précédents, les livres de Lydie Salvayre et Marc Thillard. Apprendre à déléguer sa voix comme à négocier sans trahir sa mission ni oublier la rigueur de ses exigences est un exercice si délicat qu'on ne saurait trop souligner l'exemplaire maturité dont ont su faire preuve les jurés lycéens. Soulignons qu'en marge de l'actuel règlement chacun d'entre eux put participer aux prochaines Rencontres de Rennes (10-12 décembre), et que les obstacles tant financiers qu'administratifs qui pourraient être levés grâce à l'intervention des différents partenaires de cette belle aventure.

Ph-J. C.

## Arles en version française

Organisées par l'association Atlas, et en particulier son président Jean Guillemeau et le directeur du Collège international des traducteurs, Jacques Thierot, les XIV<sup>e</sup> Assises de la traduction littéraire ont eu lieu à Arles du 8 au 10 novembre, rassemblant ces hommes et ces femmes de l'ombre, ces jongleurs invisibles, ces fous des mots, de la connaissance et de l'esprit dont l'exemple le plus étonnant est sans doute Jusuf Vizion, le traducteur de Kadaré, dont le nom n'apparaissait pas et qui pendant des années n'a jamais été payé (« Le Monde des livres » du 11 novembre 1994). Car c'est avant tout la passion qui les anime et s'ils aiment que leur travail soit mieux reconnu – et mieux payé –, ce qui frappe, c'est la jubilation avec laquelle ils parlent de leur métier, le plaisir qu'ils prennent à participer au grand complet aux tables rondes, aux ateliers et conférences, à partager, à découvrir, à confronter leurs expériences; même les difficultés qu'ils rencontrent, matérielles ou intellectuelles, deviennent source fructueuse de débats, voire d'annusées.

Le coup d'envoi fut donné par Henriette Walters qui vient de publier *L'Aventure des mots français venus d'ailleurs* (Robert Laffont) et qui donna un aperçu de ces mots voyageurs qui posent parfois des problèmes insolites comme cette formule chère aux Anglais : « la crème de la crème », en français dans le texte mais inconnue en français, et qui emprunte en fait sa syntaxe à l'hebrien comme dans *Le Cantique des cantiques* ou *Le saint des saints*. Un des moments forts de ces journées fut la communication d'Hélène Henry sur Vladimir Nabokov, traducteur et écrivain, qui « vécut en trois langues », anglais, russe et français et dont l'activité met en relief le lien qui existe entre « les fonctions diverses d'être traducteur et celui qu'elles entretiennent avec la façon d'écrire », car si Nabokov,

d'abord pour des raisons pédagogiques, traduisit pour ses étudiants américains les grands poètes russes, et en particulier Pouchkine, il fut amené aussi, tant il était mécontent de ses propres traductions, à l'autotraduction, « une besogne infernale », « une métamorphose familière aux papillons, jamais encore tentée par aucun humain ».

Sous la conduite de Michel Espagne, qui dirige la collection des œuvres complètes de Heinrich Heine (éditions du Cerf), l'homme fut rendu à cet autre exilé, dont la retraduction était indispensable pour « donner une vue d'ensemble de son œuvre trop longtemps transformée », car de son vivant les traducteurs l'avaient adapté « au goût français de l'époque », entretenant ainsi « tout un espace de malentendus ». Plus prosaïquement mais non sans humour – les traducteurs d'œuvres logées difficiles demandant par exemple qu'on ne les cantonne pas dans cette spécialité et qu'on leur donne de temps en temps « un bon petit roman » –, on parla, sous l'égide de l'Association des traducteurs littéraires de France (ATLF), du « juste prix d'une traduction », problème sur lequel il faudra sans doute revenir.

Comme chaque année, ces assises furent aussi l'occasion de remises de prix : le Prix Halperine-Kaminsky Consécration à Louis Bonalumi pour l'ensemble de son œuvre de la traduction de l'italien à l'occasion de la publication de *La Douleur du chardonnay*, d'Anna Maria Ortese (Gallimard), le Prix Halperine-Kaminsky Découverte à Alain Gnaedig pour sa traduction du norvégien de *Cantique pour la fin du voyage*, d'Erik Fosnes Hansen (Pion), le Prix Nelly Sachs à Emmanuel Mosès pour *Un anas de nuit* du poète David Vogel (éditions Métropolis, Genève), le Prix Amédée Pichot de la ville d'Arles à Hélène Frémigacci-Mortia pour *Le Diamant du Ba-dha* de Miyazawa Kenji (Le Serpent à plumes).

Martine Silber

Lyon - Palais des Congrès du 26 au 29 novembre 97  
Forum de l'édition et de la documentation spécialisées

**doc forum**  
**fête le savoir**

Plus de 1000 expositions  
50 000 livres en libre accès  
200 expositions éditeurs et prestataires de services  
40 conférences et débats  
3 jours pour tout savoir sur le savoir

## AGENDA

● LE 15 NOVEMBRE. BAUDELAIRE. A Fontenay, le Groupe des recherches baudelairiennes propose une journée d'études, intitulée « Baudelaire et Nerval ». (Salle des colloques de l'Ecole normale supérieure de Fontenay, bâtiment des cours, S. 201, à partir de 10 h 15. Rens : Centre de recherches sur la création poétique, 31, avenue Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses, 01-41-13-25-20.)  
● DU 15 AU 23 NOVEMBRE. FORUM. A Bailly (78), 9<sup>e</sup> Forum du livre, présidé par Maurice Rheims, avec une exposition et des animations autour de l'œuvre de Robert Doisneau. (Rens : 01-30-80-07-66.)  
● LE 17 NOVEMBRE. JEUNESSE. A Paris, la bibliothèque de l'Heure joyeuse propose une journée d'études sur les livres illustrés russes et soviétiques pour enfants, de 1917 à 1945 (inscriptions auprès de l'Agence culturelle de Paris, 6, rue François-Miron, 75004, tél : 01-44-78-80-50). Une exposition sur le même thème, accompagnée d'un catalogue, se tient à la bibliothèque Forney jusqu'au 27 décembre (1, rue du Figuier, 75004, tél : 01-42-78-14-60).  
● JUSQU'AU 19 NOVEMBRE. A Bordeaux et dans son agglomération. L'association Le Monde autour du livre organise un Carrefour des littératures (belge, espagnole, israélienne, palestinienne, marocaine et portugaise). Sont prévus conférences, rencontres littéraires, expositions, diaporamas, lectures de textes et même dégustations de vins. (Rens : association Le Monde autour du livre, 8, Porte-

Basse, 33000 Bordeaux, 05-56-44-92-40.)  
● LES 22 ET 23 NOVEMBRE. POLAR. A Caen, le 6<sup>e</sup> Festival d'art et de littérature nordique. Les Boreales de Normandie, mettra la littérature policière à l'honneur, avec des débats, lectures, et remise d'un prix littéraire. (Rens : 02-31-56-64-84.)  
● LE 29 NOVEMBRE. MORITA. A Paris, colloque franco-japonais de psychiatrie avec les interventions de thérapeutes nippons et français qui traiteront notamment de la thérapie de Morita, très pratiquée au Japon. (Rens : Institut Synthelabo, 22, avenue Gallée, 92350 Le Plessis-Robinson, 01-45-37-58-59.)  
● JUSQU'AU 27 DÉCEMBRE. JOURNAUX INTIMES. A Lyon, sur une idée de Philippe Lejeune, l'Association pour l'autobiographie propose une exposition, Un journal à soi : 250 Journaux intimes originaux, d'Amiel et Marie Bashkirtseff jusqu'à aujourd'hui. Animations et tables rondes. (Bibliothèque municipale de Lyon-Part-Dieu, 30, bd Vivier Merle, 69003 Lyon, tél : 04-78-62-18-07.)

**TSCHANN**  
Libraire  
aura l'honneur d'accueillir  
**CLAUDE SIMON**  
*Le Jardin des Plantes*  
(Editions de Minuit)  
le jeudi 20 novembre 1997,  
de 18h30 à 19h30  
125 bd Montparnasse - Paris XVI

VOUS CHERCHEZ UN  
**LIVRE ÉPUISÉ ?**  
Une seule adresse  
**LE TOUR DU MONDE**  
et son réseau de 250 correspondants  
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
Tél : 01.42.88.73.59  
Fax : 01.42.88.40.57

**paringer**  
fabrique à vos mesures des centaines de modèles de bibliothèques à COLONNADÉS ou à PILASTRES en vrai bois finement travaillé.

CREATION - FABRICATION - VENTE  
121, rue du Chêne-bleu, 75006 PARIS  
Tél : 01.42.22.22.00  
12, rue de la Chaux, 75007 PARIS  
Tél : 01.45.44.10.44